



## Méfiances anglo-saxonnes

HABITUÉ aux critiques de ses partenaires - notamment lorsqu'ils le soupçonnent de faire bande à part - le couple franco-allemand n'aura pas été trop surpris par l'accueil réservé à son dernier « coup » : l'initiative conjointe de Paris et de Bonn visant à renforcer, sur le Vieux Continent, la coopération en matière de défense.

Comme prévu, les plus européens - l'Espagne, la Belgique, l'Italie et, bien évidemment, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles - ont exprimé leur satisfaction. Comme prévu encore, les Pays-Bas et le Danemark, traditionnellement plus réticents, affichaient une prudence de bon aloi teintée de l'appréhension propre aux « petits » pays envers les risques de dictat que porterait en germe un « consensus » entre les deux Grands d'Europe. Aussi prévisibles étaient les réactions anglo-saxonnes : réserve courtoise à Washington, désapprobation ouverte à Londres.

M. KOHL et M. Mitterrand ne manquaient guère d'illusions sur la réponse britannique. Mais ils avaient pris soin de ménager autant que possible - du moins dans la forme - les susceptibilités d'outre-Manche afin de ne pas donner au gouvernement de M. Major la prétexte d'un rejet pur et simple de leurs propositions. Ainsi avaient-ils insisté sur le caractère « complémentaire » de leur projet, en rien destiné, selon eux, à affaiblir l'Alliance atlantique. Paris et Bonn sont allés jusqu'à reprendre explicitement à leur compte la constitution d'un « pilier européen » au sein de l'Alliance, formule chère aux Anglo-Saxons.

Mais il en aurait fallu beaucoup plus pour amadouer la Grande-Bretagne, résolument hostile à tout dispositif susceptible de concurrencer ou de déprécier l'OTAN. Les Britanniques ont surtout retenu du projet franco-allemand ce qui visait à « stopper » leurs propres propositions dans ce domaine. Ils ne peuvent que faire la moue devant la perspective de voir créer, à partir de l'actuelle brigade franco-allemande, un « corps européen » amené à concurrencer la « force de réaction rapide » qu'ils appellent d'autant plus de leurs vœux qu'un de leurs généraux en assumerait le commandement.

Les Américains, quant à eux, font mine de minimiser la démarche franco-allemande, en rappelant qu'elle n'est pas la seule à l'ordre du jour. En fait, ils n'ont aucune raison de s'en réjouir, bien au contraire. Car si les États-Unis ont reconnu - notamment lors du sommet de l'Alliance à Copenhague en juin dernier - le bien-fondé d'une « identité européenne de défense », ils n'admettent pas qu'elle puisse donner naissance à un pôle autonome de décision en matière de sécurité. Leur doctrine reste inchangée : hors de l'OTAN, point de salut.

Les cartes étant désormais sur la table, la partie va donc s'intensifier d'ici le sommet européen des 9 et 10 décembre. M. De Michelis - le chef de la diplomatie italienne - affirme apercevoir un « compromis » à l'horizon de Maastricht. Mais rien ne permet encore de justifier son optimisme.

Lire les articles de CHRISTIAN CHARTIER, JACQUES ISNARD et LAURENT ZECCHINI page 5

M0147 - 1018 0 - 6.00 F



## Accord entre l'Etat et la Sécurité sociale pour contenir les dépenses de santé

Un objectif global d'évolution sera fixé chaque année

Le gouvernement et la Sécurité sociale ont mis au point, mercredi 16 octobre, les bases d'un système permettant d'aboutir à une « maîtrise négociée » des dépenses de santé. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et les pouvoirs publics élaboreront, avant le mi-novembre, un mécanisme établissant « un taux d'évolution annuel global des dépenses d'assurance-mala-

die ». Ces nouvelles règles, que le gouvernement juge « historiques », doivent permettre de ralentir la hausse des dépenses, actuellement de 7 % par an.

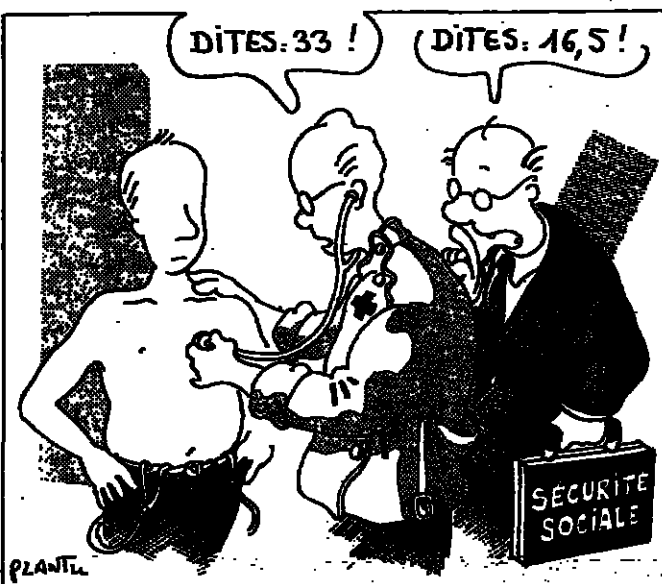
La mise en œuvre de ce dispositif fera l'objet d'une concertation avec les professions de santé, alors qu'infirmières et personnels hospitaliers manifestent le 17 octobre à Paris.

par Jean-Michel Normand

Quarante-cinq ans après sa création, le système de santé français est peut-être sur le point de devenir adulte. L'accord conclu mercredi 16 octobre entre le gouvernement et les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, non-salariés, monde agricole), prévoyant explicitement la négociation « d'un taux d'évolution annuel global des dépenses d'assurance-maladie », est en effet de nature à inverser totalement la logique sur laquelle il était édifié.

Jusqu'à présent, la Sécurité sociale payait « à guichet ouvert » puis s'efforçait d'ajuster les recettes. On connaît le résultat : le rythme des dépenses de santé a considérablement augmenté.

Lire la suite page 29



## Karlovac meurtrie

La Conférence de La Haye reprend ses travaux sur fond de combats en Croatie

KARLOVAC (Croatie)  
de notre envoyé spécial

Cela fait trois jours que Draga Matanic traverse les deux ponts encombrés d'épaves de camions, qui disputent la chaussée défoncée aux mines antichars, au verrouillage et aux gravats. Cela fait trois jours qu'elle entre dans Turanj, qu'elle marche entre les ruines et les maisons aux murs criblés d'impacts, aux vitres cassées. Cela fait trois jours qu'elle fait demi-tour avant d'atteindre son but. Mercredi 16 octobre, accompagnée de sa fille de seize ans, elle n'a pas dépassé le premier carrefour, de peur de tirs isolés. Elle n'a donc pas pu réaliser son rêve : apercevoir sa

maison, située dans un hameau tout proche de Turanj, faubourg de Karlovac, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Zagreb.

Draga a dû quitter précipitamment sa maison de Miksici, dimanche après-midi 6 octobre. Depuis deux jours, la région était bombardée et, ce dimanche-là, l'intensité des tirs a été particulièrement élevée, la contraignant à partir immédiatement avec son mari, ainsi que ses deux enfants, et à passer sur la rive gauche de la Karana, le long de laquelle s'étend Turanj.

YVES HELLER

Lire la suite et l'article de FLORENCE HARTMANN page 3

## Le déclin de la « dynastie Ozal »

Le président turc sombre dans l'impopularité et les élections du 20 octobre pourraient marquer le septième « retour » de M. Demirel

ISTANBUL

de notre envoyée spéciale

La sono nasillarde couvre les cris des monnettes, les sirènes des paquebots, les klaxons des automobilistes impatientes. Juché sur le toit d'un autobus qui lui sert de podium, Suleyman Demirel, six fois premier ministre, écarté du pouvoir par le putsch militaire de 1980 et dont la presse, pour la énième fois, annonce depuis le « retour », salue de son célèbre chapeau noir la foule serrée pour l'accueillir sur la place de l'embarras, baignant dans les senteurs de moutons grillés et l'âcre odeur du tabac turc. Plus

démagogue que jamais, le vieux leader conservateur ne recule, durant cette campagne électorale, devant aucune promesse (« les clés d'une voiture et d'une maison pour chaque Turc », dit-il) et il s'invente une virginité : il se fait le chantre des droits de l'homme et de la démocratie, il réclame la « transparence » dans les prisons, dans les commissariats et dans l'Etat, il conspu le régime actuel « corrompu » et veut la tête du président Turgut Ozal, en quoi il rejoint la plupart des autres leaders et, semble-t-il, un sentiment assez largement populaire.

Mais, qu'à cela ne tienne, le meeting de M. Demirel, comme

la plupart des autres, baigne dans la bonhomie et participe à la grande fête citadine qu'est ici la campagne électorale. Istanbul pavaise. Des milliers de fanions des partis politiques, tous rouge et blanc, les couleurs nationales, sont pendus en rangs serrés au-dessus des chaussées. Les affiches politiques se sont surajoutées dans toute la ville à l'imagerie chaotique des publicités et des enseignes des petits commerces. Des voitures équipées de haut-parleurs passent en crachant des musiques orientales enlaidies.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 3

# ITALO CALVINO

ITALO CALVINO  
LA ROUTE DE SAN GIOVANNI

SEUIL

Editions du Seuil

### LIVRES ♦ IDEES

#### « Fureur de lire » au féminin

Lancée il y a trois ans par le ministère de la culture, « La Fureur de lire » mobilise, samedi 19 et dimanche 20 octobre, pour une célébration de la lecture, tous les acteurs de la chaîne du livre, auteurs, éditeurs, bibliothécaires, libraires, théâtres, journaux, associations culturelles. Plusieurs centaines de manifestations sont prévues, à Paris et en province. A cette occasion, le SIFRES a réalisé pour le Monde, France-Loisirs et la Direction du livre un sondage sur la lecture des jeunes de 16 à 18 ans, qui montre que les filles lisent beaucoup plus et beaucoup mieux que les garçons.

■ La littérature et ses juges ■ L'autre ville des prodiges ■ Le feuilleton de Michel Braudeau ■ Histoires littéraires, par François Bott ■ D'autres mondes, par Nicole Zand ■ L'assassin du dimanche ■ Ecrivains tchèques et slovaques ■ A qui appartient la parole des maîtres disparus ? pages 17 à 26

### AFFAIRES

■ Les grands magasins américains sont-ils des dinosaures ? ■ Un Sud-Africain force la porte de Liberty ■ Les hôtels Concorde se font agressifs ■ Bernard Tapie laisse les Allemands perplexes pages 31 à 33

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 760 ml; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 85 p.; Irlande, 120 IR; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 FR; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,80 FR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هنا من الأخبار

سكس النشلي

## DÉBATS

Société et politique

# Clarence Thomas et ses juges

par Françoise Burgess

TOUT le monde sait que, malgré le rétroscène de la pléiade, les États-Unis sont encore, culturellement, aux antipodes de l'Europe. Cela a permis à la presse européenne de ne pas prendre trop au sérieux le dernier roman-feuilleton politique américain : le psychodrame télévisé des accusations de harcèlement sexuel lancées par Miss Anita Hill à l'encontre de Clarence Thomas, son ancien patron, qui se trouve être - quel hasard ! - candidat au poste de juge à la Cour suprême, poste hautement convoité, honorifique et crucial, en l'occurrence, puisque la Cour décide en dernière instance de la légalité des mesures concernant les droits des femmes - et les femmes sont fortement protégées par la loi aux États-Unis.

Dans la mesure où il y a de fortes chances que, comme d'habitude, les mœurs, coutumes et autres habitudes américaines traversent l'Atlantique et se retrouvent dans notre cher pays dans quinze ou vingt ans, peut-être pourrions-nous, une fois n'est pas coutume, méditer sur l'exemple américain afin de ne pas le suivre ?

### Un autre visage du féminisme

Bien sûr, cette confrontation a mis en lumière la répression sexuelle de l'Amérique, l'hypocrisie avec laquelle elle dénonce violemment en public ce qu'elle pratique en privé, la peur et la prudence qui environnent tout ce qui touche au sexe, en dépit d'une prétendue libération sexuelle qui s'apparente plutôt à un défilé dans trois ans correspondant du monde à Moscou, à cette audace : il s'agit de l'épreuve du temps qui dure ses articles du temps qui passe. Qu'il ne regrette pas d'avoir passé l'examen : ceux qui relisent ce qu'il écrivait entre 1988 et 1991 lui accorderont sans doute un prix de cohérence.

Gorbatchev engagé alors la deuxième phase de la perestroïka. Dans une première étape, le successeur de Tchernomirski veut remettre d'aplomb une économie qui « se désintègre à vue d'œil ». Cette tentative échoue. D'après même qu'elle aggrave le mal : l'ancien système va cesser de fonctionner alors que le nouveau n'est toujours pas en place. Le secrétaire général découvre alors qu'il faut réformer le régime politique. C'est donc cet aspect de la perestroïka qui devient, entre 1988 et 1990, le thème d'observation non pas unique mais privilégié du correspondant du Monde.

L'indignation de certains sénateurs était un peu obscène, tout particulièrement celle de Ted Kennedy, lui-même impliqué dans un procès pour viol par l'intermédiaire de son neveu, et courreur de jupons invétéré s'il en fut.

Mais tout cela est simplement triste : ces trois journées d'audition télévisées sont cruciales pour bien d'autres raisons. Tout d'abord, elles ont radicalement changé la perception que les Américains ont du féminisme - et ce n'est pas, je pense, nécessairement une victoire pour les femmes. Incontestablement, l'immense majorité de celles qui travaillent ont éprouvé un sentiment de soulagement, peut-être même de joie, à voir une femme, soutenue par de nombreuses autres, affirmer que, oui, les hommes se conduisent envers elles de façon inadmissible sur les lieux de travail. Et cela doit changer : il faut espérer que la France tire les leçons qui s'imposent de cette constatation.

Incontestablement aussi, s'il y avait plus de femmes députées ou sénateurs, en France comme aux États-Unis, on n'aurait pas assisté à l'étrange spectacle de quatorze hommes écoutant avec stupeur une femme laver en public le linge sale d'un homme qu'elle accusait de crimes qu'ils faisaient tous proférer, soumettre, démentir, ignorer. Mais qui peut dire quelle leçon les hommes d'affaires vont tirer de ces révélations ? Vont-ils décider que plus jamais ils ne traiteront les femmes d'égal à égal lors de voyages d'affaires, par exemple ? Trop dangereux, c'est un essai de séduction.

Les accusations de Miss Hill soulèvent aussi le spectre des stéréotypes que tant de femmes ont essayé de faire oublier : les femmes sont-elles émotionnellement instables ? Sont-elles prêtes à tout, y compris, et sur-

tout, à se servir de la sexualité, pour parvenir à leurs fins ? En outre, peut-on vraiment croire, comme beaucoup de femmes témoignent en faveur de Miss Hill l'ont indiqué, qu'en 1991 une femme qui a conscience de sa dignité et de sa valeur est prête à accepter toutes les humiliations provenant de son patron pour garder son job, surtout lorsque cette femme est diplômée de la meilleure faculté de droit des États-Unis ? Dans ce cas, que signifie le féminisme ?

Un autre aspect, tout aussi sérieux et tout aussi triste, de ces accusations concerne les relations raciales. Et bien que la France n'en soit pas encore au point d'hypocrisie sexuelle qui caractérise aux États-Unis, il serait bon d'y prêter attention. Clarence Thomas a appelé les accusations dont il était l'objet un « high tech lynching ».

### Cynisme et hypocrisie

Il faut savoir que plus de 2 000 hommes noirs ont été assassinés et émasculés depuis la guerre de Sécession, simplement parce que l'imaginaire de l'homme blanc est obsédé par l'image de la femme blanche dans le lit d'un Noir. On fera donc tout pour le réduire en miettes, et c'était d'autant plus facile cette fois-ci puisque Thomas se présente comme un Noir non-conformiste, opposé aux mesures traditionnelles civiques, en clair comme un Noir conservateur, ce qui est pour beaucoup l'abandon de la discipline. Il est probablement utile d'ajouter que le mariage de Thomas avec une femme blanche n'a pas aidé sa cause.

Par ailleurs, femmes noires et hommes noirs n'ont pas des relations

extrêmement simples : les femmes noires ont toujours accusé leurs hommes de les désirer en faveur des femmes blanches. La jalousie aidant, Miss Hill a peut-être voulu prendre sa revanche. Roman-feuilleton ? Possible. Mais si on écoute la communauté noire, les réactions vont bon train. Il est absolument certain que, si l'accusation de Clarence Thomas avait été blanchie, elle aurait été clouée au pilori par les Noirs et traitée avec plus d'égards par le Sénat. Le malaise racial américain pourrait parfaitement devenir le nôtre si nous n'y prenons pas garde. Raison supplémentaire pour prendre au sérieux l'épisode Thomas.

Enfin, ces audiences ont mis en lumière le cynisme et l'hypocrisie du système politique américain actuel : les médias se délectent ; ils exploitent à fond tout ce qui, de près ou de loin, touche aux relations sexuelles. Il n'est plus question pour un homme politique d'avoir la moindre once de vie privée. Tous les coups sont permis.

Autre leçon à tirer de ce dernier « drame » : les audiences du Sénat ne remplissent plus leur fonction. Le système politique américain est en pleine dégénérescence : c'est un conflit rituel entre démocrates et républicains ; personne n'écoute les arguments présentés par l'équipe adverse ; la politesse a remplacé l'examen honnête des qualifications d'un prétendant à un poste ; la personnalité du candidat seule compte, pas du tout le programme qu'il défend. Est-ce vraiment ce qui attend la France dans une quinzaine d'années ?

► Françoise Burgess est professeur agrégé (Paris-VIII), en poste à New-York depuis onze ans.

# L'enfant du deuxième étage

par Gérard Millier

DANS les débats sur l'immigration qui secouent la classe politique française, au terme des récentes déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, on a entendu ce cri du cœur : « Mais comment a-t-il pu ? » Sous-entendu : est-ce donc cela que cherchait à voir en nous, depuis dix-sept ans, l'homme qui voulait regarder la France au fond des yeux ? Et rien ne dit d'ailleurs que l'intérêt lui-même par-delà les points gagnés dans les sondages, ne se soit pas demandé : « Mais où suis-je exactement dans ce qui m'arrive ? »

En bien, si la psychanalyse peut ici apporter un témoignage, c'est le suivant : chaque fois qu'un homme s'intéresse d'un peu trop près à ceux de ses semblables qu'il soupçonne de lui dérober son être, de l'envahir, tout est possible. Il n'y a plus de principes, plus d'intérêts, plus même de bienséance. Les bouches s'ouvrent, les cœurs dégorgeant et chacun découvre, avec jubilation ou dégoût, ce qui se pense tout bas quand arrive l'heure de le dire tout haut.

Parmi tous les commentaires hostiles, souvent très violents, que ses déclarations ont provoqués en France comme à l'étranger, Valéry Giscard d'Estaing a choisi la semaine dernière d'isoler ceux du mensuel *Globe* et de porter plainte contre celui-ci. Un jour plus tard, dans le *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson donnait le ton de la contre-offensive : « Veut-on nous faire expier de n'être pas nés juifs ou pauvres ? Veut-on nous imposer d'avoir à le regretter un jour ? Veut-on nous forcer à l'outrance ? »

L'outrance ! Ce qu'il y a de juste, de sinistre dans ces débats sur l'immigration, c'est que personne n'a besoin d'être « forcé ». Cela vient tout seul, sans efforts, comme un miel noir coulant des ruches. L'ancien président de la République accepterait peut-être un jour de tendre une oreille inquiète vers ce qui s'est murmuré en lui. Et peut-être regretterait-il alors l'insupportable intolérance que ses lèvres ont laissé filtrer. Mais qui ne voit dans tous les cas ce qui se dissimule de haine dans les âmes les plus civilisées ?

Pour ma part, je ne sais pas comment écouter la voix du sang, mais j'essaie de me débrouiller avec cela de l'inconscience. Y compris quand cet inconscience parle chez d'insoupçonnables amis du genre humain ! Le premier dit « invasion » et l'autre, Philippe Tesson, dans la foulée, lance aux combattants « fanatiques » de l'antisémitisme et du racisme, « c'est le simple « logement » qu'il faut leur offrir ». Et, un an après Carpentras, le même Philippe Tesson, désignant nominalement le directeur de *Globe*, d'ajouter cette indignité : « Ce n'est pas la première fois qu'on a envie de l'embrocher. »

### Blessure

J'ai rencontré Valéry Giscard d'Estaing il y a longtemps, lors de la campagne pour les élections européennes. A propos de sa défaite de mai 1981, un terme prononcé par lui quelques jours plus tôt à la télévision m'avait frappé : « blessure ». Il me précisait : « C'était un terme avant tout technique. Il aurait pu être litigieux : il était descriptif, comme lorsqu'on montre à l'autre la nature exacte d'une plaie qu'on a sur le corps. »

Aujourd'hui, je ferais volontiers l'hypothèse que, des milliers de phrases lues ou entendues par Giscard depuis un mois, il y en a une qui l'a - au sens qu'il donnait lui-même à ce mot - blessé. Celle où il lui fut rappelé que, enfant, il avait été élevé au 101 de l'avenue Henri-Martin et que de cela il devait garder le souvenir. Le souvenir, qui n'est pas un rappel avec sérieux, sans penser qu'un tribunal, jugeant d'ici quelques mois des journalistes importants, sera de taille à en effacer la trace.

La vie de chacun, de nous est faite de rencontres imposées, de blessures qui n'en ont pas moins tissé notre destin. Et il y aura désormais un délit de voisinage. Dis-moi qui est ton voisin de palier, je te dirai quel salaud tu es », s'assure Tesson. C'est toute la question ! A l'âge que devait avoir Valéry Giscard d'Estaing quand il habitait avenue Henri-Martin, un homme me raconte

avoir vu - de ses yeux vu - en passant être arrêté par des policiers, jeté à terre et laissé pour mort. Un passant anonyme, qui simplement passait, mais dont le visage, la peau, disaient en cette année 1961, à Paris : « C'est un Arabe ». L'homme qui me rapportait ce souvenir n'était pas arabe lui-même, ni policier - à treize ans, on ne pouvait l'accuser de rien. Ce jour-là, il s'arrêta et, curieusement, comme d'un poids dont il n'aurait pas rêvé ou voulu se débarrasser, il considéra, passant attardé sur un crime dont il n'était que l'enfant-témoin, qu'il devait vouer sa vie au droit.

A une autre époque, des milliers de Français pétainistes avaient clamé, eux, que l'honneur se passait « à côté », « au-dessous », « au-dessus », mais pas... « chez eux ». Ils n'y étaient pour rien si sous leurs yeux, à cet instant, à dix mètres, d'autres avaient été ou commis le pire... Et les voisins des camps de concentration nazis, qui ferraient leurs fenêtres pour ne pas sentir l'odeur des chairs brûlées, martyrisées ? Des voisins, vous dis-je, n'étaient que des voisins... Je ne suis pas un juge : ce n'est pas mon métier de dire où commence et où finit ce qu'on appelle la responsabilité des hommes. Ce qui m'importe, c'est ce que chacun a fait de ce qui lui est arrivé au détour de son enfance, de sa vie, ce que chacun a fait de ce que l'autre lui a imposé.

### Refoulement

C'est ainsi, il n'y peut rien : celui qui fut président de la République française et aspire sans doute à le redevenir a habité, sans l'avoir voulu, sans que son avis ait été par quelconque sollicité, un lieu de la mémoire. Dans la *Déclaration de Paris*, l'ouvrage de son grand-père, Jacques Bardoux, qui le lui dédia, on lit ces quelques lignes : « La Gestapo du sixième arrondissement s'est installée au rez-de-chaussée du 101, avenue Henri-Martin. Mes enfants habitent le deuxième étage. A plusieurs reprises, le matin, des cercueils ont été enlevés. Le concierge a dû parfois nettoyer sur les parquets des traces de sang. La cave sert à entreposer les meubles volés dans les appartements juifs. » Lignes cliniques du grand-père, sans commentaire ni affect, le seul par ce que de leur côté ses parents, et puis Giscard lui-même, ont fait de leurs souvenirs du 101. Dans un communiqué où il annonce ses poursuites contre *Globe*, là où Jacques Bardoux avait vu l'un des sièges mêmes de la Gestapo, Giscard, d'un ton très confus, évoque « un agent de la Gestapo » et le simple « logement » qu'il aurait occupé dans l'immeuble de ses parents - « propriété d'une compagnie d'assurances », tient-il à préciser.

Faut-il en appeler à Freud et à son mécanisme du refoulement ? Faut-il se demander si l'enfant des années 40 a vu le sang et le concierge et les cercueils et la cave et les juifs ? Il n'en a jamais parlé publiquement, et pourquoi ? L'aurait-on questionné, lui qui participa à la libération de Paris, s'engagea à dix-huit ans dans la 1<sup>re</sup> armée française et fut décoré de la croix de guerre. Mais voilà, l'enfant a grandi et un jour, bien des années après que le concierge de son immeuble eut effacé le sang des supplicés, il a prononcé le mot « invasion ». Un mot qui venait d'où, qui révélait quoi ? Car des « envahisseurs », il en avait justement subi dans son enfance, il avait dû en voir les crimes. Et c'était ainsi qu'il nommait maintenant des êtres dans leur immense majorité pacifiques, des hommes, des femmes, des enfants, presque tous venus en France dans le respect de ses lois, les autres - clandestins du malheur - se trompant de rêve et de pays.

Oui, devant ce signifiant de l'invasion qui appelle à la violence et aux armes, devant cette démesure, cette démagogie, oui, devant cette formidable injustice, on a le droit de dire à cet enfant qui regardait le monde du haut de sa fenêtre du deuxième étage : « Qui sait ce que tu as vu, ce qu'on t'a raconté ? Qui sait tout ce qu'a représenté pour toi ce numéro 101 de l'avenue Henri-Martin ? Ne le dis pas, tais-toi, secret qui appartient. Mais simplement, souviens-toi. »

► Gérard Millier est psychanalyste.

## BIBLIOGRAPHIE

# Le journaliste et la tortue

ÉLOGE DE LA TORTUE  
L'URSS de Gorbatchev,  
1985-1991  
de Bernard Guetta.  
Le Monde Éditions, 513 p., 145 F.

Il faut du temps à un journaliste, historien de l'éphémère par devoir d'État, pour accepter que soient réunies en volume ses chroniques quotidiennes. Bernard Guetta, qui fut pendant trois ans correspondant du Monde à Moscou, a cette audace : il soumet à l'épreuve du temps qui dure ses articles du temps qui passe. Qu'il ne regrette pas d'avoir passé l'examen : ceux qui relisent ce qu'il écrivait entre 1988 et 1991 lui accorderont sans doute un prix de cohérence.

Gorbatchev engagé alors la deuxième phase de la perestroïka. Dans une première étape, le successeur de Tchernomirski veut remettre d'aplomb une économie qui « se désintègre à vue d'œil ». Cette tentative échoue. D'après même qu'elle aggrave le mal : l'ancien système va cesser de fonctionner alors que le nouveau n'est toujours pas en place. Le secrétaire général découvre alors qu'il faut réformer le régime politique. C'est donc cet aspect de la perestroïka qui devient, entre 1988 et 1990, le thème d'observation non pas unique mais privilégié du correspondant du Monde.

Les difficultés matérielles insupportables pour la population ne lui échappent certes pas. Mais le journaliste est fasciné par la tortue « qui se hâte avec lenteur ». Manifestement, il croit dès le début qu'elle va arriver au but parce qu'elle a choisi la bonne méthode, imposé le bon rythme. Les articles de Bernard Guetta constituent l'ébauche d'une histoire politique de trois ans de perestroïka. Une ébauche avec ses affirmations confirmées par les derniers événements et forcément des remarques à corriger.

### M. Gorbatchev a changé de terrain

Bernard Guetta remarque ainsi à propos de Gorbatchev : « Ayant été un poète politique, il n'a pas encore d'interlocuteur politique mais seulement deux populations qui se font et lui font face au stade primaire de la démocratie. Que l'un ou l'autre l'emporte, et c'en est fini des espoirs de transition pacifique vers la démocratie. » Certes. Mais la suite a montré que l'un de ces deux protagonistes le retour en arrière tandis que l'autre, l'ancien, faisait naître la démocratie comme sous Gorbatchev.

Une perestroïka s'est donc achevée en août dernier. Dans une longue introduction au recueil, Bernard Guetta récapitule l'histoire qu'il a observée et ses propres jugements. Il rappelle que M. Gorbatchev a peu à

peu changé de terrain, créé des conditions telles que les coups d'État ou les révolutions de palais dont l'URSS avait alors le secret ne pouvaient plus réussir. Dans le débat qui mit aux prises Gorbatchev à ses opposants ou à ses amis radicaux qui préconisaient une rupture rapide, complète, avec le vieux système, Bernard Guetta donne raison au secrétaire général. Celui-ci a su neutraliser l'appareil du parti en le menaçant. On pourrait ajouter que la perestroïka a eu les mêmes effets dans l'armée, la police, si bien qu'en soit ces instruments n'ont pas répondu à l'attente des putschistes.

Gorbatchev, lui, savait-il où il allait ? Fut-il avant août 1991, comme le pense le chroniqueur, « le dernier en date des successeurs de Staline qui dynamitaient obstinément ce qui restait du communisme » ? Son génie ne fut-il pas plutôt d'appliquer le précepte de Couteau : puisque ces mystères nous dépassent, laissons de les organiser ? Nous n'avons pas encore assez d'éléments pour définir clairement la ligne Gorbatchev : à supposer qu'elle ait existé dès l'origine. Au bout de six ans, il nous semble surtout que le président a complètement manqué la réforme économique qui était son objectif et rêgé une réforme politique qui n'était peut-être pas dans son programme. Bernard Guetta recense tous les changements fondamentaux révé-

lés ou provoqués par Gorbatchev et qui expliquent l'échec du putsch. Mais que peut-on attendre du nez de Chloé ? Ce qui a été dit, ce ne fut pas la tentative de coup d'État - elle avait été maintes fois annoncée - mais son déroulement. Les choses auraient pu se passer autrement. Y aurait-il eu cette résistance rapidement victorieuse si, dans un geste à la « 18-Juin », Boris Eltsine ne s'était hissé sur un char, s'il n'avait su mobiliser les foules face aux occupants qui s'installaient sursous de l'empire en décomposition ?

Ce rappel ne relève pas seulement ni même d'abord de l'analyse. Bernard Guetta analyse fort bien les raisons qui rendaient impossible la réussite du coup d'État tel qu'il fut tenté. Mais les sujets de mécontentement - et, on en trouve mention dans ce livre - que comptent exploiter les putschistes n'ont pas disparu et d'autres menacent. Imaginons un groupe d'hommes résolus, en état de sobriété, qui n'ont plus rien à perdre, avec un maître d'œuvre disposant d'instruments peu nombreux mais bien placés, décidé à frapper vite et fort. Imaginons ? On revient à cette vieille première qui, enclenchée dans un poème d'Angeot, est devenue un des plus beaux vers de la langue française : « Rien n'est jamais acquis... »

BERNARD FÉRON

# EDGAR MORIN

Edgar Morin Autocritique

Edgar Morin  
Gianluca Bocchi  
Mauro Cerutti  
UN NOUVEAU COMMENCEMENT

140 F

120 F

Editions du Seuil, Paris

Seuil

Deux livres clés

Après l'écroulement de ce qui fut à la fois la plus grande espérance et le plus grand mensonge du siècle - le communisme -, peut-on reconstruire un futur ?

Editions du Seuil



مركز العمل

## ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : à la veille de la session plénière de la conférence de paix

### Le bloc serbe veut s'octroyer un droit de veto sur les décisions qui pourraient être prises à La Haye

BELGRADE

de notre correspondant

Réuni mercredi à Belgrade, le « bloc serbe » de la présidence collégiale a informé le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, et le président de la conférence de paix, Lord Carrington, que seules les instances fédérales, et en l'occurrence la présidence collégiale, pouvaient entériner des décisions qui seraient éventuellement prises, vendredi 18 octobre, par la Communauté européenne et les présidents des six Républiques yougoslaves invités à la session plénière de la conférence sur la Yougoslavie.

« En vertu de la Constitution yougoslave, est-il précisé dans la lettre, la présidence collégiale est la seule instance compétente en matière de défense, de sécurité, de politique étrangère et des droits des peuples et des minorités ethniques. Aux termes de ces dispositions, elle est par ailleurs le commandement suprême des forces armées yougoslaves. » En l'absence de la présidence, les accords convénus éventuellement à La Haye seraient considérés comme « illégitimes ». La « bande des quatre » de la présidence collégiale (Serbie, Monténégro, Kosovo et Voïvodine) tentent donc de s'octroyer un droit de veto.

Cette manœuvre du « bloc serbe » n'est pas fortuite puisque des observateurs estiment que la session plénière de la conférence de la paix pourrait aboutir, vendredi 18 octobre, à l'ébauche d'un dénouement politique de la crise yougoslave. En soulignant que « le président ou le membre de la présidence yougoslave qui représente la direction collégiale à l'étranger est tenu de la faire en accord avec les décisions du collège », la Serbie et le Monténégro s'opposent au fait que la Yougoslavie soit représentée par le président ou ex-

ecutive, le Croate Stipe Mesic. Par ailleurs, ils contestent la légitimité du chef de la diplomatie yougoslave, M. Budimir Loncar, le seul représentant fédéral devant participer à la session de La Haye, l'accusant de partialité.

Dans une interview accordée à la radio de Belgrade, le vice-président de la fédération, le Monténégrin Ranko Kovic a rappelé que toute proposition relative au retrait de l'armée fédérale des zones de conflit en Croatie serait irrecevable tant qu'une solution politique réglant le statut des Serbes en Croatie ne sera pas trouvée. Pour M. Kovic, un plan de paix doit avant tout assurer la levée du blocus des casernes fédérales et la sécurité des familles de militaires, garantissant un statut « satisfaisant » pour les Serbes de Croatie afin de les protéger contre les « risques de génocide » et régler le problème du redécoupage des frontières.

L'armée

sans étoile rouge

Le symbole que l'armée nationale yougoslave (ANY) a gardé pendant cinquante ans est tombé, mercredi 17 octobre. L'ANY se retrouve désormais sans l'étoile rouge, l'emblème que les partisans de Tito avaient brodé sur leurs bérets dès le début de la résistance communiste en 1941. La décision a été prise par la présidence yougoslave, représentée depuis le coup de force du 3 octobre par la Serbie et le Monténégro. Le

nouvel emblème de ce qui reste l'armée yougoslave sera circulaire. On y retrouvera les couleurs de la fédération avec ses trois bandes bleue, blanche et rouge. Un cercle doré où seront inscrites les initiales de l'armée yougoslave (JNA) ou celles de la défense territoriale (TO) ornée de la bande médiane blanche à la place de l'étoile rouge. L'étoile rouge disparaît une semaine après que le ministre fédéral de la défense ait interdit toute activité politique au sein de l'armée. Elle fait partie aussi d'une série de mesures dites « anticomunistes » prises à l'instigation des dirigeants serbes et visant avant tout à bannir tout ce qui est « titiste ».

FLORENCE HARTMANN



### Les Européens vont soumettre des « propositions concrètes » aux participants

LA HAYE

de notre correspondant

A la veille de la « très importante » réunion à La Haye des présidents des six Républiques yougoslaves, M. Hans van den Broek, président en exercice de la CEE et parrain, à ce titre, de la conférence de paix, a confirmé, mercredi 16 octobre, que « des propositions concrètes » seront soumises aux participants. « Nous avons travaillé sur des modèles qui, d'un côté, font droit à l'aspiration à l'indépendance ou à la souveraineté des Républiques dans le maintien des frontières actuelles et qui, de l'autre côté, prévoient des garanties pour les minorités dans le nouveau cadre institutionnel et au sein des

Républiques à population multinationale », nous a déclaré le chef de la diplomatie néerlandaise.

Réitérant la volonté des Européens « de ne rien imposer à la Yougoslavie, à commencer par la structure politique qui n'aurait demain plus rien à voir avec la réalité », M. van den Broek a précisé que les propositions concernaient essentiellement deux points : « La protection des minorités telle la communauté serbe de Croatie, de même que la protection des droits de l'homme dans toutes les Républiques ; la situation des Albanais du Kosovo a également retenu notre attention. Ensuite, la coopération future entre les Républiques », non seulement sur le plan constitutionnel mais également

et financiers. Des « experts de haut niveau », tel M. Robert Badinter, président de la commission d'arbitrage de la conférence de La Haye, d'autres juristes et des économistes ont été impliqués dans la préparation des propositions européennes.

M. van den Broek espère que la rencontre des présidents permettra vendredi d'ouvrir « une brèche politique ». « J'ai des raisons concrètes, dit-il, de supposer que nous pourrions faire des progrès. » Mais en cas d'échec, c'est-à-dire si « le travail préparatoire que nous avons fait est radicalement refusé », il appellera les Douze « à se réunir d'urgence pour apprécier la situation : celle-ci sera alors grave ».

CHRISTIAN CHARTIER

### Karlovac meurtrie

Suite de la première page

Aujourd'hui, le hameau de Miksic est sous le contrôle des forces serbes. Turanj constitue la première ligne croate. Draga s'est d'abord réfugiée en Slovaquie, puis est venue habiter à Karlovac, violemment bombardée début octobre. De là, elle vient régulièrement pour tenter d'apercevoir sa maison, dont elle ne sait qu'une chose : qu'elle a été mitraillée, mais qu'elle est toujours debout.

Draga n'est pas la seule à faire le trajet de Karlovac à Turanj. Petite silhouette noire descendant la rue au milieu de la chaussée, cette autre habitante a largement dépassé la soixantaine ; tous les jours, elle fait plusieurs kilomètres à pied, depuis le domicile d'une cousine qui lui a donné asile, pour venir nourrir ses bêtes et mettre un peu d'ordre dans sa maison de Turanj. Puis elle s'en retourne, toujours à pied, entre mines et carcasses de camions.

Plus de mille morts

En revanche, beaucoup d'hommes sont restés ; aux côtés de la garde nationale, ils défendent leur village. D'autres - Serbes ou Croates - ne verront plus jamais leur maison de la rive droite de la Korana, presque entièrement conquise par les forces paramilitaires serbes et l'armée fédérale qui les appuie. Ici, les villages serbes et croates voisinent, comme se côtoient les maisons des deux communautés dans les localités mixtes, telle Turanj.

Mihajlo Dudukovic et Alberto Pregelj étaient voisins. L'un était Serbe, originaire d'un village - Tocak - proche de Slunj au sud de Zagreb ; l'autre, Croate, est né en Istrie, à Vodice, non loin de la frontière italienne. Tous deux avaient le même âge, à huit mois près : cinquante-sept ans, selon les papiers d'identité retrouvés sur eux. Mihajlo et Alberto ont eu, plusieurs jours durant, la

même sépulture provisoire : un camion frigorifique garé devant la morgue de l'hôpital de Karlovac, avant d'être enterrés, mardi 15 octobre, dans un carré spécial du cimetière de la ville. Avec eux, plusieurs autres corps mutilés ont ainsi séjourné à la morgue de Karlovac.

Un médecin de l'hôpital de cette ville raconte : samedi 12 octobre, l'établissement a été informé par les forces croates qu'il devait faire chercher quatre cadavres devant l'école de Turanj, les corps (parmi lesquels ceux de Mihajlo et d'Alberto) d'habitants de la région, tués, selon elles, par les « terroristes serbes », après une de leurs incursions. Le lendemain, ce sont neuf autres corps que les services de l'hôpital sont allés récupérer devant l'école de Turanj, dont ceux d'une famille croate de quatre personnes, âgées de vingt-quatre à quatre-vingts ans. Selon l'autopsie pratiquée sur les cadavres, tous ces civils avaient subi le même traitement : d'abord tués d'une balle dans la tête ou dans la poitrine, puis leurs corps mutilés, notamment à coups de crosse. Les personnes assassinées, selon des habitants et des médecins, sont toutes originaires de villages de la rive droite de la Korana, comme Vukmanic. L'hôpital de Karlovac - où l'on a pu consulter les papiers d'identité des victimes dont les familles n'ont pas réclamé le corps - dispose, en outre, d'une liste de dix-sept personnes de la même région signalées par leurs proches comme disparues après l'avance serbe.

Les civils constituent près de la moitié des victimes croates de la guerre, selon le bilan officiel publié mercredi à Zagreb. Sur un total de 1 052 tués reconnus par les autorités croates, 480 sont des civils. Quant aux blessés, il y en a eu 1 800, dont 2 243 civils. Sur le mur d'un immeuble de Karlovac, un mot est peint en grandes lettres rouges : « Zasto ? » (Pourquoi ?).

VIVES HELLER

### Le déclin de la « dynastie Ozal »

Suite de la première page

Des années d'enfants scandant les slogans comme des comptines et défilant les rues peintes en l'honneur des tracts comme des confettis. Le soir, dans les cafés populaires enfumés, les hommes applaudissent à tout rompre tel ou tel candidat en campagne. Ils viennent des villages, ces formes d'habitants sauvages plus ou moins proches du bidonville, selon qu'elles sont plus ou moins anciennes et qui se nichent jusqu'entre les quartiers au luxe arrogant des rives du Bosphore.

Cette ville profitante qui n'en finit pas d'absorber ceux que le marasme chasse des provinces orientales, ceux de Trabzon et des confins de la Géorgie, ceux du « sud-est » comme on dit pudiquement, c'est-à-dire les Kurdes, cette ville n'est pas le fief de M. Demirel dont la clientèle est surtout rurale et traditionnelle. Mais à côté de lui, sur le bus, un homme dont il a fait récemment son bras droit est censé l'aider à améliorer le score du Parti de la juste voie dans les grandes zones urbaines. C'est Bedrettin Dalan, un transfuge, un poids lourd de la vie politique locale, arrivé au début des années 80 dans les bagages de M. Ozal, à la tête de la municipalité d'Istanbul en jurant qu'il allait rendre les eaux du Bosphore aussi bleues que ses yeux et qui se lance effectivement dans une politique d'assainissement musclée peu charitable pour quelques vestiges de vieille architecture stanbouliote. Aux municipales de 1989, M. Dalan perdait la mairie d'Istanbul sous le coup des accusations de corruption d'une opposition à laquelle M. Demirel mêlait à l'époque abondamment sa voix.

A leurs côtés encore, dans le groupe qui se presse autour du leader, sur l'autobus, l'élégante silhouette en tailleur blanc de la jeune et blonde Tansu Ciller, universitaire respectée à qui M. Demirel promet rien moins que le ministère de l'économie dans « son » futur gouvernement. C'est une audace dans ce pays qui n'a pas encore véritablement admis le rôle des femmes en politique, même si Tansu Ciller se garde bien de transmettre un message par trop émancipateur à l'électorat féminin dont les partis, dans leur ensemble, font assez peu de cas. Un seul aura mené une campagne spécifique et soutenu en direction des femmes, c'est le Parti de la prospérité : M. Erbakan, celui qui représente le fondamentalisme islamique. Ses

affiches montrent des femmes sans fichu, victimes du pouvoir de l'argent, prostituées même, et réclament « la dignité pour la femme dans une société algée », ce qui sous-entend évidemment que le seul salut pour le sexe faible c'est l'islam. Cette campagne n'est pas allée sans quelques retentissantes dissidences dont l'appel d'un des candidats du Parti de la prospérité pour la légalisation de la polygamie. Mais elle fut menée avec force moyens et c'est un des éléments qui font craindre à certains que les fondamentalistes ne passent la barre des 12 % ou 13 %.

La dynastie Ozal

A vue d'œil cependant, on n'a pas l'impression dans les rues d'Istanbul que le militantisme religieux, qui s'affiche dans le vêtement, ait le vent en poupe comme il y a quelques années. A celles qu'indisposent les étalages de chair fraîche que sont les kiosques à journaux, où la nudité de généreuses créatures le dispute à la baraque politique, la société turque offre d'autres modèles que l'islam intégriste, même si le kémalisme laïc et républicain dont le Parti social-démocrate est aujourd'hui le seul porte-parole, aurait besoin d'un coup de balai.

Mme Ozal, l'épouse du président, fut en son temps l'un de ces modèles. Proche de son époux, mais ayant son quant-à-soi, vivant du whisky et fumant le cigare, elle fut

perdue un moment comme une sorte de rempart contre les dévies islamiques qu'on soupçonnait de piéux mari de laisser faire. Ces temps sont révolus et M. Ozal, juge coupable, comme le président, d'officier une morgue de parvenu au moment où le peuple est étouffé par l'inflation, considérée comme le pilier de ce que l'on appelle maintenant « la dynastie », c'est-à-dire la famille présidentielle, a sombré avec son mari dans l'impopularité et se dispute ces jours-ci assez peu. Au sein même du parti du président, le Parti de la même patrie (ANAP) a mal digéré qu'elle rafle, par des méthodes douteuses, la direction de l'importante section d'Istanbul. Et il suffit de suivre dans sa campagne tel candidat jeune et intègre de l'ANAP, de l'entendre expliquer que des erreurs ont été commises et que le parti doit être renoué, pour mesurer à quel point le patrimoine de la « dynastie Ozal » est décliné, devenu encombrant.

Il l'est, entre autres, pour le premier ministre et leader de l'ANAP, M. Mesut Yilmaz, qui domne plus souvent qu'il ne faudrait l'impression de n'avoir pas vraiment envie de gagner ces élections. M. Yilmaz a l'avantage d'être d'une vingtaine d'années plus jeune que les autres leaders et d'incarner face à ces vétérans de la politique turque, une vision du futur. C'est sur ce thème en tout cas, que Jacques Séguela avait aidé la campagne du premier ministre dont il fut chargé et à

laquelle son nom devait sans doute apporter quelque éclat. Lors d'une conférence de presse à Istanbul, M. Séguela dut cependant l'imprudence de répondre un peu dédaigneusement à un journaliste qui l'interrogeait sur ses rapports avec M. Ozal, en gros, qu'il ne savait pas qui c'était... Le président veillait sans doute, car du publicitaire français, on n'entendit plus parler et les Tambours du Bronx firent place dans la campagne de l'ANAP à une musique électorale plus sirupeuse !

Autre contre-temps dans cette campagne : le spot télévisé évoquant la terreur de la fin des années 70, censé brandir le spectre du retour au passé, a dû être retiré après la série d'attentats qui ont coûté la vie à cinq policiers et un général en retraite la semaine dernière à Istanbul.

C'est malgré tout autour de ces deux idées que s'articule au fond toute la campagne pour les élections du 20 octobre : celle de l'opposition toutes tendances confondues, selon laquelle il faut en finir avec les séquelles du coup d'Etat militaire de 1980 dont le régime Ozal est la prolongation ; et celle du parti au pouvoir, selon laquelle il n'y a rien à attendre de ceux qui ont montré par le passé ce dont ils étaient capables, et auxquels la Turquie doit ces années de plomb.

CLAIRE TRÉAN


ALBANIE

### Manifestation anticomuniste à Tirana

Dix à quinze mille personnes ont manifesté, mercredi 16 octobre à Tirana, à l'appel du principal mouvement d'opposition, le Parti démocratique albanais, contre le « totalitarisme ». Les manifestants ont brûlé des effigies de l'ancien leader stalinien Enver Hoxha et du numéro un actuel, le président Ramiz Alia.

Par ailleurs, les ports de Vlora et de Durres ont de nouveau été le théâtre d'incidents ces derniers jours : les forces de l'ordre s'y sont opposées à des milliers de personnes qui tentaient de prendre d'assaut des navires pour émigrer. (AFP, Reuters, AP.)

# EDGAR MORIN



Edgar Morin

TOME 4

## Les Idées

Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation

130 F

La Méthode

4 Les Idées

Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation

Seuil

Editions du Seuil

## EUROPE

ROUMANIE : le nouveau gouvernement

## Le Sénat refuse deux ministres proches de M. Roman

Le nouveau gouvernement roumain a été investi à une large majorité, mardi 15 octobre, par le Parlement, mais deux ministres, proches de M. Roman, ont été refusés par le Sénat. Héritant de la justice et de l'économie, le Parti libéral est la seule formation d'opposition à entrer sans difficultés dans le nouveau cabinet d'ouverture.

BUCAREST

de notre correspondant

L'investiture du nouveau gouvernement, dont la composition reflète en bonne partie les souhaits de M. Petre Roman, premier ministre écarté par le président Iliescu, a été assurée, mardi 15 octobre, par un incident « incompressible », selon le nouveau premier ministre, M. Theodor Stolojan, « surpris et mécontent ».

Incompressible, à moins qu'il ne soit lié à la lutte sourde mais réelle entre « conservateurs » et « réformistes » du Front de salut national (FSN). L'incident — le refus par le Sénat d'investir deux ministres — a aussi fait oublier l'approbation à la quasi-unanimité du reste du gouvernement, du programme de poursuite des réformes ainsi que l'entrée au cabinet de la seule formation d'opposition qui contribuait à participer, le Parti national libéral (PNL). Le Parti paysan avait par avance décliné toute offre. Le Parti libéral de M. Radu Campeanu obtient le délicat ministère de la justice, qui sera dirigé par un ancien prisonnier politique du PNL, M. Mircea Ionescu Quintus, et celui, exposé par tant de crises et d'élections proches, de l'économie et des finances.

La majorité FSN du Sénat, qui a élu un président conservateur proche de M. Iliescu, M. Alexandre Birtadeanu, a refusé, lors d'un vote secret, d'investir au poste stratégique de ministre de l'intérieur M. Victor Babuc, le candidat de M. Roman. M. Babuc (FSN) détenait auparavant le ministère de la justice, où il avait attaqué sans succès la procédure, bastion peu touché du conservatisme et de la Sécurité. Les sénateurs FSN ont aussi refusé le nouveau ministre de la culture, M. Ludovic Spies, chanteur d'opéra et candidat indépendant qui remplaçait au dernier moment un des rares intellectuels proches du pouvoir, M. Andrei Plesu. Un autre homme de M. Roman, le numéro deux du FSN, M. Ion Aurel Stoica, ministre chargé des difficiles mais importantes relations avec le Parlement, a obtenu un mauvais score à la chambre des députés, qui l'a tout de même investi.

Les instances dirigeantes du FSN, contrôlées par M. Roman, étaient loin de la satisfaction affichée la veille lorsque le quotidien du parti, *Azi*, révélait, triomphant, après de

laborieuses négociations, la liste du nouveau gouvernement où ne figurait pas le nom de celui que M. Iliescu avait bien vu en ministre à défaut d'avoir réussi à l'imposer comme chef du gouvernement : le général Victor Stanculescu. *Azi* accuse le général d'avoir, avec le président du Sénat et le chef des services secrets, organisé la chute de Petre Roman. Mais le succès de M. Roman est tout de même relatif : M. Stanculescu, ancien vice-ministre de la défense de Ceausescu, est remplacé à l'industrie par l'un de ses adjoints. Déjà, son vice-ministre, le général Nicolae Spiridu, qui reste aujourd'hui en place, lui avait succédé en avril au ministère de la défense.

D'autre part, M. Adrian Nastase (FSN), avocat de la politique pour le moins prudente face à l'URSS du président Iliescu, conserve les affaires étrangères. Deux ministères, l'agriculture et l'environnement, sont attribués à des alliés du Front. Le reste des portefeuilles revient à des « indépendants », dont une bonne partie sont proches d'un FSN en proie à ce qui reste encore une guérilla interne.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Le cabinet

Premier ministre : Theodor Stolojan (non inscrit).  
Affaires étrangères : Adrian Nastase (FSN).  
Défense : général Nicolae Spiridu (non inscrit).  
Justice : Mircea Ionescu-Quintus (libéral).  
Economie et finances : George Danilescu (libéral).  
Travail : Mircea Dan Popescu (FSN).  
Commerce et du tourisme : Constantin Fota (non inscrit).  
Industrie : Dan Constantinescu (non inscrit).  
Agriculture et de l'alimentation : Petre Marulescu (Parti agrarien, allié du FSN).  
Transports : Traian Basescu (FSN).  
Communications : Andrei Chirica (non inscrit).  
Travaux publics aménagement du territoire : Dan Nicolae (FSN).  
Environnement : Marcian Bleahu (écologiste).  
Education : Mihai Golu (FSN).  
Santé : Mircea Maiorescu (non inscrit).  
Jeunesse et sports : Ioan Moldovan (FSN).  
Budget : Florian Bercea (FSN).  
Relations avec le Parlement : Ion Aurel Stoica (FSN).  
Deux portefeuilles restent à pourvoir : celui de l'intérieur et de la culture. La plupart des ministres non inscrits sont en fait proches du FSN. — (AFP.)

BULGARIE : résultats définitifs des élections

## Confirmation de la courte victoire de l'opposition

Le principal rassemblement anti-communiste bulgare, l'Union des forces démocratiques (UFD), a remporté d'extrême justesse les élections législatives du dimanche 13 octobre, selon les résultats définitifs, publiés mercredi, par la commission électorale : l'UFD a obtenu 34,38 % des voix, contre 33,11 % pour le Parti socialiste (PSB, ex-communiste). Le parti de la minorité turque (Mouvement

pour les droits et libertés, MDL) a obtenu 7,56 % des suffrages. Aucune des autres formations politiques, anticomunistes pour la plupart, n'a réussi à franchir la barre des 4 % nécessaires pour entrer au Parlement.

L'UFD aura donc 110 sièges au Parlement (sur 240), le PSB 106 et le MDL 24. La majorité étant de 121 sièges, l'UFD devra s'allier avec le MDL. — (AFP, AP.)

o LITUANIE : réexamen de réhabilitations judiciaires. — La Lituanie a suspendu la réhabilitation judiciaire de certaines personnes condamnées par les tribunaux soviétiques, dont il a été découvert après coup qu'elles étaient impliquées dans le génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale, a déclaré un juge de la Cour suprême lituanienne, cité jeudi 17 octobre par le *New York Times*. Selon ce journal, des réhabilitations ont été prononcées par erreur dans au moins cinq cas.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
46-62-74-43

## DIPLOMATIE

M. Baker à Jérusalem pour préparer la conférence de paix

## Les Israéliens se sentent piégés par les Américains

L'intense marathon diplomatique amorcé par M. James Baker il y a maintenant huit mois au Proche-Orient, est entré dans une phase critique. Les discussions qui devaient se poursuivre, jeudi 17 octobre à Jérusalem, entre le secrétaire d'Etat américain et le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, s'annonçaient « longues et difficiles », prédisait-on dans l'entourage de M. Baker.

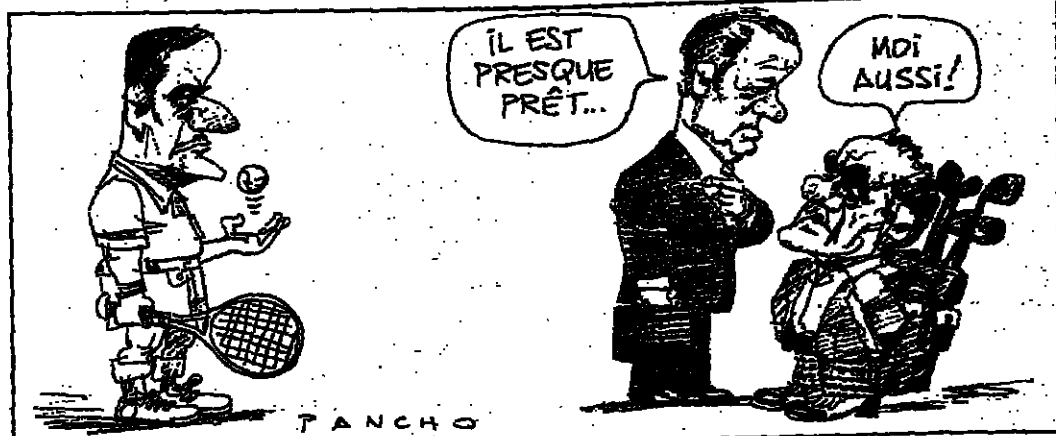
JERUSALEM

de notre correspondant

De plus en plus préoccupé à mesure qu'approche la date fatidique que semble avoir retenue M. Baker pour la conférence régionale paix — le 30 octobre à Lausanne —, le chef du gouvernement israélien a déclaré mercredi sur les ondes de la radio nationale, *Kol Israel*, qu'il était « encore possible » que l'Etat juif se retire du processus en cours, si ses dirigeants ne sont pas satisfaits des assurances qui devaient être fournies jeudi par M. Baker. Personne, cependant, ne se risque à envisager sérieusement cette possibilité.

Parvenu la veille au soir à Tel-Aviv, avec plus d'une demi-douzaine d'heures de retard sur le programme prévu, le secrétaire d'Etat, à son arrivée à Jérusalem, s'est immédiatement enfoncé pendant plus de trois heures au consulat américain de Jérusalem-Ouest, avec la désormais traditionnelle délégation de personnalités palestiniennes réputées proches de l'OLP. Cette « proximité » de la plupart des interlocuteurs palestiniens de M. Baker avec la centrale de M. Yasser Arafat, et, pour tout dire, l'évident contrôle que l'OLP exerce, de facto, sur l'ensemble de la diplomatie palestinienne dans cette affaire, continuent de poser problème.

La dernière idée palestinienne, discutée mercredi, est d'envoyer à Lausanne une sorte de double délégation, l'une « officielle » et sans pouvoir, mais acceptable par les Israéliens et l'autre, officieuse, qui coordonnerait et dirigerait effectivement les négociations dans



la coulisse, sous les couleurs de l'OLP.

Dans quelle mesure les autorités de l'Etat juif, qui se refusent à adresser officiellement la parole à « l'organisation terroriste de l'OLP », pourraient-elles se satisfaire de pareil artifice ? C'est ce que M. Baker devait apprendre dans la journée de jeudi. Mais à en juger par les événements survenus la veille déjà par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu — « Si la délégation palestinienne est dirigée, contrôlée ou utilisée par l'OLP, Israël se retirera du processus » — il n'y a guère de chances que cette solution, qui permettrait aux deux parties en cause de se parler sans se renier, s'est-à-dire de sauver la face, soit acceptable.

## Le statut de Jérusalem

A la sortie de son premier entretien avec M. Baker, tard dans la nuit de mercredi à jeudi, son principal interlocuteur palestinien, M. Fayçal Hussein, a cependant déclaré : « Nous serons tous impliqués dans les négociations de paix ». En clair, M. Hussein, qui n'est théoriquement pas acceptable pour les Israéliens puisqu'il réside à Jérusalem-Est, entend bien se trouver, quoi qu'il arrive, à la fin du mois à Lausanne.

Le statut de Jérusalem, les critères de sélection des prochains délégués palestiniens en Suisse et la colonisation juive des territoires

## La Syrie confirme son refus de négociations régionales avec Israël sans concessions territoriales

La Syrie refuse pour le moment de participer à des négociations multilatérales incluant Israël sur les problèmes régionaux au Proche-Orient, a déclaré mercredi 16 octobre le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al-Charré, au cours d'une conférence de presse avec M. James Baker. « Ce n'est pas le moment opportun pour entamer des négociations multilatérales au début du processus de paix », a déclaré M. Charré. Il a souligné que Damas allait prendre part à des négociations bilatérales mais pas à des pourparlers multilatéraux si sa position sur un retrait d'Israël des territoires occupés n'était pas prise en compte. Faisant implicitement référence aux pays arabes du Golfe, qui ont annoncé leur disposition à partici-

per à des discussions avec Israël sur les problèmes régionaux, il a affirmé : « Nous espérons que nos frères dans d'autres Etats arabes, non directement concernés, participeront (aux pourparlers multilatéraux) seulement lorsque les négociations de paix auront apporté des résultats tangibles et substantiels ».

Pour sa part, M. Baker a dit : « La différence entre nous porte sur le timing des pourparlers multilatéraux ; et nous continuerons à échanger nos vues ». Dans le schéma envisagé par les Etats-Unis pour la conférence de paix, les discussions multilatérales sur les problèmes régionaux (partage de l'eau, désarmement, etc.) devaient avoir lieu en marge des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes, mais simultanément. — (AFP.)

occupés, tels sont les trois sujets qui ont, encore une fois, été traités mercredi soir entre M. Baker et les Palestiniens. Rien de concret n'a été annoncé et il est peu probable que quelque chose de tangible et de nouveau puisse sortir de la nouvelle session d'entrevues qui devait avoir lieu jeudi soir entre les mêmes. Le secrétaire d'Etat a compris depuis longtemps que les Palestiniens ne sont pas en mesure d'exiger beaucoup plus qu'ils n'ont obtenu jusqu'ici et son entourage ne paraît d'ailleurs pas particulièrement inquiet face au suspense que tente de faire régner l'exécutif de l'OLP à Tunis. L'organisation de M. Yasser Arafat doit annoncer sa décision définitive de participer ou non à la conférence de Lausanne, avant le week-end.

Du côté israélien, en revanche, il reste un certain nombre d'obstacles à contourner, notamment le refus syrien de participer à la troisième phase du processus de paix, celle qui concerne les négociations multilatérales qu'Israël espère avoir avec tous les pays de la région, certains voisins compris, sur des sujets comme le partage des eaux ou la question des réfugiés.

## Apathie et indifférence

Malgré les quinze heures de négociations menées sur ce sujet par M. Baker à Damas, il semble que le refus syrien, qui pourrait entraîner celui d'autres pays comme le Liban ou l'Arabie saoudite, soit désormais acquis. Damas ne participera pas à la troisième phase sur si elle obtient des résultats conséquents lors de la seconde phase, celle qui prévoit des négociations bilatérales entre l'Etat juif et chacun de ses voisins.

Israël va-t-il utiliser cet indiscutable recul syrien, comme prétexte pour freiner des quatre fers et torpiller définitivement les efforts de paix américains ? Mercredi soir à Damas, le ministre des affaires étrangères syrien, M. Farouk el-Sharré, a précisé qu'il ne s'agit pas « de la main coupable » de son homologue israélien, M. David Lévy. Celui-ci a rétorqué qu'il espérait que le syrien n'ait pas « masqué » à Lausanne. Comme disait mercredi M. Shamir, les négociations, si elles ont lieu, « ne seront pas comme un lit de roses ».

Mais le problème le plus sérieux, vu de Jérusalem, c'est d'abord et surtout la profonde suspicion des autorités juives à l'égard de l'administration américaine.

Si l'on excepte le ministre des affaires étrangères, M. David

Lévy, qui semble s'être fait une religion de l'optimisme à tous crins, la plupart des membres du gouvernement, à commencer par leur chef, M. Shamir, se sentent à la fois floués et piégés par les Américains. « Ils nous traitent comme les Britanniques pendant le mandat », constitue l'accusation la plus légère qui puisse être entendue ces jours-ci dans les corridors du pouvoir. En gros, c'est également l'avis de la presse, y compris celle qui n'est pas liée au Likoud de M. Shamir.

Enragement pourtant, l'opinion publique israélienne ne se manifeste pas vraiment et les négociations avec M. James Baker semblent se poursuivre depuis huit mois dans une sorte d'apathie et d'indifférence généralisées. A preuve, les quelques centaines de protestataires seulement que les mouvements de colons, comme « le Bloc de la foi », soutenus par les partis d'extrême droite traditionnelle, ont précédemment réussi à réunir mercredi soir devant le consulat américain de Jérusalem.

La veille, un organisateur de la manifestation, avait prédit que « des milliers d'Israéliens » la rejoindraient. « Baker go home! Baker go home! » ont crié les manifestants américains de mercredi soir, fait à la fois la plus bruyante et la plus nombreuse qu'on ait vue depuis le début des nouvelles de M. Baker. Ce n'est pas l'originalité des slogans qui pouvait attirer le chaland, mais rien ne dit que la mobilisation de l'extrême droite échouera de manière aussi patente quand les négociations entreront vraiment dans le vif du sujet, sur le problème des territoires occupés.

PATRICE CLAUDE

o Un dirigeant islamiste de Gaza condamné à la prison à perpétuité. — Le chef spirituel du mouvement de la résistance islamique (Hamas) cheikh Ahmad Yassine, a été condamné, mercredi 16 octobre, par un tribunal militaire israélien de Gaza à la prison à perpétuité. Il a été reconnu coupable de meurtres, d'incitation à la violence et de détention d'armes mais a été acquitté pour la disparition de deux soldats israéliens, enlevés en 1989 (un a été tué, l'autre est toujours porté disparu). Cheikh Yassine a admis avoir fondé Hamas, mouvement intégriste rival de l'OLP, au début de l'intifade en décembre 1987, et avoir ordonné l'exécution de Palestiniens accusés de « collaborer » avec les Israéliens. — (AFP.)

## M. Michel Raimbaud nommé ambassadeur en Mauritanie

Deuxième conseiller à Brasília, M. Michel Raimbaud a été nommé, mercredi 16 octobre, ambassadeur de France en Mauritanie, en remplacement de M. Pierre Lafrance.

[Né le 29 octobre 1941, certifié d'études supérieures de sciences et licencié en anglais, M. Michel Raimbaud a enseigné jusqu'en 1970. Après un premier poste au consulat de France à Damas (1971-1973), il devient vice-consul à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles. Il passe, ensuite, deux ans (1973-1975) à l'administration centrale (Amérique). Après son admission au concours de secrétaires des affaires étrangères (Orient), il est en poste à Djeddah (1976-1978) puis à Aden (1978-1979). Après un retour à l'administration centrale (affaires africaines et malgaches), il part pour Le Caire (1983-1988) puis Brasília, poste qu'il occupe depuis avril 1988.]

Selon un rapport de la FAO

## L'Irak est menacé d'une famine imminente

« Des signes clairs d'une famine imminente » sont observés en Irak, a indiqué, mercredi 16 octobre, la FAO, dans son rapport mensuel, publié à Rome, sur la situation alimentaire dans le monde. L'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture relève que « les incidences d'une grave malnutrition augmentent » et fait état « de nombreux cas d'anémie » et de dégénérescence physique due à la malnutrition. Les stocks gouvernementaux de céréales ont atteint un niveau critique et le système de rationnement est sur le point de s'écrouler, note l'organisation. La FAO souligne que Bagdad soit autorisée à augmenter ses importations alimentaires.

Le Conseil de sécurité a autorisé l'Irak à exporter jusqu'à 1,6 milliard de dollars de produits pétroliers, sur six mois, pour financer l'achat de vivres, médicaments et autres produits de première néces-

sité. Mais 30 % du produit des exportations doivent couvrir les dommages de guerre et le coût de la supervision exercée par l'ONU. Il ne restera effectivement que 670 millions de dollars pour les importations de produits alimentaires. — (AFP.)

o ONU : élections au conseil de sécurité. — L'Assemblée générale de l'ONU a élu, mercredi 16 octobre, pour une période de deux ans, cinq nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité. Le Cap-Vert, le Japon, le Maroc, la Hongrie et le Venezuela remplaceront respectivement, le 1<sup>er</sup> janvier, la Côte d'Ivoire, le Yémen, le Zaïre, la Roumanie et Cuba. Compte tenu du départ de Cuba et du Yémen, la composition prochaine du Conseil est perçue, par nombre de diplomates, comme plus favorable aux Etats-Unis. — (AFP.)

(Publié)  
**CENTRE RACHA**  
JOURNÉE D'ÉTHIQUE  
MÉDICALE  
VI - ENTRETIENS  
DE RACHA  
« NON-ASSISTANCE A  
PERSONNE EN DANGER »  
22 et 24 octobre 1991  
avec : Albert Claude BENHAMOU, Guy  
BERNHARD, Henri BENSABER, Gilles  
BERNHARD, Emmanuel CHOUZEN, A.  
Bruno DURIEUX, Myriam EZRATY, Jean  
GANDY, Alain GELMAN, Michel GUGLI  
HEIN, Richard HADJADJ, Michel HAD  
MOUN, Albert HIRSCH, Emmanuel  
HIRSCH, Jean-Baptiste HIRSCH, Sonia  
JOLLES, Bernard KANOVITCH, Christine  
KATLAMA, Bernard KOUCHNER, Noëlle  
LEVOIR, Emmanuel MAJOU, Danielle  
MAYER, Yves PELICER, Vincent PELI  
SIEP, Jean-Luc SIBRAU, Marc STOL  
René Samuel SIBRAU, July STOL  
Nourissement et inscriptions  
Centre RACHA  
30, bd de Port-Royal  
75005 Paris. Tél. : 45-51-75-47

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde**  
SOL



هكذا من المثل

# DIPLOMATIE

Les réactions à l'initiative de Bonn et de Paris sur la sécurité européenne

## Accueil positif sauf à Londres et à Washington

Après la proposition franco-allemande de création d'un corps d'armée commun, les réactions sont globalement favorables même si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne manifestent une réserve certaine. En Europe, seule Londres a exprimé sa désapprobation tandis que partout ailleurs, de Madrid à Athènes en passant par Bruxelles et Rome, l'initiative de relance du processus d'union politique, et de son volet « défense européenne », a été bien

accueillie. Le Département d'Etat américain estime, pour sa part, qu'il s'agit seulement d'une proposition parmi d'autres et que l'important est de ne pas porter atteinte aux missions d'une Alliance atlantique en cours de réorganisation. La Grande-Bretagne partage ce souci. Elle reproche à la France et à l'Allemagne de vouloir procéder à une simple « duplication » de l'OTAN tout en négligeant la proposition qu'elle a faite, avec l'Italie, au début du mois

d'octobre, en faveur de la création d'une force européenne de réaction rapide.

Tout en étant plutôt favorable sur le fond à la démarche de Paris et Bonn, la présidence néerlandaise de la CEE, a souhaité que le duo franco-allemand n'adopte pas trop ostensiblement une attitude dominatrice par rapport à ces partenaires européens. Mais, contrairement à la Grande-Bretagne, le président en exercice de la CEE, M. Van Den Broek a estimé que les propositions

franco-allemande, d'une part, et anglo-italienne, d'autre part, n'étaient pas incompatibles, même si une philosophie différente les animait. Le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a déclaré être sur la même longueur d'onde que ses partenaires français et allemand. C'est une « bonne base » a-t-il expliqué au sujet du projet franco-allemand tandis que le ministre belge de la défense, M. Guy Coeque, le qualifiait d'« avancée spectaculaire ».

La Grèce et l'Espagne ont également donné un satisfecit. Un sentiment partagé par le secrétaire général de l'UEO, M. Win Van Eekelen qui pense que la proposition d'une force armée européenne autonome pourrait s'inscrire sans difficulté dans le futur traité d'union politique ce qui assurerait le succès de Maastricht. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a salué, dans le même esprit, son caractère « extrêmement positif ».

### Londres ne veut pas d'une « copie » de l'OTAN

La réaction de la Grande-Bretagne au plan de défense franco-allemand est prudente sur la forme, mais a priori hostile sur le fond. Londres discerne dans cette proposition une volonté de « doubler », voire de supplanter l'OTAN, qui reste pour les Britanniques l'organisation militaire la plus capable d'assurer la défense de l'Europe.

LONDRES

de notre correspondant

A Harare, la capitale du Zimbabwe, qui accueille le sommet des pays du Commonwealth, M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, s'est contenté mercredi 16 octobre d'une première réaction mesurée : « nous ne pensons pas qu'il y ait quelque justification - mais un danger bien réel - à copier ce que fait l'OTAN ». Le propos traduit mal la profonde irritation des Britanniques devant ce qu'ils considèrent, sur le fond et aussi quant au moment choisi, comme une initiative visant à « étouffer » leurs propres propositions en matière de défense de l'Europe. Londres relève que Français et Allemands n'ont pratiquement tenu aucun compte du plan élaboré par l'Italie et la Grande-Bretagne, et rendu public le 9 octobre.

Dans un premier temps, la Grande-Bretagne souhaite obtenir des clarifications sur plusieurs dispositions du projet de transformation de l'UEO (Union européenne occidentale) en une véritable organisation militaire européenne, notamment s'agissant des relations

entre ce futur dispositif et l'OTAN. Les entretiens que MM. Roland Dumas et Pierre Joxe, ministre des affaires étrangères et ministre de la défense, ont eus, lundi 14 octobre, à Londres, avec leurs homologues britanniques, n'ont manifestement pas été suffisants pour apporter les apaisements nécessaires. Il est clair que Londres n'accorde guère de crédit aux assurances de Paris et de Bonn, selon lesquelles le projet franco-allemand serait « complémentaire » de l'Alliance atlantique.

La position de la Grande-Bretagne est fondamentalement différente : Londres et Rome proposent l'établissement d'une force européenne de réaction rapide, dont les missions se situeraient en dehors du théâtre d'action de l'OTAN (avec la jointaine « perspective » d'une dimension purement européenne), par exemple lors d'un conflit comme celui du Golfe ou - hypothèse d'école - de la Yougoslavie. En aucun cas ce corps de bataille n'empêcherait sur les missions du commandement intégré de l'OTAN, à qui il serait d'ailleurs d'une certaine manière subordonné. La Grande-Bretagne estime que les bouleversements intervenus en Union soviétique et en Europe de l'Est ne remettent pas en cause le fait que l'Alliance atlantique reste et restera le fer de lance de la défense de l'Europe.

D'autre part, une différence essentielle existe entre l'initiative anglo-italienne et celle annoncée par MM. Mitterrand et Kohl : dans le premier cas, la force de réaction rapide serait sous commandement britannique, dans le second, il est à craindre, vu de Londres, que la France s'arroge le commandement de ce futur « corps

européen » de défense. Londres estime, d'autre part, particulièrement dangereuse la disposition selon laquelle les décisions futures de cette Europe à vocation militaire pourraient être prises par un vote majoritaire de ses membres, et ne veut entendre parler que de décisions prises par consensus, dans le but évident d'en restreindre les initiatives. Sur tous ces points, la Grande-Bretagne va probablement adopter une position délibérément intransigente dans les prochains semaines, sachant qu'il lui faudra de toute façon faire des concessions sur tel ou tel aspect, si, comme elle l'affirme, elle souhaite qu'un accord sur l'union politique puisse être signé lors du sommet européen de Maastricht.

LAURENT ZECCHINI

La position du ministre italien des affaires étrangères

### M. Gianni De Michelis estime qu'il y a convergence des points de vue au sein des Douze

Interrogé, mercredi 16 octobre, après un entretien avec M. Roland Dumas, M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères, a jugé que le texte franco-allemand, « très sobre, très précis », permet de dissiper « l'erreur d'interprétation » qui avait fait croire à « une ligne franco-allemande qui oblitait l'OTAN », face à une « ligne italo-anglaise », plus proche de l'OTAN, exprimée dans une proposition commune le 4 octobre (le Monde daté 6-7 octobre).

« Je ne pense pas, a indiqué le ministre italien, qu'il y ait une contradiction. Je pense tout au contraire qu'il y a convergence (...) Je crois que nous nous rapprochons d'un texte définitif (...) on a déjà surmonté

certaines obstacles essentiels (...) donc, on peut parler d'une seule voix ».

M. De Michelis a rappelé que, dans le texte du 4 octobre - une « étape » vers le « compromis définitif » - la Grande-Bretagne admet, pour la première fois, l'idée même d'une défense européenne commune et accepte « que l'UEO soit composée uniquement de pays membres de la Communauté », ce qui doit assurer l'identité de vues entre les deux instances.

« Ce pas est historique et très important », a-t-il déclaré, avant de juger que, « s'il reste une difficulté (...) ce serait (...) sur le mécanisme de décision », puisque la Grande-Bretagne, à la différence de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Es-

pagne, souhaite toujours que les décisions en matière de politique extérieure et de sécurité soient prises, non à l'unanimité, mais à la majorité qualifiée.

M. De Michelis a assuré : « C'est la seule divergence qui reste, mais je crois qu'on va arriver à un compromis qui nous permettra de résoudre tout cela (...) Ce qui compte, c'est qu'il y a vraiment une volonté d'aller de l'avant (...) La conclusion de la réunion de ce matin est que nous sommes d'accord avec les Français : nous ne pouvons pas nous permettre le luxe d'un échec là-dessus », car, compte tenu de la situation dans l'ancien bloc de l'Est, « il pourrait y avoir un véritable processus de désintégration » en Europe.

Avec la brigade mixte et deux divisions de chars

### Le nouveau corps franco-allemand comprendrait 35 000 hommes

Le corps franco-allemand en gestation comprendrait environ 35 000 hommes - on est loin de la taille d'un corps d'armée, qui peut aller de 50 000 à 80 000 hommes - selon un premier schéma élaboré dans les états-majors. A ce jour, tout n'est pas arrêté de la structure et des missions de ce corps de défense, dans l'attente d'une approbation qui devrait venir du prochain sommet franco-allemand de novembre. De nombreux problèmes restent à régler, dont le moindre n'est pas le type d'accord qui devrait intervenir avec les commandements alliés en Europe sur le mode d'action de cette unité aux côtés, en marge ou au sein de l'OTAN.

Outre un état-major binationnel, avec ses soutiens et sa logistique, qui pourrait siéger à Strasbourg, le corps devrait inclure l'actuelle brigade mixte de Boblingen - comme annoncé dans la lettre de MM. François Mitterrand et Helmut Kohl au président en exercice du Conseil européen - et deux divisions de chars. Du côté de la Bundeswehr, il s'agit d'une division mécanisée. Pour sa part, la France a prévu d'aligner une division blindée (DB), qui sera la première DB stationnée à Trèves. Cette unité, en effet, n'est pas concernée par le retrait des forces françaises d'Allemagne en 1991 et en 1992 et par leur dissolution, qui touchent essentiellement la 3<sup>e</sup> DB à Fribourg et la 5<sup>e</sup> DB à Landau. Il existe trois autres DB sur le même modèle en territoire français.

#### Des accords de réciprocité

Pour l'instant, l'implémentation de différents règlements qui composent l'état-major et les deux divisions de base du corps franco-allemand n'est pas définitivement arrêtée. De même, il n'a pas été décidé quel type d'accord cette unité binationnelle de 35 000 hommes devrait passer avec les commandements alliés en Europe dans le cadre d'une action concertée en période de crise et, à plus forte raison, en cas de conflit. Le sentiment prévaut qu'il pourrait s'agir, s'il devait y avoir intervention commune dans la zone de l'OTAN, d'un contrat sur le modèle de celui que la France a signé, après 1966, avec l'Allemagne, pour l'engagement de sa 6<sup>e</sup> armée basée de part et d'autre du Rhin.

JACQUES ISNARD

### Une mise en garde de la présidence néerlandaise de la CEE

#### L'Europe « ne doit pas être soumise au consensus franco-allemand »

déclare M. Van den Broek

LA HAYE

de notre correspondant

Commentant la lettre franco-allemande sur la politique étrangère et de sécurité commune aux Douze (le Monde du 17 octobre) M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice de la CEE, a estimé, mercredi 16 octobre, que la question principale restait celle du mariage « entre les aspirations européennes à un rôle accru en matière de défense et la nécessité de préserver les structures de sécurité existantes qui sont optimales. En d'autres termes : l'ambition européenne renforce-t-elle la coopération au sein de l'Alliance atlantique ou la menace-t-elle, mettant notamment en danger l'engagement américain à l'égard de l'Europe ? »

Les Douze devront avoir « une solide discussion » à ce sujet, mais la présidence néerlandaise est confiante : « Je vois dans le document franco-allemand et dans le document anglo-italien (présenté début octobre) 1 des points de contact qui doivent nous permettre d'avancer. » Selon M. Van den Broek, les deux textes « partent de deux philosophies différentes », mais présentent « plusieurs éléments d'accord », en premier lieu le principe du renforcement de l'identité de la défense européenne.

En second lieu, le fait que l'Union de l'Europe occidentale aura, de ce point de vue, un rôle important à jouer ; ensuite l'idée que le renforcement de l'identité européenne devra conduire au renforcement de l'Alliance atlantique : l'un des deux textes le dit simplement de façon plus claire que l'autre ; enfin il doit être possible de trouver un accord sur la création d'une force militaire européenne.

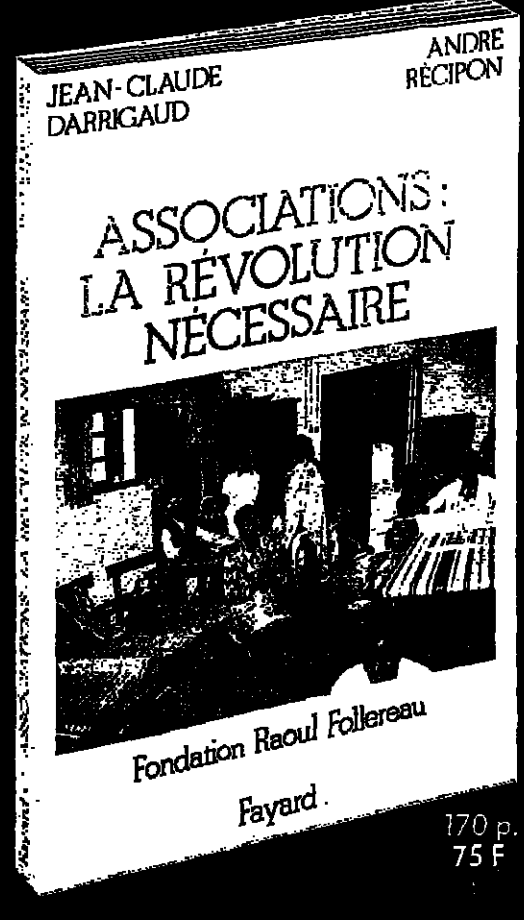
Pour essentielle qu'elle soit, la question de la politique étrangère et de sécurité commune n'est que l'une de celles auxquelles les Pays-Bas veulent trouver une réponse adéquate d'ici au sommet de Maastricht : « Nous ferons tout pour déposer sur la table des propositions mûres à la décision », nous a affirmé M. Van den Broek, qui a insisté qu'il n'avait entendu aucun Etat membre envisager un « report » de la signature du traité sur l'union politique.

« En quoi réussirions-nous plus à nous entendre l'année prochaine sur les sujets que Maastricht laisserait en suspens ? » s'est interrogé le ministre néerlandais. Il laisse entendre que pour se laisser le temps de rapprocher leurs positions, les Douze pourraient convenir d'un processus graduel : « Dans la discussion sur la défense par exemple, on est déjà d'accord pour fixer un moment d'évaluation (des progrès accomplis) et l'on parle le plus souvent de 1996. C'est un mécanisme que l'on pourrait appliquer à la politique étrangère commune, ou à l'extension des droits du Parlement européen. »

Interrogé sur le rôle majeur revendiqué par la France et l'Allemagne dans la discussion sur l'union politique, le président de la Communauté a constaté que « la coopération franco-allemande est indispensable aux progrès de la construction européenne. Mais cela ne veut pas dire que le reste de l'Europe doit être soumis au consensus franco-allemand. Nous lançons un appel à la France et à l'Allemagne pour qu'elles ne donnent pas à leurs relations et à leurs échanges d'idées un caractère si exclusif qu'il n'y aurait plus de place pour les idées des autres qu'elles étoufferaient ».

CHRISTIAN CHARTIER

Un témoignage efficace, un diagnostic sans concession, des propositions révolutionnaires par l'un des grands spécialistes de la vie associative.



En vente chez votre libraire habituel ou à défaut par minitel 3615 code EPHATA

FAYARD

## ASIE

## CAMBODGE

## Les Nations unies s'inquiètent du rapatriement forcé de réfugiés par les Khmers rouges

Le secrétaire général des Nations unies a vivement critiqué, mercredi 16 octobre, les tentatives des Khmers rouges pour rapatrier les réfugiés cambodgiens installés à la frontière thaïlandaise (le Monde du 12 octobre). Selon notre correspondant à Bangkok, Jean-Claude Pomonti, les partisans de M. Pol Pot ont « invité » deux cents cadres du camp de Sita-8 dans les zones qu'ils

contrôlent, en vue d'examiner les endroits où les réfugiés seraient rapatriés dans le cadre de l'accord de paix qui sera signé le 23 octobre à Paris. Plusieurs de ces « invités » ont fait savoir qu'ils redoutaient d'être retenus de force par les Khmers rouges. D'autre part, le Conseil de sécurité a décidé, à l'unanimité, la création d'une Mission préparatoire au Cambodge.

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

Sans nommer explicitement les Khmers rouges, M. Perez de Cuellar s'est déclaré « profondément inquiet » de ces tentatives de rapatriement forcé, précisant que « l'existence de ces plans de rapatriement séparé n'est pas conforme au projet d'accord, et il est en contradiction flagrante avec leur principe même ». Il a demandé au prince Sihanouk, en tant que président du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), de les faire cesser « immédiatement ». Selon des sources de l'ONU, les partisans du prince organisent, eux aussi, le rapatriement des réfugiés qui leur sont fidèles. L'ONU a demandé à Bangkok de déployer des troupes afin d'empêcher de tels agissements.

## Un milliard de dollars

Ces déplacements de population par les Khmers rouges ont commencé en août dernier en direction des régions sous contrôle khmer rouge, afin d'être sûr que, le moment venu, ils voteront pour eux.

Les Khmers rouges sont les plus puissants des trois factions de la résistance khmère, qui contrôlent les camps des réfugiés bien que la frontière soit officiellement sous la juridiction de Bangkok. L'accord prévoit que le rapatriement des quelque 350 000 réfugiés soit « exclusif » pris en charge par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Par ailleurs, le Conseil de

sécurité a « décidé » à l'unanimité la création d'une mission préparatoire de l'ONU au Cambodge (MIDRENUC). Selon certains diplomates, cette résolution, préparée depuis longtemps, a été retardée par Washington, « compte tenu du coût énorme de l'opération », mais aussi parce que l'Indochine « reste encore dans toutes les mémoires et que l'administration américaine doit faire attention au Congrès ». La mission sera envoyée au Cambodge « aussitôt » après la signature de l'accord.

La résolution approuve aussi le rapport du secrétaire général, qui recommande la création d'une mission préparatoire de 268 personnes pour surveiller le cessez-le-feu. Le coût de cette mission est estimé à 288 millions de dollars, et comprendra

cinquante officiers, vingt experts en déminage, un support international de soixante-quinze personnes ainsi que soixante-quinze employés locaux. L'Australie enverra quarante experts de communication. Le MIDRENUC aura son quartier-général à Phnom-Penh.

Le coût de l'opération sera, avec un milliard de dollars, le plus lourd de l'histoire de l'ONU. Le secrétaire général adjoint, M. Rafeeduddin Ahmed, chargé du dossier cambodgien, ne souhaite pas diriger la mission bien qu'il bénéficie d'un « consensus de tous », indiquent des diplomates en poste à New-York.

AFSANÉ BASSIR POUR

## BIRMANIE

## La junte relance ses opérations contre les rebelles

Le SLORC (junte militaire birmane) a mis en garde la population, mardi 15 octobre, contre toute assistance qu'elle pourrait prêter aux rebelles qui ont récemment pris pied dans la zone du delta de l'Irrawaddy, à l'ouest de la capitale Rangoun. Les habitants de cette région jusque là « blanche » (c'est-à-dire vierge d'infiltration rebelle), et considérée comme « le grenier à riz » du pays, seront tenus pour responsables si « le sang coule », a déclaré le général Khin Myunt. Le chef des renseignements militaires et homme fort du régime a assuré que « des gens dénués de scrupules accueillent dans cette région des terroristes insurgés, fournissant ainsi une base solide à leurs activités ». Des opérations militaires meurtrières ont eu lieu depuis le début d'octobre dans cette zone, auxquelles participait la marine et l'aviation gou-

vernementales. Selon Rangoun, soixante-quinze insurgés ont déjà été tués.

Des groupes armés appartenant aux minorités kachin et chan, en lutte depuis plusieurs décennies contre le pouvoir central, sont apparemment revenus dans le delta de l'Irrawaddy qu'ils contrôlaient lors de l'indépendance (1948) et d'où les forces birmanes les avaient refoulés, en direction du Nord, vers le début des années 70.

Le gouvernement de Rangoun s'est, par ailleurs, abstenu de tout commentaire sur l'attribution du prix Nobel de la paix à Mme Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition, gardée au secret depuis plus de deux ans. « Je ne ressens rien du tout », a simplement déclaré le ministre des finances M. David Abel à son arrivée à Bangkok pour la réunion du FMI. (AFP, Reuters, UPI)

## EN BREF

■ ESPAGNE : deux attentats à Madrid. - Deux attentats à la bombe ont été commis, jeudi 17 octobre à Madrid, faisant un mort et deux blessés graves. Un premier bilan établi par la police. Deux voitures piégées ont explosé à une heure de distance dans le quartier périphérique d'Aluche. L'occupant du premier véhicule, un officier de l'armée de terre, a été tué sur le coup. Les deux personnes, à bord de la seconde voiture, ont été grièvement blessées. - (AFP)

■ ETATS-UNIS : M. Bush propose M. William Barr comme Attorney General. - Le président Bush a présenté mercredi 16 octobre la candidature de M. William Barr au poste d'Attorney General, laissé vacant par la démission de M. Dick Thornburgh, qui a abandonné cette fonction pour se présenter au Sénat. L'Attorney General est responsable du ministère de la justice. Le poste lui donne le droit de siéger au cabinet et la désignation de son titulaire par le chef de l'Etat doit être confirmée par le Sénat. M. Barr assurait l'intérim de M. Thornburgh depuis le mois d'août. Agé de quarante et un ans, il a travaillé à la CIA de 1973 à 1977. - (Reuters)

■ IRLANDE DU NORD : assassinat d'un catholique. - Un catholique de vingt-quatre ans qui travaillait sur un chantier de Belfast a été tué, mardi 15 octobre, par deux hommes armés. Cet assassinat a été revendiqué par un groupe paramilitaire protestant loyaliste, les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFL), qui a également revendiqué le meurtre d'un chauffeur de taxi catholique et l'attaque, la veille, contre un autre catholique, toujours dans un état critique. - (AFP, Reuters)

■ PÉROU : une commission a été chargée d'élaborer une stratégie de pacification du pays. - Une vaste commission chargée d'élaborer en quatre mois une stratégie de pacification du Pérou a été officiellement constituée à Lima. La participation à ce « conseil pour la paix » des secteurs les plus divers de la société (les partis politiques, l'armée, le milieu des affaires, les Eglises catholique et protestantes, les syndicats, les comités de quartier et les organisations de défense des droits de l'homme) démontre leur refus de voir les violences se poursuivre, dans un pays où la guerre civile a fait plus de vingt-trois mille morts en onze ans. - (Corresp)

## AMÉRIQUES

## CUBA : le congrès du Parti communiste vu par les exilés de Miami

## « Y a-t-il un Boris Eltsine dans la salle ? »

La diaspora cubaine est déçue par les résultats du 4<sup>e</sup> congrès du Parti communiste cubain, qui a terminé ses travaux lundi 14 octobre. Elle y voit le signe de la fin prochaine d'un régime qu'elle abhorre, mais la fermeté des propos du président Fidel Castro accroît ses craintes d'une guerre civile.

## MIAMI

de notre envoyé spécial

A défaut d'un virage spectaculaire sur le modèle des changements survenus en Union soviétique, qui consiste à diminuer son aide à La Havane, les centaines de milliers de Cubains exilés aux Etats-Unis espèrent au moins l'adoption de mesures susceptibles d'améliorer le sort de leurs compatriotes confrontés à de très graves pénuries. Or, sous la pression de M. Castro, les 1 800 délégués réunis à Santiago-de-Cuba n'ont même pas retenu la proposition de recréer les « marchés paysans », qui avaient permis entre 1980 et 1985 d'améliorer l'approvisionnement des villes en produits frais.

« Le congrès n'a apporté aucune solution à la crise cubaine », ont titré le *Miami Herald*, et son version espagnole, le *Nuevo Herald*. Ces deux quotidiens de Miami, la plus grande ville cubaine après La Havane, soulignent que les changements « cosmétiques » décidés par le congrès et l'entêtement de Castro conduisent inexorablement le pays vers une explosion sociale et le chaos.

Seule voix discordante dans le concert anticubainiste de Miami, M. Francis Aruca a affirmé, sur les ondes de Radio Progreso, la nouvelle station qu'il vient de créer, que certaines mesures annonçaient une « grande ouverture politique », en particulier l'élection au suffrage universel des 500 députés de l'Assemblée nationale - les candidats seront cependant sélectionnés par une commission du parti - et l'appel aux capitaux étrangers pour appuyer un développement du pays. Il est vrai que M. Aruca entretient déjà des relations privilégiées avec La Havane puisqu'il détient un quasi-monopole sur le transport aérien entre Miami et Cuba.

« Le Parti communiste refuse les marchés paysans mais il fait appel aux capitalistes étrangers pour résoudre ses problèmes économiques. Il se proclame athée mais il

invite les croyants à se joindre à lui pour l'aider à affronter les problèmes politiques. C'est quand même un comble ! », réplique le représentant de la principale organisation des droits de l'homme, M. Ramon Cerauda. « Les dirigeants du parti ayant confirmé qu'il n'y avait pas de changement de cap, la violence apparaît désormais comme la seule issue possible, estime le spécialiste des affaires cubaines au *Nuevo Herald*, M. Pablo Alfonso. Il faut donc s'attendre à des émeutes provoquées par les problèmes d'approvisionnement. A moins que certains militaires ne décident d'écarter Fidel et prennent le pouvoir pour instaurer une transition vers la démocratie. »

## L'hypothèse militaire

Cette analyse est partagée par plusieurs « cubanologues » qui s'interrogent encore sur les raisons réelles de l'absence des dirigeants militaires à l'ouverture du congrès, en particulier celle du général Raúl Castro, ministre de la défense et frère du président cubain. Selon une des hypothèses avancées, les officiers auraient été maintenus à leur poste pour s'assurer que les cadres intermédiaires de l'armée ne profitent pas de l'absence de leurs supérieurs pour comploter.

Il est en effet de notoriété publique que M. Castro se méfie des nombreux officiers formés en Union soviétique où on les soupçonne d'avoir contracté le virus de la perestroïka. La purge aurait d'ailleurs commencé puisque plusieurs officiers ont été écartés du nouveau comité central issu du

congrès, en particulier les généraux Raúl Menéndez, vice-ministre de la défense et Ramon Pardo, ancien chef de l'armée d'Occident. Ce dernier avait succédé à Arnaldo Ochoa, le général favorable à une ouverture politique qui a été exécuté en juillet 1989 après une parodie de procès.

Dans un document en seize points, attribué à un Front de salut national des Forces armées révolutionnaires et publié le 2 octobre à Miami, des officiers anonymes se réclament du général Diocés Torralbas - actuellement emprisonné - exigent le départ des frères Castro et dénoncent leur « politique irresponsable et criminelle qui consiste à vouloir détruire le pays plutôt que d'entamer un processus de démocratisation ». Il reste à confirmer l'authenticité du document qui, selon La Havane, aurait été fabriqué par les services secrets américains. Certains cadres, comme M. Huber Matos, ancien compagnon de route de Fidel Castro emprisonné pendant vingt ans, ne croient pas à la solution militaire. « J'espère me tromper, dit-il, mais je crois que l'armée ne bougera que si le peuple se lance d'abord contre Castro ».

Sans se faire beaucoup d'illusions sur la capacité d'éventuels réformistes (plus de la moitié du bureau politique du PC cubain a été remplacée par des nouveaux venus) à imposer leur point de vue à la vieille garde, M. Cerauda se demandait, en regardant les images du congrès transmises par les chaînes de télévision locales : « Y a-t-il un Boris Eltsine dans la salle ? »

BERTRAND DE LA GRANGE

## BRÉSIL

## Jean-Paul II prend la défense des Indiens

## CUIABA

de notre envoyé spécial

Sous un soleil de plomb et par une chaleur dépassant 40 °C, Jean-Paul II est à Cuiaba pour parler d'écologie, de migrations et rencontrer les jeunes et les Indiens. Il était aussi, mercredi 16 octobre, le treizième anniversaire de son élection comme évêque de Roraima. Une journée riche et symbolique commença dans le « quartier de l'ère » où une simple estrade avait été dressée sur un immense espace de terre battue arrosé par des camions-citerne.

Après la messe suivie avec ferveur, la rencontre avec les peuples indigènes s'est déroulée dans les bâtiments d'une école. Plus d'une trentaine de représentants de tribus indiennes étaient présents (elles sont quelque deux cents à rassembler les deux cent vingt mille Indiens du Brésil). L'un d'eux, le chef de la tribu de l'« Elaim tamouli » (TTE) installé dans une zone de jungle près de la côte, au nord-est de l'Etat, les gouvernements ont, quant à eux, perdu vingt-sept hommes. - (AFP)

■ VENEZUELA : Douze morts au cours d'une mutinerie dans une prison. - Douze personnes ont été tuées au cours d'une mutinerie dans la prison de San-Juan de Los Morros (100 kilomètres au sud-ouest de Caracas) et les prisonniers se sont emparés de la majeure partie des installations du pénitencier, a affirmé mercredi 16 octobre Radio-Rumbos, une station de Caracas. Une vingtaine de prisonniers auraient réussi à s'échapper du pénitencier et des forces de police ont été déployées dans la ville pour les capturer, a indiqué la radio. Selon la même source, la mutinerie a commencé mercredi matin. Les prisonniers protestent contre leurs mauvaises conditions de détention. - (AFP)

pape, que « le massacre ne s'est pas arrêté » et rappelle « la disparition, en quatre ans, de mille cinq cents Indiens ». L'assassinat, depuis la création du CIMI, de quatre prêtres missionnaires : L'un des défenseurs des Indiens rencontrés par le pape à Manaus lors de son précédent voyage en 1980, Margal Tupai, a été assassiné moins de trois ans plus tard, en novembre 1983. Sa fille, Edna Silva de Souza, a remis une lettre à Jean-Paul II et une photo de son père.

« L'histoire de votre peuple a connu et connaît encore des moments douloureux des signes de mort, beaucoup de souffrances et de conflits », a dit Jean-Paul II. Le pape a rappelé une phrase de son précédent voyage : il estime nécessaire « que soit garanti aux Indiens le droit d'habiter leurs terres en paix et dans la sécurité, sans la peur d'être délogés ».

Les Indiens avaient déjà été au centre de la journée de lundi. Le pape avait en effet lu son homélie à Goiânia, la capitale de l'Etat de Goiás, au centre du pays, dans une tribune installée sur une structure métallique décorée d'un symbole pictural rouge et bleu. L'archevêque de Goiás, Mgr Antonio Ribeiro de Oliveira, y avait résumé les difficultés actuelles des Indiens pour le compte du pays en déclarant : « Lors de votre visite de 1980, vous parliez de deux Brésils. Aujourd'hui, dans notre pays, l'espace entre les pauvres et les riches ne cesse d'augmenter : d'un côté des richesses ostentatoires, de l'autre des banlieues misérables ; non loin des îlots du premier monde, des multitudes survivant sans emploi, dans la marginalité, la faim, les maladies endémiques, sans accès à l'école, sans terre pour travailler : le véritable visage du quart-monde ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

## Le Canada menace de bouder le sommet de la francophonie si le Père Aristide n'y est pas

Le Canada serait prêt à remettre en question sa participation au prochain sommet des pays ayant en commun l'usage du français, qui se tiendra du 19 au 21 novembre à Paris, si le « gouvernement illégal » de ce pays devait y être représenté. C'est ce qu'a déclaré, mercredi 16 octobre, M. Brian Mulroney, premier ministre du Canada, en marge du sommet du Commonwealth. A Montréal, notre correspondant Jean-André Leblanc précise que le Canada insiste pour que le Père Aristide (considéré par Ottawa et par la France comme le président légitime d'Haïti) participe à ce som-

met de la francophonie, dont le comité organisateur doit prochainement se réunir à ce sujet.

## Formation d'un nouveau gouvernement à Haïti

A Port-au-Prince, le premier ministre Jean-Jacques Honorat, installé par les militaires, s'est réservé le portefeuille des affaires étrangères dans le gouvernement qu'il a formé mercredi. Qualifié d'« illégitime » par l'Organisation des Etats américains, ce gouvernement est principalement composé de fonctionnaires et d'hommes d'affaires

inconnus pour la plupart, les autorités « intermédiaires » n'ayant pas réussi à convaincre les hommes politiques de premier plan à les soutenir. Les portefeuilles de la défense et de l'intérieur ont été attribués à un militaire modéré à la retraite, le colonel Garcia Jean. Le « président provisoire » Joseph Noréte a par ailleurs réitéré son intention d'organiser des élections, qui soient « démocratiques et crédibles, au niveau national et international », tandis que se poursuivent les arrestations des partisans du père Aristide. - (AFP, Reuters)

Plus vite, moins cher !  
1000 véhicules en stock permanent.  
Ne commandez pas votre PEUGEOT  
sans nous avoir rendu visite !

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52  
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



مركز الاتصال

# AFRIQUE

ALGÉRIE : remaniement du gouvernement en prévision des élections

## Un militaire proche du président Chadli a été nommé ministre de l'intérieur

Sur proposition du premier ministre, le président Chadli a procédé, mercredi 16 octobre, à un « remaniement partiel des structures gouvernementales ». Ces changements, indique-t-on dans l'entourage de M. Sid Ahmed Ghazali, illustrent la volonté de ce dernier, de « servir les bousins » pour juguler une crise économique et sociale préoccupante. D'autre part, le chef de l'Etat a demandé au Conseil constitutionnel de se prononcer sur la nouvelle loi électorale qui autorise le mari à voter pour son ou ses épouse(s) sur simple présentation du livret de famille.

ALGER

de notre correspondant

Les premières victimes du changement sont d'abord les quelques ministres que M. Ghazali, malgré leur expérience gouvernementale ou administrative, avait appelés auprès de lui pour symboliser tant l'ouverture de son équipe sur la société civile que son indépendance d'esprit à l'égard du FLN, parti toujours dominant au sein de l'appareil d'Etat. La greffe n'a apparemment pas pris, illustrant, une fois encore, la difficulté pour des professionnels de divers horizons, de s'intégrer au

monde des technocrates et des politiciens. Professeur d'économie, proche de M. Ali Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), M. Hocine Benissad quitte le gouvernement, abandonnant ses attributions à M. Ghazali qui coordonnera, en personne, les activités des trois ministères délégués en charge de l'économie (budget, Trésor et commerce). Depuis plusieurs semaines, on savait le premier ministre en froid avec M. Benissad, moins pour des raisons de fond que pour des questions de style. Il semble que cet universitaire, peu enclin à tenir compte des contraintes politiques et des pesanteurs bureaucratiques, se soit rapidement heurté à M. Ghazali qui a vainement tenté de tempérer son zèle réformateur.

Mieux

communiquer

Autre représentante de la société civile, le docteur Nafissa Lallam, l'une des deux femmes membres du gouvernement, remet le portefeuille de la santé à M. Mohamed Salah Mentouri, qui demeure ministre des affaires sociales. Enfin, le ministre de la communication et de la culture, M. Chikh Bouamrane, lui aussi universitaire, quitte son poste, et un nouveau venu, M. Larbi Demaghatrou, député et ancien diplomate, prend en charge la culture, la communication tombant dans l'escarcelle de M. Aboubakr Belaid, un proche de M. Ghazali, déjà ministre des relations avec le Parlement et les partis politiques. Délicat secteur où il a montré, ces derniers mois, un entêtement remarquable.

L'avocat Ali Haroun est la seule personnalité de la société civile dans l'ancienne équipe à échapper à la « purge ». Il perd même son qualificatif de « ministre délégué » pour devenir ministre des droits de l'homme à part entière.

Trois nouveaux ministres font

leur entrée au gouvernement. Le général-major Larbi Belkheir reçoit le portefeuille de l'intérieur et des collectivités locales, en remplacement de M. Abdelatif Rahal, nommé député permanent de l'Algérie auprès de l'UNESCO. M. Abdelaziz Ziari remplace, comme ministre du travail, M. Mohamed Salah Mentouri qui passe aux affaires sociales et à la santé. M<sup>me</sup> Anissa Benameur reprend à M. Mohamed Bouamrah, qui quitte le gouvernement, le portefeuille de la formation professionnelle et de l'emploi.

La promotion du général-major Belkheir est sans doute l'une des plus significatives de ce remaniement. Né en 1938, dans la région de Taret, formé en URSS et en France, il a fait une bonne partie de sa carrière dans le sillage du chef de l'Etat, comme directeur de cabinet, puis, jusqu'à ce jour, comme secrétaire général de la présidence où il était un conseiller écouté.

Sa nomination aura pour conséquence de faire passer la police civile sous le commandement d'un militaire. Cette solution, plusieurs fois envisagée dans le passé, illustre la volonté du pouvoir de ne pas se laisser déborder par d'éventuels mouvements de rue qui, comme en juin, pourraient se produire lors de la prochaine campagne électorale. Si l'Assemblée nationale adopte un projet de loi qui autorise le pouvoir civil à mobiliser l'armée en cas de troubles, le nouveau ministre de l'intérieur pourrait disposer, sous peu, de compétences renforcées.

La nomination de M. Abdelaziz Ziari est une récompense. Député et médecin, président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, le nouveau ministre du travail n'a pas sa langue dans sa poche. Depuis longtemps, il se heurte à la direction de son parti, le FLN, dont il n'apprécie guère la politique, surtout depuis que

M. Mouloud Hamrouche, le prédécesseur de M. Ghazali, en définit le cours. Ecarté des organismes de direction du FLN, rayé de la liste des candidats pour les élections qui auraient dû se tenir en juin, M. Ziari avait soutenu le projet de loi électorale du premier ministre devant l'Assemblée.

Centralisation des affaires économiques autour du premier ministre, meilleur traitement des dossiers sociaux, militarisation du ministère de l'intérieur, et renforcement de la communication, illustrent les préoccupations de cette nouvelle équipe. Il appartient maintenant à celle-ci de préparer les élections législatives, dont le premier tour est fixé au 26 décembre, de prévenir de possibles désordres de la part des islamistes, désamorcer d'éventuels conflits sociaux. Et de le faire savoir.

GEORGES MARION

### La nouvelle équipe

Voici la liste des membres du gouvernement après le remaniement de mercredi :

Premier ministre : Sid Ahmed Ghazali.

Ministre de la défense : Général-Major Khaled Nezzar.

Affaires étrangères : Lakhdar Brahimi.

Communication : Aboubakr Belaid (nouveau).

Intérieur et collectivités locales : Général-Major Larbi Belkheir (nouveau).

Justice : Hamdani Benkhellil.

Energie : Nardine Ali-Laoussine.

Educations : Ali Benmohamed.

Santé et affaires sociales : Mohamed Salah Mentouri.

Industrie et mines : Abdenour Keramane.

Postes et télécommunications : Mohamed Seradj.

Moultipliées : Brahim Chibout.

Culture : Larbi Demaghatrou (nouveau). Affaires religieuses : M<sup>me</sup> Hamed Benredouane.

Universités : Djillali Liabes.

Transports : Mourad Belguedj.

Agriculture : Mohamed Elyes Mesli.

Équipement et logement : Mustapha Harati.

Formation professionnelle et emploi : Anissa Benameur (nouveau).

Droits de l'homme : Ali Haroun.

Jeunesse et sports : Leila Alaoui.

Travail : Abdelaziz Ziari (nouveau).

Ministre délégué à la recherche, à la technologie et à l'environnement : Cherif Hady Slimane.

Ministre délégué aux collectivités locales : Abdelmadjid Teboune.

Ministre délégué au commerce : Ahmed Fodil Bey.

Ministre délégué à la petite et moyenne industrie : Lakhdar Bayou.

Secrétaire général du gouvernement : Kamel Leulmi.

NIGÉRIA

## L'armée tente de prévenir la reprise des violences à Kano

Selon divers témoins, l'armée fédérale semblait avoir ramené le calme, mercredi 16 octobre, à Kano, la grande métropole du nord du Nigeria, où elle a considérablement renforcé son contrôle, après les émeutes religieuses de lundi et les massacres de chrétiens dans la nuit de mardi à mercredi. Le premier bilan de ces violences – une centaine de victimes, selon une source proche de la police – devrait être largement dépassé et pourrait atteindre le chiffre de 300 morts, annonce le quotidien national *Nigerian Tribune*.

L'état-major paraît surtout soucieux de prévenir toute reprise des troubles, vendredi, jour de rassemblement pour la prière, dans cette

capitale musulmane. L'armée a ordonné à la population de rester enfermée. Mercredi, dans le quartier de Sabon Gari, fief des chrétiens ibos et première cible des émeutiers musulmans, une foule de 10 000 à 20 000 personnes, s'entassait devant les locaux de la police pour demander protection.

Le président du Nigeria, le général Ibrahim Babangida, est rentré à Lagos mercredi après avoir quitté le sommet du Commonwealth dès la fin de la cérémonie d'ouverture. Aucun commentaire n'a été fait de source officielle, mais ce retour rapide semble lié à la situation à Kano. – (AFP)

CENTRAFRIQUE : bien qu'ayant été acquitté

## Le général Bozize est maintenu en détention

Accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, le général François Bozize, emprisonné pendant plus de deux ans dans des conditions particulièrement sévères, avait finalement été jugé et acquitté, le 24 septembre, par la Haute Cour de justice centrafricaine (le *Monde* daté 25-26 septembre). L'affaire semblait donc close et, à Bangui comme à Paris, l'on s'attendait que l'ancien putschiste, considéré comme le dernier prisonnier politique du pays, recouvre la liberté.

Il n'en est rien. La chambre d'accusation de la Cour d'appel a annoncé, jeudi 10 octobre, sa décision de maintenir le général contestataire en détention. Selon l'AFP, qui cite « une source officielle », le général Bozize resterait inculpé de délits criminels – « assassinats », « complicité d'assassinats », « destruction de biens » et « incendie volontaire » – et devrait en répondre bientôt, devant la Cour criminelle.

Les avocats du général ont une tout autre version des choses. Selon M<sup>re</sup> Nicolas Tiangaye, la Haute Cour de justice, en acquittant son client, l'avait « levé » de toutes les inculpations, politiques comme de droit commun. « Le procureur avait déjà signé l'ordre de libération, quand le ministre de la justice est intervenu, en personne », précise le juriste, qui dénonce maintenant une « séquestration ». Les prolongements de l'affaire Bozize risquent d'altérer un climat social et politique déjà tendu. « Rien ne marche plus à Bangui : ni les hôpitaux ni le service des postes », a affirmé, vendredi, à Paris, le général Timothée Malendoma, président de l'église protestante du Christ-Roi de Bangui et chef de file d'un tout nouveau mouvement politique, le Forum civique.

Cet homme, qui avait collaboré au régime de l'empereur Bokassa avant de s'exiler en France, de 1969 à 1972, a, lui aussi, été incarcéré

d'octobre 1990 à avril 1991, et a été le voisin de cellule du général Bozize. Selon lui, contrairement aux affirmations officielles, « il reste encore des prisonniers politiques en Centrafrique ». Il cite au moins deux cas, celui d'un professeur et d'un élu municipal qui n'auraient pas bénéficié de l'amnistie présidentielle, accordée aux détenus politiques, le 23 avril.

Quant à « l'espace de liberté » concédé aux huit partis d'opposition, il demeure « extrêmement restreint », estime le dirigeant du Forum civique. « Les réunions publiques sont interdites et nous n'avons accès ni à la radio ni à la télévision », déplore-t-il.

C. S.

### Un golf au Sahara

M. Driss Basri, ministre marocain de l'intérieur et de l'information, a annoncé, mardi 15 octobre, qu'un parcours de golf allait être construit à Laayoune, principale ville du Sahara occidental, à l'intention des observateurs de l'ONU chargés de superviser le cessez-le-feu avec le Front Polisario et le référendum d'autodétermination prévu au début de 1992.

Les Nations unies doivent déployer quelque trois mille hommes, civils et militaires. Mais, pour l'instant, un dilemme à peine de cet effetif a été, le Maroc s'opposant à la mise en place complète de ce dispositif aussi longtemps que n'aura pas été résolue la délicate question de l'« identification » des votants.

ZAÏRE

## Le premier ministre va convoquer la conférence nationale

Le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, et son gouvernement ont été officiellement investis, mercredi 16 octobre, au Palais de Marbre, à Kinshasa, en présence du président Mobutu. Au lieu de prêter serment d'allégeance au chef de l'Etat devant le Parlement, dont les députés sont tous membres du Mouvement populaire pour la révolution (MPR), l'ancien parti unique, M. Tshisekedi et ses vingt-deux ministres ont préféré signer un document dans lequel ils s'engagent à respecter la Constitution. Dans une adresse à ses partisans, le premier ministre a déclaré qu'il convoquerait, « avant la fin de cette semaine », la conférence nationale en séance plénière. Ouverte le 7 août pour discuter de réformes institutionnelles, celle-ci a suspendu ses travaux juste avant les émeutes de septembre.

Dans la nuit de mardi à mercredi, des inconnus ont saccagé les locaux du journal d'opposition *Elima*. Plusieurs personnes ont été blessées au cours de l'attaque, a précisé la télévision nationale. – (Reuters)

TUNISIE : les suites du « complot islamiste »

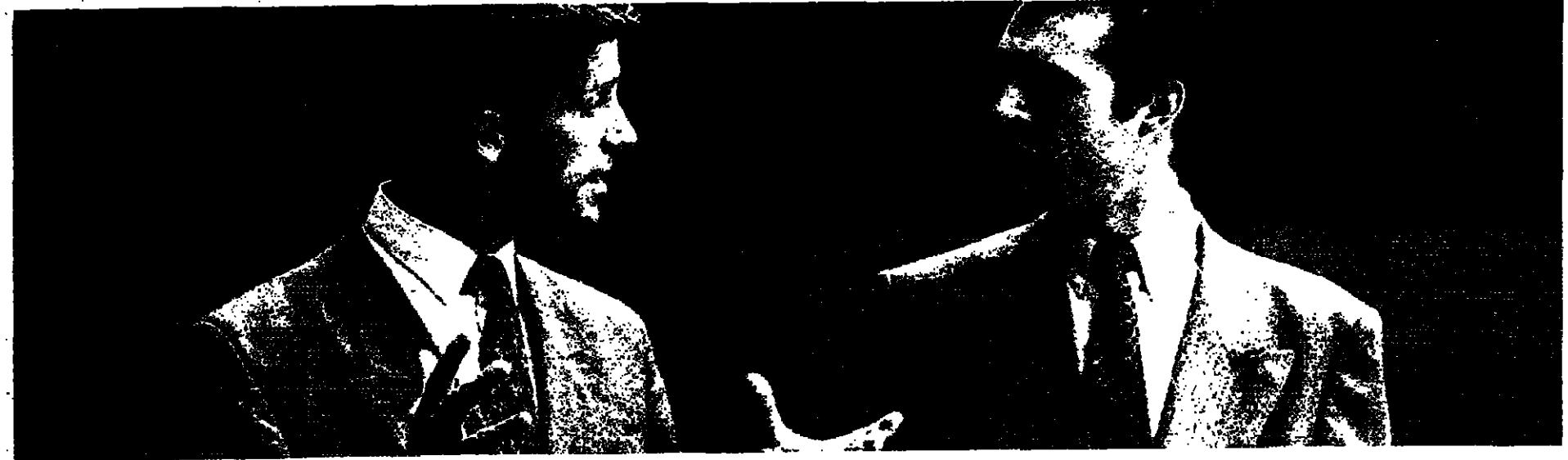
## Rappel de l'ambassadeur au Soudan

La Tunisie a décidé, mardi 15 octobre, de rappeler son ambassadeur au Soudan, reprochant à Khartoum son soutien à certains activistes du mouvement islamiste Ennahdha. Dans un communiqué rendu public, la veille, pour la première fois depuis la découverte, fin septembre, d'un « complot islamiste » visant à assassiner le président Ben Ali et plusieurs de ses ministres, le bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, avait manifesté publiquement sa « désapprobation » à l'égard du Soudan pour « l'aide et les facilités » accordées à plusieurs intégristes

tunisins. Jusqu'à présent, c'est surtout à l'Algérie que les autorités locales reprochaient d'abriter des activistes tunisiens, parmi lesquels leur chef, M. Rachid Ghannouchi, qui vit en exil volontaire depuis plus de deux ans et voyage grâce à un passeport diplomatique soudanais.

Le RCD déplore l'attitude de Khartoum, « malgré la preuve établie du caractère terroriste et des méthodes criminelles » d'Ennahdha. Il rappelle, à cet égard, les « promesses maintes fois répétées des autorités soudanaises de mettre fin à de tels comportements, qui portent atteinte aux relations entre les deux pays ». – (AFP)

5<sup>e</sup> vol quotidien Paris/Madrid  
Plus il y a le choix, plus c'est fait pour moi !



Maintenant, à partir du 27 octobre 91, avec les 5 vols quotidiens d'Iberia vers Madrid au départ d'Orly Sud, c'est vous qui choisissez votre horaire en fonction de votre emploi du temps ou de votre bon plaisir. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de partir quand vous le voulez mais aussi de voyager plus rapidement et surtout, encore mieux avec un personnel stylé, un confort de voyage parfait et un service toujours à la hauteur.

Iberia, la compagnie qui va vers les hommes d'affaires.



Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyage ou le 3615 IBERIA.

Paris 7h25 10h30 14h05 16h40 20h15  
Madrid 9h15 12h20 15h55 18h30 22h05

\*Sauf dimanche  
\*\*Sauf samedi et dimanche  
Ces horaires sont valables à partir du 27/10/91 jusqu'au 29/03/92.

© 1991 Iberia - Photo: Photo International

## POLITIQUE

La discussion budgétaire au Palais-Bourbon

## L'opposition dénonce la « course désespérée » du gouvernement derrière le chômage

Les députés ont achevé, jeudi 17 octobre, la discussion générale sur le projet de loi de finances pour 1992 par le rejet d'une motion de renvoi en commission, présentée au nom du groupe UDF par M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Alors que l'opposition a dénoncé la « course désespérée » du gouvernement après le chômage, le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est félicité de ce qu'il considère comme un fait : « le parti de la dévaluation est mort-né ».

Le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances l'avait lui-même reconnu au début de la discussion générale : « Un chiffre domine le débat, celui du chômage » (Le Monde du 17 octobre). Pendant une grosse douzaine d'heures, étalées sur deux jours, les députés inscrits dans cette discussion, au nombre d'une trentaine, en ont beaucoup parlé. M. Edouard Balladur (RPR, Paris) en a même donné le coût, sans être contredit par M. Bérégovoy : le chômage représente 225 milliards de francs en allocations et aides diverses et 175 milliards de francs en pertes de recettes fiscales et sociales, soit près du tiers du budget national.

Au cours d'une discussion éparse, mais presque toujours courtoise, les députés ont eu à pratiquer ce jeu devenu lassant, qui consiste à s'envoyer des chiffres pour mieux se renvoyer les responsabilités de la situation. Et c'est avec un peu d'étonnement, même, qu'à quelques heures de leur face-à-face télévisé, on

M<sup>me</sup> Cresson défend le « plan emploi »

Le « plan emploi » devra être celui du gouvernement tout entier. Certes, comme il est normal, c'est M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, qui l'a présenté au conseil des ministres (le Monde du 17 octobre). Mais selon M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, M<sup>me</sup> Edith Cresson a demandé aux ministres d'être des « militants » de ce programme d'action contre le chômage des jeunes ; elle a aussi annoncé qu'elle se rendrait elle-même à plusieurs reprises sur le terrain « pour convaincre de sa détermination ».

C'est M<sup>me</sup> Cresson qui a répondu à la question, suggérée par Matignon, qu'a posée, mercredi 16 octobre, à l'Assemblée nationale M. Yves Durand, député socialiste du Nord. Le premier ministre a tenu à expliquer que « la lutte pour l'emploi est l'affaire de tous », et que le gouvernement avait pris « des mesures exceptionnelles sans précédent afin de créer des emplois stables qui ne soient pas des petits boulots », ajoutant : « La politique, ce n'est pas de faire de grands discours, c'est de prendre des mesures qui répondent aux besoins des gens », et se félicitant que « le dispositif ait l'assentiment du patronat et de l'ensemble des organisations syndicales ». Le chef du gouvernement a précisé que ce dispositif serait complété au conseil des ministres du 30 octobre.

a pu assister à une série d'échanges gracieux entre M<sup>me</sup> Balladur et Bérégovoy, l'un et l'autre se donnant du « monsieur le ministre d'Etat », d'une manière qui n'est pas forcément très habituelle dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

A l'évidence très attendue, l'intervention de l'ancien ministre de l'économie de M. Jacques Chirac n'en a pas moins été sans concession. « La France ne va pas bien », a assuré M. Balladur, à tel point que l'ampleur des déficits des finances publiques a « semblé surprendre M<sup>me</sup> le premier ministre, elle-même, lorsqu'elle a pris ses fonctions ». Toutefois, le procès instruit par M. Balladur visait surtout un ancien locataire de l'hôtel Matignon, M. Michel Rocard. « L'échec de la politique économique, budgétaire et fiscale menée depuis trois ans par le gouvernement vient, d'abord, de ce qu'il n'a pas su ou voulu profiter des marges de manœuvre considérables dont il disposait », a affirmé M. Balladur. La seconde raison de cet échec tient, selon lui, à « l'immobilisme » du gouvernement, qui n'a « rien fait d'essentiel », ni pour réformer les finances locales ou la protection sociale, ni pour aménager le système de formation, ni pour moderniser les structures de l'économie.

« Le gouvernement veut faire croire qu'il n'y a plus qu'une politique possible, et qu'il est seul raisonnable, seul vertueux (...). Fort heureusement, ce n'est pas vrai », a poursuivi M. Balladur. Pour le prédécesseur de M. Bérégovoy — dont, au demeurant, il approuve la politique monétaire — il faut diminuer les charges publiques, baisser les impôts et privatiser les entreprises publiques du secteur concurrentiel.

Sur un ton volontiers plus polémique, M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a repris à son compte les principaux axes de cette politique que l'opposition voudrait voir mise en œuvre. Le concept de « désinflation compétitive », développé, la veille, par le ministre de l'économie est-il « le bon remède politique à l'impasse sociale », s'est notamment interrogé le porte-parole du groupe UDF. Selon M. d'Aubert, le gouvernement doit répondre de ces deux grands reproches : celui d'avoir « laissé filer la dette » et celui d'« arbitrer systématiquement au profit des dépenses de fonctionnement et au détriment des équipements collectifs ».

Puis, sur un ton plus imagé, le vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale a opposé ce jugement : « Votre budget a des contours de plus en plus flous. C'est un budget-méduse, dérivant au gré des courants socialistes et condamné à aller s'échouer sur les plages de l'impasse ».

« Par imprévoyance, votre budget court désespérément après le chômage », a affirmé à son tour M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire). Vous ne disposez plus d'aucune marge de manœuvre significative pour lancer un plan efficace de lutte contre le chômage par une réduction significative des charges fiscales et sociales. La rigueur demeure indispensable, estime M. Alphandéry, qui a assuré le ministre de l'économie que les partisans de la dévaluation et de l'inflation ne sont pas dans les rangs de l'opposition. « Je vous sens désorienté, lui dit-il. Ceux qui vous exhortent à modifier le cap de votre politique budgétaire trouvent des soutiens dans votre majorité et même au sein du gouvernement (...). Vous êtes pris au piège de votre imprévoyance passée, des sursauts de vos propres amis et des exigences sociales ».

## « Le parti de la dévaluation est mort-né »

C'est dans un tout autre registre, naturellement, que l'un des principaux porte-parole du groupe socialiste, M. Raymond Douyère, député de la Sarthe, avait, auparavant, engagé ce débat général. « Avec le budget proposé, notre économie sera prête à se nourrir de la reprise, des charges sociales, des retraites, des indemnités, les primes d'aménagement et la maîtrise des marchés. Sans faire référence à cette prise de position, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a consacré l'essentiel de son propos aux problèmes agricoles (lire également page 27) en répondant, mercredi soir, aux députés qui l'avaient questionné sur le budget. Il a notamment précisé que le gouvernement arrêtera « bientôt » le mandat qui se confie au ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, pour négocier la réforme de la

française et du monde rural », qui engloberait à la fois la fiscalité, les charges sociales, les retraites, les indemnités, les primes d'aménagement et la maîtrise des marchés.

Le ministre délégué au budget a également affirmé que « rien ne peut excuser les actes commis ces jours derniers », en précisant que lui-même connaissait bien les agriculteurs, à la différence, « des accablés qui se font photographier avec eux les jours de grande manifestation ».

budget pour 1992 laisse mal augurer pour l'avenir de notre pays », a-t-il jugé. Un signe, parmi bien d'autres : si des entreprises publiques devaient être prochainement privatisées, ce serait la logique de l'actuel état de droit, qui déterminerait un peu plus la vie de ces entreprises, préparant leur bradage, pour une bouchée de pain, aux requins de la finance, en cas de retour de la droite. Pour M. Lajoie, il convient de se défier tout autant des « nouvelles alliances à droite », qui pourraient être conclues sous le titre trompeur de « retour de la réforme », que d'un « retour de la droite ou, pour le moins, d'un retour de la droite sur sa composition extrême ». Cependant, a-t-il précisé, les députés communistes ne voteront pas une motion de censure qui serait déposée par la droite, car celle-ci ne serait en réalité, qu'un soutien à la politique d'austérité, de surarmement, de privatisation des entreprises publiques et de cadeaux au capital.

Dans sa réponse à l'ensemble de ces interventions, M. Bérégovoy est revenu sur ses déclarations de la veille pour préciser qu'une autre politique demeure possible, mais qu'elle consisterait à « renoncer à garantir la solidité de la monnaie et à dévaluer ». « La constatation avec plaisir qu'un résultat est acquis : le parti de la dévaluation est mort-né », a-t-il ajouté. A propos des privatisations, ou plutôt des « cessions d'actifs » ou encore de « la mobilisation du patrimoine public », M. Bérégovoy a déclaré ne pas avoir de « position dogmatique ». « La frontière entre le secteur public et privé peut être mobile », a-t-il indiqué. Quant à l'emploi, le ministre a reconnu, en ces termes, que la France n'était pas capable d'en créer autant qu'aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne : « C'est que le coût du travail y est moins élevé. Mais aller voir sur place ce que cela donne sur le plan social ».

« Nous sommes maintenant d'accord sur un point : le marché doit être ordonné. En revanche, nous divergeons sur notre système de protection sociale et de solidarité collective », a conclu le ministre. Vous n'avez pas la même conception que nous de la justice sociale. Votre politique et le nôtre, ce n'est pas du pareil au même. Rendez-vous devant les électeurs : ce sont eux qui trancheront.

JEAN-LOUIS SAUX

## Les députés socialistes menacent de ne pas voter le budget de l'agriculture

Peu avant l'issue de la discussion générale sur le projet de loi de finances pour 1992, les députés socialistes ont fait savoir, mercredi 16 octobre, par un communiqué officiel de leur groupe, qu'« ils ne sont pas en mesure de voter le budget de l'agriculture, tel qu'il leur est actuellement actuellement présenté ». Cette « rébellion » des députés socialistes, emmenée par le groupe de travail chargé des questions agricoles qu'anime M. Gaston Rimareix, député de la Creuse, vise à obtenir du gouvernement « la mise en chantier d'un grand plan d'adaptation et d'accompagnement de l'agriculture

française et du monde rural », qui engloberait à la fois la fiscalité, les charges sociales, les retraites, les indemnités, les primes d'aménagement et la maîtrise des marchés.

Sans faire référence à cette prise de position, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a consacré l'essentiel de son propos aux problèmes agricoles (lire également page 27) en répondant, mercredi soir, aux députés qui l'avaient questionné sur le budget. Il a notamment précisé que le gouvernement arrêtera « bientôt » le mandat qui se confie au ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, pour négocier la réforme de la

politique agricole commune. Avant de rappeler l'ensemble des mesures déjà prises en faveur du monde agricole, M. Charasse a aussi distingué « ceux qui souffrent vraiment », en particulier les éleveurs et les producteurs de lait, de « ceux qui essaieraient d'obtenir des avantages indus ou injustifiés ». Le ministre délégué au budget a également affirmé que « rien ne peut excuser les actes commis ces jours derniers », en précisant que lui-même connaissait bien les agriculteurs, à la différence, « des accablés qui se font photographier avec eux les jours de grande manifestation ».

## Au Sénat

## Valoriser l'eau comme ressource économique

Les sénateurs ont commencé, mercredi 16 octobre, l'examen du projet de loi relatif à la répartition, la police et la protection des eaux, présenté par M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement. La discussion générale préalable à l'examen du texte de M. Lalonde a donné l'occasion à de nombreux sénateurs de prendre la défense des agriculteurs, dont le ministre avait vivement critiqué les pratiques intensives, responsables, selon lui, d'une augmentation de la pollution des eaux.

Conformément aux vœux de la commission des affaires économiques, désireuse de préciser dans le texte du projet de loi la valeur économique de l'eau et de renforcer les compétences des acteurs locaux, les pratiques intensives, responsables, selon lui, d'une augmentation de la pollution des eaux.

Pouille (Rép. et ind. Meurthe-et-Moselle). Ils ont indiqué que « la gestion équilibrée » de cette ressource doit en assurer « le développement et la protection » contre « toute pollution », ainsi que « la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans les limites des eaux territoriales ». Ils ont souhaité que le texte prenne en compte « la valorisation de l'eau comme ressource économique ».

Les sénateurs ont décidé, à propos des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévus par le texte, d'en confier l'élaboration à des commissions locales composées à parité de représentants des collectivités locales, de représentants des propriétaires riverains, des professionnels et des associations concernées.

G. P.

La préparation des élections régionales

M<sup>me</sup> Guigou ne conduira pas la liste du PS dans le Vaucluse

Le bureau exécutif du Parti socialiste a discuté jusqu'à tard dans la soirée du mercredi 16 octobre des listes de candidatures aux élections régionales, que la convention des 12 et 13 octobre n'avait pu établir. Celle-ci avait envisagé, sous onze listes sur quatre-vingt-dix-neuf, le bureau exécutif est parvenu à un accord sur onze autres départements, dont celui du Vaucluse, où M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, a dû s'effacer devant le maire d'Avignon, rocardien, M. Guy Ravier.

Les intraitables socialistes du Vaucluse, réfractaires à tout « parachutage », ont eu gain de cause : M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, bien que ministre délégué aux affaires européennes, ancienne collaboratrice du président de la République et pas tout-à-fait « parachutée », puisqu'elle a des attaches familiales dans le département, ne conduira pas la liste du PS aux élections régionales. Ainsi en a décidé le bureau exécutif du Parti socialiste au terme d'une réunion qui, commencée en fin d'après-midi, mercredi, s'est terminée vers minuit.

La fédération socialiste du Vaucluse est dirigée par les rocardiens. Cet aspect de la situation n'a pas été déterminant dans son hostilité vis-à-vis de M<sup>me</sup> Guigou, les responsables socialistes de ce département se retrouvant facilement, au-delà des courants, pour faire front face à « Paris » lorsque la direction du parti tente de leur imposer une personnalité extérieure. En l'occurrence, le ministre délégué aux affaires européennes a en outre à la tête d'une épouse de M. Jean-Louis Guigou, universitaire et militant socialiste d'Avignon, que de son statut de personnalité parisienne.

## Tentative d'OPA familiale

Ancien concurrent de M. Ravier pour la candidature socialiste à la mairie d'Avignon, M. Guigou, rocardien lui aussi, est fermement tenu en laisse par la municipalité. La candidature de son épouse à la direction de la liste régionale a été perçue comme une tentative d'« OPA familiale ».

Cependant, l'appartenance de M. Ravier et des dirigeants de la fédération au courant rocardien donnait à celui-ci une responsabilité particulière dans le traitement du « cas » Guigou. Le ministre délégué aux affaires européennes

pourrait penser que l'ancien premier ministre et ses amis hésitent à faire barrage à un ministre proche de M. François Mitterrand. M. Jean-Claude Petitdemange, membre du secrétariat national, chargé des élections, et lui-même rocardien, a habilement mis la direction du PS devant une réalité inévitable : si elle persistait à vouloir imposer M<sup>me</sup> Guigou, elle prendrait la responsabilité d'une scission dans la fédération, avec présentation de deux listes concurrentes devant les électeurs et risque de perdre, en même temps, la majorité au conseil général.

## M. Chevènement à la portion congrue

En outre, bien que les fabriciens s'en défendent, le parallèle suggéré par les rocardiens entre la situation de M<sup>me</sup> Guigou et celle de M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, elle aussi membre du gouvernement, elle aussi mitterrandiste et en concurrence avec un ami de M. Laurent Fabius, M. Marcel Debarge, pour la tête de liste en Seine-Saint-Denis, a été efficace. M<sup>me</sup> Neiertz a dû céder la première place à M. Debarge et M<sup>me</sup> Guigou, renoncer au Vaucluse, sans que M. Petitdemange ait eu à « déclencher la riposte mitterrandiste », comme il en avait menacé M. Pierre Mauroy. Comme dit M. Michel Rocard, « M. Ravier est ce qu'il est, mais il gagne les élections ».

Outre ces deux problèmes, le bureau exécutif a résolu ceux des autres départements d'Ile-de-France, où des membres du gouvernement conduiraient les listes, mais pas partout, contrairement à ce que souhaitait M. Pierre Joxe, chef de file à Paris. M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, ministre délégué à l'industrie et au commerce extérieur, ne sera pas candidat dans le Val-d'Oise, non plus que M. Alain Vivien, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dans la Seine-et-Marne. A Paris, en revanche, M. Joxe aura pour second un autre membre du gouvernement, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, resté fidèle à M. Jean-Pierre Chevènement. L'ancien ministre de la défense, qui avait insisté pour que M. Sarre fût aussi placé, n'est pas satisfait pour autant : son ancien courant (chevènementistes et opposants confondus) perd plus de cinquante élus sur les soixante-quatorze qu'il comptait en 1986, et ne dispose que de la moitié environ des places « éligibles » auxquelles son résultat au congrès de Rennes, en mars 1990, lui donnait droit.

P. J.

Vendu à la fête du Front national

## Un « Agenda nationaliste » célèbre Hitler et Mussolini

Hitler, Mussolini, Franco et Peron sont à l'honneur dans un Agenda nationaliste, vendu de la main à la main (100 F) lors de la dernière fête annuelle du Front national (le Monde du 15 octobre).

Cet agenda est préfacé par M. Léon Degrelle, quatre-vingt-cinq ans, fondateur du rexisme (le fascisme belge). Fondateur de la division SS « Wallonie », dont il fut l'Obersturmbannführer, alors qu'il s'était fait réformer pour éviter de servir son pays, auteur d'articles laudateurs du régime nazi, Léon Degrelle y célèbre Jeanne d'Arc, qui, « aux jours noirs de 1944 », lors de la débâcle allemande, « guidait les guerriers de l'Europe dans la lutte à mort qu'ils livraient pour le salut des seules valeurs qui donnent un sens à la vie humaine ». L'immense et pouilleuse, vague soviétique jetait ses millions de migrants hégares à l'assaut de l'Europe-proie », poursuit cet ancien protégé de Hitler.

L'agenda multiplie les détails sur les régimes hitlérien et franquiste. Il met en valeur les actions de l'OAS, ses principales figures et les attentats menés contre le général de Gaulle, avec un hommage à Jean-Marie Gastien-Thiry, condamné à mort et exécuté après l'attentat du Petit-Cli-mart. Les dates de fondation

des principaux mouvements de l'extrême droite et des actions qu'ils ont menées contre des « gauchistes », et celle de la première parution (29 novembre 1930) de l'hebdomadaire violemment antisémite. Je suis partout, dirigé par Robert Brasillach, sont notés.

Consacrant plusieurs articles au Front national, notamment à son ancien secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois, l'agenda indique, dans la biographie de Jean-Louis Tixier-Vignancour, qu'il est mort le 29 septembre 1989 « en laissant à Jean-Marie Le Pen le flambeau du combat ».

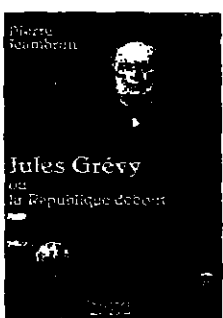
Le secrétaire général du Front national a affirmé, mercredi 16 octobre, que la vente de cet agenda avait été interdite lors de la fête du parti d'extrême droite. « La réalisation de ce document s'apparente clairement, ajoute M. Carl Lang, à une provocation doublée d'une escroquerie morale envers plusieurs auteurs et annonceurs, ceux-ci ayant été totalement abusés ».

Dans son édition datée 2-8 juin 1988, l'Evénement du jeudi indiquait que M. Le Pen avait rencontré M. Degrelle à Malaga (Espagne) pour lui demander conseil. « Il en est resté au moins un, affirmait l'ancien nazi : faire payer dans les meetings ».

## Jules Grévy

biographie par le sénateur Pierre Jeambrun

- La dérive monarchique de l'Elysée...
- La malédiction du deuxième mandat présidentiel...
- Le pouvoir politique et la justice...
- Et si l'Elysée était inutile !



464 pages, nombreuses illustrations, 160 F.

Tallandier

Livres vendus au profit des œuvres de la Fondation de France.



مركز المراسلات

## POLITIQUE

Devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale

# Les « pratiques opaques » n'ont pas disparu

affirme le président de la Fédération nationale du bâtiment

La commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a entendu, mercredi 16 octobre, M. Thierry Saussez, conseiller en communication, et M. Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment. Celui-ci a estimé que la nouvelle législation n'avait pas fait disparaître les « pratiques opaques ».

Lors de la précédente réunion de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, M. Robert Paudraud (RPR) avait évoqué la question du financement du Parti communiste français, à la suite de révélations publiées dans l'hebdomadaire russe *Rossia*. M. Paudraud avait notamment demandé que la commission procède à l'audition de l'auteur de l'article, M. Alexandre Evlakhov (*Le Monde* des 10 et 11 octobre).

M. Pierre Mazzaud (RPR), président de la commission, a annoncé mercredi 16 octobre, que le bureau avait décidé de convoquer un représentant du Quai d'Orsay, qui

leur présentera notamment les dépêches diplomatiques envoyées au ministère des affaires étrangères par l'ambassade de France à Moscou sur cette question. La majorité des membres de la commission a décidé, par vote, de prononcer le huis clos pour cette audition, comme les y autorise le règlement de l'Assemblée nationale. Quant au journaliste soviétique, M. Mazzaud a observé, sans davantage de précisions, que la commission « avait encore le temps de l'entendre » avant la clôture de ses travaux.

Les rapports entre l'argent et la politique ont été évoqués en termes crus par M. Thierry Saussez, conseiller de Thierry Saussez, conseiller, image et stratégie, qui a émis l'hypothèse d'un système qui refuse d'admettre que la démocratie a un coût. M. Saussez, qui a réalisé de très nombreuses campagnes de communication pour le RPR, a estimé que la tendance était désormais au déclin des dépenses de campagnes électorales, en raison de la conjugaison de deux facteurs : l'état d'esprit de l'opinion publique, majoritairement hostile, selon lui, à des campagnes trop onéreuses, et les deux lois de 1988 et de 1990 qui réglementent et plafonnent ces dépenses.

A propos de ces textes législatifs,

M. Saussez a toutefois souligné que les plafonds fixés n'étaient pas « réalistes », surtout pour les candidats aux élections locales qui ne sont pas des « sortants » et dont la faible notoriété a besoin d'être compensée par une campagne d'affichage. « On n'arrête de dire que l'on va revenir aux pratiques d'écologie », s'est exclamé M. Saussez, ce serait de la non-assistance à la démocratie en danger ! Le montant des dépenses autorisées devrait s'élever, selon lui, à deux cents millions de francs pour une campagne présidentielle (soit le double de celui fixé par la loi), un million de francs pour une élection législative (au lieu de quatre cent mille) et quatre cent mille pour une élection cantonale (au lieu de deux cent mille).

Interrogé par M. François Loche (PS), M. Saussez a déclaré que le coût de la campagne d'affichage qu'il avait organisée pour la manifestation des agriculteurs du 29 septembre s'était élevé à un million de francs.

L'audition du président de la Fédération nationale du bâtiment, M. Jean Domange, était très attendue. Au moment où les « affaires » de fausses factures nourrissent les colonnes des journaux, son préde-

cesseur avait largement mis en cause les élus, responsables selon lui d'un véritable racket des entreprises. Relevant, en termes choisis, que la loi de 1990 n'avait pas mis fin aux « pratiques opaques », d'autant qu'elle réglemente les « financements nationaux », mais pas les financements locaux, qui représentent la plus grosse part du marché du bâtiment, M. Domange s'est toutefois refusé à évoquer de façon plus détaillée ces questions.

### « La technique des bureaux d'études »

S'il connaît bien « la technique des bureaux d'études », le président de la Fédération du bâtiment a affirmé qu'il ignorait l'existence d'autres pratiques. Interrogé très précisément sur les « valises » d'argent liquide ou sur les « entreprises fantômes », M. Domange a déclaré, sous serment, que décidément, « ces maîtres n'équivaient rien » pour lui.

Son audition aura au moins permis d'apprendre une information essentielle : en matière de financement de partis et de campagnes électorales, la langue de bois n'est pas l'apanage des seuls hommes politiques.

PASCALE ROBERT-DIARD

L'application des lois sur le financement des partis

# Le CDS a mis en place un système de gestion centralisé

Le congrès du CDS (Centre des démocrates sociaux), qui s'est tenu à Angoulême du 11 au 13 octobre, a décidé de créer un comité financier, dont la présidence sera confiée à M. Jean-Jacques Hyest, député de Seine-et-Marne. Ce nouvel organe contrôlerait le financement du parti tel qu'il est prévu par les lois de mai 1988 et de janvier 1990. Récemment mis en cause pour avoir indûment tiré profit d'implantations de grandes surfaces, le CDS a institué un système de gestion aussi centralisé que possible.

Ayant, en tant que bons chrétiens, des rapports défectueux avec l'argent et voulant continuer de croire à la noblesse inaliénable de la politique, les centristes ont toujours eu une sainte horreur de devoir se battre pour des questions basement matérielles.

Toutes ces dernières années, leurs responsables furent cependant parmi les plus actifs à militer pour un assainissement du financement de la vie politique, avec d'autant plus de détermination qu'ils paraissaient à l'abri de tout mauvais procès. Aussi les récentes révélations du *Canard enchaîné* (le *Monde* du 26 septembre), selon lesquelles des élus CDS auraient touché des pots-de-vin sur les implantations de grandes surfaces durant la localisation, ont-elles jeté un réel trouble dans le parti.

Une lettre fut immédiatement envoyée dans les fédérations pour dénoncer « ces polémiques abusive-ment orchestrées » et rappeler que « l'intégrité personnelle des dirigeants du parti ne pouvait être mise en cause ». M. Pierre Méhaignerie dit lui-même « avoir été perturbé » et « avoir ressenti cela comme une injustice ». « Certes, explique-t-il aujourd'hui, il y a eu pendant longtemps chez nous comme ailleurs la capacité de répondre sur cette période à toutes les questions. Mais, depuis 1989, je veille personnellement à ce que les nou-

velles dispositions soient rigoureusement respectées ».

Bricolage ? De 1976, date de sa création, à mai 1981, le CDS, qui a de nombreux ministres au gouvernement, n'a pas trop de problèmes. Les permanents du parti sont rémunérés par les cabinets ministériels et les dépenses de propagande en grande partie assumées par la nouvelle UDF. Le parti du président, qui vit alors à l'aise.

La défaite de mai 1981 sera une catastrophe pour tous les partis de droite et particulièrement pour les centristes, peu pourvus par les trésors de guerre sortis de l'Elysée et de Matignon. La prise en charge de quelques permanents par le cabinet du président du Sénat, M. Alain Fober, ne suffit pas. Mis directement en cause par l'article du *Canard enchaîné*, M. François Froment-Meurice, secrétaire national du CDS et ancien secrétaire général du groupe UDC de l'Assemblée nationale, se souvient que, fin 1984, le parti était carrément en état de cessation de paiement.

« Nous étions dans un état de misère noire, se souvient-il. Nous en étions à près de 3 millions de francs de découvert, jusqu'au jour où, geste incroyable, notre trésorier national de l'époque, M. Robert Furety, descendit un beau matin à la banque du desous pour se porter caution sur ses biens personnels de ce déficit. » « Nous étions très pauvres, confirme lui-même M. Méhaignerie. En tant que président, comment dire, je suis fier de cette pauvreté de mon parti ! Je ne compte plus toutes les fois où j'ai traversé la France en train pour visiter mes fédérations, tandis que les autres arrivaient flots et rivières. Cela faisait vraiment petit parti ».

### Des ministères lacratifs

Arrivent les succès des élections législatives de mars 1986 et la formation du gouvernement de cohabitation de M. Chirac. Les centristes héritent eux aussi de ministères « lucratifs ». Quand M.M. Alain Madelin et Gérard Longuet pour le PR se retrouvent respectivement à l'industrie et aux P et T, M. Méhaignerie hérite du ministère de l'équipement et du logement tandis que M. Georges Chavanes prend celui du commerce et de l'artisanat. Les centristes n'ont pas qu'ils en ont tiré quelques profits, mais rien à voir, à les entendre, avec les sommes ponctionnées par les partis frères.

M. Froment-Meurice conteste les insinuations du *Canard enchaîné*, qui parle d'un véritable « *Italia des pots-de-vin* » passé en mars 1986 entre tous les partis de gouvernement. « Contrairement à d'autres, assure-t-il, nous n'avons jamais pratiqué la coupe réglée. Les choses se passaient plus naturellement. Les chefs d'entreprise se sont soudainement aperçus que

nous, les petits centristes, nous étions devenus des interlocuteurs gouvernementaux à part entière. Nous n'avions même plus à tendre la main ».

M. Méhaignerie raconte aussi qu'une fois installé dans son nouveau ministère, il a convoqué les grands patrons du bâtiment et des travaux publics pour essayer de changer ces mœurs, et qu'à compter de ce jour il a fait beaucoup de découvertes le persuadant qu'il était grand temps, pour la gauche comme pour la droite, de mettre le holà.

On ne saura sans doute jamais ce que les uns et les autres ont pu drainer comme argent durant cette période de gouvernement... On veut tourner la page. On jure que ces pratiques-là sont révolues. On ne parle plus que de transparence. M. Méhaignerie estime que les lois de mai 1988 et de janvier 1990 sur le financement politique ont été « bénéfiques », mais il a encore des doutes. « Tous les partis, s'interroge-t-il, ont-ils vraiment fermé, comme nous, leurs systèmes d'interventions ? Pourquoi la commission d'enquête de l'Assemblée nationale d'été-elle va vous passer au peigne fin tous les comptes de l'année 1990 ? »

### Les mauvais comptes des sénateurs

Les dirigeants centristes argumentent aujourd'hui sur leur gestion rigoureuse. En 1981, ils ont vendu leur siège national du boulevard Saint-Germain pour 11 millions de francs afin de s'installer dans des locaux plus vastes, rue de l'Université, qui leur ont coûté 25 millions de francs. L'argent a été comblé par emprunt et par la vente d'autres dépendances centristes, tel le siège de l'amicale des anciens du MRP (2 millions de francs).

Le budget de fonctionnement du parti sera pour cette année de l'ordre de 21 millions de francs. Le système de gestion est le plus centralisé possible sous la responsabilité directe d'un mandataire financier, M. Albert Kalaydjian. Lui revient la charge de réceptionner les sommes versées par les entreprises et les particuliers, rétrocedées à 95 % aux fédérations, les 5 % restants étant consacrés aux frais de gestion du parti.

A lui également de gérer et de répartir l'aide annuelle attribuée par l'Etat aux partis politiques, au prorata du nombre de parlementaires déclarés, en vertu de la loi du 11 mars 1988. Pour l'année 1991, le CDS, qui compte quarante-cinq parlementaires, a reçu en janvier dernier une enveloppe de 13 294 314 francs. Somme moins importante que celle réoctée par l'association de l'Union centriste.

Constituée dès 1988, cette association regroupe soixante et un sénateurs du groupe centriste au Palais du Luxembourg, dont une bonne moitié ont l'équivalent CDS. Son siège est rue de Tournon, son

trésorier est le sénateur du Bas-Rhin Louis Jung. Somme reçue en janvier 1991 : 18 021 182 francs. Les dirigeants centristes crient au scandale et se demandent toujours à quoi peut bien être utilisée cette manne. Les sénateurs répondent que tout cet argent est redistribué, dans les fédérations, aux nombreuses associations d'élus de l'opposition et à l'UDF, ce qui, argumentent-ils, est de ce côté, soulage d'autant le CDS. Une partie de cet argent devrait être également consacrée à la constitution prochaine d'une fondation Robert-Schuman pour la promotion de l'Europe.

Cette affaire particulière aux centristes a pris une tournure politique, comme l'ont encore quelques échanges aigres-doux relevés le week-end dernier à Angoulême. En désaccord avec la stratégie autonomiste de M. Méhaignerie, les sénateurs centristes ont joué de ces restrictions trébuchantes pour marquer leur mécontentement. « Si on a pu retirer les liens du CDS avec M. Giscard d'Estaing au lendemain des élections européennes, explique sans ambages l'un d'entre eux, c'est en partie grâce à nous et à notre argent ».

A les en croire, ils n'en pouvaient plus d'aider un parti « constamment dans la déche » et ayant en guise de coffre-fort « un tonneau des Danaïdes ». Depuis trois ans, les dirigeants centristes ne sont pas parvenus à les convaincre de leurs meilleures dispositions politiques et comptables. Et, comme les sénateurs ont pris certaines habitudes confortables, le provisoire risque bien de durer, et ces mauvais comptes de faire de mauvais amis.

DANIEL CARTON

► Nous avons présenté dans le *Monde* du 28 septembre les modes de financement du PS, en application de la nouvelle législation, et exposerons ultérieurement ceux des autres grands partis.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT  
GUIDE  
DE VOS  
DÉMARCHES

## Après les déclarations de M. Poniatowski L'UDF condamne les « débordements » et les « excès »

Le bureau politique de l'UDF a souhaité, mercredi 16 octobre, que la question de l'immigration soit traitée « librement, sans faux-semblants ni investitures ». L'UDF, ajoute le communiqué publié à l'issue de la réunion, « veut une politique de l'immigration à la fois ferme et juste » et « s'oppose d'autant plus aux débordements et aux excès, sans lien avec la réalité, qui égarant le débat et dissimulent les vrais enjeux ».

Ce texte apparaît comme une réponse aux propos de M. Michel Poniatowski, qui avait comparé l'immigration à une « occupation » (*le Monde* du 15 octobre). En revanche, il n'est pas censé viser l'article de M. Giscard d'Estaing qui, dans le *Figaro-Magazine* du 21 septembre, avait souligné les menaces d'invasion.

Un seul participant, M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a fait allusion à cet article, se disant « ému » par les propos de M. Giscard d'Estaing et « cho-

qué » par ceux de M. Poniatowski.

L'ancien président de la République, interrogé par des journalistes, a mis en garde « contre tout débordement verbal et toute manœuvre politique concernant l'immigration ». Commentant cette déclaration, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a félicité M. Giscard d'Estaing, dans un communiqué, « d'avoir renoué la raison ». Il a souhaité « que cette mise en garde de Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, puisse être entendue par Valéry Giscard d'Estaing, éditeur du *Figaro-Magazine* ».

Dans un entretien à Paris-Match (daté 24 octobre), M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, déclare notamment : « Quelques-uns de nos amis seraient peut-être mieux inspirés de ne plus dire n'importe quoi dans un sens ou dans un autre. Tout ça, c'est du spectacle, du guignol ».

## REGARDE DANS LE "GISCARD" SI C'EST PAS UN GROS MOT.



Le débat au PCF

## M. Herzog « diabolisé » ?

M. Philippe Herzog, chef de file des économistes du Parti communiste, se sent « libéré d'une hypothèque » depuis que le communisme façon soviétique s'est effondré à l'Est (*le Monde* du 24 septembre). Désormais, il entend s'exprimer librement, sans ambages sur les insuffisances de son propre parti, dont il dénonce l'absence de projet. Il a donc décidé de préciser ses convictions, au nom de l'« école marxiste de la régulation », en publiant, cette semaine, un essai politique.

Dans cet ouvrage, M. Herzog souligne notamment que le renouveau de l'idéal communiste et la renaissance, en France, d'un « espoir de changement de société », passent par une question absolument centrale, celle de « l'intervention des salariés dans les gestions des entreprises ». Il affirme que « tout projet politique nouveau restera incantatoire s'il ne s'attaque pas à l'enjeu fondamental du changement de système économique et de la gestion » et que, « inversement, les étonnantes conceptions économiques nouvelles resteront, elles aussi, incantatoires si elles ne s'insèrent pas dans un nouveau projet politique ». Il prêche la fin des manichéismes en incitant les militants au « dialogue conflictuel créatif » non seulement « avec les socialistes »

mais aussi « avec les patrons et la droite ». Il boulescule les dogmes, ébranle les tabous.

Ce faisant, M. Herzog donne de l'utopisme à certains de ses camarades si l'on en juge par la critique cinglante que le contenu de son livre a suscité, mercredi 18 octobre, dans les colonnes de *l'Humanité*. Sous le titre « Le diable et la politique », Magali Jauffret, membre de la rédaction en chef, saisit au bond son appel au débat pour lui donner la réplique sur le mode polémique. Elle estime que M. Herzog s'écarte des orientations du 27<sup>e</sup> congrès du parti, que son livre véhicule « une conception déviante de la lutte » et traite « une surestimation de la force de propositions ». « Beaucoup de messages tombent, écrit-elle. C'est plus sain (...) Lorsque la révolutionnaire fait l'ange ne se fait-il pas dévorer par le diable ? (...) De grâce, ne nous déshonorons pas... »

M. Herzog serait-il en passe d'être « diabolisé » ? Certains de ses proches ont en effet interprété cette diatribe comme l'annonce d'un « procès de Moscou ».

A. R.

► Tu imagines la politique, de Philippe Herzog, Messidor, Éditions sociales, 264 pages, 120 F.

Ancien député communiste

## Roger Roucaute est mort

Roger Roucaute, ancien député communiste, ancien maire d'Alès, est décédé d'une crise cardiaque le 15 octobre, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

(Né le 20 avril 1912 à Cordras (Gard), ancien employé communal, Roger Roucaute (le colonel Lazare) avait été commandant l'FP pour la zone Sud pendant l'Occupation. Membre de l'Assemblée consultative provisoire en 1944, puis député des deux Assemblées constituantes de 1945 à 1946, Roger Roucaute avait été élu député communiste de l'Ar-

dèche en 1946. Battu en 1951, il avait renoué sa carrière en 1958, élu député du Gard en 1962, réélu en 1968 et en 1973, il ne s'était pas représenté aux élections législatives de 1978. Roger Roucaute avait également été élu maire d'Alès en 1965. Il avait été reconduit dans ses fonctions en 1967, à la suite de l'annulation de l'élection municipale par le Conseil d'Etat, puis avait été réélu en 1971, en 1977 et en 1983. Il avait quitté son siège de maire en 1985 au profit de M. Gilbert Millet. Membre du comité central du Parti communiste français de 1945 à 1964, Roger Roucaute avait été également administrateur de *l'Humanité*.)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
EXAMENS D'UNIVERSITÉ  
• DROIT  
• SCIENCES ÉCO.  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années  
TOUTES ÉPREUVES  
Enseignements annuels  
de soutien aux universités  
cours du soir  
SUCCÈS CONFIRMÉS  
45 85 59 35 + 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION





مركز الاستثمار

## INVESTISSEMENT PIERRE

• Le Monde • Vendredi 18 octobre 1991 11

# "DANS NOTRE CIVILISATION, L'AVENIR NE S'OPPOSE PAS AU PASSÉ, IL LE RESSUSCITE".

André Malraux, Ministre d'État chargé des affaires culturelles  
Assemblée Nationale le 23 juillet 1962.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation - imposition fiscale élevée, capacité d'investissement

mal évaluée, volonté de procéder à un arbitrage patrimonial - nous déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100 %.

Restauration d'immeubles dans le cadre de la loi Malraux.

Le principal avantage de l'investissement dans ce type d'immeuble réside dans la faculté de déduire, sous certaines conditions, le déficit de votre revenu imposable.

Nous mettons à votre service nos quinze années d'expérience réussie pour, à la fois, valoriser et sécuriser votre placement.

Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements (investissement immobilier avec garantie locative, statut de loueur professionnel en meublé, opération de restauration réalisée dans le cadre de la Loi Malraux, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Méhaignerie).

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil  
4, rue de Castiglione 75001 Paris  
Tél. 42615238 - Fax. 42608120.

  
**JRH**  
CONSEIL

*Notre Passion, l'Immobilier d'Art*

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

La contamination par le virus du sida

## Le gouvernement n'exclut plus une loi pour indemniser les hémophiles et les transfusés

Pour la première fois depuis le début de l'affaire de la contamination des hémophiles et des transfusés par le virus du sida, l'opposition — par la voix de M. Jean-Yves Charnat (RPR) — est montée au créneau.

Rappelant essentiellement les déclarations du professeur Jacques Roux au *Monde*, ainsi que la teneur du rapport que l'IGAS avait consacré au CNTS en juillet 1985 (*le Monde* du 15 octobre), le député RPR de la Vienne a, mercredi 16 octobre, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, demandé au gouvernement s'il allait « enfin [sic] décider d'indemniser tous ceux qui ont subi les conséquences de l'irresponsabilité de [ses] prédécesseurs ». « Êtes-vous prêts, d'autre part, à faire toute la lumière sur les implications de cette affaire ? », s'est interrogé M. Charnat.

Regrettant qu'à propos de

cette affaire très grave on en soit arrivé à des attaques politiques, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a rappelé que « le gouvernement Chirac avait décidé en 1986 de supprimer la possibilité, pour le gouvernement, de s'opposer aux décisions du CNTS, et cela sans doute au nom de vos principes de liberté, la liberté de poursuivre dans l'erreur ».

A propos des indemnités, M. Bianco a indiqué que « des discussions sont engagées avec les compagnies d'assurances qui doivent en prendre leur part. Mais l'Etat assumera aussi sa responsabilité, au titre de la solidarité nationale : nous avons décidé d'indemniser l'indemnité à tous les transfusés, et si les discussions n'aboutissent pas à bref délai, je saisirai le Parlement d'un projet de loi ».

Selon un projet du ministère de la santé

## Des centres pour toxicomanes seraient déconventionnés

Au début de l'année, le budget toxicomanie avait été sauvé de justesse des économies budgétaires liées à la guerre du Golfe. Aujourd'hui, de nouvelles menaces pèsent sur le dispositif de lutte contre la drogue. Des centres ont déjà reçu leur avis de déconventionnement, total ou partiel, par l'intermédiaire des Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS).

Avec un budget prévisionnel quasiment identique en 1992 et 1991 (364 millions de francs), la direction générale de la santé (DGS) doit faire face à des dépenses supplémentaires qui lui imposent de réaliser 30 millions de francs d'économie dans ses prévisions pour l'année à venir.

Face à cet impératif, la DGS a informé l'ANIT (Association nationale des intervenants en toxicomanie) d'un plan de « redéploiement », dans le cadre d'un souci de « bonne gestion » du dispositif. Ce plan concerne les centres qui, selon le ministère de la santé et la Délégation générale à la lutte contre la drogue et les toxicomanies (DGLDT), font l'objet d'une baisse importante d'activité, accueillent un public non toxico-mane, ou n'ont pas une gestion transparente des crédits de l'Etat.

Parmi les structures visées, La Courte Echelle, un centre pour mineurs, disposerait d'un délai de six mois pour négocier de nouvelles conventions avec l'aide sociale à l'enfance ou le ministère de la justice. Les centres de thérapie familiale Monceau, à Paris, ou le centre de guidance parentale de Toulouse devraient passer sous le régime Sécurité

sociale pour leurs prestations ne concernant pas directement la toxicomanie. Le centre de cure de la Gentilade (Lot) géré par l'association Marmottan, du professeur Claude Olivenstein, a reçu un avis de déconventionnement total. Toutefois, des négociations sont en cours pour obtenir un reconventionnement.

« Ces mesures de désengagement qui auraient été décidées quel qu'il soit le contexte budgétaire », pourraient aussi aggraver le ministère de la santé, à mettre fin aux subventions de l'association du Patriarche, qui reçoit — sans véritable contrôle administratif — 6 millions de francs par an.

## Nouveaux modes de financement

« Contrairement à tous les engagements pris par les différents ministères, et notamment celui de doubler la capacité d'accueil dans les établissements spécialisés, on étrangle peu à peu le dispositif d'accueil des toxicomanes », estime le professeur Olivenstein. Les budgets consacrés aux services téléphoniques locaux d'accueil des toxicomanes ne devraient pas être renouvelés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Certains services qui ne faisaient que de la prévention seraient déconventionnés. Les centres de documentation attachés à un centre de soins ne devraient avoir leur financement assuré par la DGS que jusqu'en juin 1992. Selon le ministère de la santé et la Délégation générale à la lutte contre la drogue et les toxicomanies, les structures qui font l'objet de déconventionnement devraient pouvoir trouver de nouveaux modes de financement auprès des collectivités locales ou de l'Etat.

MARTINE LARONCHE

## DÉFENSE

## M. Joxe : « La France fera des essais tant qu'elle aura des armes nucléaires »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a affirmé, mercredi 16 octobre à l'Assemblée nationale, que la France « devra faire des essais tant qu'elle aura des armes nucléaires » en réponse à une question orale de M. Robert Montdorant, député PCF du Val-d'Oise, sur le désarmement. « Nous participons toujours au désarmement, mais jamais dans des conditions telles qu'elles menacent la position de la France dans une situation d'infériorité », a-t-il ajouté. M. Joxe s'est dit « préoccupé » par l'état des forces armées soviétiques, « non seulement par le volume et la modernisation de leurs armes qui se poursuit, mais aussi parce qu'il y a un problème de sécurité nucléaire sur lequel nos informations ne sont pas suffisamment précises pour être rassurantes ».

## Nominations militaires

## L'amiral Mechet reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 16 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Marine. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Charles-Henri Mechet.

• Terre. — Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de corps d'armée Michel Le Guen ; adjoint au général commandant la région militaire de défense Atlantique et la circonscription militaire de défense de Bordeaux, le général de division Michel de Courges.

## SCIENCES

## L'attribution des prix Nobel

## Physique : Pierre-Gilles de Gennes, le « touche-à-tout »

Le prix Nobel de physique 1991 a été attribué mercredi 16 octobre au français Pierre-Gilles de Gennes pour ses travaux sur les cristaux liquides et les polymères.

En attribuant, mercredi 16 octobre, au français Pierre-Gilles de Gennes le prix Nobel de physique 1991, l'Académie royale des sciences de Suède a quelque peu rompu avec ses habitudes et honoré un « touche-à-tout » génial de préférence à l'homme d'une seule recherche. La preuve en est que cette institution, généralement réservée, n'a pas hésité à qualifier le physicien français d'« Isaac Newton de notre temps ».

L'élégie est médiocre, et l'on attendait depuis longtemps la reconnaissance des travaux de Pierre-Gilles de Gennes par les « Nobels ».

Autrefois, souligne Daniel Thouvenot, directeur du département Mathématiques et physique de base du CNRS, la physique traitait de problèmes réels. Puis, pendant des décennies, elle s'est écartée de la nature, en privilégiant seulement l'approche microscopique. Avec Gilles de Gennes, elle est revenue à une échelle plus humaine, plus pragmatique, en rupture complète avec tout ce qui se faisait à l'époque. Grâce à lui, on a redécouvert, ces vingt dernières années, que la physique est une science naturelle.

Spécialiste de la physique des milieux condensés, cet agrégé de physique a apporté des contributions théoriques marquantes dans des domaines aussi vastes que le magnétisme, la supraconductivité, les polymères, les cristaux liquides ou l'hydrodynamique. A chaque fois, dans ces domaines, il a su stimuler la recherche tant au sein des équipes qu'il a créées que de celles avec lesquelles il travaillait.

« Le chemin que j'ai suivi, dit-il, peut effectivement paraître assez sinuieux. J'ai commencé, comme jeune chercheur à Saclay, par étudier la magnétisme (...), puis je me suis intéressé au monde tout à fait extraordinaire des supraconducteurs, ces matériaux exceptionnels qui, à basse température, peuvent passer le courant sans résistance ».

Pierre-Gilles de Gennes va se passionner pour le sujet. « Tout à coup, en 1957, on a commencé à comprendre. Ce furent des années de grand bonheur. » « Nous avons ensuite été attirés par les cristaux liquides. »

Cette « phase cristalline sensible de la nature », comme disent les physiciens, était connue depuis une centaine d'années déjà quand, vers 1968-1969, certains imaginaient de les utiliser comme mode d'affichage sur les montres et les calculatrices.

« Nous avons eu la chance à l'époque, explique Pierre-Gilles de Gennes, de pouvoir monter en quelques mois six ou sept équipes à Orsay qui, chacune dans leur domaine, ont accepté de travailler ensemble sur les cristaux liquides. Résultat : deux ans plus tard, la France avait un rôle de leader dans ce domaine. Il suffisait de se regrouper », souligne-t-il, tout en ajoutant, modeste : « Moi, dans l'histoire, j'étais une espèce de mouche du coche. » Un regret cependant : « En 1970, nous n'étions pas tous éduqués à penser applications, à nous préoccuper de l'industrialisation des procédés, et force est de reconnaître que nous avons fait preuve d'une très grande naïveté dans la protection des inventions » (1).

Rassembleur, certes, mouche du coche, certainement, mais, dans son excès de modestie, Pierre-Gilles de Gennes oublie quelle a été sa contribution théorique à tous ces domaines. Tous ces sys-



thèmes physiques qui vont de la supraconductivité aux cristaux liquides en passant par les polymères, que le physicien français étudiera plus tard, ont un point commun.

« Ils sont si compliqués, disent les « Nobels », que les physiciens n'avaient pu voir de règles générales

dans leur comportement lorsqu'ils passent de l'ordre au désordre. » C'est à Pierre-Gilles de Gennes qu'on doit d'avoir montré que « la description mathématique des changements de phase dans des systèmes aussi différents que les atomes, les supraconducteurs, les cristaux liquides ou les solutions de polymères peut avoir une valeur générale étonnante ».

Mais ce semblant de remise en

ordre ne saurait satisfaire Pierre-Gilles de Gennes, qui s'est déjà trouvé de nouveaux sujets de réflexion en engageant à fond dans un domaine aussi curieux qu'innatendu, histoire d'« amener une culture dans une autre culture ».

« Aujourd'hui, dit-il, je m'intéresse

toujours à des choses qui pour les gens semblent bizarres, obscures ou confuses. C'est ainsi que je me penche sur le problème des colles et des phénomènes d'adhésion, parce que, malgré leur usage industriel énorme, nous n'avons pas de message simple pour expliquer le fonctionnement des colles aux étudiants ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le Journal du CNRS, mai 1989.

## « J'ai eu de grands maîtres »

« J'ai eu de grands maîtres, et mon plus grand regret est qu'ils n'aient pas tous eu le prix Nobel », a déclaré mercredi le professeur Pierre-Gilles de Gennes. Si Louis Néel l'a eu, ni Anatole Abragam ni Jacques Friedel n'ont été récompensés. Il faut faire très attention, car ce genre de distinction peut vous égarer très facilement de votre travail. J'espère que cela ne m'arrivera pas ».

Le professeur de Gennes a appris la nouvelle alors qu'il était avec ses étudiants, dans son laboratoire du Collège de France. « J'étais précisément en train de leur expliquer qu'à mon avis le prix serait attribué à une équipe d'opticiens qui ont travaillé sur l'atome froid. J'étais prêt à parler sur ».

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : « Ce prix Nobel honore la science française, et à travers elle la France tout entière. Cette distinction prouve une fois de plus qu'en recherche il faut savoir être tenace

et travailler dans le long terme. Elle est à mes yeux d'autant plus symbolique qu'elle revient à un grand savant qui a toujours pensé la science la plus fondamentale en termes d'applications industrielles — jusqu'à l'utilisation des « superglues » en aéronautique ! En ce sens, il est un exemple pour tous les chercheurs français ».

M. François Kervilly, directeur général du CNRS : « Outre qu'il illustre le haut niveau de la recherche en physique française, ce prix Nobel met en valeur la place très particulière qu'occupe Pierre-Gilles de Gennes à l'interface entre la physique et la chimie. Il a été l'initiateur de recherches menées sur la « matière molle », ni tout à fait liquide ni tout à fait solide. En partant de ses connaissances physiques pour accéder à un domaine plus large, il a grandement participé à la démarche interdisciplinaire que tente de développer le CNRS ».

## Chimie : Richard Ernst (Suisse) ou la résonance magnétique nucléaire développée

Le prix Nobel de chimie 1991 a été attribué, mercredi 16 octobre, au Suisse Richard Ernst. Ce prix, d'une valeur de 6 millions de couronnes suédoises (5,6 millions de francs), récompense ses travaux sur la spectroscopie à résonance magnétique nucléaire (RMN).

Une technique qui, outre ses applications bien connues en imagerie médicale, est devenue aujourd'hui l'un des instruments les plus importants des chimistes et des biologistes pour l'étude de la structure des molécules.

Avec Richard Ernst, l'Académie royale des sciences de Suède a récompensé « le créateur de toute une école de pensée qui est à l'origine du développement de la résonance magnétique nucléaire, estime un spécialiste français de ce domaine,

M. Jean-Yves Lallemand, professeur à l'école polytechnique, et directeur de recherches au CNRS. Ce sont, en effet, les contributions fondamentales apportées par Ernst et ses collègues au niveau théorique qui ont permis les applications spectaculaires de la RMN aujourd'hui ».

Si la résonance magnétique nucléaire fut découverte en 1945 (par le Suisse Félix Bloch et l'Américain Edward Purcell, qui reçurent, pour cela, le prix Nobel de physique 1952), les premiers appareils à RMN n'ont fait leur apparition dans les hôpitaux qu'à la fin des années 70, entraînant, pour le diagnostic médical, une révolution comparable à celle provoquée par les rayons X au début du siècle (le *Monde* du 16 novembre 1983). En chimie, les appareils de spectroscopie RMN, tout aussi impressionnants d'efficacité, sont capables de disséquer non plus le corps humain, mais les molécules, pour en révéler la structure intime.

Schématiquement, l'investigation par RMN consiste à soumettre le corps à étudier à un champ magné-

que qui oriente certains noyaux d'atomes tous dans le même sens, un peu comme s'il s'agissait de minuscules aiguilles de boussole. « Excités » ensuite par une onde radio, ces derniers se mettent à « résonner » et révèlent ainsi leur position, que l'on peut repérer grâce au faible signal radio qu'ils émettent.

## « Un pas décisif »

En médecine, on se contente de localiser les noyaux d'hydrogène de l'eau des tissus et de mesurer leur concentration. La teneur en eau des os, des muscles ou des graisses étant différente, on peut ainsi visualiser l'intérieur du corps. En chimie, la spectroscopie RMN à haute résolution permet, aujourd'hui, de localiser avec une précision de 3 angstroms (0,3 millièmes de millimètre) les noyaux d'hydrogène, mais aussi d'isotopes (espèces) plus rares comme le carbone-13 ou l'azote-15. On ne voit pas directement la molécule, mais il est possible de déduire sa structure,

explique M. Jean-François Lefebvre, professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. « C'est un peu comme si l'on reconstituait la carte de France en partant de la position de toutes les villes du pays les unes par rapport aux autres ».

Ces performances n'ont été rendues possibles que par les apports théoriques de Richard Ernst. En 1966, il imagine de soumettre les échantillons à de brèves et intenses impulsions (au lieu de faire varier lentement la fréquence des ondes radio comme on le faisait jusqu'alors), puis d'analyser les signaux ainsi obtenus à l'aide d'une opération mathématique appelée « transformation de Fourier ». Cette méthode permit de multiplier par cent la sensibilité des premiers appareils. Il perfectionna encore la technique en mettant au point la spectroscopie RMN à deux dimensions (en 1976), puis à trois dimensions.

Aujourd'hui, la RMN est utilisée dans pratiquement toutes les branches de la chimie. A la frontière entre chimie et biologie, elle permet d'étudier les interactions entre des molécules biologiques et d'autres substances, et d'observer ainsi « comment, dans les tissus vivants, le métabolisme est influencé par les médicaments », expliquent les académiciens suédois. « On peut estimer que, à ce jour, la structure d'une centaine de protéines a été identifiée grâce à la seule RMN », estime M. Jean-François Lefebvre. Pour nous, biologistes moléculaires, l'apparition de cette technique « a vraiment été un pas décisif ».

JEAN-PAUL DUFOUR

[Né le 14 août 1933 à Winterthur (Suisse), Richard E. Ernst est diplômé de l'Institut polytechnique de Zurich (ETH). Après avoir passé un doctorat de chimie physique en 1962, il devient chercheur chez Varian Associates, à Palo-Alto (Californie), où il restera de 1963 à 1968. Depuis 1976, il est professeur de chimie physique à l'ETH. Distingué à de nombreuses reprises, Richard Ernst a été récompensé en 1991 par le prix Wolf, qu'il a partagé avec l'Américain Alex Pines.]

## Au cours d'une révision décennale

## Une anomalie a été décelée sur le réacteur nucléaire de Bugey-3

LYON

de notre bureau régional

Une anomalie constatée le 23 septembre sur le couvercle du réacteur nucléaire de Bugey-3, au cours d'une épreuve hydraulique effectuée durant une révision décennale, vient d'être classée au niveau 2 de l'échelle de gravité des incidents et des accidents nucléaires.

Conformément à la réglementation, les ingénieurs d'EDF ont porté la pression du circuit hydraulique à 207 bars, soit 30 % de plus que la pression utilisée en fonctionnement normal. C'est alors qu'un « léger suin-

lement » d'eau est apparu sur l'une des 65 traversées du couvercle de la cuve, permettant notamment le passage des barres de contrôle de l'activité du combustible nucléaire. Le suintement a atteint un débit de 0,7 litre par heure, alors que le réacteur contient plus de 200 mètres cubes d'eau.

M. Philippe Richez, chargé de l'information à la centrale de Bugey, assure que rien ne s'est produit en fonctionnement normal. Cependant, un risque existe que ce défaut soit générique, c'est-à-dire qu'il puisse être constaté sur les quatre couvercles identiques du parc électro-nucléaire

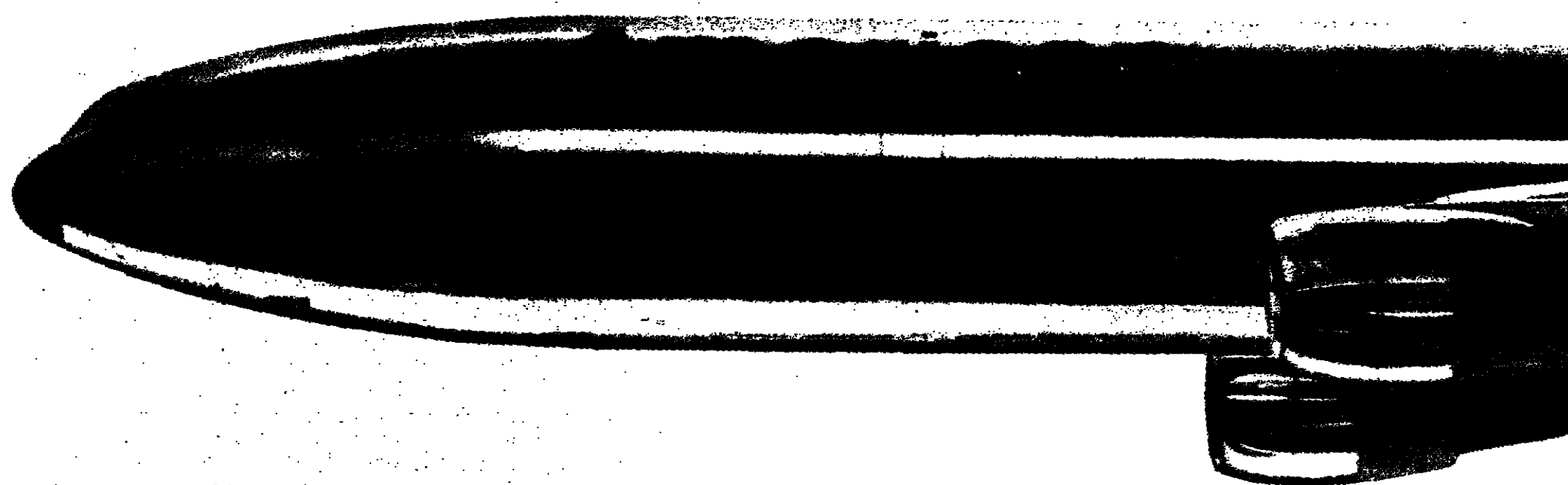
français, à Bugey et sur le site de Tricastin. Selon EDF, des expertises complémentaires permettront de préciser l'origine du défaut et d'apprécier les investigations à mener. Les autres traversées de Bugey-3 font déjà l'objet d'une expertise.

La tranche 3 de la centrale de Bugey a été mise en service industriel en mars 1979. Le centre a connu un incident classé au niveau 3, en 1984, lors d'une panne électrique. Du fait du suintement constaté le 24 septembre, le réaménagement de la tranche 3, prévu pour le 20 décembre, pourrait être retardé.

G. B.

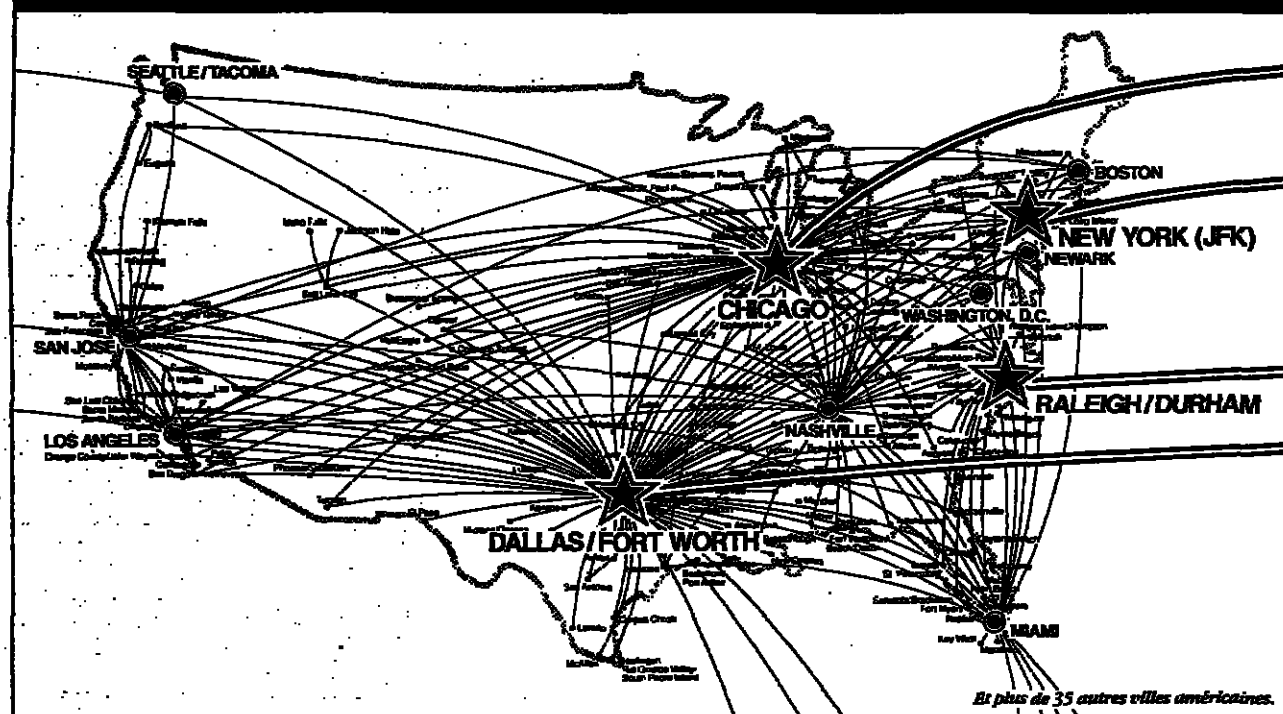


مكتبة المتحف



# L'Amérique d'American

Il n'y a qu'une compagnie qui soit capable de vous offrir toute l'Amérique. C'est American Airlines. American Airlines vous propose plus de vols pour les U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne.



Aujourd'hui, beaucoup de compagnies vous proposent un service non-stop pour les U.S.A. mais une fois arrivé à destination, ce service s'arrête là.

Pour continuer votre voyage, il faut vous adresser à une autre compagnie et tout recommencer à zéro...

Sauf si vous prenez American Airlines.

**Prenez American depuis Paris.**

Non seulement American vous propose tous les jours des vols non-stop de Paris à New York (JFK), Chicago, Dallas/Fort Worth et Raleigh/Durham, mais également 270 autres destinations.

Pour aller à Dallas/Fort Worth, départ de Paris (Orly) à 10 h 10\* et arrivée à 14 h 15.

Pour New York (JFK), départ à 12 h 50\* et arrivée à 15 h 15.

Pour Chicago, départ à 13 h 30\* et arrivée à 16 h 05. Et pour Raleigh/Durham, départ à 15 h 00\* et arrivée à 18 h 05.

A chaque étape, vous trouverez les correspondances qu'il vous faut.

De Chicago par exemple, American propose plus de 450 vols non-stop en semaine.

De plus, depuis Dallas/Fort Worth, American propose plus de 500 vols quotidiens non-stop.

\*Départ 1 heure plus tôt du 29/09 au 26/10 - horaires susceptibles de modifications sans préavis.

**Prenez American pour plus de 270 villes**  
Sans changer de compagnie, American vous emmène

dans plus de 200 villes en Amérique, en plus des 70 réparties au Canada, au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud, en Asie et dans le Pacifique.

**American pour le travail et le plaisir**

Avec American, vous pouvez vous rendre dans d'importants centres d'affaires tels que Los Angeles, San Francisco, Houston, Denver, Boston, Miami, Atlanta, New Orleans et Washington D.C.

Ainsi que les principaux centres d'affaires internationaux comme Montréal, Mexico, Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago et Tokyo.

Et des destinations excitantes pour les vacances : Las Vegas, Acapulco, Orlando, Palm Springs et Hawaï.

**Cartes d'embarquement à l'avance**  
pour tous vos vols.

Nous pouvons bloquer votre numéro de siège jusqu'à 11 mois à l'avance et vous délivrer les cartes d'embarquement 30 jours avant votre départ pour tous vos vols sur American.

**Le service**

**"Flagship" international**

En Première Classe comme en Classe Affaires, vous apprécierez notre cuisine primée, nos grands crus, notre service personnalisé, nos luxueux fauteuils en cuir et laine d'agneau.

En Première Classe, vous pourrez aussi profiter d'un écran vidéo personnel vous offrant ainsi un large choix de films.

**Un privilège d'American**

Si vous allez aux U.S.A. en Classe Affaires, vous voyagerez en Première Classe sur tous les vols intérieurs d'American.\*

**AAdvantage®**

Seule American vous offre le programme AAdvantage, le premier - et toujours le meilleur - programme de fidélisation.

Avec chaque vol, vous obtenez des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassé soit en Classe Affaires soit en Première Classe ou d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Appelez simplement American et nous vous inscrirons instantanément.

**Prenez American pour l'Amérique**

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris - Ile de France) ou 05 23 00 35 (Province).

\*Uniquement sur votre vol de correspondance immédiate figurant sur le même billet que votre vol transatlantique.



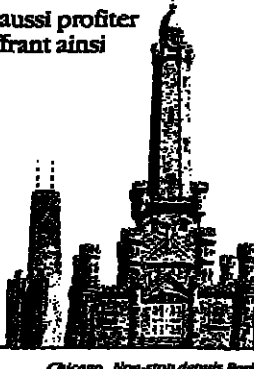
Tous les jours des vols non-stop pour New York (JFK) et au-delà.



Allant à Las Vegas, au Mexique, aux Caraïbes, aux portes de l'Amérique Latine.



Dallas/Fort Worth : La porte de l'Ouest américain.



Chicago. Non-stop depuis Paris et à quelques heures seulement des principales villes américaines.

**American Airlines**

## CULTURE

## DANSE

## L'essor de l'empire québécois

Après la chanson, après le cinéma  
ce sont les chorégraphes qui, aujourd'hui, étonnent

## MONTREAL

de notre envoyée spéciale

Gilles Carle, Denys Arcand, Carole Laure, Robert Charlebois, le Québec artistique, en France, c'est la chanson ou le cinéma et à un moindre degré le théâtre avec Michel Tremblay ou la littérature avec Antoine Maillet ou Réjean Ducharme. Sans oublier René Lévesque du Parti québécois, et les provocations déclamatoires du général de Gaulle. Aujourd'hui, la politique est à la baisse, l'économisme triomphe, et seuls les Américains bougent encore. Et puis, soudain, la danse apparaît, vivante, diversifiée, telle qu'on a pu la découvrir au dernier Festival de nouvelle danse de Montréal, qui s'est achevé le 7 octobre.

Sans l'accent, le vocabulaire avoué, est-il possible de parler de critères propres à la danse québécoise? Nous avons mené l'enquête à Montréal, avec pour guide Chantal Pontbriand, fondatrice du festival. Exploration à suivre tout au long de la saison 1991-1992 car de nombreux chorégraphes arrivent en France, certains dès ce week-end (1), souvent dans le cadre d'échanges franco-québécois.

Paul-André Fortier ressemble à tout le monde. Il est chauve. Il a plus de quarante ans et aucune envie de jouer les jeunes hommes. Il est aussi un des piliers de cette nouvelle danse canadienne. Dans son solo *La Tentation de la transparence*, il exprime avec une impudeur voulue son désir de dépasser les tabous. Ce travail s'érige contre le catholicisme qui a étouffé le

pays, principalement pendant la période Duplessis. « Ce que l'on appelle la « révolution tranquille » des années 60 a extirpé la religion des institutions, des ministères et des écoles. C'est également l'époque où les grandes richesses sont nationalisées. Avant, la danse était un péché. Même les grands ballets canadiens, compagnie de répertoire classique, avaient des difficultés à affirmer leur existence. Mais rares sont les créateurs qui ont plus de quarante ans. La danse actuelle est le produit des années 70, comme en France, comme en Belgique, où chaque créateur, chaque auteur, a sa propre histoire. »

## Croisement des cultures

Le croisement des cultures caractérise le Québec, loin des bagarres qui, il y a encore peu, opposaient les Français aux Anglais. Pour moitié, la province est peuplée de Canadiens de souche française, pour moitié de Grecs, de Portugais, de Vietnamiens, etc. En tout six millions d'habitants, dont trois à Montréal. Édouard Lock, créateur de la compagnie Lalala Human Steps, emblématique de la province, est, selon tous les témoignages, le fruit de ces hybridations qui prennent en charge – fierté des Québécois – les cultures tiers-mondistes tant négligées et méprisées par l'Occident. En effet, le chorégraphe est fils d'immigrés juifs sépharades du Maroc, venus tout droit de Mogador. Ici, tout le monde connaît l'histoire : comment il a été initié au monde du geste par sa mère, prompt à mêler des danses rituelles aux danses de salons canadiennes;

comment, enfant, il était à l'affût des rituels invisibles connus par les autochtones, et indispensables pour s'intégrer. Résultat : l'énergie et le goût nord-américain pour les effets spectaculaires, l'espace, le rock à fond la caisse sur scène, entremêlés à une imagerie sado-maso, trouble et plutôt européenne, des rouges, des ambiances de Sud, des volutes, des arabesques, avec jalousies et persiennes. Il joue de sa lenteur coulée, maghrébine, en l'opposant à la rapidité foudroyante qu'il exige de ses interprètes. Il est le seul aujourd'hui à avoir une dimension internationale.

Les chorégraphes de sa génération s'appellent Ginette Laurin (qui sera à Villeneuve-d'Ascq en février, et programmée à Danse à Lille en avril 1992), Louise Bédard, Daniel Léveillé, Sylvain Emard, Marie Chouinard, Jocelyne Montpetit. Jean-Pierre Pernaut sera une des figures attendues de la manifestation des danses, avec sa pièce, *Joe*, conçue pour trente danseurs, que nous verrons fin novembre à La Villette. Tous ont commencé, peu ou prou, au moment de la Nouvelle Aire, mouvement fondateur de la danse contemporaine au Québec créé en 1968 par une Française, Martine Epoque. Tous ont en commun d'inventer une danse très théâtrale, à ce titre affiliée à celle qui voit le jour en Europe. Les structures narratives en sont plus linéaires, franchement nées par fois. En revanche, la scène sociale paraît y être plus présente.

## Une société matriarcale

Les femmes sont très actives dans cet essor chorégraphique. Elles affirment un féminisme non dénué de protection maternelle vis-à-vis des hommes. La société québécoise est matriarcale et les femmes y sont fortes. Ainsi s'explique la facilité avec laquelle Louise Lecavalier, fidèle élève d'Édouard Lock, assume tous les rôles : danseuse hyper-sexy, musclée comme un lutteur, qui danse au-delà de ses limites physiques, ou femme transpercée, ensanglantée, attaquée par un docteur – elle a un club de fans au Japon alors qu'elle n'y a jamais dansé, sauf en accompagnement du show de David Bowie.

Les Américains – les Crows et les Inuits – sont au centre de quelques chorégraphies – les *Trous du ciel*, la dernière œuvre de Marie Chouinard. Ces deux populations se retrouvent au cœur des débats politiques, car Hydro-Québec – le méchant le plus important du festival, avec qui il a signé une convention pour trois ans, – qui aménage des centrales hydro-électriques dans le Grand Nord, bouleverse l'équilibre de leurs territoires.

Quant au Canada anglais, chaque Québecois a traversé la danse plus banale, davantage pénétrée par le courant américain. Karen Jamieson, chorégraphe de Vancouver, est une adepte des adonates de la nature et des corps, façon Martha Graham. Serge Benoit, ex-danseur de chez Roland Petit, immigré tout d'abord sur la côte ouest, et qui vient de prendre la tête de la compagnie Dancemakers de Toronto, développe des thèmes absents dans la danse québécoise : amour et mysticisme. « La côte ouest, mais c'est la côte ouest », s'exclame Chantal Pontbriand, « une danse dans la ville et le sport comme mode de vie ». On croirait entendre Woody Allen parler de Los Angeles.

Danièle Desnoyers, trente ans, représente, avec son, le génie du Québec. Elle a monté ses premières œuvres s'inventant en rupture d'avec les préoccupations de ses aînés : le féminisme, l'indifférence des sexes, la dévotion, l'esthétique de la laideur, font place à des rapports positifs entre les hommes et les femmes, voire chevaleresques, à une gestuelle raffinée. On n'en croit pas ses yeux : des femmes qui ne sont pas balancées à terre comme des paquets!

**DOMINIQUE FRÉDARD**  
Dans le cadre de la manifestation Temps-Danse consacrée aux jeunes chorégraphes, Louise Bédard est programmée jeudi 17, à 20 h 45, et Danièle Desnoyers le 18, à 20 h 45. Théâtre de Châtillon, 3, rue Sadi-Carnot, tél : 46-57-22-11. La compagnie Lalala Human Steps sera en France pour le Festival d'Avignon en Normandie, les 10 et 11 novembre, au Volcan, au Havre, et les 15 et 16 au Théâtre de la Ville, à Paris. Jean-Pierre Pernaut se produira avec *Joe*, du 23 au 30 novembre, à la Grande Halle de La Villette, au cours des fêtes de danse. Les Ballets jazz de Montréal seront les 6 et 7 à 21 heures au Théâtre de Suresnes, salle Jean-Vilar, tél : 46-57-98-10.

JEAN-MICHEL FRODON

## MUSIQUES



## L'orgue de Saint-Sulpice renaît

Reconstruit presque entièrement en 1862 par le facteur Aristide Cavallé-Coll, l'orgue de Saint-Sulpice – fabriqué à l'origine par les Cluquet en 1776 – a la propriété d'être un lien entre deux époques, l'Ancien et le Nouveau Régime, et deux musiques, classique et romantique.

C'est Jean-François Chalgrin, architecte d'églises, qui a dessiné l'instrument initial. Le buffet central est couronné d'angelots débordant de toutes parts – y compris devant le tuyauterie, ce qui n'est pas sans répercussions

sonores. Mais les 7 000 tuyaux encastrés dans cette immense carcasse sont un spectacle impressionnant.

La restauration, commandée par le ministère de la culture, cofinancée par la Ville de Paris et menée depuis trois ans, représente 15 000 heures de travail. Les centaines de luthiers qui entourent les cinq claviers permettent de « programmer » les registres à l'avance, comme sur un orgue électronique moderne. Chacun pourra apprécier le résultat à partir du

20 octobre, le dimanche après-midi, sous les doigts de Daniel Roth, organiste titulaire depuis plus de vingt ans.

► Inauguration de l'orgue restauré : vendredi 18 octobre à 20 h 30 (cent soixante choristes, trois organistes, dont Daniel Roth, dans des œuvres de Bach, Franck, Widor, Dupré, Grunenwald, Durufle). Le dimanche 20 octobre à 16 h 30, reprise du programme du 18. Le dimanche 27 octobre, hommage à Marcel Dupré à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de sa mort.

## CINEMA

## Voici le temps des ectoplasmes

Sous prétexte de science-fiction bagarreuse  
un tonitruant festival d'effets spéciaux et d'hypocrisie

## TERMINATOR 2

de James Cameron

Précédé de sa réputation d'exterminateur du box-office américain, le robot tueur aux dimensions d'Arnold Schwarzenegger revient pour une nouvelle mission homicide. En fait, c'est légèrement plus compliqué, et beaucoup plus cher.

Plus compliqué : ceux qui ont vu le premier épisode se souviennent peut-être qu'une guerre entre humains et machines, dans le futur, déclencherait l'envol, en notre paisible présent, d'un Cyborg assassin chargé par le camp des automatistes d'assassiner la mère du futur chef de la résistance humaine – on peut relire lentement. Même canevassé, sauf que le gamin du premier épisode est désormais la cible, et que Schwarzenegger le robot doit cette fois le protéger contre une autre machine de mort, encore plus perfectionnée.

Surtout, le concept Terminator ayant été homologué par Hollywood comme machine à dollars, on est passé d'une série B (dont le côté « boîte de conserve animée » faisait la charme) à une énorme usine à effets spéciaux. C'est un spectacle : le nouveau méchant, baptisé T-1000, une véritable engueule en métal liquide, qui reconstruit ses goutelettes pour de nouvelles malices aussi vite qu'il pulvériserait, prend à volonte la forme de n'importe qui (ou n'importe quoi) dont il a croisé le chemin – et qu'il a au passage réduit en purée. Le genre de type qui dégoûte sous les portes les mieux fermées et se remet en forme sur le palier, et qu'une roquette affecte autant qu'elle trouble la surface d'un lac.

Dans l'autre d'Industrial Light and Magic, le nec plus ultra en matière d'effets spéciaux, les sorciers de l'électronique s'en sont donné à cœur joie. Et ont fait payer leurs factures au prix fort : Terminator 2 est un des films les plus chers de l'histoire hollywoodienne. Le résultat de leurs travaux est, effectivement, impressionnant.

A première vue, donc, une variante du combat Hercule (Schwarzenegger) contre Protée (T-1000), alimentée aux réservoirs inépuisables de la science-fiction et du sentimentalisme standard, ad majorem big show gloriam. Un

scénario indigent, mais pléthore d'étincelles et bruits en règle : la vulgate du jeu vidéo multipliée par les moyens logistiques de la grosse artillerie hollywoodienne. Le film est, en réalité, nettement plus sournois. Truffé de destructions, d'explosions et de massacres, il se paie le luxe de s'arrêter tous les quarts d'heure afin de laisser place à un petit préche, comme quoi il ne faut pas occire ses congénères au moindre prétexte.

## Fascination pour la technologie

Outre que cela alourdit sensiblement une action par ailleurs souvent prévisible, le film contredit si évidemment son message pacifiste qu'on hésite un moment entre ronchonner et incoïscience, avant de rendre un verdict de faux jeton intégral. Hypocrite également, l'apparent plaidoyer en faveur des êtres humains contre les machines sans âme, alors que tout le film joue sur la fascination pour la technologie. Fascination décapée par cette nouveauté effectivement révolutionnaire qu'est le procédé digital compositing : la décomposition de l'image en micro-éléments ensuite manipulés à loisir sur ordinateur autorise les surprenantes transformations de l'« homme liquide ».

Cette variante show-biz de la manipulation génétique transforme les humains – les comédiens comme les personnages – en simple pâte à modeler au service d'une puissance totalitaire. Avec en force d'appui une bande son conçue comme une série de directs au plexus, le T-1000 aux infinies métamorphoses incarne le fantasme de la domination totale, toute en souplesses et en courbes, beaucoup plus sophistiquée que les biscottes et les pétoires de Schwarzenegger, l'acteur-effet spécial d'une ère bientôt archaïque.

T-1000 le méchant, véritable vedette du film, annonce le temps des ectoplasmes, des armes futures, leur dilution dans une solution délicate.

JEAN-MICHEL FRODON

## ARTS

## Voluptés cachées

ROUSSELOT

à la Galerie Zurich

Pour peindre où ont peint ceux dont l'œuvre l'arrête, Newman, Kelly, Marden, dans la même lumière atlantique, dans leur ville, Brooklyn. Là, dans un colossal entrepôt devenu immense d'artistes et d'ateliers, il exécute des compositions que l'on croit d'abord très dépouillées et d'une neutralité excessive. Sur un fond monochrome, une ligne brisée assez large insère des obliques et des angles. Il arrive qu'elle se distingue à peine, noire sur gris sombre ou vert bronze, brune sur brun rouge. Voilà tout.

Pourquoi ces tableaux échappent cependant à la décevante platitude de la plupart des géométries abstraites qui s'exposent aujourd'hui, la question est plus délicate. Ils le doivent en partie à la singularité

du dessin, que ne déterminent ni une algèbre ni le souci de la symétrie. Les cassures, les déséquilibres qui s'affichent, on ne sait comment ils s'expliquent, mais simplement qu'ils savent surprendre et retenir le regard. Les couleurs achèvent de le séduire. Que RousseLOT joue de deux tons très proches et force l'œil à chercher l'angle qui permet de les distinguer ou qu'il use de deux nuances séparées, il fait preuve d'un beau sens de l'harmonie. Il a des rouges mélangés d'ocre et des bleus indigo composés de noir fort voluptueux. C'est du reste le mot qui vient à l'esprit bientôt : RousseLOT, si méthodique d'apparence, si scrupuleusement fidèle à la tradition de la frontalité et du découpage par aplats, est un peintre voluptueux. C'est bon signe.

**PHILIPPE DAGEN**  
► Galerie Zurich, 19, rue de l'Abbé-Grégoire, 75008. Tél. : 45-48-10-22. Jusqu'au 31 octobre.

## PHOTO

## Femmes à Contrejour

L'éditeur Contrejour et photographe Claude Nori mettent régulièrement cap au sud, notamment sur le littoral italien, d'où il a ramené un livre, *Vacances à l'italienne* (1987). Ce nuit de Toulouse vient d'ouvrir une galerie au 96, rue Daguerré à Paris.

Il y présente jusqu'au 2 novembre une exposition : « Méditerranéennes et quelques peu sensuelles ». Quarante femmes sous le regard de Federico Patellani, Lia Delpiere, Jean Diemidde, Bernard Plossu, Martine Voyer, Mario Giacomelli, Thierry Leffebvre.

Outre la galerie, ce nouveau lieu de l'image comprend un laboratoire de photo professionnelle, noir et blanc ainsi qu'une librairie où l'on retrouve la plupart des publications Contrejour.

M. G.

Le Monde EDITIONS

## RETROUVEZ L'ÉMOTION D'AVIGNON

L'Album  
du Festival d'Avignon  
1991

Il y a ce que l'on vit sur l'instant et ce qui reste, les échos des spectacles, leur prolongement dans la mémoire. Il y a le sourire d'Armand Gatti, l'étrangeté du Ta'zieh, la folie des Comédies Barbares, le galop des chevaux Zingaro, la blancheur de l'enfant Caliban dans la nuit, le cigare d'Heiner Müller...

215 x 215, 144 pages.

100 francs, 110 francs plus taxes.

Journal de bord  
d'une mise en scène d'Antoine Vitez  
par Elio Raccugni

Le soulier de satin, Claudel, Vitez, Avignon : en 1987, dans la cour d'honneur du palais des Papes, Antoine Vitez fut l'ouvrier d'un rêve. L'intégrale qu'il donna du *Soulier de satin* de Paul Claudel allait très vite, du vivant même de son metteur en scène, entrer dans la légende du Festival d'Avignon. *Journal de bord* est le récit de cette aventure théâtrale hors du commun.

215 x 215, 144 pages.

100 francs, 110 francs plus taxes.

L'Album et le Journal de bord sont en vente chez :

En vente en librairie



هكذا من الماضي

CULTURE

THÉÂTRE

Ieshoua Ben Iosseph, ultime recours

Robert Hossein en appelle à la générosité humaine dans « ce monde privé de sens »

JÉSUS ÉTAIT SON NOM  
ou Palais des sports

« Aujourd'hui, la seule chose que je peux donner à ce monde cruel et privé de sens, c'est mon amour. » Ces mots du cinéaste Jean Renoir, Robert Hossein vient les dire, seul dans l'arène encore sombre, avant que la pièce commence.

Soul, pas tout à fait. Par terre, depuis que les spectateurs entrent dans le Palais des sports, un homme est couché. Pas rasé, maigre, gris, en loques, comme ces sans-abri étendus sur un trottoir ou sous un banc du métro, ou ces blessés et ces tués que ramassent les infirmières de l'Armée ou les cars de police-secours. Hossein annonce la couleur : le « monde cruel et privé de sens », c'est les millions de chômeurs et d'immigrés sans garantie. Et les morts par carence alimentaire. Et les tués ou démolis de toutes ces guerres qui vont bon train.

La raison d'être du spectacle d'Hossein est moins la personne de Jésus que les « humiliés » et « persécutés à cause de la justice » qu'évoque l'évangéliste Matthieu, ou les « surmenés », comme dit Jean. Un rappel à l'ordre : cessez de vous haïr et de vous entre-tuer, de vous ignorer par égoïsme. Entendez les Évangiles. « Évangile », c'est « message ». Propos et technique sont donc liés sur la phrase-clé de Jésus : « Voici mon ordre : aimez-vous les uns les autres comme je vous aime. » (Nous donnons les quelques citations dans la

traduction d'André Chouraqui : c'est la plus récente, celle qui se veut la plus proche de l'original hébreu et araméen, dont nous ne disposons pas, celle qui, à la lecture, captive le mieux l'attention.)

Le spectacle a dès lors été voulu, et mis au point, de façon à être entendu et vu, sans empêchement particulier, sur le plus de terres possible. Le cinéma voyage plus aisément que le théâtre. C'est donc cinématographique (écran géant, pellicule 65 millimètres), qu'apparaissent Jésus, ses disciples, sa mère, les « démoniaques et lunatiques » (comme dit Jean) qu'il guérit, et ses innombrables audiances du petit peuple des bords des lacs ou des premières pentes des montagnes. Cielles sublimes, déserts, horizons. Foudres et musiques tonitruantes (le péché mignon d'Hossein).

Devant et sous l'écran géant, dans un décor qui fait suite à celui du cinéma, évoluent plus de soixante figurants, répliques vivantes des images de Jésus. Hossein a voulu contraster, ou plutôt se faire reconnaître, d'une part les imaginations de nos consciences, les pensées et images et les sensations qui nous hantent quand nous écoutons, quand nous lisons les paroles des Évangiles, et d'autre part les échos réels qui échoient ces paroles, quand elles sont de la main en application, et peuvent déjà les diffuser.

Et, impliqué dans le mouvement, un troisième partenaire : le public, les publics. Hossein s'emploie à ce que ces trois ensembles de « créa-

tures » s'entrelacent. Qu'est cet « amour » qu'entend Jésus ? Jean emploie parfois plusieurs mots différents pour le désigner, en particulier, dans la scène placée à la toute fin de son livre. Jean évoque Jésus qui, trois jours après le Golgotha, est réapparu en vie et s'entretenant avec ses disciples au bord du lac de Tibériade, dormant des conseils sur l'endroit où immerger le filet. Il y a là, entre autres, Simon (Pierre), et celui que Jean appelle « le disciple que Jésus aimait », ce qui signifierait que Jésus n'aimait pas les autres, ou les aimait moins.

Un regard vide

C'est ce disciple plus intime qui, ce matin-là, au bord de l'eau, a, le premier, reconnu Jésus. Jésus distribue les rôles à court terme, dit à l'un de rester ici, à tel autre d'aller plus loin. Puis, au seul Simon-Pierre, il dit : « Viens avec moi. » Mais Simon-Pierre, comme par un réflexe de jalousie, se retourne vers « le disciple que Jésus aimait », resté là, qui s'apprête à leur emboîter le pas. Simon-Pierre dit à Jésus : « Et celui-là ? » Jésus répond : « Si je voulais qu'il demeure jusqu'à ma venue, que l'importe ? » C'est presque prise de bec. Par ces mots mystérieux aussi (Jésus y envisage le retour du Messie) s'achève l'Évangile de Jean, le plus inspiré, le plus beau.

Deux reproches au spectacle de Robert Hossein. Il a choisi, a voulu, un Jésus tout à fait inexpressif, au

regard vide. Rien à voir, hélas, avec le si beau Jésus, juif, nerveux, décidé, actif, si attachant, au regard de feu, de Pasolini dans son *Évangile selon saint Matthieu*, ni avec le calme et souverain Jésus noir que George Stevens présentait dans sa *Plus Belle Histoire jamais contée*. Le Jésus de Robert Hossein n'a rien à voir avec rien. A-t-il voulu un physique passe-partout qui ne dérouterait nulle part ? Un Jésus par défaut. Enfin le titre du spectacle est un peu déplacé. Que l'on appelle Jésus « Jésus », pourquoi non ? C'est tellement notre habitude. Mais si l'on insiste, si l'on souligne : « Jésus était son nom », alors là c'est inexact, puisque le vrai nom a été « Ieshoua Ben Iosseph ».

Ce spectacle est ce qu'il est. Simple, généreux. Comme Hossein. Terminons sur le diagnostic d'un homme de théâtre dont l'art se situe très loin de celui d'Hossein, Daniel Mesguich : « Hossein a une vraie force, une vraie force. Les lois élémentaires de la scène, lui les connaît, d'instinct. Ce que je ne dois pas de tous les metteurs en scène qui se prennent pour des penseurs. »

MICHEL COURNOT

► Mardi, vendredi, samedi à 20 h 30. Mercredi et dimanche à 14 heures. Samedi à 15 heures. Tél. : 48-28-40-90. Renseignements (répondeur) : 48-28-40-48.

Le mal de la vieillesse

Line Renaud interprète un personnage inspiré par Bette Davis dans une pièce de Didier Kaminka

PLEINS FEUX  
à la Michodière

Pleins feux sur les coulisses du théâtre, sur la vie des monstres sacrés. On plait sur ce que l'on a envie de croire quand on lit régulièrement les pages potins des magazines. Pour sa pièce *Pleins feux* que joue Line Renaud à la Michodière, Didier Kaminka a choisi la tonalité, « comédie de mœurs et de mots ». Mots d'auteurs et mœurs d'une star vieillissante qui se fait piquer sa place par une jeune ambitieuse sans scrupule, qui à son tour, etc.

On aura reconnu le schéma du légendaire chef-d'œuvre de Mankiewicz, *Eve* - lui-même tiré d'une pièce, elle-même tirée d'une nouvelle, et qui a donné ensuite une comédie musicale. Bette Davis y a trouvé l'un de ses meilleurs rôles, avec Anne Baxter, en jeune intrigante machiavélique. Le film ressort de temps en temps, il ne se démode pas. C'est que le sujet est hors mode, que l'on ne résiste pas à ces femmes glorieuses en fin de course, perdant leur force quand leur image se détériore - tout aussi mythiques qu'Elizabeth Bathory, Médée ou Marguerite Gautier. C'est aussi que chez Mankiewicz, les comédiens sont tous fasci-

nants dans des personnages complexes jusqu'à la perversité, que la construction est subtile, les dialogues brillantissimes et percutants. Personne n'en aurait voulu à Didier Kaminka de les utiliser habilement.

Il a franchisé et modifié l'intrigue, l'a simplifiée comme il a simplifiée les personnages et en a réintégré le nombre. Restent un vieux comédien séniel, la star et le directeur - Line Renaud et Pierre Maguelon - un couple quadragénaire, l'auteur et sa femme - Patrick Raynal et Nicole Jamet, avec leur gamin - et la jeunesse qui vient tout bousculer : Véronique Jamet, une jeune comédienne n'a guère flâté les hommes. Mais les trois générations de femmes sont de beaux personnages de gars - les plus gratifiants pour une comédienne. Nicole Jamet et Véronique Jamet sont d'ailleurs très bien, et Line Renaud, amoureuse tumultueuse et tyrannique d'adolescent, tombe de son piédestal en se faisant très mal, est épatante. Elle est juste, marque l'émotion avec une dignité attendrissante, sans verser dans le mélodrame. Elle arrive à faire admettre les névroses de cette quinquagénaire dure à cuire.

Les comédiennes qui d'autant plus de mérite que la pièce est bizarrement construite. D'une scène à l'autre, sans transition, elles doivent changer du tout au tout leur comportement. La « méchante » dévoile la trahison dans tous ses détails en fin de première partie, de sorte que la seconde ne peut que piétiner - même si se révèle l'apocryphe des deux amis - et ressasser des explications franchement inutiles. La délectable qualité du film en son ambigüité ici, en en est loin. La mise en scène d'Eric Civiayan tente, sans trouver son rythme, de donner du mouvement en découpant par des effets de lumière le décor de Radu Borzescu, plus sobre que d'habitude. Elle a au moins le mérite de laisser Line Renaud s'exprimer. C'est l'essentiel, car, quoi qu'en dise la pièce, c'est d'abord pour elle qu'on vient.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Samedi matin à 17 heures. Dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-95-22.

L'amour glacé

Shakespeare, version religieuse et réfrigérante

AS YOU LIKE IT  
au Théâtre de Gennevilliers

Splendide : quatre colonnes de fer, requilts s'élevant d'un sol blanc, inachevées. Deux autres ont été cassées, acides. Entre ces colonnes est tendu un filet, à quelques mètres du sol, un peu comme dans un cirque quand vont s'envoler les trapézistes. On croit déjà les apercevoir, quand un faisceau de lumière sombre découpe un peu plus haut, encore plus haut, deux cercles de bois reliés par un fil de fer. Splendide décor de Jack Dubus qu'on attribuerait - c'est un comédien - à l'opéra-bouffe de Molière, Langhoff. *As you like it*, quête de l'amour de jeunes gens que la division de leurs familles sépare, un peu comme dans *Romeo et Juliette*, promet d'être forain, d'être barbare.

Première surprise : de part et d'autre du filet surgissent les deux héros, Celia et Rosalinde, dont on nous laisse découvrir les visages et le plissé des robes faiblement éclairés, un peu comme, dans une église, apparaît la figure d'une sainte dans une lucarne incertaine. C'est la première manifestation de la mise en scène de Marc François, qui signe là son troisième spectacle. A la façon de cette introduction, il sera solennel, lent, quasi religieux. Marc François, formé aux meilleurs écoles, auprès des meilleurs maîtres, a manifesté vouloir rendre hommage à l'un d'entre eux, le plus solennel, le plus lent, le plus religieux : Claude Régy.

Avec, en prime, dans la tradition élisabéthaine, le choix de faire jouer les rôles des femmes par des hommes. Hommage rendu au poète, à son ambivalence, à la jouissive perversité de ses poèmes les plus secrets ? Pas du tout. Le travesti n'apportera aucun désordre dans le bel ordonnancement du parti pris linguistique initial. Parti pris encore renforcé par la décision, par exemple, de confier le rôle du vieux duc en exil à un acteur très occasionnel, l'ex-directeur du théâtre au ministère de la culture, le dramaturge Bernard Dori. Au cœur d'un quartier ouvrier, au cœur du dernier théâtre

dirigé par un communiste - Bernard Sobel - Dori vous fait sonner Shakespeare comme le sermon d'un archiprêtre.

Ce serait drôle si Marc François n'avait décidé une fois pour toutes que nous n'étions pas là pour nous amuser. Pourtant, à relire *As you like it* - Comme il vous plaira n'a pas plus à Marc François, - on s'était une nouvelle fois convaincu des vertus déliantes de la pièce.

Beaucomp trop triste

Drôles, les humeurs du fon, Pierre-de-Touche, certes contrebalancées par la mélancolie de Jacques, esprit des bois contemplatif. Drôles souvent les projets intriguants de Rosalinde et la résistance passive de Celia. Drôle encore la vigueur du paysan Phébe et de sa compagne Silvius... Evidemment, *Comme il vous plaira* n'est pas une comédie légère. Elle traite très sérieusement du sujet le plus sérieux : l'amour, la séduction, l'ambiguïté. Les principaux personnages sont jeunes, séduisants, amoureux donc, d'une vigueur semblable à la sève des arbres de la forêt d'Arden où est situé l'essentiel de l'action.

On ne retrouve rien de cette vigueur dans le spectacle de Gennevilliers, malgré le renfort de deux fidélistes et d'un petit orchestre, quatre musiciens qui distillent les notes dissonantes et froides de Daniel Tosi. Méditation psalmodique d'une infinie tristesse, glacis du sentiment, le spectacle est très, très, beaucoup trop triste. On se souviendra pourtant de l'habileté du jeune metteur en scène à créer des images fortes, à placer ses acteurs. On lui reprochera en revanche - fermement - le larmier dans lequel il a passé leurs corps, leurs voix et... la pièce.

OLIVIER SCHMITT

► Jusqu'au 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. 80 F et 110 F.

THEATRE OUVERT  
Premiers rendez-vous  
LES GUERRIERS  
Minyona/Cantarella  
5 au 30 novembre

DJURDJURA  
Bourguet/Jacopin  
3 novembre au 30 janvier

LISBETH EST  
COMPLEMENT  
PETEE  
Llomas/Didym  
avril 1992

A BEAUBOURG  
T/E/L  
Minyona/14 novembre  
Carmen/15 décembre

1ER TAPUSCRIT  
BILINGUE  
L'Arbre de Jones  
Duri/Gronov

JARDIN D'HIVER  
4 bis Cite Veron 75015 PARIS  
42 52 74 40/Lex 42 67 59 49

la référence au bout des pages...

TABLEAUX DE  
L'ECONOMIE  
FRANCAISE  
1991-1992

Une véritable  
encyclopédie de poche  
dans les domaines  
économiques et sociaux.

192 pages - Prix 70 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

DANSE

DU 22 AU 26 OCT 20H30  
ODILE DUBOC  
LA MAISON D'ESPAGNE  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4

CONSEIL REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE  
VILLE DE CAEN • MINISTERE DE LA CULTURE

Les Arts  
Florissants  
WILLIAM CHRISTIE

OCTOBRE 1991

André CAMPRA  
IDOMENEE  
tragédie lyrique en version concert  
Avec  
Bernard DELETRÉ - Monique ZANETTI  
Jean-Paul FOUCHECOURT - Sandrine PIAU

PARIS	le 5 à 19H30
Théâtre du Châtelet	
AMBRONAY	le 6 à 16H30
Abbatiale	
UTRECHT	le 8 à 20H15
Muziek Centrum Vredenburg	
GELSENKIRCHEN	le 10 à 19H30
Musiktheater	
DUISBURG	le 11 à 19H30
Theater	
DORTMUND	le 12 à 19H30
Südtliche Bühne	
CAEN	le 18 à 20H30
Théâtre	
*	
François COUPERIN - Michel-Richard DELALANDE MOTETS - LEÇONS DE TENEBRES	
Avec Véronique GENS - Noëmi RIME - Elisabeth MATIFFA William CHRISTIE	
PARIS	le 25 à 19H00
L'Auditorium / Châtelet	
MAREUILS-SUR-LAY	le 29 à 21H00
Eglise	

NOVEMBRE 1991

Marc-Antoine CHARPENTIER  
MISSA ASSUMPTA EST MARIA • LAETATUS SUM  
TE DEUM  
Avec  
Isabelle DESROCHERS - Sandrine PIAU - Noëmi RIME  
Mark PADMORE - Christophe LE PALUDIER - François PIOLINO  
Bernard DELETRÉ - François FAUCHE

CAEN	le 5 à 20H30
Eglise Notre-Dame de la Gloriette	
PARIS	le 6 à 20H00
Opéra Comique	
COME	le 8 à 21H00
Basilique de San Fedele	
ROME	le 10
Eglise Saint-Ignace	
PALERME	le 11 à 17H15
Cathédrale	
STRASBOURG	le 14 à 20H30
Palais des Congrès	
LYON	le 15 à 20H30
Eglise Saint-Bonaventure	
NEW YORK	le 20
Brooklyn Academy of Music	
WASHINGTON	le 22
National Cathedral	

DECEMBRE 1991

RECITAL A DEUX CLAVECINS  
WILLIAM CHRISTIE - CHRISTOPHE ROUSSET  
BOCCHERINI - COUPERIN - LEROUX - RAMEAU

PARIS	le 2 à 19H00
L'Auditorium / Châtelet	
STRASBOURG	le 6 à 18H30
Théâtre National de Strasbourg	
*	
George Frideric HANDEL MESSIAH Avec Sandrine PIAU - Barbara SCHLICK - Gérard LESNE - Andreas SCHOLL Mark PADMORE - Nathan BERG - Jérôme CORREAS	
CAEN	le 13 à 20H30
Eglise Notre-Dame de la Gloriette	
CHERBOURG	le 14 à 20H45
Eglise du Vœu	
MONTPELLIER	le 16 à 20H30
Eglise Notre-Dame des Tables	
PARIS	le 17 à 19H30
Palais Garnier	
CHAMBERY	le 19 à 20H45
Espace Malraux	

PECHINEY





مركز من لائفل

# LIVRES • IDEES

## La littérature et ses juges

S'appuyant sur l'étude sérieuse et documentée d'Yvan Leclerc sur les procès littéraires du XIX<sup>e</sup> siècle  
Philippe Sollers démasque les censeurs d'aujourd'hui

**CRIMES ÉCRITS**  
La littérature en procès au dix-neuvième siècle  
d'Yvan Leclerc  
Plon, 447 p., 180 F.

Un spectre hante, depuis toujours, les cerveaux de la mécanique sociale : l'immoralité de la littérature. Que faire ? Veiller. Le drame, on ne l'étudiera jamais assez, s'est noué à Paris, au milieu du dix-neuvième siècle. Transposé de nos jours, voici à peu près quel serait le tableau : une femme étrange, raffinée, très publicitaire, très bon chic bon genre, mais inquiétante, entre soudain nue sur un plateau de télévision pendant le journal du soir. Elle est diabolique et désirable, seulement coiffée d'une couronne de fleurs du mal. Son nom ? Madame Bovary.

Elle se met aussitôt à réciter, d'une voix chaude, des phrases de ce genre : « Elle se sentait frissonner sous le souffle tiède de ses mains qui lui descendaient dans la chevelure. » Et puis : « Elle se débattait brutalement, arrachait le lacet mince de son corset qui sifflait autour de ses hanches comme une couleuvre qui glisse. » Ou encore : « Tes nobles jambes, sous les volants qu'elles chassaient, s'agitaient, les desirs obscurs et les agaceries. Comme deux sorcières qui font... Tourner un phylère noir dans un vase profond. »

### Les métamorphoses de Pinard

Ici, à cause des mots, le malaise devient intolérable. Un homme sensible se dresse pour protester, condamner, au nom de ce qu'on appelait autrefois les bonnes mœurs et la morale publique (ses expressions, désormais, sont « dignité de la femme, des opprimés, des minorités sexuelles ou religieuses »). Il s'appelle Pinard, comme l'accusateur public de 1857. Madame Bovary est remise en liberté, avec avertissement. Les fleurs du mal les plus vénéneuses, elles, sont saisies. L'ordre est rétabli, mais, hélas, pas pour longtemps.

On ne saura jamais trop que le jugement contre Baudelaire n'a

été cassé, avec embarras, qu'en 1949. Que les « pièces condamnées » ne figuraient toujours pas dans une édition de 1984 patronnée par l'Académie Goncourt. Que le roman de Flaubert reste une telle énigme que Sartre a passé une grande partie de sa vie à essayer de le décrypter. Que le mot comique de Simone de Beauvoir « Faut-il brûler Sade ? » (Sade, dont on sent planer l'ombre délétère sur tous les prétoires de l'époque) est toujours actif, sous dénégation, dans les imaginations.

On croit ces affaires réglées, universitairement entendues, mais rien de plus illusoire. Pinard, comme la censure, est immortel. Il s'habille autrement, voilà tout. Zola : « Ah, l'éternelle comédie ! Ce qu'on peut dire ne peut s'écrire... Silence sur nos ordures ! Le mot est donné à l'humain... Faut-il, mais n'écrivez pas. » Flaubert : « Le style, l'art en soi, paraît toujours insurrectionnel aux gouvernements et immoral aux bourgeois. » Baudelaire : « Naturellement, les uns prônent la morale bourgeoise, les autres la morale socialiste. Dès lors, ce n'est plus qu'une question de propagande. » Éternelle comédie ? Bien sûr. Il suffit d'être attentif aux changements d'intrigues, de rôles, de décors. La loi ne bouge pas, mais elle évolue, elle apprend, elle ne tient pas à répéter ses gaffes les plus voyantes.

Où est est Pinard aujourd'hui ? Débordé, battu, ridiculisé pendant plus d'un siècle, soumis à l'invasion de l'immoralité publique et à la dissolution des mœurs, il rumine sa vengeance. Il a déjà d'ardents partisans, pour des raisons apparemment contradictoires, aux États-Unis ou en Iran. Madame Bovary et les Fleurs du mal, par exemple, ne souillent plus les campus, le mouvement PC — « politiquement correct » — les rejette en bloc. Pur et démodé, Pinard ! On l'a vu derrière les bûchers, les lettres de cachet, les prisons, la guillotine, les asiles, les journalistes dénonciateurs, les policiers noirs ou rouges, les tribunaux, les camps, les mouchards de toutes espèces, les réseaux. Mais maintenant ? Comment agira-t-il dans notre radiance démocratique planétaire ?



Bronze de Rodin pour les Fleurs du mal : « Je suis belle, ô mortels, comme un rêve de pierre. »

Eh bien, il a décidé de frapper un grand coup. Son humiliation périodique doit prendre fin. Des procès ? Flaubert et Baudelaire, ces pervers, n'en ont retiré que trop de publicité. Non, ce qu'il faut, c'est se taire, noyer le poison par le fond.

Pinard laissera l'islam régler ses comptes avec le pauvre Rushdie. Il est, lui, Pinard, un homme d'affaires pragmatique, moderne. Il suit avec intérêt la montée de l'analphabétisme, les romans sont toujours dangereux, surtout s'ils sont bien écrits. Il a fait une grande découverte : ce n'est pas le sexe qui est immoral, mais la forme. Le style, voilà l'ennemi ! Flaubert : « Plus que jamais je crois à la haine inconsciente du style. Quand on écrit bien on a contre soi deux ennemis : 1) le public parce que le style le contraint à penser, l'oblige à un travail ; et 2) le gouvernement, parce qu'il sent en nous une force, et que le pouvoir n'aime pas un autre pouvoir. Les gouvernements ont beau changer, monarchie, empire, république, peu importe ! L'esthétique officielle ne change pas. »

Pinard, donc, ne dira plus, naïvement, que l'Olympia de Manet est un nu scandaleux. Il préférera avancer que c'est un tableau parmi d'autres, peut-être même n'est-il pas si bien peint qu'on le dit. Pinard ne rugira plus que X ou Y sont les pornographes et qu'il faut les interdire ; il prononcera froidement : « Il n'y a pas de grand écrivain. » Entendez-vous le soulagement unanime que, de la sorte, il provoque ? Oui, oui, le style seul est coupable. C'était tout simple à trouver.

Sera donc automatiquement censuré, en douce, l'auteur qui risque, par son obstination, de perturber la grande moralité du profit. Disparu, l'arrière-grand-père Pinard avec ses fantasmes ! Une nouvelle prudence collective, libérée, épanouie, vous accueillera à la Foire du livre de Francfort. Le groupe international Pinard, dont toutes les bêtises dynamiques s'appellent Scarlett, souhaite bonne chance dans l'au-delà à ces messieurs Flaubert et Baudelaire.

Philippe Sollers

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### La musique du Titanic

Avec les Derniers Jours du monde, Dominique Noguez s'est accordé le vertige du roman total, mélange de Mémoires truquées, de conversations métaphysiques, de scènes galantes...

Page 18

### LETTRES ÉTRANGÈRES

### Ecrivains tchèques et slovaques

La Fête du livre d'Aix-en-Provence accueillera une quarantaine d'invités tchèques et slovaques. De grands noms (Hrabal) et des auteurs moins connus (Josef Hirsal, Daniela Hodrová ou Karel Pecka). On publie, en première édition mondiale, le Grand Roman de Ladislav Klimeš, le livre-monstre, inachevé, d'un auteur qui cherchait « la création d'une forme nouvelle, libre, qui se permette tout ».

Page 25

### ENQUÊTE

### A qui appartient la parole des maîtres disparus ?

Le tribunal de Paris, saisi par les héritiers de Roland Barthes, qui protestent contre la publication de la transcription d'un cours, rendra son jugement le 20 novembre. L'édition des séminaires de Lacan suscite des polémiques. A qui appartient la parole des maîtres disparus ?

Page 26

## L'autre ville des prodiges

Mendoza se perd dans les méandres de Venise

**L'ÎLE ENCHANTÉE**  
d'Eduardo Mendoza.  
Traduit de l'espagnol par Annie Morvan, Seuil, 302 p., 120 F.

Un des personnages de l'île enchantée, un médecin vénitien, parle ainsi des fameux cafés de la cité des doges : « Quand j'étais enfant, peu après la fin de la guerre, ces cafés étaient plus ou moins comme maintenant. Mais la clientèle était rare, et on les a transformés en cafétérias modernes, de style américain : self-service et rock and roll, vous voyez ce que je veux dire. Puis cette foule de crétiens en quête de vieilleries a débarqué et il a fallu reproduire à toute vitesse ce qu'on avait démolit. Évidemment, les matériaux d'origine étaient irrémédiablement perdus (...). de sorte qu'il a fallu improviser, comme toujours. On a patiné quelques planches comme on a pu, récupéré quelques morceaux de marbre, ça et là, et voilà le

résultat : un décor de théâtre, un tapage incessant. Ne croyez jamais ce que vous voyez et n'écoutez jamais ce qu'on raconte. »

L'avertissement du docteur s'adresse aux lecteurs du roman de Mendoza, tout entier construit en trompe-l'œil : rien de ce qui est écrit ici n'est vrai, tout est décor, illusion, stuc, fausses perspectives, repères truqués, matière à égarer, histoires menteuses. Tout est écrit pour que le lecteur de l'île enchantée, à l'instar du héros du roman, Fabregas, perde tout contact avec une quelconque réalité, fût-ce celle de la fiction.

Ce roman est donc un défi : celui de captiver avec un récit qui ne prétend jamais à la vérité, qui décourage systématiquement l'adhésion, qui dénonce les enchantements. Et pour rendre l'exercice plus périlleux encore, Mendoza a choisi pour cadre et pour personnage de son livre Venise, la plus mythique des villes, la plus hantée par tous les

fantasmes littéraires, la plus habitée par les rêves, la plus ambiguë aussi. Celle où peuvent naître les histoires les plus folles, les illusions et les désillusions radicales ; la ville des masques et des mensonges, de la splendeur et de la pourriture, de l'exaltation et de la décadence. La ville-roman par excellence.

De fait, à la lecture des cent premières pages, on éprouve un étrange sentiment de déception. Tout se passe comme si le roman ne « prenait » pas ; comme si l'auteur, tellement brillant, tellement maître de son art lorsqu'il nous racontait Barcelone dans la Vérité sur l'affaire Savolta ou dans la Ville des prodiges, se perdait ici dans les méandres de sa narration. On était prêt à le suivre, on s'intéressait à l'histoire de ce Fabregas, un industriel catalan qui abandonne la routine de son entreprise pour se plonger dans les charmes de Venise ; on se préparait à la confrontation entre cet homme mal dans sa peau et cette

autre ville des prodiges. Mais la confrontation n'a pas lieu.

Mendoza refuse qu'elle ait lieu. Dès que le récit, nu par son énergie naturelle, tend à se nouer, le romancier bifurque. Fabregas rencontre une jeune femme, Maria Clara, dont il tombe presque immédiatement amoureux, mais elle va rapidement disparaître pour resurgir, tout aussi invraisemblablement, à un autre moment de l'histoire. Apparaissent et disparaissent ainsi les autres personnages, les palais, les églises. En revanche, se greffent sur le récit central, à la manière des romans picaresques, des séquences de fiction tout à fait étrangères à l'action : légendes, vies de saints, morceaux de rêves, scènes de délire, évocations bouffonnes ou érudites, présentées sans le moindre souci de réalisme.

Pierre Lepape  
Lire la suite page 24

A lire

HRABAL  
Lettres à Doubenka

Bohumil Hrabal



LETTRES À DOUBENKA

ROMANS  
BOHEMIL HRABAL

ces lettres où s'entrecroisent humeurs américaines et rumeurs de Prague.

Traduit du tchèque par Claudia Ancelot



ROBERT LAFFONT  
PAVILIONS

LES DERNIERS JOURS DU MONDE

de Dominique Noguez.  
Robert Laffont, 593 p., 135 F.

Un inconnu masqué tournait dans les coulisses de la littérature française, multipliant les coups de main élégants, les prises d'otages hilares, et tardait à poser pour de bon le pied sur les planches de la grande scène. Qu'il entre ! A la demande générale et poussé par une intime urgence, Dominique Noguez, ce corsaire érudit, vient d'accoucher d'un beau bateau, entre le radeau de la Méduse, le Titanic au ralenti avec son orchestre d'insubmersibles, et l'arche pleine à craquer d'un Noé jugeant qu'en cette fin de siècle, décidément, le temps se couvre.

Il n'a pas tort. Mais, avant d'embarquer, un coup d'œil sur le capitaine. Dominique Noguez, né à Bobec, en Seine-Maritime, approche lentement mais sûrement de la toute jeune cinquantaine. Il est normalien, agrégé de philosophie, docteur d'Etat (sa thèse porte sur le cinéma underground américain), et est actuellement professeur d'esthétique à l'université Paris-1 (Panthéon-Sorbonne, un autobus pour la gloire). On lui sait gré de plusieurs essais sur le cinéma, d'études « plus ou moins savantes » (Les Trois Filibauds, Lénine, Dada, Sémiologie du parapluie) et de quelques brèves mais succulentes pièces littéraires, Ouverture des veines et autres distractions, le Retour de l'espérance et, l'an dernier, les Deux Veuves, que nous avons saluées pour leur ironie fraîche et désinvolte. De plus, l'homme est un peu cinéaste, il a vidéographié Marguerite Duras, en 1983, et lui porte, en tant que personnage de roman, une grande tendresse.

Car il y a de nombreuses célébrités sur le pont, presque autant que d'inconnus, des deux sexes, sinon des trois, sans parler des clandestins. Noguez ne se prive pas du plaisir de jouer avec les silhouettes de diverses personnalités du microcosme culturel français, étoiles de grandeurs inégales, avec d'autant plus d'aisance que l'action se situe en 2010. En vingt ans, l'Union soviétique est devenue une fédération eurasiatique, il y a eu une deuxième guerre du Golfe, le président Fabius a formé un gouvernement Baudis, Frédéric Mitterrand s'est lancé dans la chanson, Philippe Sollers, converti à l'islam, est entré sous la Coupole, et tout le monde se souvient des « événements » de 1997.

Par ailleurs la France, cadre quasi unique et permanent du roman, reste ce pays délicieux et irritant que nous aimons, avec ses petits côtés et ses grands crus, ses philosophes de bistrot et sa douceur provinciale. Et pourtant il y a quelque chose qui va tout changer, énormément et soudainement. La pollution devient terrible, la terre tremble, il y a des pluies de cendres, les océans sont empoisonnés et le 6 juillet c'est un Fabius effondré qui annonce à la radio, depuis son PC d'Evreux, que cette fois c'est la bonne, la guerre atomique est déclenchée et personne ne sait comment l'arrêter. Nous sommes fottus, chers concitoyens, et c'est chacun pour soi.

Ce n'est pas ce qui tourmente le plus Eric Dangeville, le narrateur, cinéaste flou. Pas encore : le roman commence en effet le 24 juin pour s'achever le 4 août. En juin donc, Eric est sous le coup d'un grand chagrin d'amour. Sa Lætitia, la volage et volcanique, l'insatiable métisse qui faisait tout son bonheur

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Dominique Noguez.

La musique du Titanic

terrestre est partie, envolée. Même le Dr Abeberry, son psychiatre basque (l'odyssée hexagonale d'Eric commence à Biarritz), ne peut le consoler. Guérit-on jamais d'un chagrin d'amour ? Du reste, Eric a la mélancolie active. Il médite sur le spectacle des plages (« la beauté humaine n'a rien à voir avec les autres choses belles. Elle apparaît dans la crainte et le tremblement comme Dieu ») et flirte avec M<sup>lle</sup> Ribot.

Quand il comprend que la région est menacée, et qu'il faut partir, il enfourche sa Mobyette avec pour vocation la Pélée de Montaigne et deux bouteilles de derrière les fagots. Tant pis pour le roman-contrôle, il faut trancher : ce sera un château-pétrus et un sauternes. Et puisqu'il y a chute et casse, c'est le sauternes que sauve le romancier. L'auteur marque ici un point

décisif. De Biarritz, il se rend à la villa Arnaga, fantastique maison d'Edmond Rostand. Va se recueillir un moment sur la tombe de Roland Barthes à Ur. Il quitte Lourdes en proie aux pèlerins pour gagner Bordeaux, où il rencontrera le penseur Maynard, auteur de savoureuses maximes (nous ne résistons pas à celle-ci : « Devises : travail, famille, patrie ? Au contraire, farniente, célibat, voyages ») et assistera à la représentation d'India Song, l'opéra tiré du film tiré du livre tiré de Marguerite D. Puis, de Brive-la-Gaillarde à Saint-Benoît-sur-Loire, via Souillac, on vous épargne le menu : la table des matières détaillée occupe sept pages serrées.

DOMINIQUE NOGUEZ prend tout le temps et toutes les pages dont il a besoin pour célébrer le dédit de Lætitia aussi bien que les trois voix de Duras, pour condamner une de ses bêtes noires favorites — très contestable, mais ce n'est pas le lieu d'un débat, — l'impérialisme culturel américain (« Le point commun entre Mailer et Soljenitsyne, c'est qu'ils écrivaient dans les langues des deux pays les plus puissants de leur époque. — Ils auraient pu écrire de grands romans, dit Maynard. Mais les ont-ils écrits ? »), ainsi que toutes les balivernes de la modernité.

A commencer par cette obsession de la communication qui plonge Lætitia comme beaucoup de ses contemporains dans les vertiges du fax, du télex, du téléphone et du superphonique, plus personne n'étant vraiment nulle part mais partout en même temps, dans une sorte de mayonnaise spatio-temporelle qui aurait mal tourné. Ce que laissait entrevoir la vogue du simultanéisme qui produisit jadis les moins bons romans de Dos Passos et les pires des mauvais Sartra. Il consacre aussi volontiers une page aux horloges de la municipalité de Paris. Quand le navire coule, on n'en finit plus de compter les passionnants détails de ses machines et de sa décoration. Et tout est drôle et touchant, même quand la bride se relâche, sans compter de grands morceaux de bravoure comme cette scène du mardi 7 juillet, où le narrateur, pressé par un vieil ami de tenir compte de la panne d'avenir où ils sont et de céder à ses vieilles tendances homosexuelles, se tâte, vaguement dégoûté mais bon zigue, d'un comique parfait.

« On n'écrit pas sans un plaisir un peu amer le dernier livre sans doute de l'histoire des hommes », concède le narrateur. Dominique Noguez semble pour sa part avoir pris un plaisir jubilatoire sur près de six cents pages, et il a bien fait, puisque nous le partageons. Il s'est accordé généreusement le vertige du roman total, mélange carnavalesque de Mémoires truquées, de conversations métaphysiques, de considérations littéraires, de maximes, de scènes galantes, de citations et de réminiscences, de déclarations d'amour à quelques femmes délaissées et à de vieux écrivains morts. C'est une tentation ambitieuse, un peu adolescente, dans la carrière d'un écrivain. Faut-il faire long pour faire grand ? Où doit-on couper, où poser la mesure, la loi ? Ce sont des questions pour après. Après l'ivresse de l'écriture en liberté, de la digression consentie. Et qu'importe, le roman de Noguez est d'ores et déjà un des douze qui surviendront à nos démnagements et ne quitteront pas nos étagères, nos valises. Avec sauternes, bien sûr.

ROMANS, NOUVELLES  
ŒUVRES DIVERSES

de Boris Vian.  
Édition établie, présentée et  
annotée par Gilbert Pastureau.  
« La pochothèque », Le Livre  
de poche, 1 344 p., 140 F.

Il ne faudrait jamais habiter Ville-d'Avray quand on met au monde un enfant qui s'appelle Boris. Cette banlieue, que l'on espérait tranquille, devient le prétexte à toutes les extravagances. Certes, la vie aura du charme, mais elle sera entraînée dans des tourbillons. Il eût mieux valu Vancouver ou Singapour... Boris Vian naquit donc le 10 mars 1920 à Ville-d'Avray. Il arriva pour inaugurer les années folles et s'empressa d'importer le jazz dans le parc de ses parents. La voisin ne semblait pas être dérangé par le remue-ménage de l'adolescence. Il préférait l'étude des grenouilles à celle de l'espace humain. Il s'appelait Jean Rostand.

La maladie allait très tôt s'attaquer à Boris et le prévenir, peut-être, que la vie serait brève. Elle se déclara vers 1934-1935. C'était un « rhumatisme cardiaque ». Admis à l'École centrale des arts et manufactures, Boris Vian allait être ingénieur. Il réconciliait le romantisme et les mathématiques. Il jouait de la trompette pour célébrer ou brûler ses vingt ans. Mais nous étions en 1940, et la « musique négro-américaine » serait proscrite par les Allemands. Boris avait une affection particulière pour ce qui était interdit. Il se mit donc à lire Raymond Chandler. Et il continua de faire du jazz. « Il y a seulement deux choses, disait-il : l'amour, de toutes les façons, avec des jolies filles, et la musique de La Nouvelle-Orléans ou de Duke Ellington. Le reste devrait disparaître, car le reste est laid. »

Lorsque survint la Libération,

Un certain Boris de Ville-d'Avray



cette tribu de Saint-Germain-des-Près qui déconcertait la province et désorientait les ethnologues. « Ce que nous recherchions profondément quand nous enfourchions les cheveux du soir, disait Antoine Blondin, c'était le sentiment d'appartenir tous à la même nuit. » On se couchait à l'aube et l'on se moquait de l'air raisonnable que prendraient sûrement les journées.

Boris Vian fit paraître encore trois romans sous le nom de Sullivan, et les autres sous son véritable patronyme. Quelquefois, il se demandait si cet Américain fictif, auteur de romans noirs, n'était pas plus vrai que le vrai Boris. Le vrai Français qui se rêvait slave. « Vrai Français » n'est d'ailleurs qu'une façon de parler, car certaines personnes lui déniaient cette qualité lorsqu'elles enten-

dirent sa chanson le Déserteur, au début de la guerre d'Algérie. De tempérament anarchiste, Boris Vian n'avait d'affection ni pour les armées ni pour les religions. Il était farceur, anticlérical et antimilitariste. Il exerçait beaucoup de métiers...

NOUVELLE collection du Livre de poche, « La pochothèque » publie des classiques modernes. Le premier volume rassemble les œuvres principales de Boris (1). Le voit donc sous tous ses aspects. Il ne désigne aucun genre : ni le roman burlesque et métaphysique, ni le polar, ni la chanson. Mais il donnait à tout cela la même apparence désinvolte. Il avait sans doute des chagrins d'humour. Ce sont les pires chagrins.

En 1953, l'Arrache-cœur fut accueilli froidement. Pourtant, c'était un titre prémonitoire, et tout le monde pouvait y deviner son avenir. Deux années plus tôt, Jérôme David avait remué l'Amérique avec l'Arrache-cœur. Le livre parut à Boston. Il faut croire que les mythologies ne grandissent pas de la même manière dans le Massachusetts et à Ville-d'Avray. Elles subissent probablement un décalage horaire. Et puis elles sont voraces. Elles réclament peut-être l'absence ou la mort. Jérôme David Salinger soignait son propre mystère. L'Améri- que l'avait à peine aperçu. Elle doutait parfois de son existence. Boris Vian devrait mourir

pour donner à sa mythologie les meilleures chances.

Dans son œuvre, la mort est une idée fixe. A cause de sa maladie. Il faut dire, aussi, que l'époque s'y prêtait. Les cruautés de la dernière guerre mangeaient les souvenirs des jeunes gens qui aimaient trop la vie. Ils s'embrassaient de la brûler. Avec la guerre froide et les guerres coloniales, le cauchemar historique continuait. Dans le Rappel, une des nouvelles les mieux réussies de Boris, un désespéré se jette du haut d'un gratte-ciel à New York. C'est l'état. Toutes les fenêtres sont ouvertes. Il tombe au ralenti. Il voit, en passant, l'existence des autres gens. Il regrette la sieste. Il regrette les amours futures qu'il ne vivra pas. Tant pis.

Si « le reste est laid », il n'y a qu'une réponse. C'est la farce. La farceuse « politesse du désespoir ». Dans le Fourni, autre nouvelle, un soldat pose le pied sur une mine. S'il bouge, il saute. Alors, il se tient immobile. Mais, dans une de ses jambes, il sent « des fourmis ». Que faire ? Le 23 juin 1959, Boris Vian se trouvait au cinéma quand la mort le surprit. C'était le meilleur endroit.

La jeunesse de la France gaullienne allait se reconnaître dans cet écrivain qui avait fait « swinguer » la langue française. Certaines époques étaient, naguère, avides de consommer les mythologies littéraires. « Je voudrais pas crever », disait Boris, avant d'avoir connu les chiens noirs du Mexique. »

(1) Six romans (l'Écume des jours, l'Automne à Pékin, l'Herbe rouge, l'Arrache-cœur, J'ai craché sur ton tombeau, Si on tuait tous les effrayers), sept nouvelles, deux pièces de théâtre (l'Équarissage pour tous, le Goutier des généraux), des poèmes, des chansons et des chroniques sur le jazz. « La pochothèque » publie également les romans et nouvelles de Stefan Zweig et le théâtre complet de Jean Giraudoux. « Pochothèque » fait paraître un coffret de 2 CD sur « Boris Vian et ses interprètes ». On y trouve six chansons inédites de Vian.



مكتبة الزعيم

LITTÉRATURE FRANÇAISE

# L'assassin du dimanche

Un élégant roman noir de Jean-Marie Laclavetine

EN DOUCEUR  
de Jean-Marie Laclavetine.  
Gallimard, 210 p., 85 F.

« L'homme n'est que poussière. C'est dire l'importance du phéneau. » Jean-Marie Laclavetine s'était déjà placé sous le signe de Vialatte, de son pessimisme narquois, dans *Conciliabule avec la reine*, où, par le biais d'un roman dans le roman, il mettait à distance la douleur et la violence.

Cette fois, de façon plus subtilement ironique, il avance masqué, glissant ses thèmes favoris — amour en fuite, silence et cri — dans un élégant roman noir, entre Giraudoux et Chandler, où la désinvolture un peu lasse n'est jamais bien loin d'une poignante mélancolie.

Tout d'abord la première phrase, provocante : « D'un tempérament doux, Vincent Artus n'avait jamais tué sa femme. » Elle contient tout le récit qui se déploie ensuite comme une rose de Jéricho. Vincent Artus paraît inoffensif. Il pratique la médecine au dispensaire de la rue de l'Espérance, avec son directeur et ami Bruno Sémonne, qui, quoique naïf de Clermont-Ferrand, a l'air

de sortir d'une nouvelle de Tchekhov. Tous deux guettent « avec la même patience sceptique les progrès de l'humanité à travers les vitres sales d'un dispensaire du treizième arrondissement, dans un crépuscule de goudron ».

## Femmes en partance

Le reste du temps, Artus, lorsqu'il ne prend pas son petit déjeuner dans un café, Le Petit Pompon, habite la « carlingue » d'un camion : une « cage roulante » qu'il partage avec Pumblechook.

Il est temps de parler de Pumb, le perroquet albinos du Gabon qu'Artus a naguère choisi avec Béatrice, sa femme et sa victime, et qui reste à ses côtés comme un remords : c'est « l'œil ». La malguité de la bête parlante accompagne les silences d'Artus — comme dans *Donnaufugata* un perroquet du Gabon, déjà, secondait fraternellement le mutisme vengeur de Laure. C'est rouge, plumes blanches, Pumb, cramponné à son perchoir, hésite entre hystérie et prostration.

Tout ce que cherche Artus, c'est une trêve entre les cauchemars de la nuit et ceux de la journée, où



Jean-Marie Laclavetine : entre compassion et sarcasme.

l'obsède le fantôme familier de Béatrice, multiplié à l'infini par les caprices de sa mémoire. Béatrice, éblouissante comme « une explosion de ténèbres », Béatrice, avec son « regard de suite » : pré-

sente, absente, adorée, odieuse, elle est une de ces femmes en partance — Donnaufugata — qui traversent le roman de Laclavetine. Son meurtre n'est pour Artus, assassin du dimanche, qu'une « fatigue surnuméraire » qui éternise l'énigme qu'elle aurait dû dissiper : « On détruit ce qu'on ne comprend pas. »

C'est alors que surgit Camille, adolescente pleine de bravade : la fille qu'autrefois Béatrice a mise au monde et, plus tard, abandonnée. Camille veut « solder les comptes ». Inquiétante, obstinée, elle bouscule l'emploi du temps immuable qu'Artus s'est fixé pour échapper à ses fantômes. De Camille qui le menace ou de Béatrice qui le hante, Artus ne sait laquelle est la plus « atrocement aimable » : le salut ne viendra-t-il pas de l'amitié, ce « sentiment aérien à mille lieues de la taurinomie amoureuse » ?

En douceur, entre compassion et sarcasme, soixante chapitres brefs, comme des encoches sur le cadran d'une horloge. Soixante poignées de pages elliptiques, incisives, jubilatoires, où Artus, « en gestation dans le ventre d'une morte », cherche à retrouver le fil perdu de sa vie. C'est dans un ravin des Pyrénées, près de Roncevaux, que s'achève un amour si incandescent qu'on est obligé de l'éteindre. Fin aussi, dans un envol de plumes, du perroquet aphasique et criard. Ultime rebondissement qu'il faut se garder de dévoiler. Applaudissements.

Marion Van Renterghem

Monique Petitillon

# Georges Piroué se rend visite

TU REÇUS LA NAISSANCE  
de Georges Piroué.  
Hatier, coll. « Haute Enfance »,  
331 p., 80 F.

« Aller à la recherche de notre enfance, disait Thomas Bernhard, ne signifie rien d'autre, lorsque nous sommes devenus plus âgés ou même vieux, que plonger nos regards dans le tristement célèbre vide béant qui nous terrifie plus que tout. » C'est à ce vide béant, qui a pour cadre La Chaux-de-Fonds, dans le Jura suisse, que Georges Piroué se confronte tout au long des trois cents pages de *Tu reçus la naissance*, trois cents pages pleines de pudeur et de détachement, trois cents pages où ce traducteur de Pirandello, auteur d'une vie de Bach (1), rend visite à lui-même, non sans avoir pris auparavant quelques précautions et délimité les frontières d'une exploration qu'il place sous le signe d'une nouvelle soif de connaissance à rassasier. Sa mémoire, prévient-il, est déficiente, mais il ne désire pas y suppléer en sollicitant le pouvoir créatif de la reminiscence : « Je préfère rester pauvre en démentant soigneusement ce qui est de moi et ce qui découle de l'entraînement verbal. »

## En compagnie de Maigret

L'enfance, chez Georges Piroué, est la saison où l'on croit que rien ne se termine tragiquement, que mourir a aussi peu de conséquences que recevoir une tarte à la crème ; c'est aussi la saison où l'on s'accorde du génie, où l'on se joue la comédie du petit prodige, où l'on se fait le serment de nager vers le but « dans les flots de douleur », où l'on se plonge dans les vies de Beethoven, de Michel-Ange, de Tolstoï, pour apaiser sa soif de grandeur et se dire qu'un jour peut-être on sera leur égal...

En attendant, le jeune Georges Piroué joue avec les enfants du voisinage dans la cour de l'immeuble ; le soir, en compagnie de M. Maigret, il entre en contact avec la crapule, parle aux putains et aux assassins, se

persuade que la vraie vie est ailleurs, que le réel commence de l'autre côté de la frontière, à l'étranger.

En attendant, le réel se présente sous les traits d'un père graveur de montres qui, bien que marié, se croit toujours moins, un père qui a des pudeurs de saint et ne supporte pas de voir les femmes manger du fromage. Quant à la mère, elle n'est pas une femme, mais une ménagère qui met « beaucoup de vigueur dans l'exercice des travaux d'entretien sans y mêler le scrupule névrotique des femmes calvinistes ou l'entraînement brutal des femmes jurassiennes ». Une mère qui a horreur des effusions et prêche qu'il ne faut pas vouloir gagner de l'argent, mais seulement de quoi vivre.

En attendant, le réel est austère : Eros n'a pas voix au chapitre. C'est seulement plus tard, en lisant Rimbaud, en prenant exemple sur les habitudes solitaires du jeune Boris, le personnage de Gide, que Georges Piroué « se lessivera » de ses puretés.

Tu reçus la naissance est constitué de petites scènes au décor mobile. Chaque épisode est un exercice d'admiration de Georges Piroué envers ceux qui lui ont servi de modèle : Bach, le Jean-Christophe de Romain Rolland, Molière, Tolstoï, mais aussi envers ses proches.

Et si Georges Piroué a quelques regrets, c'est d'avoir été élevé dans la morale de la sobriété. « J'en veux un peu à ma mère de m'avoir si fort mis en garde contre les entraînements de l'amour-propre ; j'en veux un peu à mon père de m'avoir si souvent incité, par son exemple, à pratiquer l'orgueil de l'humilité. » Et pourtant ce sont ces deux vertus qui donnent au livre de Georges Piroué son ton, si attachant, si original, cette façon de parler de soi comme d'un anti-gé, cette manière de rendre à soi-même une visite de courtoisie, de se raconter sans aucune vanité et d'entraîner son lecteur comme un ami en compagnie de qui se souvient.

Roland Jaccard

(1) A sa seule gloire, Denoël, 1980.

# Ithaque en Géorgie

Vassili Karist écrit l'odyssée d'un exil par procuration

ITHAQUE  
OU LE BEAU VOYAGE  
de Vassili Karist.  
Ed. du Gril, 312 p., 125 F.

« Ithaque l'obsède. Il rêve de la Géorgie comme d'une île inaccessible et noyée de lumière. » Pour évoquer le quotidien, les rêves et la nostalgie d'immigrés géorgiens à Paris, Vassili Karist, qui signe ici son premier roman, a redessiné l'Odyssée à partir de ce qui fait son essence même : Ithaque. Plus encore que le voyage, le retour, plus que le mouvement de l'aventure, l'état où, chargé du mouvement même et mûri à force d'épreuves, on rejoint cet horizon rêvé qui domine un sens au voyage.

Ithaque, ou la connaissance acquise, retrouvée après le défi à l'inconnu. L'Ithaque d'Alfred, c'est la Géorgie. Mais, à la différence d'Ulysse, il ne connaît pas son port d'attache. La Géorgie est, pour lui, le lieu du retour sans même qu'il en soit jamais parti. Né en France, Alfred vit un exil sans arrachement, seule-

ment vécu à travers la nostalgie d'intermédiaires : ses parents, son père surtout ; l'image d'un père, en fait, qu'il n'a jamais connu et à qui il écrit tout au long du livre. Alfred, dans sa quête de faux exilé, l'apostrophe, ce père, dont l'histoire intrigue, indigne. Il avait voulu mourir pour la Géorgie, et la Géorgie l'avait tué : enrôlé dans l'armée allemande pour sauver son pays du bolchevisme (« chassons d'abord ceux qui ont écrasé la Géorgie indépendante, et nous verrons »), il s'était fait abattre à bout portant par ses frères géorgiens.

Autant que la volonté de faire revivre une Géorgie pleine d'ancêtres, le roman se donne pour raison d'être la rencontre fantasmatique de ce père disparu, et, à travers lui, la tension vers un passé qui ne doit pas mourir, dont on attend le retour, comme Télémaque attendait Ulysse. Si le vrai voyage en Géorgie qu'effectue Alfred à la fin du livre représenté à la fois l'accomplissement d'un rêve et sa démythifica-

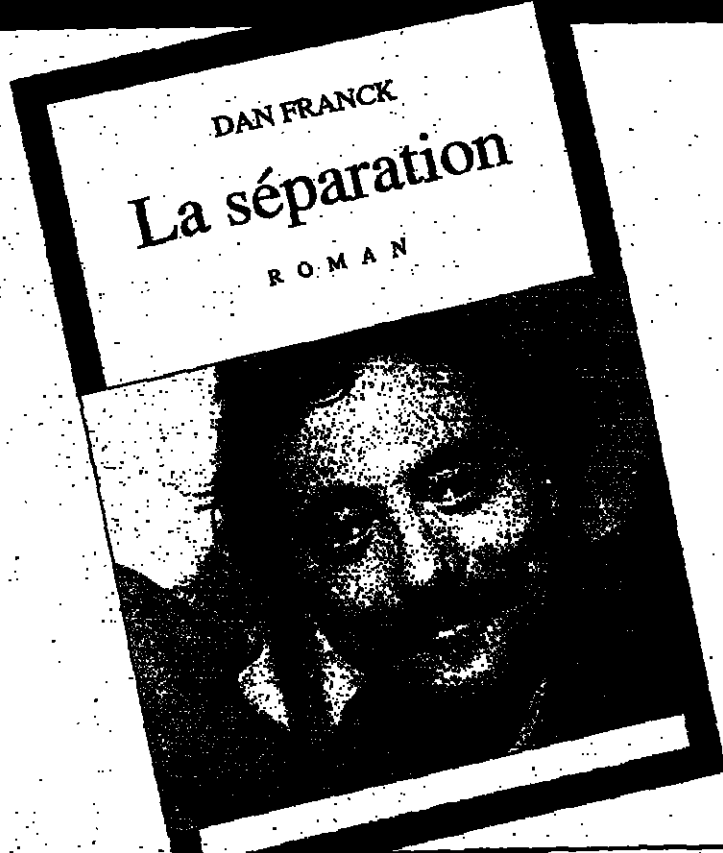
tion, la longue lettre d'Alfred à son père, elle, ne démythifie rien. Elle est l'odyssée même, le voyage du retour à l'origine, le fil d'Ariane par lequel on retrouve son chemin. Plus Alfred rejoint son père, à force de lettres où il s'interroge et se raconte, plus il retrouve les signes de son enracinement dans le pays de son origine et plus se fait poignante, chez lui, la sensation d'exil.

Alors, Alfred exilé par procuration, qui n'avait jamais connu sa Géorgie, « retourne » au pays, à Tbilissi. Du lieu d'exil à l'horizon, d'Ithaque à Ithaque, il reconnaît enfin les légendes dont il s'était nourri. Là, le voyage peut s'arrêter. De retour à Ithaque, les sirènes ne chantent plus pour vous ensorceler. Les cyclopes ne se font plus menaçants. Le réel s'est emparé des rêves, il n'en a plus besoin. C'est le message que chuchote ce roman où le sens de l'Odyssée revit, resserré dans un petit mien d'exilés : partir, c'est revenir à soi.

Marion Van Renterghem

Monique Petitillon

# DAN FRANCK



Une écriture blanche comme un constat pour l'histoire banale d'un couple qui se déchire. D'où vient, alors, que *La séparation* nous bouleverse tant ? Pierre Lepape / Le Monde

Un ton juste, une voix d'aujourd'hui pour dire un cœur blessé.

Françoise Giroud / Le Journal du Dimanche

Le roman vrai d'une génération.

Michèle Gazier / Télérama

Editions du Seuil

L'HERMÈS Editeur  
L'essentiel sur  
HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES  
Tome 1 et Tome 2 par Paul DUBOUCIET  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

L'analogie  
dans le Petit Robert ?  
C'est comme un œuf  
qui fait éclore  
d'autres mots :  
convain, caviar, lente,  
ovale, poule.  
Qui à son tour...



DICTIONNAIRES LE ROBERT  
Toute la richesse de la langue.

## — LA VIE DU LIVRE —

Dans le cadre de la Fureur de lire  
et à l'occasion de la parution de son roman

## LA CHUTE DES GRAVES

aux Éditions de Minuit

### ARTHUR BERNARD

sera présent  
le 19 octobre à la Librairie de l'Université  
2, place du Docteur-Léon-Martin à Grenoble, à partir de 16 h  
le 20 octobre, à la Librairie Crussol  
18, bd du Général-de-Gaulle à Valence, à partir de 14 h

### livres d'histoire

neufs et épuisés

### LIBRAIRIE

### PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 Paris  
(1) 43-54-43-61

### CATALOGUES MENSUELS

Recherche de livres d'histoire



### LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire  
est une passion, dirigez  
nous. Nous éditerons et diffuserons  
vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS,  
ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES,  
LANCÉMENT PUBLICITAIRE par  
PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION.  
LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à  
LA PENSÉE UNIVERSSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR  
75540 PARIS CEDEX 11  
Tél. (1) 43 57 74 74

Centres de lecture par Internet, 24h/24h  
(1) 43 57 74 74

Un superbe portrait  
de femme amoureuse.  
Un très beau roman  
d'amour et d'adieu.

Michel Braudeau / *Le Monde*

## Jean-Marc Roberts



### Monsieur Pinocchio

Sérieux comme le plaisir et drôle comme  
le mensonge.

Frédéric Vitoux / *Le Nouvel Observateur*

Il existe un rapport très subtil entre  
le monde intérieur de Jean-Marc Roberts,  
fait d'absolu, d'amour fou, d'"inavoués"  
pervers et de caresses meurtrières,  
et sa phrase limpide, transparente  
à la surface de l'inavouable.

Renaud Matignon / *Le Figaro Littéraire*

Julliard

### UNE SAISON EN ENFANCE de G. BARBEDETTE.

Une enfance reconstruite, inventée.  
Une enfance vraie.



Collection Haute Enfance.

HATIER

## LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

# La cruauté narquoise de Gilles Leroy

Un nouvelliste qui se moque de l'hypocrisie petite-bourgeoise  
et décrit l'univers des exclus

LES DERNIERS  
SERONT LES PREMIERS  
de Gilles Leroy.  
Mercure de France, 270 p., 120 F.

Il suffit d'un regard attentif,  
d'une sensibilité poétique, d'un rien  
d'ironie et d'une plume pour trans-  
former la réalité sordide des petits  
mensonges familiaux ou des  
silences coupables, des marges de la  
société, de la nuit, des banlieues, en  
symboles navigables.

Gilles Leroy n'en est pas, avec  
ces nouvelles dont les plus longues  
auraient pu, chez un écrivain  
moins exigeant, prétendre au titre  
de roman, à son coup d'essai. Il a  
déjà publié deux livres (1) qui frap-  
pent par l'extrême acuité de leur  
style et par un réalisme presque  
général. Le premier, *Habibi*, racon-  
te la passion tragique de deux gar-  
çons, le second, sur un ton décon-  
certant par son mélange de froideur  
chirurgicale et d'émotion vibrante,  
un deuil, *Maman est morte*. Ils  
n'ont pas reçu l'accueil public et

critique qu'ils méritaient : un lec-  
teur perspicace pouvait, pourtant,  
détecter un réel talent de romancier,  
parfois hésitant entre le lyrisme et  
le détachement, l'engouement et la  
méfiance désabusée, qui sont, de  
toute évidence, deux parts de la  
personnalité de cet écrivain.

Les nouvelles qu'il nous propose  
ici ont pour protagonistes des  
« mineurs » de la société : c'est-à-  
dire, effectivement, des enfants ou  
des adolescents, ou ceux qui à des  
titres divers la société exclut, vieil-  
lards solitaires, écrivains méconnus,  
pauvres, vedettes de la chanson  
oubliées. Le décor où ils évoluent  
est le plus souvent la banlieue pari-  
sienne.

### La chiennerie de la vie

On est à peine étonné que Vi-  
ollette Leduc apparaisse dans l'uni-  
vers de Gilles Leroy. Dans un train,  
entre la Normandie et Paris, deux  
femmes s'isolent dans un compart-  
ment et se font des confidences :

Juliette et Viollette. Elles font du  
marché noir et passent aux aveux,  
en toute simplicité. Juliette est  
juive, belle et ne craint pas de livrer  
à Viollette, un peu surprise, sa vie  
sentimentale.

Viollette, encore torturée par ses  
complexes, avoue difficilement  
qu'elle travaille à son premier livre.  
Bien des années plus tard, lorsque  
Viollette obtient un véritable succès  
avec son autobiographie, elle est  
amenée par hasard dans un restau-  
rant tenu par Juliette. Elles se  
reconnaissent. La hiérarchie s'est  
renversée, mais ce n'est l'occasion  
ni d'un triomphe ni d'une humili-  
ation. Dans cette jolie nouvelle où  
l'imaginaire de l'auteur frôle la  
vérité historique, Gilles Leroy  
ajoute avec une sorte de sympathie  
saillie son style - nerveux dans  
les dialogues et les notations psy-  
chologiques et parfois volontaire-  
ment sinueux, réalistes et rythmés par  
de multiples incises.

Mais c'est dans des nouvelles  
plus ramassées, plus douloureuses,  
comme celle qui donne son titre au

recueil, ou les *Coups et blessures*,  
que l'émotion se communique le  
plus vivement au lecteur. Le narra-  
teur des *Premiers seront les derniers*  
travaille dans un journal : il est  
chargé d'interviewer les stars sur  
leur déclin. Une malediction fait  
que cette rencontre est, à plusieurs  
reprises, fatale à ces anciennes célé-  
brités. Il n'y a, dans le jugement  
que le journaliste porte sur elles,  
aucune méfiance ni aucun  
cynisme. Plutôt une sorte d'accable-  
ment face à la châtiment de la vie.  
Les *Coups et blessures* met en scène  
deux adolescents qui tout séparé-  
ment : l'un, encore presque enfant, double  
de l'auteur, et l'autre, son aîné, un  
peu voyou, protecteur et séducteur.  
De l'amour qui les attire l'un vers  
l'autre, rien n'est dit que le trouble  
affaibli qui s'empare du plus jeune et  
le refus de se soumettre à un ordre  
extérieur qui n'a pas accès à la po-  
ésie secrète, mais évidente, des pas-  
sions adolescentes. Sans pathos,  
avec une justesse de ton parfois  
dingante et même une certaine  
drôlerie, Gilles Leroy décrit la  
séduction et l'incompréhension  
qu'elle suscite.

Hors la loi est une belle histoire  
de complicité entre un père et son  
fils surpris à voler dans un maga-  
sin. Au-delà de l'anecdote (un peu  
excessive dans son déroulement et  
ses détails), on retient ce type d'ex-  
périence que l'écrivain analyse très  
finement : un événement inattendu  
est la cause d'une accélération du  
temps. Soudain on est, comme par  
une fatalité extérieure, contraint de  
tout révéler, d'abattre les murs  
encombrants de l'édifice social.

C'est par une révélation de type  
analogue que se résout l'émou-  
vant portrait de femme de l'*Avia-  
teur* ou encore l'*Évocation de France*,  
amusante évocation d'un séjour  
d'un jeune Français en Écosse dans  
une famille bien sous tous rap-  
ports... Cette dernière nouvelle,  
tout comme *A mains d'un miracle*,  
montre l'échec d'un projet qui inspire  
à l'écrivain l'hypocrisie petite-bour-  
geoise. Il la dénonce avec cette  
cruauté narquoise que l'on trouve  
au siècle dernier fréquemment en  
littérature, mais qui, à présent (si  
l'on excepte, bien entendu, les  
Anglo-Saxons), s'épanouit plutôt au  
cinéma ou au théâtre.

René de Ceccatty

(1) Tous deux chez Michel de Maule.

## Le mystère du consolateur

LA CONSOLATION  
de Frédéric Boyer.  
POL, 96 p., 65 F.

Autant sinon plus que le sens lui-  
même, ce sont la manière et la  
forme, le style, dont l'auteur sait  
user pour mettre en scène ce sens,  
qui importent dans un conte ou une  
fable. Sans eux, sans l'art qui le  
métamorphose ou l'éclaire, le sens  
s'avère décevant comme un fado  
précipité ou une idée courte. Isolé, il  
laisse le lecteur sur sa faim : celle de  
l'histoire, dont la morale n'est que  
l'apparence.

Le premier roman de Frédéric  
Boyer, bref comme un conte, vaut  
ainsi plus pour lui-même que pour  
son improbable signification. Il veut  
précisément pour ce qui, en lui, per-  
vient à rendre sensible et émouvant  
ce que son titre, *La Consolation*,  
suggère. Il déçoit en revanche, à  
notre sens, lorsque l'auteur, dans le

secondaire de son livre, met en  
branle une « machine » - symbolique  
tout autant que narrative - destinée  
à donner un ressort dramatique au  
récit.

Un homme, un jour, arrive dans  
une gare. Étranger aux « yeux fas-  
qués », il vient de nulle part et sa  
destination est des plus incertaines.  
Victoria pourtant le remarque,  
l'homme « étrangement seul », « usé  
et lisse comme un vieil outillage », dans  
le froid de ce qui de gare, dans le  
froid de cette ville sans nom dont  
les habitants seraient égarés dans  
un brouillard d'épaves tristesses :  
« Les lieux comme les gens se sen-  
tent indignes d'être aimés. » A par-  
tir du foyer de cette nouvelle pré-  
sence, une chaleur peu à peu naît,  
irradie. Victoria y réchauffe sa soli-  
tude. D'autres viennent, attirés par  
cette chaleur.

Le consolateur n'est pas seule-  
ment celui qui vient consoler. Il vient  
d'abord pour révéler chez l'effrayé le  
besoin, l'immense soif de consola-

tion. « Et c'était extraordinaire de  
sentir soudain que quelqu'un serait  
capable de pitié. Capable de relever  
cet obscur besoin de larmes. » C'est  
cet « obscur besoin », Frédéric  
Boyer parvient, sans emphase, sans  
ostentation, à préserver le mystère  
qui est sa source et peut-être aussi  
sa fin, à l'exprimer avec une émo-  
tion intense.

Mais l'*Événement éternel* n'est  
pas seulement venu assécher les  
larmes. Maître d'une « machine »  
qui fait de lui un thaumaturge d'une  
espèce particulière, il se transforme  
dans le secondaire du récit en  
passerelle, sans rien perdre de sa  
douceur et avec l'assistance de Vi-  
ctoria, aide ses nouveaux consola-  
toires à accomplir le pas ultime.  
Hésitant entre le roman de science-  
fiction et la parabole sur l'authen-  
sité, le livre de Frédéric Boyer perd  
de sa force, de son pouvoir d'évo-  
cation. Parce qu'il n'entame pas  
essentiellement l'intensité dont nous  
parlons.

P. K.

## Les délices de l'ironie

Jean Dutourd compose un vaudeville autour d'une vie d'écrivain

PORTraits DE FEMMES  
de Jean Dutourd.  
Flammarion,  
250 p., 108 F.

Sous un titre anodin et à demi  
trompeur, *Portraits de femmes*, le  
treizième roman de Jean Dutourd,  
dont le héros est un homme, nous  
apporte un divertissement qui,  
avec ses airs de rien, est une vraie  
fête pour l'esprit. Il est drôle, mali-  
cieux, rose, mais c'est surtout l'ironie  
qui en fait le prix. Elle éclaire  
tout de son sourire en coin : le  
sujet qui est mince, les person-  
nages dont l'auteur se moque en  
les aimant bien, la construction du  
livre qui commence par la fin et,  
bien entendu, le style puisqu'elle  
est d'abord une manière de dire.

L'ironie est une tonalité discor-  
dante qui use du blanc pour pein-  
dre le noir. D'après l'exemple clas-  
sique qui sert à la définir : « Quel  
amour d'enfant ! », cette exclama-  
tion flatteuse qui laisse entendre  
qu'il s'agit d'un insupportable

gamin, on sait qu'elle joue volon-  
tiers des contrastes. Le début de  
Thaïs - « En ce temps-là, le désert  
était peuplé d'anachorètes », où les  
évolutions du vide et du plein  
s'entrechoquent - illustre à mer-  
veille ces oppositions. Je les  
rencontre avec le même plaisir dans  
la phrase qui clôt *Portraits de  
femmes* : « Chapotot eut le regard  
désespéré d'un misérable sur qui  
tombe définitivement le bonheur. »  
Il y a plus d'une acointance entre  
Anatole France et Jean Dutourd.

Le livre a pour personnage prin-  
cipal un écrivain qui vient d'être  
 élu à l'Académie française. Il pour-  
rait ressembler à Jean Dutourd  
comme un frère. Celui-ci en fait  
son antithèse : il lui donne des  
idées de gauche, des convictions  
molles, une œuvre qui, vouée à  
l'imitation de Zola, multiplie les  
périphéries et repousse l'analyse  
modeste allant jusqu'à douter sur  
la valeur réelle de son œuvre mal-  
gré le succès de ses dix-neuf  
romans, qu'on lit abondamment  
sur les plages.

A travers cette caricature traitée  
avec un zeste de tendresse, Jean  
Dutourd définit à contrario le  
grand écrivain selon son cœur.  
Mais, rusé comme il est, il pourrait  
bien aussi se moquer de lui-même.  
Ne partage-t-il pas les vices de son  
fictif compère sur la permanence  
de la nature humaine, sur la toute-  
puissance des femmes, qui font des  
hommes ce qu'elles veulent ? Et  
l'aventure dans laquelle il le lance  
n'est-elle pas aussi « démodée et  
puérile » que les rêveries de son  
romancier ?

Même attitude biaisée envers le  
sujet du livre. Comme il s'ouvre

sur la facile élection du médiocre  
Chapotot, on s'attend à suivre la  
stratégie qui a produit ce résultat  
peu flatteur pour l'Académie. C'est  
à une autre qu'on nous convie.  
Celle qui a conduit au mariage,  
quelque sept ans plus tôt, de ce bel  
homme resté célibataire et sans  
passion jusqu'à quarante-sept ans.  
Les deux affaires sont évidemment  
liées. La première, la seule à nous  
être contée, est menée par trois  
femmes dont la forte personnalité  
contraste avec l'inconsistance du  
héros masculin :

- la ravisseuse proprement dite,  
une jeune et jolie esthéticienne de  
Bordeaux, fervente lectrice de  
Chapotot, qui devient sa maîtresse  
dès leur première rencontre et se  
met par la suite en tête de l'épou-  
ser ;

- une admirable secrétaire,  
débordant de dévouement et de  
sagesse - populaire à qui son  
« génial » patron sert « de fil et de  
chaî » ; de cette entente objective  
la parfumeuse saura faire son  
allier ;

- enfin, une vieille fée à l'esprit  
perçant qui s'entête à prolonger les  
fastes des années 30 dans son  
salon littéraire où croissent les  
Immortels ; chez elle, la « bat-  
tante » provinciale découvre les  
doux effets de la gloire académi-  
que et se jure d'en surcoûter son  
futur mari.

On se croirait dans une comédie  
légère. Mais les cinq acteurs qui la  
jouent, pourtant saisis dans leur  
langage, ne sont jamais placés dans  
une scène directe. Le monologue  
intérieur avec ses conditionnels et  
ses imparfaits du subjonctif brasse  
leurs clichés ou leurs propos sau-  
grenus et traduit les mouvements

de leur cœur et leurs métamor-  
phoses. Les réflexions de l'auteur,  
ses comparaisons, ses maximes, ses  
aphorismes commentent ou  
contradictent l'image que les per-  
sonnages se font d'eux.

Dans ces écarts d'optique réside  
la qualité la plus subtile du livre, à  
moins qu'elle ne soit dans sa  
forme même, lisse, compacte, sans  
chapiteau, presque sans paragraphe  
où le temps et l'action, réduits à  
des rencontres, à quelques voyages  
dans le train Drapeau, à un dîner  
d'éditeur, à une soirée mondaine,  
se dérobent comme pour échapper  
aux facilités du récit.

Toutes ces tensions contrastées  
qui travaillent une simple vie  
d'écrivain, ses rapports avec la  
création, la critique, le public... et  
l'Académie aboutissent à une  
savoureuse chimère : une manière  
de vaudeville proustien, petit chef-  
d'œuvre d'ironie.

Jacqueline Platier

### NIETZSCHE :

« L'histoire tout entière, comme  
si elle était vécue et soufferte  
personnellement. »

Sur abonnement chaque quin-  
zaine, les événements scrutés  
par le plus inactuel des périodi-  
ques français, fondé par Pascal  
en 1856.

### Les provinciales

ÉCRITS DE COMBAT

20 numéros : 230 F à adresser  
5 RUE PLÉNÉY / 69001 LYON  
TEL. 78 39 91 11



هكذا اسأل نفسي

LIVRES • IDÉES

**JÉSUITES**  
**Une multibibliographie**  
**L. - Les Conquérants**  
de Jean Lacouture.  
Seuil, 511 p., 149 F.  
**L'ÉDUCATION DES JÉSUITES**  
**(XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)**  
de François de Dainville.  
Textes réunis et présentés  
par Marie-Madeleine Compté.  
Minuit, 570 p., 245 F.

**NUITILE**, je pense, de rappeller l'évidence. Jean Lacouture cultive depuis longtemps avec panache l'art du biographe. Il sait même, cet enfant de Bordeaux, nous faire partager, livre après livre, le coup de cœur du trois-quarts aile qui a reçu un bon ballon et qui file vers le but. Ho Chi Minh et Champollion, Blum et Mauriac, Malraux et Mendès France, de Gaulle enfin, ont couru sous sa plume, le sang coulant aux tempes, le jarret tendu, pleins du bonheur de marquer sans chichis. Or, sans crier gare, notre héros des lignes arrière s'est mis en tête, avec ces jésuites, de jouer à l'avant, en pleine mêlée historique, au fort des pugilats, des entassements et des clartés douteuses. Voici le biographe embarqué, bien loin de l'en-but, dans une « multibibliographie », promis à l'ingratitude du talonnage.

Ce genre inédit consiste en effet, nous dit-il, à repêcher au fil des siècles des personnages « en tant que tels », à lier leurs destins dans une « série de chroniques aventureuses » ; à dire un projet collectif et universel à travers la fascination qu'entraînent toujours tel petit groupe de gaillards décidés à l'inscrire, quoi qu'il en coûte, dans le marbre. Bref, à conter des histoires de jésuites plutôt qu'à s'égarer dans une histoire de la Compagnie. Après *Cinq hommes et la France*, où Lacouture, il y a très exactement trente ans, inscrivait toute la décolonisation sur quelques visages, jésuites-convoque à la barre le singulier pluriel des « témoins très actifs d'une grande humaine ».

Et Dieu, cher Watson, dans tout cela ? Le biographe de Mauriac n'est ni un mystique ni un théologien. Tout juste un « laïc imbibé de culture chrétienne » pour avoir hanté pendant neuf ans un collège de bons Pères. Son bagage était donc un peu mince pour voyager tout à fait à l'aise sur près de cinq siècles, dans l'histoire spirituelle d'un ordre d'Église. Mais il a compensé ce handicap en laissant prudemment et abondamment la parole, à l'heure de l'ineffable, aux visités par la Grâce. Et surtout en posant fortement que ces internationalistes de la foi, ces conquérants du Christ, ont d'abord entendu le chant du monde, qu'ils ont exalté Dieu à travers sa Création multiforme, qu'ils ont cherché la vérité dans la rencontre avec l'Autre. L'entreprise des enfants d'Ignace, ad majorem Dei gloriam, « pour une plus grande gloire de Dieu », Lacouture l'inscrit donc « dans la lourde et trouble pâte de la vie ». Pétrir celle-ci le fait jubiler, et nous tous avec lui.

Tout a commencé vraiment en 1534, par un éclatant 15 août à pique-nique et actions de grâce, au-dessus de notre Figaro, sur le flanc de ce Montmartre où Denis avait pendu la tête. Là, six étudiants robustes ont entouré un

petit Basque boiteux, un « silex crépitant d'éclairs fauves », Inigo Lopez de Loyola. Ils se sont promis, ces sept fous de Dieu, de gagner un jour Jérusalem, d'élever les âmes sous l'autorité de Rome, de savoir toujours plus pour toujours mieux convaincre, de vivre dans la pauvreté et l'obéissance.

Ces premiers « inquisiteurs » ont Ignace pour père et Lutèce pour mère. Ils ont bien tété le lait de la Renaissance humaniste et la stricte théologie de l'université de Paris, sont passés maîtres dans l'argumentation, ont dégrisé Thomas d'Aquin et Erasme, appris à mettre l'art du possible au service de leur passion de l'absolu. Ils sont prêts, ces sept innocents, à réveiller l'Église en enflammant le monde, rien de moins. A l'exemple, bien sûr, d'Inigo, « grand mouleur d'hommes », qui les a marqués au fer et leur apprendra l'obéissance en souplesse. Ainsi les conjurés du mont des Martyrs se retrouveront-ils à dix, pas un de plus, en 1540, quand le pape Paul III signera la bulle qui donne vie canonique à la Compagnie de Jésus, sa Compagnie de breilleurs, *perinde ac cadaver*, comme à un cadavre.

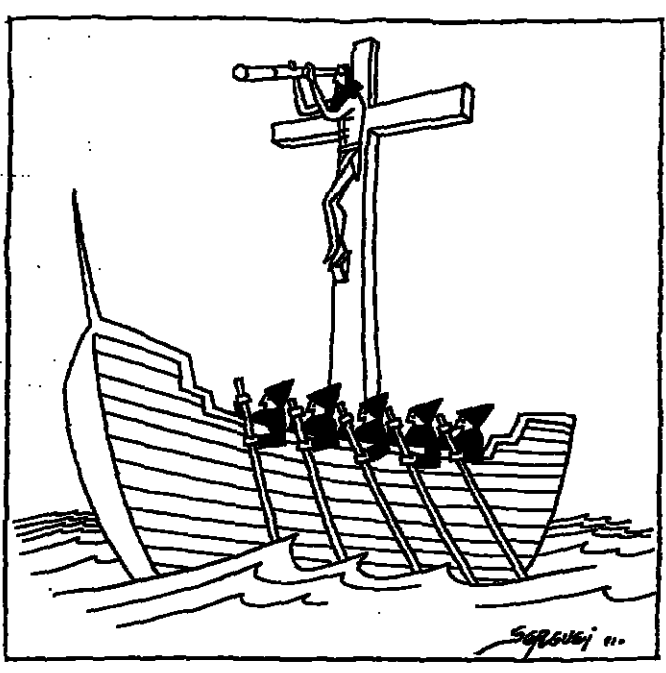
Ignace, on l'imagine, a enchanté son « multibibliographe », qui consacre à raison le quart de son livre au portrait du fondateur de cette cohorte de moines érudits, de cette société militarisée d'apôtres de la paix des âmes qui a tant contribué à signer le renouveau d'une Église menacée par la Réforme et l'infidélité à l'heure où l'Europe partait à la conquête du monde, qui a voulu faire pousser le regain aussi dru que jadis Bernard de Clairvaux, Dominique de Guzman ou François d'Assise. Loyola, le d'Artagnan de la Bidasoa, l'ami des dames, le guerrier qui laisse un bout de jambe en 1521 au siège de Pamplune, avait tout, d'entrée, pour séduire Lacouture.

**MAIS** la conversion du blesé, la brûlure des Exercices spirituels, l'ascèse de l'ermite pouilleux de Catalogne, puis les vertiges du service de guerre dans le Paris de Rabelais, le mélange d'humilité et d'orgueil qui le jette aux pieds du pontife après avoir en vain espéré raviver les Liens saints, son rassemblement d'une cohorte cosmopolite, sa mort enfin, à laquelle il s'est interdit de penser « de peur d'en obtenir trop de consolation », l'ont inspiré, et bien au-delà d'un pittoresque superficiel, on court avec lui vers ce « petit boiteux inondé de larmes qui reste dans l'imaginaire des hommes comme le modèle absolu de l'ingénieur social » et qui sut dire à ses premiers lieutenants : « Faites-vous tout à tous ».

Comment maintenir l'intensité du récit après une évocation aussi vibrante des grands commencements ? Lacouture s'y emploie, il nous tire par la manche pour nous convaincre que l'application en Europe du précepte d'or de la Société : « Il ne faut jamais vouloir établir une règle si rigide qu'il n'y ait une place pour des exceptions », est passible d'un traitement aussi ignifuge. Il dépeint joliment Jeanne d'Espagne, la seule « jésuitesse » de cette confrérie mâle. Il dit la médiane évangélique à reconnaître des Frères à sang juif.

Il se règle de la longue et épuisante chicane en France qui oppose la Compagnie, installant une maison à Paris, ouvrant des

**L'HISTOIRE**  
par Jean-Pierre Rioux



**En bonne compagnie**

collèges et se mettant à confesser les rois, à tout ce que l'Église et les Parlements de ce pays comptent de gros bonnets gallicans. Son lecteur, lui, sort un peu barbouillé de ces batailles de tranchées. C'est alors que Lacouture

le saisit derechef au collet et le colle sur les ponts des navires qui transportent les premières cargaisons de savants missionnaires S. J. aux frontières de la chrétienté. Il aurait pu décrire leurs mésaventures en Afrique, où la Com-

pagnie fut bientôt prise en tenaille entre les marchands d'esclaves et les chercheurs d'or. Dire aussi les tâtonnements chez le Turc, la découverte et les martyrs du Canada, l'élan californien ou la propagation de la foi chez les derniers Incas (1).

Mais il a préféré ramasser les propos en pistant François Xavier au pays des Daymios, « Li » Mateou Ricci en Chine, Alexandre de Rhodes dans les rizières du Tonkin et les bataillons de « théologues barbares » fondant leur République du maïs avec les Indiens Guarani, qui fuyaient la féroce des Blancs paulistes. Et là le grand reporter qui a sillonné notre tiers-monde fait merveille, disant beaucoup en quelques touches éclatantes, sortant de sa poche les textes probants et nous faisant toucher du doigt les grands enjeux.

A fin est triste, mais tout aussi émouvante. Les Provinciales de Pascal, en 1656, avaient déjà planté sur les hommes en noir du papisme une exceptionnelle banderille. Mais au temps des Lumières, l'internationalisme jésuite, qui avait joué si habilement au seizième siècle de la rivalité des empires occidentaux, ne pouvait plus être toléré par les orgueilleuses nations où un Etat moderne avait pris les choses en main. Le Portugal de Pombal, l'Autriche du josphisme, la France de Choiseul et de la Pompadour, l'Espagne d'Aranda, expulsèrent tour à tour les jésuites des royaumes et de leurs colonies, les firent jeter en vrac dans les Etats pontificaux. Il leur suffit alors de faire élire un pape à leur botte, le pitoyable Clément XIV, puis de lui arracher en 1773 le bref qui mit temporairement fin à l'aventure ignacienne.

Il faudra attendre 1814 et la victoire d'une très blanche Sainte Alliance pour que refassent surface, dans un halo de légende noire, les premiers revenants de cette mise à mort. Ce retour sera conté par Jean Lacouture dans un second volume, qu'on « espère »

déjà, en priant pour qu'il soit aussi plein de bruit et de fureur, aussi chatoyant, aussi probant que le premier.

L'ironie veut qu'au début des années 30 François de Dainville, alors régent au collège Tivoli de Bordeaux, y ait sans doute croisé un galopin nommé Lacouture. Le nom de ce jésuite ne dit plus rien aujourd'hui, hormis aux spécialistes qui savent qu'il fut le vrai fondateur de la cartographie historique. Et des lecteurs des *Etudes* ont peut-être gardé en tête quelques-uns des papiers qu'il leur donna jusqu'à sa mort, en 1971. Marie-Madeleine Compté a eu l'heureuse idée d'en reprendre des extraits, avec beaucoup d'autres éparpillés dans la poussière des bulletins et des revues savantes, pour constituer le corpus scientifique de ses analyses, érudites, chiffrées, toujours parlantes, sur l'éducation des Pères.

Car les jésuites - Lacouture ne nous l'a pas assez fait sentir, et on l'attend au pied de ce mur-là au second volume, - dans leur respect raisonné de la personne, se sont acharnés à faire de l'enfant un honnête homme en ne négligeant dans leurs maisons ni les humanités ni le soin du corps, à coups de rhétorique, de théâtre et de vraies récréations. Il faut leur en savoir gré, parce qu'à tout prendre, après l'expulsion de ces maîtres, l'Etat dut s'intéresser à l'enseignement secondaire, et il lui fallut dire alors s'il voulait ou non faire des collèges et des lycées de nouvelles jésuitières.

(1) On en trouvera un résumé complet et bien illustré dans le petit « Dictionnaire des jésuites », Gallimard, 176 p.

\* Signalez-nous par la réédition des *Exercices spirituels* de saint Ignace de Loyola, dans la traduction de Pierre Jeune, préface de l'abbé d'Alençon, réécrite par lui-même au Père Louis Gonzales de Camara, traduit de l'espagnol par Eugène Thérèse (Arlés, 285 p., 95 F.).

**Pour qui sonne le glas ?**

**LA PLANÈTE BALKANISÉE**  
d'Yves-Marie Laulan.  
Economica, 216 p., 98 F.

Géopoliticien, quel métier ! Les lignes d'un rapport ou d'un livre sont à peine imprimées qu'il faut les retoucher parce que de nouveaux événements n'ont pas été pris en compte. Encore heureux lorsqu'ils n'infirment pas les pronostics. Yves-Marie Laulan, dans sa *Planète balkanisée*, a eu suffisamment de flair pour éviter le deuxième contre-temps. Mais non le premier. Il vient d'adresser à tous ceux qui avaient reçu son livre - fait très rare dans l'édition - une postface où sont revenues les décisions qui ont suivi le putsch des « branquignols du 18 août » (selon l'expression d'Alexandre de Marenches).

L'écrivain ne peut pas emprunter la casquette du journaliste. Ce qu'on lui demande, c'est de restituer avec plus de recul le moule dans lequel s'engouffrent les faits brûlants, afin de leur donner le plus de sens possible, en les refroidissant. Yves-Marie Laulan, qui fut, entre autres, président du comité économique de l'OTAN, a fort bien réussi l'opération.

**La perversion du libéralisme**

D'abord, il n'a pas cru à l'adage « Qui trop embrasse mal étreint ». Et il a eu raison. Il parcourt le monde politique et économique dans toute son étendue et analyse tous ses soubresauts, sachant bien qu'aujourd'hui les ondes de choc se diffusent partout bien plus vite qu'auparavant. En outre, il a pris le parti du pédagogique. Sage propos en cette période où les esprits tourbillonnent.

Le fresque aborde tous les sujets du jour : les crises jumelles de l'Est et du Golfe, la nouvelle problématique de sécurité, la reconstruction des pays ex-communistes, la fin de l'Em-

pire rouge, les Etats-Unis et la tentation du rappl, le Japon, « géant mal aimé », « la grande Allemagne et la petite Europe », le contraste entre la mondialisation de l'économie et la balkanisation de la décision politique, l'intégrisme musulman, l'Afrique, continent naufragé, la fin du mythe tiers-mondiste, l'explosion démographique mondiale.

Le chapitre qui sera peut-être lu de plus près par le grand public, parce qu'il se perd le plus encore qu'ailleurs, est celui qui est consacré à « l'éclatement de la bulle financière ». Economiste de formation, Yves-Marie Laulan explique fort bien le traumatisme subi par les pays riches du fait de l'empoignade des marchés par des spéculateurs sans scrupules pour qui les gains les plus importants à court terme deviennent une raison de vivre. La perversion du libéralisme est décrite sous tous ses aspects, des bons pourris (junk bonds) au blanchiment des narcodollars. Durant ce délire collectif, l'économie réelle s'est dangereusement affaiblie (tissu industriel, faillites en chaîne, etc.).

Yves-Marie Laulan a bien maîtrisé son sujet. Un reproche cependant : un certain conformisme dans la noirceur de vue. Des exemples ? L'explosion démographique mondiale sera certes le défi du vingt et unième siècle, mais à son début seulement, les courbes ne relevant plus le nez ensuite selon les experts de l'ONU. L'Afrique ? Certes, elle est naufragée, mais des valeurs auxquelles nous tenons le plus, celles du pluralisme et de la démocratie, commencent d'être distillées dans ce continent. Des « conférences nationales » au Bénin d'abord, puis au Congo, au Tchad, au Mali, au Niger et ailleurs ont permis de faire débattre toutes les forces vives de ces nations. Ce n'est pas rien. Et pourquoi notre auteur ne parle-t-il pas des résultats des ONG (organisations non gouvernementales) dans le Sud ? Ombre légère sur un tableau de bonne facture.

Pierre Drouin

**GEORGES DUBY**

GEORGES DUBY  
De l'Académie française  
**L'HISTOIRE CONTINUE**

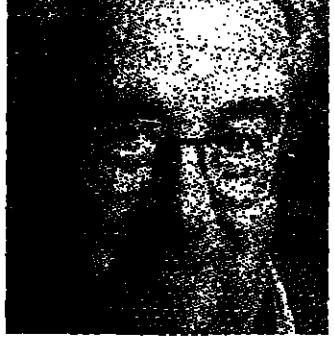
EDITIONS  
ODILE JACOB

« Une é  
forme

EDITIONS  
ODILE JACOB

**TU REÇUS LA NAISSANCE de G. PIROUÉ.**

Le jura tranquille, les montres gravées par le père, reliefs qui sculptent délicatement une enfance grave.



Collection Haute Enfance.

HATIER

**L'ÉVÉNEMENT RELIGIEUX DE L'ANNÉE**

Les évènements de France

**Catéchisme**

PLUS DE 120 000 EXEMPLAIRES VENDUS

17 x 24, 456 pages. 99 F.

Édition rebelle : 100 F.

ÉDITEURS ASSOCIÉS  
CENTURION, CERP, CERP, CERP, DÉCANOUD, DESCLER, DROUOT-ARLANT, DE GRIOUX, MAHE, ÉDITIONS OUVRIÈRES, FAYAT, FAYAT, PIERRE ZECH

ORDRE D'ACHAT

# Le livre et la fureur

La troisième édition de la fête de la lecture aura lieu les samedi 19 et dimanche 20 octobre

Troisième du nom, « La fureur de lire » qui va se tenir les 19 et 20 octobre, aussi bien à Paris qu'en province et qui trouvera même cette année des prolongements internationaux, est-elle un moment fort de la vie culturelle française ou une mise en spectacle d'une culture en voie d'essoufflement - celle qui a le livre pour instrument ? Paradoxalement, « La fureur » n'est sans doute pas le meilleur lieu pour débattre de cette question ; le vocabulaire - que l'on peut continuer à trouver légèrement déplacé - invitant plus à l'action qu'à la réflexion... Le succès incontestable (mais difficile à évaluer) des deux premières éditions de la fête prouve d'ailleurs, quoi qu'on pense, qu'elle correspond sinon à une demande précise, du moins à une certaine attente, inscrite dans l'air du temps. L'atmosphère en une multitude d'initiatives, locales ou nationales, professionnelles ou individuelles, de manifestations diverses et variées, d'illustrations de thèmes qui ne le sont pas moins, empêche d'en fournir une liste complète (1).

Quatre grands chapitres peuvent être définis : la poésie, dans le cadre des « Années Rimbaud », avec notamment un concours national réservé aux jeunes nés en 1974 et la publication d'une très belle *Anthologie des plus belles pages manuscrites de la littérature française* (coédition Bibliothèque nationale et

Robert Laffont) ; la presse et les médias, avec l'installation, par les NMPP, dans les jardins du Palais-Royal d'un immense kiosque qui présentera l'ensemble de la presse nationale, régionale, locale et spécialisée ; sous cette même rubrique, la Bibliothèque nationale organise une série de manifestations, avec débats et forums divers, sur la presse et les métiers du livre ; la littérature étrangère et la traduction, notamment à Paris et à Aix-en-Provence ; la jeunesse, avec les résultats d'une enquête commandée par la Direction du livre ; le Jardin des plantes proposera une exposition sur la littérature scientifique et un jeu-concours pour les 7-18 ans ; six éditeurs de livres pour la jeunesse lanceront un « train des contes de fées ».

D'autres initiatives, dues à des institutions ou à des associations, méritent d'être mentionnées : une cinquantaine de jeunes écrivains, sélectionnés par les groupements de libraires (Librairie L., Flammarion, Majuscule, l'Œil de la lettre), rencontreront le public dans les librairies appartenant à ces groupements ; de nombreux théâtres, à Paris et en province, proposeront lectures, spectacles et colloques ; la BPI et le Centre Pompidou éditent deux cassettes de textes littéraires lus par Roland Berthoin et Gérard Desarthe ; l'imprimerie nationale, la Bibliothèque nationale et les librairies des musées nationaux organiseront des journées

portes ouvertes ; la Maison des écrivains, en association avec la BN et la Direction du livre, propose une table ronde sur le thème : « L'intervention sociale de l'écrivain : les ateliers d'écriture » ; le Chèque-livre lance l'opération « 50 000 lecteurs dans les librairies » ; la Mairie de Paris, dans le cadre de la collection « Capitale », offre, pour la deuxième année, un livre introuvable à tout lecteur achetant pour 150 F de livres dans une librairie (cette année : Henri de Régnier, Jules Romains ou Marie Bashkirtseff) ; l'Espace Kronenbourg (30, avenue George-V) organise deux débats sur le thème « Christophe Colomb et la découverte des Amériques », à 16 h 30, le 19 (avec notre collaborateur Edwy Plenel) et le 20 octobre. Le Monde aura un stand à la Bibliothèque nationale. De plus, le hall du journal sera ouvert au public, samedi et dimanche, de 9 heures à 18 heures. Enfin, l'Institut mémoire de l'édition contemporaine (IMEC) inaugure dans les salons du Centre national des lettres une exposition sur la Maison des amis du livre d'Adrienne Monnier, accompagnée d'un catalogue fort bien agencé par Maurice Imbert et Raphaël Sorin : une occasion de retrouver avec nostalgie un mode ancien d'approche de la lecture...

P. K.



(1) On peut interroger le Minitel 3615 Arts.

## V. F. en V. O.

Sans traducteurs, il n'y aurait pas de littérature étrangère. Pourtant, les auteurs n'ont pas toujours l'occasion de rencontrer leurs traducteurs. Qui sont ceux qui connaissent le mieux leurs œuvres. Et qui les font découvrir.

C'est donc une heureuse initiative que de réunir à Paris, sous l'appellation « Version française », des « couples » traducteurs-écrivains (1). Une quarantaine d'auteurs de quelque vingt-cinq pays, accompagnés d'une soixantaine de traducteurs, assisteront donc à cette manifestation qui leur permettra d'examiner le rôle de la traduction aujourd'hui et de confronter leurs expériences. Parmi ceux-ci, Adonis, Guennadi Altgui, Tchilingiz Altmatov, Jorge Amado, Anita Desai, J.-P. Donleavy, Anitav Ghosh, Friedrich Gorenstein, Lars Gustafsson, Ismail Kadaré, Paul Nizon, Milorad

Pavic, Wole Soyinka, Yuko Tashima, Antonio Tabucchi, William Styron, Lu Wenfu, Alexandre Zinoviev, etc.

Animées par Heinz Wismann, philosophe d'origine allemande et de culture française, professeur à l'Ecole des hautes études et directeur de la revue *Poésies* (Cairn), ces journées en v.f. (sur invitation) comprendront notamment un débat : « L'auteur et son double, réflexions sur la traduction généralisée » (jeudi 17 octobre à 15 heures, Centre de conférences internationales, 19, av. Kléber) et des tables rondes sur « Le métier de traducteur » (vendredi 18, Maison des polytechniciens, rue de Poitiers), et poseront les bases pour les Rencontres européennes de la traduction programmées pour le Salon du livre de Paris 1992.

N. Z.

(1) Renseignements au Centre national des Lettres (CNL) : (1) 45-49-30-85.

□ Porto en Aquitaine. - A l'occasion de la publication de l'ouvrage collectif *Les Saveurs de Porto* aux toutes nouvelles éditions de L'Escalette, et de la parution du roman d'Agustina Bessa Luis *La Cour du Nord* (A.-M. Métailié), Sylviane Sambor et « Le monde autour du livre » organisent cinq journées de rencontres avec des auteurs portugais. Ces journées de « Porto en Aquitaine » se dérouleront du vendredi 18 au mercredi 23 octobre, à

la bibliothèque municipale Roland-Barthes de Floirac (les 19 et 20 octobre) dans le cadre de « La fureur de lire » ; à Bordeaux, à la FNAC, et dans les librairies La Machine à lire et Mollat, puis à Biarritz. Seront notamment présents à ces manifestations les écrivains Eugenio de Andrade, Agustina Bessa Luis, Mario Claudio, Fernando Guimarães, Manuel Antonio Pina et Eduardo Paz Barroso.

## Le Monde ÉDITIONS

### LES GRECS, LES ROMAINS ET NOUS

L'Antiquité est-elle moderne ?

Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit

Le renouveau de l'histoire ancienne prépare-t-il un nouveau siècle des lumières ? Au moment où l'identité européenne redevient turbulente, les meilleurs spécialistes s'interrogent sur l'héritage, le proche et le lointain, le semblable et le différent.

En vente en librairie

## Les jeunes et la lecture

Un sondage SOFRES-Le Monde-France Loisirs montre que parmi les 16-18 ans les filles lisent plus de romans que les garçons

L'information la plus spectaculaire qui ressort du sondage réalisé par la SOFRES pour le Monde-France Loisirs et la direction du livre au ministère de la culture sur la lecture des jeunes de 16 à 18 ans est l'écart qui sépare les garçons des filles dans leur relation au livre.

On savait certes déjà que les femmes, à niveau d'instruction égal, étaient de plus grandes lectrices que les hommes. Mais on ne manquait pas d'explications sociologiques pour banaliser cette différence : femmes au foyer disposant d'heures de loisirs plus nombreuses, occupations professionnelles souvent moins pénibles réservant une plus grande disponibilité, longévité féminine plus grande induisant une prépondérance des femmes dans les classes d'âge supérieures.

Mais ici aucune des explications classiques ne peut être avancée. Le sondage SOFRES, réalisé dans la semaine du 12 au 16 septembre 1991 auprès de mille jeunes âgés de 16 à 18 ans choisis selon la méthode des quotas, s'appuie sur un échantillon de garçons et de filles dont les situations sont identiques : 93 % fréquentent l'université ou le lycée, 5 % ont un emploi, 2 % sont sans travail. Garçons et filles disposent donc du même temps de loisirs, leurs origines sociales sont équivalentes, tout comme leur répartition géographique sur le territoire français. Les différences quand elles existent sont donc le résultat soit d'une « nature » lectrice qui varierait avec le sexe, soit de tout un ensemble éducatif qui façonnerait différemment la sensibilité à la lecture des garçons et des filles.

Les réponses des jeunes gens et des jeunes filles ne se distinguent pas lorsqu'il s'agit de répondre à la question : « Avez-vous lu hier un livre (y compris une encyclopédie ou une bande dessinée), ou un journal ou un magazine ? ». Les livres scolaires étant exclus. C'est oui à 65 % pour les garçons, à 66 % pour les filles. Ecart insignifiant. On lit un peu plus à 16 ans (66 %) qu'à 17 ans (61 %) et moins qu'à 18 ans (70 %), sans qu'on puisse vraiment tirer de leçon de ces écarts.

En revanche, dès qu'on cherche à préciser le type de lecture, à séparer celle du livre de celle des journaux quotidiens, des magazines et des bandes dessinées, surprises et interrogations surgissent.

Pratiquement une fille sur deux a lu au moins un roman dans la semaine précédant l'entretien contre un garçon sur cinq ; une fille sur trois a lu un autre type de livre non scolaire contre un garçon sur quatre, ces derniers succombant davantage aux charmes de la bande dessinée qui n'intéresse

guère les filles. A remarquer aussi que la lecture romanesque diminue avec l'âge cependant qu'augmente dans des proportions semblables la lecture de la presse quotidienne, l'attrait de la fiction cédant peu à peu le pas à celui du monde réel.

### Hugo, La Fontaine Baudelaire

Parmi les adolescents interrogés, 44 % n'ont lu aucun livre pendant la semaine de référence contre 35 % des adolescentes. 41 % des filles ont lu un livre, 19 % deux, 4 % trois, contre respectivement 37 %, 16 % et 2 % pour les garçons. Reste, précision un peu inquiétante, que les non-lecteurs de livres sont plus nombreux à 18 ans (41 %) qu'à 16 ans (36 %).

L'enquête effectuée auprès de ceux qui lisent des livres fait encore apparaître des clivages liés au sexe (voir tableaux ci-dessous). La moitié des livres lus par les garçons sont des BD, près des deux tiers des livres lus par les filles sont des romans (dont 29 % de « classiques »). Les jeunes filles lisent deux fois plus de poésie, d'histoire, de théâtre et davantage de sciences

humaines que leurs compagnons de lycée, d'université ou de stage. En revanche, si la science-fiction est largement masculine, les jeunes des deux sexes partagent un amour égal pour le roman policier.

A la question : « Quels sont les poètes français que vous connaissez ? », 14 % des garçons et 9 % des filles n'apportent pas la moindre réponse. Et ils sont encore 6 % parmi ceux qui lisent des livres. Le palmarès des poètes cités en premier lieu n'offre guère de surprises, et garçons et filles sont spontanément d'accord : Hugo (17 %), La Fontaine (16 %), Baudelaire (13 %), Rimbaud (11 %) - 86 % des jeunes le connaissent comme poète ou comme écrivain, mais 19 % seulement le situent à la fin du dix-neuvième siècle, - Prévert (11 %). Ces cinq noms sont également ceux qui sont cités les plus souvent.

Mais ce sont les filles (16 % contre 10 % pour les garçons) qui font de Baudelaire le poète préféré des jeunes, devant les quatre autres membres du quintet majeur, dans l'ordre : Hugo, La Fontaine, Rimbaud et Prévert, ces deux derniers à égalité.

Il est bien difficile de savoir ce

qui, dans ce choix, ressort du goût personnel et de la reproduction des hiérarchies scolaires. Les poètes « préférés » ont-ils été lus davantage que ne le nécessitent le strict respect des programmes scolaires ? La présence dans le groupe de tête des poèmes de Jacques Prévert, écrivain banni des manuels choisis et des révisions scolaires, semble marquer du sceau de l'école - ce qui est un comble pour le chantre des cancreaux. Mais il ne faut pas sous-estimer la faculté d'oubli dont font preuve les jeunes filles et les jeunes gens. Ainsi, 92 % des interrogés - 96 % à 16 ans, 87 % encore à 18 ans - ont été incapables de citer le nom d'un seul poète étranger, alors même que la plupart d'entre eux ont pratiqué au moins une langue vivante étrangère.

Ne restons pas sur ce constat de carence et terminons plutôt sur une note qui devrait réjouir les éditeurs : 14 % des garçons, 30 % des filles écrivent parfois (13 %, 23 %) ou souvent (1 %, 7 %) de la poésie et 17 % de la prose non épistolaire. Souhaitons que ces futurs écrivains entendent un jour parler de Goethe ou de Shakespeare.

Pierre Lepape

- Depuis une semaine, c'est-à-dire depuis sept jours, avez-vous lu au moins une fois...

	TOTAL	Garçons	Filles	16 ans	17 ans	18 ans
Base : ensemble des répondants	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Un roman (quel qu'il soit).....	34	22	46	39	33	31
Une bande dessinée.....	25	34	15	28	23	25
Un autre livre (non scolaire).....	30	27	33	27	32	31
Un journal quotidien.....	57	62	53	53	57	63
Un autre journal ou magazine.....	69	68	70	71	71	66
N'ont rien lu.....	5	5	5	4	5	6

Pourcentages supérieurs à 100 en raison des multiples réponses.

- Pour chaque livre non scolaire, roman ou bande dessinée que vous avez lu depuis une semaine, indiquez le titre, l'auteur et le genre

	TOTAL	Garçons	Filles	16 ans	17 ans	18 ans
Base : lecteurs de livres ou de bandes dessinées	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Bande dessinée.....	34	50	19	34	33	33
Roman contemporain.....	26	18	34	27	25	24
Roman classique (écrit avant 1940).....	22	15	29	29	18	18
Science-fiction, fantastique.....	10	14	6	8	10	11
Policier, espionnage.....	9	9	9	7	8	13
Vécu, autobiographie.....	9	5	13	8	10	11
Sciences humaines.....	5	3	6	2	4	8
Théâtre, poésie.....	5	4	6	3	6	5
Histoire, biographie.....	4	3	6	3	6	5
Encyclopédie.....	2	2	1	3	2	2
Autres.....	5	4	4	4	3	5



مكتبة النخيل

LIVRES • IDÉES  
ACTUALITÉS

## « Mitteleuropa » à Schiltigheim

Placée sous le signe de la rupture et de l'exil, la troisième Biennale « Mitteleuropa 1991 » de Schiltigheim, que dirige Armand Peter, a voulu être à l'écoute de ce qui bouge à l'Est pour des rencontres qui, du 4 au 13 octobre, ont accueilli des voix venues de partout : le poète alsacien André Weckmann, le romancier de Voivodine Alexandre Tisma, l'historien allemand Rudolf von Thadden, le poète polonais Zbigniew Herbert (Prix de Vilenica 1991), Gregor von Rezzori, l'auteur des *Mémoires*

d'un antisémite (L'Age d'homme 1990), natif de Cernowitz en Bukovine, Martine Breda pour une soirée Paul Celan, né aussi à Cernowitz.

Une importante rétrospective de Borvine Frenkel (1895-1984), le peintre des « juifs à la contrebasse » présentée par Mitteleuropa, complète cette manifestation (Ancienne coopérative des bouchers, place de la Liberté à Schiltigheim. Tous les jours sauf dimanche de 16 à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre).

## Les dix ans de la Foire du livre de Brive

Il y a dix ans naissait la Foire du livre de Brive, une initiative chaleureuse dont devaient s'inspirer beaucoup d'autres villes françaises. Pour fêter cet anniversaire, le Monde s'est associé à la municipalité. Les organisateurs proposent ainsi, dans les galeries du théâtre municipal, une exposition consacrée au « Monde des livres » intitulée « Le Monde et la littérature », qui se prolongera jusqu'au 9 novembre. Selon la tradition, les jurés du Goncourt annonceront

leur dernière sélection, samedi 26 octobre.

La Foire du livre de Brive réserve cette année une partie de ses manifestations à la littérature pour la jeunesse, couronnées par la remise du Grand prix du livre dans ce domaine. Enfin, parmi les multiples débats organisés, de jeunes auteurs et universitaires converseront sur le thème « Lire à vingt ans », une rencontre animée conjointement par le Monde et le Magazine littéraire, le 26 octobre, à 15 h 30.

### La poste et la diffusion du livre français à l'étranger

#### Cher avion...

Pour faire parvenir leurs livres à l'étranger, les petits éditeurs, les librairies spécialisées, les librairies de neufs vendant leurs livres par correspondance utilisaient, jusqu'à présent, les transports maritimes. Ce moyen est lent, mais fiable et peu coûteux. Or, pour des raisons de rentabilité, la poste a supprimé ce service depuis le 15 juillet.

Les livres doivent donc, désormais, être expédiés par avion, et la surtaxe aérienne entraîne des augmentations qui peuvent aller jusqu'à 600 %. C'est ainsi qu'un colis de livres de cinq kilos qui était jusqu'à présent expédié en Australie pour 39,90 F - prix forfaitaire unique - devra désormais subir 242 F de frais de transport. On trouve déjà les livres français trop chers à l'étranger, et il est probable que cette mesure, si elle n'est pas annulée, freinera encore la diffusion de la culture française.

La mesure a déjà été rapportée en ce qui concerne les DOM-TOM, qui continueront à recevoir les livres par bateau. Mais pour les autres pays, le résultat des discussions engagées est plus problématique. La ministre des postes et télécommunications, en effet, fait savoir que « la Poste et France-Télécom n'étant plus des administrations d'Etat, mais des exploitants de droit public », la question ne relevait plus de sa compétence.

P.L.

### La deuxième sélection du Goncourt

Les membres du jury du Goncourt ont rendu publique leur deuxième sélection pour le prix qui sera décerné le 4 novembre : *la Rue du capitaine Olchanski*, de Michel Chailion (Gallimard) ; *les Filles du Calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *Eau de Café*, de Raphaël Confiant (Grasset) ; *Marguerite devant les pourceaux*, de Claude Duneton (Grasset) ; *la Séparation*, de Dan Franck (Le Seuil) ; *En douze*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard) ; *Un si bel orage*, de Pierre Moustiers (Albin Michel) ; *Sous l'étiquette du Chien*, de Bernard Pouch (Jost Corti) ; *Une vie de rechange*, de François Salvaing (François Bourin).



### LA BANDE DESSINÉE

## Quand la BD colonise la littérature

**LE DRAGON DE BAMBOU**  
de Marcelino Truong et Francis Lerot. L'Echo des savanes-Albin Michel, 52 p., 79 F.

**LES OUBLIÉS D'ANNAM**  
de Lax et Giroud. T.J. Dupuis, 56 p., 59 F.

**MISSIE VANDISANDI**  
de Hermann. Dupuis, 56 p., 59 F.

**TANDIS QUE J'AGONISE**  
de William Faulkner et André Juillard. Futuropolis-Gallimard, 192 p., 132 F.

**PORTRAIT DU JOUEUR**  
de Philippe Sollers et Martin Veyron. Futuropolis-Gallimard, 192 p., 132 F.

**BONBON PIMENT**  
de Jean-Claude Denis. L'Echo des savanes-Albin Michel, 57 p., 79 F.

**L**e septième art, avec le long métrage de Lam-Lê, *Poussières d'empire*, ou le futur film *Indochine* de Régis Wargnier, a redécouvert le « filon » des colonies d'outre-mer et leurs effluves historico-romanesques. La bande dessinée n'est pas en reste. Plusieurs albums parus récemment offrent aux lecteurs désireux de se replonger dans l'atmosphère et les intrigues de l'Ancien Empire le décor et les images d'un monde où les bars poisseux de Cholon font le pendant aux soirées brillantes données par les ambassades occidentales ou aux caves dans lesquelles les senteurs opacées dissolvent les rêves de grandeur. C'est le cas du *Dragon de bambou*, de Marcelino Truong et Francis Lerot, qui conte les aventures d'un jeune journaliste métis, Marcel Clément-Rivière, dans les années 20.

Une chronique douce-amère qui ne néglige pas la description des influences antagoniques de la Triade, de la guérilla communiste naissante et des services secrets français. Et qui, entre les néons citadins et les rizières moroses de Cochinchine, qui semblent échappés d'un roman de Jean Hougron, dresse un réquisitoire des compromissions auxquelles

s'adonne avec un plaisir non feint la bourgeoisie coloniale.

L'ancien empire annamite est aussi le décor central du deuxième tome des *Oubliés d'Annam*, un ouvrage qui tombe à pic à un moment où la presse et l'opinion débattent de l'engagement des « soldats perdus » d'Indochine, comme Georges Boudrel aux côtés du Vietcong. En historiens doués d'un véritable sens du scénario et d'un trait aux tons d'aquarelle, Lax et Giroud y décrivent la quête d'un vieux reporter, Nico Valone, lancé sur



Illustration de Juillard pour « Tandis que j'agonise ».

l'itinéraire idéologique d'un soldat français en Indochine. Rallié dans les années 50 à la résistance vietnamite, il y prendra le surnom de « Khan Do » et y acquerra une renommée mythique, avant de disparaître mystérieusement. Au bout de cette recherche au hasard des venelles d'Ho-Chi-Minh-Ville et des voyages en taxi-brousse, Nico découvrira la clef de l'énigme en... France, dans les aveux arrachés à d'anciens responsables de services secrets, avant que la raison d'Etat ne s'impose à lui.

Autre continent, autre époque, celle qui mène Hermann (l'auteur des aventures de *Jérémie*) dans l'Ancien Congo belge, avec *Missie Vandisandi*. De retour dans un pays qu'il a connu, ce nouveau héros au patronyme déformé par l'accent local, va vivre des intrigues qui lui feront comprendre à quel point le temps efface et

ébranle ses impressions et ses certitudes anciennes.

**MAIS** la colonisation n'est pas toujours une mauvaise affaire, du moins en matière de littérature. La collection « Futuropolis-Gallimard », animée par Bienne Robial, en fournit l'illustration, elle qui « colonise » avec bonheur de grands romans contemporains, en les mariant à des dessinateurs de BD. La collection, habillée de la fameuse couverture crème à liseré rouge de la maison d'édition de la rue Sébastien-Bottin, a publié récemment une réjouissante *Guerre des boutons* de Louis Pergaud, illustrée par la dessinatrice Florence Cestac.

Parmi les dernières livraisons de cette collection, qui ne fera rougir ni les amateurs de littérature ni les fans du neuvième art, figure un véritable monument de la littérature, *Tandis que j'agonise*, de William Faulkner. C'est André Juillard, prolifique dessinateur de la série de BD *Les Sept Vies de l'Épervier* et des *Aventures d'Arno*, qui a imaginé l'odyssée tragico-comique de la tribu Baudren à travers le Mississippi, avec une simplicité de trait qui incite à une lecture nouvelle.

Autre œuvre à laquelle Futuropolis donne une double identité, le *Portrait du joueur*, de Philippe Sollers. Martin Veyron, grand spécialiste des atterrissements du corps, du cœur et du couple dans la bande dessinée d'aujourd'hui, s'est penché avec un plaisir de gourmet sur les mots de Sollers. Gageons que les adjectifs qui salueront ou condamneront le roman lors de sa publication en 1985 s'adresseront aussi aux dessinateurs fureusement libres de Martin Veyron, qui peut ici, et licitement, se livrer au plaisir de dessiner les courbes et les volutes du corps féminin. En dépit de ce que les esprits chagrins et autres pharisiens trouveront à y redire.

Les lecteurs plus sages pourront cependant choisir le dernier album consacré par l'imaginaire Jean-Claude Denis. Sous le titre générique de *Bonbon piment*, ce dernier décrit trois histoires d'amour, vécues entre la Réunion, le rivage brésilien et Bangkok, dans lesquelles les drogues, les esprits des morts et l'alibi du rendez-vous manqué forment une trame romanesque réussie.

Yves-Marie Labé

### EN BREF

□ Le prix Planeta au romancier espagnol Antonio Muñoz Molina, pour son roman *la Cavalier polonais*, ou *l'avenir des vaincus*. Agé de trente-cinq ans et originaire de Jaen (Andalousie), Antonio Muñoz Molina a déjà publié plusieurs romans, dont *l'Hiver à Lisbonne* (Actes-Sud) qui a reçu, en 1988, le prix de la Critique espagnole et le Prix national de littérature.

□ Prix Laure-Bataillon. - Le prix Laure-Bataillon (ex-Prix de littérature traduite de Nantes) a été décerné à Bo Carpelan, écrivain finlandais de langue suédoise, et à ses traducteurs, C.-G. Björström et Lucie Albertini, pour le roman *Axel* (Gallimard).

□ Prix européens. - Dublin, capitale européenne de la culture 1991 a désigné les douze finalistes des prix qui seront remis le mardi

26 novembre lors d'une cérémonie dans la capitale irlandaise. Prix littéraire européen : Eric de Kuyper (Belgique), Vergilio Ferreira (Portugal), Seamus Heaney (Irlande), Peer Hultberg (Danemark), Mario Luzi (Italie), Thanassis Valtinos (Grèce). Prix de traduction : Beryl et John Fletcher (G.-B.) pour les *Georgiques* de Claude Simon, Carlos Manzano (Espagne) pour *Rigodon* de Céline, U. H. Petersen (Danemark) pour la *Montagne magique* de Thomas Mann, Phoebe Plombinos (Grèce) pour des *Poèmes* d'Ungaretti, Pedro Tamen (Portugal) pour *Bouvard et Pécuchet* de Flaubert, Frans van Woerden (Pays-Bas) pour le *Pont de Londres* et *Guignol's Band* de Céline.

□ Réjean Ducharme prix Vialatte. - Le prix Alexandre-Vialatte a été attribué à l'écrivain québécois Réjean Ducharme pour son livre *Déjà* (Gallimard). Ce prix était décerné pour la première fois.

□ Prix Jacques-Charbonne. - Le prix Jacques-Charbonne a été attribué à Louis Nucéra pour son

roman *le Ruban rouge* (Grasset).

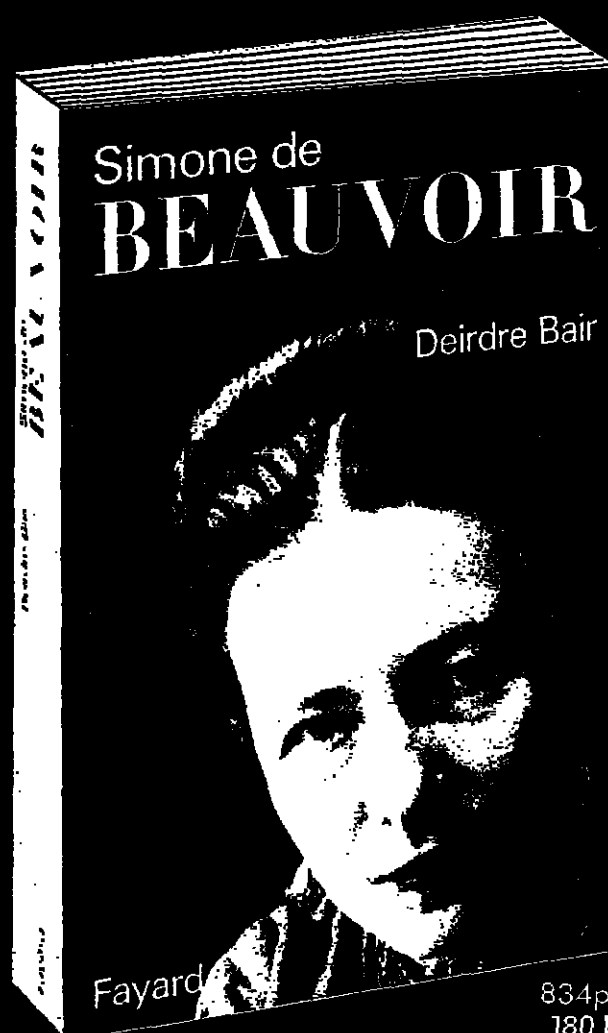
□ Rectificatif. - L'inauguration de la bibliothèque centrale Mériadeck de Bordeaux, en présence de M. Chaban-Delmas et de M. Pierre Bouteau, conservateur en chef, a eu lieu le 6 octobre dernier, et non début septembre, comme nous l'indiquions par erreur (« Le Monde des Livres » du 11 octobre).

□ Lecture d'André du Bouchet. - A l'occasion d'une exposition consacrée à André du Bouchet et aux peintres avec lesquels il a travaillé, à la Galerie Clivages (5, rue Sainte-Anastase, 75003 Paris) du 23 octobre au 9 novembre, le poète lira des pages de ses œuvres mercredi 23 octobre, à 21 heures.

□ Le champagne Henriot « investit » dans la littérature. - Le Fonds Henriot pour l'œuvre retrouvée a choisi cette année d'apporter son soutien à l'édition du Journal (1901-1948) de Jacques Copeau entreprise par Claire Paulhan pour la collection qu'elle dirige chez Seghers, « Pour mémoire ».

Quel plaisir de lire ce gros livre, ces quelque huit cents pages denses ! Il est reposant de retrouver Simone de Beauvoir, d'oublier pendant de longues heures la pesanteur du réel, les bureaucraties et les fatigues de la vie professionnelle, les fats, les sots et les banalités de la vie sociale, pour emboîter le pas à cette femme qui a traversé le siècle (1908-1986) avec une énergie unique. Et on aurait l'envie de citer tant de passages du texte allègre de sa biographe américaine, Deirdre Bair pour faire sourire, pour faire rêver, pour faire espérer.

Josyane Savigneau, *Le Monde*



834p.  
180 F

Aucune histoire des intellectuels ne pourra désormais faire l'économie de cette biographie.

Pierre Assouline, *Lire*

Trop vite statufiée, trop rapidement enfermée dans une certaine rigidité émotionnelle, Simone de Beauvoir redevient enfin dans le formidable ouvrage de Deirdre Bair une simple mortelle, une femme dont l'inébranlable logique de l'intelligence n'aura pas pu étouffer les élans du cœur.

Françoise Ducout, *Elle*

FAYARD





مكتبة لائصل

## ET SLOVAQUES

### LE GRAND ROMAN

de Ladislav Klíma.  
Texte établi, traduit du tchèque  
et présenté par Erika Abrams.  
La Différence, 646 p., 198 F.

**V**OILÀ sans doute la publication la plus folle qu'on ait vue depuis longtemps, la lecture la plus surprenante, la plus incroyable qu'on puisse trouver. Un monstre. Un grand-gros-lourd roman, inachevé de surcroît, qui paraît en première édition mondiale en français, intitulé simplement *Le Grand Roman*. Appellation qu'on pourra trouver presque agressive dans son dépouillement pour qualifier la démesure de cette « chose » hybride qui ne ressemble à rien dans la littérature. On alors aux plus grands : Cervantès, Sterne, Rabelais, Potocki ou les *Cent vingt Journées de Sodome*. Mais avec quelque chose de fou, de dégingué, d'hypertrophié, de fascinant dans sa démesure et son excès déhissant, volontiers scatologique, très au-delà du Bien et du Mal. Quelque chose de « grand » comme entreprise de destruction de toute littérature par un auteur nietzschéen qui se veut « la volonté absolue » dans un monde qui n'a pas d'autre existence que celle qu'il lui accorde. (« *Le monde est une automystification « géniale », la folie suprême* », écrit-il.)

Inclassable, tant à son époque qu'aujourd'hui, délibérément asocial et solipsiste, d'un scepticisme absolu, Ladislav Klíma (1878-1928), contemporain de Rilke et de Kafka, a laissé une œuvre immense, inconnue, qui commence seulement à être publiée, très partiellement, en Tchécoslovaquie. Né en Bohême occidentale, où son père, fonctionnaire, est président du club politique de la ville, il a eu deux frères et deux sœurs morts en bas âge et se retrouve à quinze ans, après la mort de sa mère, de sa grand-mère, de sa dernière sœur, orphelin, révolté, « *profondément systématiquement la croix aux environs de la ville* » et distribuant, « *faute de bombes, des tracts anarchistes* ».

A seize ans, il sera renvoyé du lycée et exclu de tous les établissements d'enseignement d'Autriche pour avoir, dans une dissertation, traité les Habsbourg de « *dynastie de cochons* ». A sa majorité, il quitte le foyer paternel, emmenant avec lui la deuxième femme de son père. Après la mort de celui-ci, il va vivre tour

à tour comme rentier, conducteur d'une machine à vapeur, gardien d'une usine désaffectée, inventeur d'un ersatz de tabac, auteur dramatique, journaliste. Dans un état de souffrance chronique, hanté par le suicide.

Il publie en 1904, à compte d'auteur et sans succès, son premier livre, *Le Monde comme conscience et comme rien*. Puis, entre 1906 et 1909, pour se « *désennuyer* », il va traverser une période d'intense activité littéraire : dix romans, deux drames, trente contes et nouvelles, dont il détruit une grande partie par le feu. C'est à ce moment-là qu'il commence son « *grand roman* », provisoirement intitulé *Tragédie humaine et divine comédie*. « *La forme qu'on a jusqu'à présent donnée au roman est trop étroite* », écrit-il en 1910. *La création d'une forme nouvelle, libre, qui se permette tout et au-dessus de laquelle se fasse partout entendre le rire moqueur du scepticisme souverain et divin n'est qu'une question de temps*. Comme Wagner l'a fait pour l'opéra, le roman pourrait être refondu en une forme littéraire universelle.

Le projet devait compter sept à huit parties, quatre ont été écrites, soit quelque quatre mille pages au crayon. Un projet qui lui tient certainement à cœur

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

# Ladislav Klíma, le demiurge



Ladislav Klíma : « *Le monde est une automystification « géniale », la folie suprême* ».

puisqu'il le reprend en 1913-1914, époque où, hanté par l'idée du suicide, il fait de nombreux autodafés de manuscrits. L'histoire du manuscrit est d'ailleurs complètement extravagante. Cent cinquante-trois feuilles manuscrites ont subsisté, qui avaient été partiellement retranscrites après sa mort, dans une

version édulcorée, remaniée, banalisée, qui servira pour la publication de quelques extraits du roman, en 1928 et en 1938, pour un volume de morceaux choisis, publié en 1967 à la faveur du Printemps de Prague. D'autres extraits circulent ensuite en samizdats.

Un travail considérable restait à faire : le déchiffrement et la dactylographie des manuscrits écrits au crayon difficilement lisibles, soit près d'un million et demi de signes ! Travail préalable indispensable à une traduction à laquelle se consacre, depuis des années, avec une passion inouïe, une culture et une intelligence remarquables, la traductrice Erika Abrams, qui a éprouvé, il y a dix ans, un véritable coup de foudre pour cet auteur dont elle se sent proche et qui, sans sa formidable ténacité, serait resté encore longtemps impénétrable et inconnu (1).

« *Au commencement était un non-sens, non-sens qui s'appelait Ladislav Klíma et à qui, comme il ne voulait pas entendre parler du monde, il ne restait qu'à le dire*. Et le monde était jeu de mots et le jeu était hénarisme », écrit la traductrice à la fin de sa copieuse préface, qui ne se veut « *ni une clef d'interprétation ni un mode d'emploi, mais un simple essai de* ».

situer le Grand Roman dans l'ensemble d'une vie et d'une pensée.

Inachevé, en fragments de taille inégale pour les troisième et quatrième parties, on ne raconte pas le *Grand Roman*, qui se présente, à première vue, comme un feuilleton géant à grand spectacle avec une multitude de personnages qui changent de noms, de pays, de mœurs sexuelles. L'Italie, l'Inde, le Nouveau Monde, l'Au-delà... Il y a une vendetta entre deux familles qui se vouent, on ne sait pourquoi, une haine mortelle ; elle se conclut par la liquidation de tous les personnages à l'issue d'une série d'étranges pages sanguinolentes.

Au fil des chapitres, on rencontre des brigands et des saints, un philosophe et des débauchés mentaux, des dieux vicieux et des femmes plus perverses les unes que les autres, une foule de gendarmes, de bandits et de fantômes, Jésus-Christ et sa mère, le shah et le padishah, Rabelais et Freud, l'empereur Guillaume I<sup>er</sup> et la reine Victoria, l'auteur lui-même.

NÉCROPHILIE, mort et résurrection, infanticides, incestes... Tout un érotisme scatologique-macabre. L'air est irrespirable et l'action déconçue se perd et vous perd parfois dans les déserts d'Arabie ou les cavernes des Squelettes, au long de chapitres aux titres picaresques : « *Où Cesare devient brigand et bandit* », « *Où une duchesse britannique lui caresse la main dans sa caverne banditique* », « *Où Allah commande à ses fidèles de boire de la vulgaire vodka* », « *La Cochonne blanche ou Solution finale du problème des origines du christianisme* ». « *Arrivée de Cesare qui fait distrairement éclater les crânes de ses complices, comme on décapite des pavots, tout en claquant galement les fesses à Rousa* », etc. Titres qui ne recouvrent pas forcément le contenu (ou le vide) des chapitres faits ou à faire.

Le jeu peut se continuer à l'infini, souvent avec d'éblouissantes péripéties. Vous n'êtes pas forcés de tout comprendre. Moi non plus. Mais existe-t-il beaucoup de livres aujourd'hui qui vous égareront, vous rattrapent, vous font éclater de rire et vous donnent l'impression d'un monde fou, fou, fou qui n'existe que dans votre tête ?...

(1) Sept volumes de Klíma ont déjà été traduits par Erika Abrams : *Je suis la volonté absolue* (Café-Cine, 1984). Et aux éditions de La Différence : *Les Souffrances du Prince Sternenhoch* (1987). Ce qu'il y aura après la mort (1988). *Némésis la glorieuse* (1988). *Trains et diktats* (1990). *La Marche du serpent aveugle vers la vérité* (1990). *Instant et éternité* (1990).

## Karel Pecka, l'exilé du passage

### PASSAGE

de Karel Pecka.  
Traduit du tchèque  
par Barbara Faure.  
Ed. de l'Aube, 122 p., 69 F.

### LE CARRÉ D'HONNEUR

de Karel Pecka.  
Traduit du tchèque  
par Barbara Faure.  
Ed. de l'Aube, 382 p., 140 F.

Du désespoir, Karel Pecka fut, avec tant d'autres, le témoin intime : cet écrivain né en 1928, condamné en 1949 à dix ans de prison pour haute trahison, interdit de publication depuis 1968, voit depuis peu ses livres disponibles dans son pays. Deux d'entre eux, écrits dans les années 70, en pleine impasse de démocratie, se chargent d'évoquer l'ombre qui s'abat : le moment où le pays devient noir et où l'homme qui veut rester libre doit choisir entre l'exil et la honte de l'abandon.

Dans *Passage* comme dans *Le Carré d'honneur*, les héros n'ont qu'une obsession : partir. Misanthropes fatigués de la ville bruyante et des tramways bondés, affamés de liberté dans une Tchécoslovaquie où germent pour l'un le « coup de Prague » et pour l'autre

le fin du « printemps de Prague », aussi saturés de leur asservissement politique que des idéaux utopiques qui prétendent y remédier, ils n'ont plus qu'à fuir. A la seule différence qu'ils ne partent pas dans le même sens. Alors que le second, en quête d'un pays « *aux couleurs plus vives* », milite son expatriement, le premier choisit une forme d'exil peu conventionnelle. S'enfermant davantage dans le pays qu'il maudit, s'en rendant apparemment plus prisonnier encore, il se replie dans l'un de ces lieux pleins de mystère, sortes d'enfers accueillants à l'altérité de soupçons dont Prague est percortée : un passage.

L'exil, d'abord, n'est pas volontaire. Antonín Trvz, qui doit se rendre à une importante réunion, entre dans le passage par mégarde. Une fois franchie la ligne de démarcation, il ne cesse de se laisser prendre dans les impasses de ce labyrinthe à la curieuse mythologie, peuplé de minotaures plus ou moins bienveillants. Tour à tour effrayants et chaleureux, irrationnels et délibérément manipulés, les hasards s'enchaînent et se conjuguent et Trvz, qui ne faisait pour tant que passer, ne sortira jamais du passage.

### La tentation de la fuite

Entièrement coupé du monde extérieur, là où le temps n'a plus la quantité connue et où l'architecture baroque recèle corridors, galeries, portes secrètes, caves et greniers qui sont autant de dédales infinis, comme une ville dans la ville, c'est dans cette prison qu'il s'est lui-même choisie que Trvz se débarrasse de toutes ses contraintes, imaginant trouver là la sérénité, la possibilité d'exercer un épicurisme lavé des événements du monde, une forme accomplie de la liberté.

Bonheur illusoire puisque le monde extérieur n'est jamais si lointain et qu'il suffit d'une révolution un peu agitée – la guerre civile déclenchée par le « coup de

Prague » – pour envahir le passage. C'est aussi le destin de Sová, héros du *Carré d'honneur*, qui hésite entre la tentation de la fuite et la nécessité d'affronter le réel. Après avoir tout fait pour quitter son pays, c'est au moment même où il se trouve en route vers l'exil que les chars envahissent les rues de Prague, l'obligeant moralement, alors, au retour : son *carré d'honneur*.

Observateur solitaire et anarchiste, faussement indifférent, désespéré par l'agonie de plus en plus évidente du « printemps de Prague » et agacé par les agitations hypocrites de ceux qui croient encore au « socialisme à visage humain », il rejoint dans le roman son double historique, le Tchécoslovaque Rasin, héros occulte de la guerre de Trente Ans, dernier conseiller du traître duc de Wallenstein dont ils entreprennent l'un et l'autre, à plus de trois siècles d'écart, d'écrire le récit.

Rasin, héros au cœur pur qui ne désire, comme Sová, que l'indépendance de son pays (la Bohême), va jusqu'à tenter l'alliance avec le traître Wallenstein pour mettre fin au joug de l'empire d'Autriche, allégorie prémonitrice de l'URSS. Finalement, Rasin perd tout, acculé à pacifier avec l'ennemi, et simultanément, Sová signe un contrat d'édition dans une maison communiste, préférant encore à l'exil une forme de compromission par fidélité à ses racines. A moins que ce ne soit un renoncement à tout.

La honte de fuir ou le découragement. Trvz l'idéaliste, qui se laisse prendre un temps dans le faux paradis du passage, voit son exil bloqué dans un chemin de mort dans ce *Passage*, merveille d'intelligence et d'allégresse. Sová, lui, dans le *Carré d'honneur* alourdi par une subtilité excessive et laborieuse, sera sauvé par son renoncement, préférant chercher en lui-même, plutôt que dans l'exil, les données de la sagesse.

Marion Van Renterghem

## Daniela Hodrova, la sensitive

### VISITE PRIVÉE : PRAGUE

Texte de Daniela Hodrova,  
photographies d'Anne Garde.  
Ed. du Chêne, 160 p., 148 F.

« *Visite privée* », la nouvelle collection des Editions du Chêne, vise à réunir le texte d'un écrivain qui dresse un portrait personnel de la ville qu'il habite et le regard d'un photographe.

La Prague de Daniela Hodrova et Anne Garde illustre ce principe avec un livre qui, autrement qu'un guide, nous fait entrer dans la ville par ses chemins les plus secrets, les plus intimes dans cette cité qui semble endormie et que Daniela Hodrova anime avec ses mots, avec ses visions et ses fantasmies. Cité dolente, selon le

titre de sa trilogie à paraître chez Robert Laffont.

Née en 1946, docteur en philosophie, chercheur sur la théorie littéraire à l'Académie des sciences, parfaitement francophone, Daniela Hodrova retrouve l'histoire de Prague à partir de son enfance dans la maison voisine du cimetière – inconnu des touristes – d'Olšany, qu'elle associe au Moyen Âge de la ville. Elle rappelle la prophétie de Libuse, princesse mythique, héroïne d'un opéra de Smetana, qui, d'après la chronique, prédit la fondation de Prague.

Elle se promène dans une ville qui n'existe pas, aperçoit Jaroslav Hasek qui enjambe le garde-fou du pont Charles, ou rêve qu'elle se retrouve dans le ghetto

qui n'existe plus, faisant affleurer à la surface de la ville moderne « *les maisons romanes enfoncées dans les sous-sols gothiques, et les maisons gothiques ensorcelées dans les maisons baroques*... », ou encore monte en ballon pour mieux voir Prague coupée en deux par la Vltava déployée sur sept collines comme la Rome antique.

On l'aura comprise, cette lente progression dans une ville endormie, c'est une visite tout à fait privée. Pas un guide pour voyageurs. Un texte souvent rare et fort, plein de mystères, étrange, qui cherche dans un demi-sommeil, avec des mots, la formule magique d'un réveil qu'aucun alchimiste ne pourrait découvrir.

N. Z.



# SUZANNE JACOB

Les Editions du Seuil  
et les Services culturels  
de l'Ambassade du Canada

ont le plaisir de vous convier  
à une rencontre-lecture avec  
**Suzanne Jacob**

le jeudi 17 octobre 1991 à 18 heures  
à la Librairie "La Fourmi ailée"  
8, rue du Fournier, Paris 5<sup>e</sup>

Editions du Seuil

89 F

# A qui appartient la parole des maîtres disparus ?

La publication des cours et séminaires de Barthes,

Les héritiers de Roland Barthes en procès après la publication posthume «sauvage», en revue, de l'un de ses cours au Collège de France: une affaire Michel Foucault d'édition pirate soumise à la justice; la polémique sans fin de l'édition des séminaires de Jacques Lacan: il paraît bien difficile de concilier le respect des volontés des «maîtres à penser» qui ne sont plus et la demande pressante d'un public avide, hier de leur parole, aujourd'hui de leurs traces.

S'agit-il d'une nouvelle petite «mythologie» dont Roland Barthes aurait, de son vivant, souri? D'un problème grave qui, posé pour d'autres, l'aurait au contraire touché et mobilisé? Le fait, en tout cas, est là: on s'arrachait chaque ligne, la moindre phrase de lui à la fin de sa vie. Parce que la revue la Règle du jeu publie la transcription d'un cours qu'il prononça en 1978 au Collège de France, voici son nom et sa volonté invoqués, sa mémoire défendue devant un tribunal, dans l'urgence du référé hier (le Monde daté 22-23 septembre), dans le rituel du procès «au fond» mercredi 16 octobre, où le tribunal civil a annoncé qu'il rendrait son jugement le 20 novembre.

Y a-t-il de quoi se battre? Michel Salzedo, le demi-frère et héritier de Roland Barthes, en a jugé ainsi. En sa qualité d'ancien «premier lecteur de tous ses manuscrits», au nom aussi d'une ancienne «amitié personnelle forte», François Wahl, longtemps responsable des sciences humaines aux Editions du Seuil, assiste Michel Salzedo. Il se fait l'avocat incise de «la distinction radicale entre la parole et l'écriture» opérée par Roland Barthes, au nom de laquelle il stigmatise aujourd'hui l'initiative de la Règle du jeu.

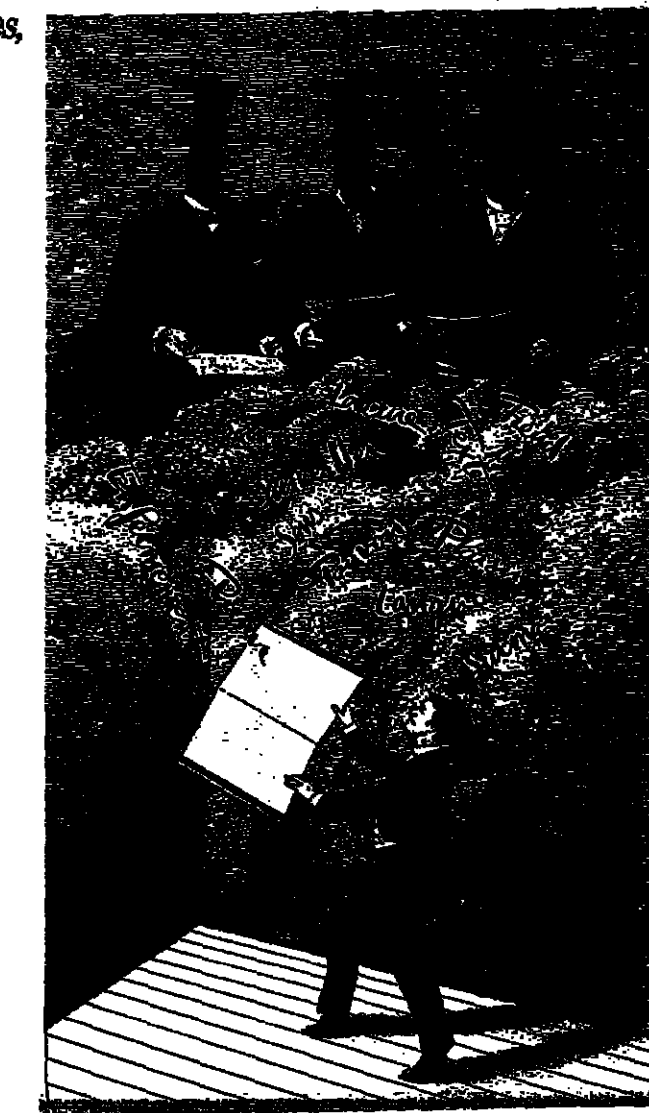
Dans la livraison d'août dernier de cette publication que dirige Bernard-Henri Lévy et que publient les Editions Grasset, Laurent Dispot transcrit le début du cours de 1978 de Roland Barthes au Collège de France. «A l'interdit absurde qui frappe la publication des cours de Barthes s'ajoute la rétention jalouse des propriétaires des précédentes cassettes de magnétophone, Harpagon de la pensée», écrit Laurent Dispot pour justifier la publication, sous bandes de papier rouge, «d'un inédit de Roland Barthes, le Désir de neutre».

Aucun doute, pour François Wahl, la volonté, la méthode même de l'écrivain Roland Barthes sont insupportablement trahies par ce procédé. «Il avait une façon de travailler particulière, explique François Wahl. D'abord, il faisait des fiches. Ensuite, il les classait et écrivait à la main des mots et des renvois à ces fiches. Ensuite, il tapait à la machine. Il y avait des modifications substantielles au moment de cette frappe. Son respect à l'égard du texte dactylographié était tel que, lorsqu'il y changeait un mot, il effaçait le mot précédent de façon qu'il soit toujours illisible, même par transparence. Plus tard, il ne faisait pas de corrections d'auteur sur épreuves. Ainsi, lorsqu'on est en présence d'une dactylographie, on est sûr que l'écrit était destiné à la publication.»

Tout paraît simple si l'on se contente de souligner que cette justification n'a au fond qu'une fonction de redoublement d'une évidence, forte et plate à la fois, énoncée par la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique: «Les conférences, allocutions, sermons, plaidoiries et autres œuvres de même nature», dont les cours, sont protégés strictement, en faveur de leurs auteurs ou de leurs ayants droit.

Mais est-ce si simple? Un fait d'abord: Barthes et d'autres ont parlé, des années durant, devant des forêts de micros. Roland Barthes, dans un texte reproduit au début de son recueil le Grain de la voix, intitulé De la parole à l'écriture, et qui avait d'abord tenu lieu de préface à des dialogues diffusés par France-Culture avant d'être édités par les Presses universitaires de Grenoble, écrivait: «Nous parlons, on nous enregistre, des secrétaires diligentes écoutent nos propos, les éloquent, les transcrivent, les ponctuent. C'est un premier écrit que l'on nous soumet pour que nous le nettoyions de nouveau avant de le livrer à la publication, au livre, à l'éternité. N'est-ce pas la toilette du mort? que nous venons de suivre? Notre parole, nous l'embaumons, telle une momie, pour la faire éternelle. Car il faut bien durer un peu plus que sa voix; il faut bien, pour la comédie de l'écriture, «s'inscrire» quelque part. Cette inscription, comment la payons-nous? Qu'est-ce que nous gagnons? Qu'est-ce que nous perdons?»

Et Barthes ajoutait: «En réécrivant ce que nous avons dit, nous nous protégeons, nous nous surveillons, nous nous censurons», avant de conclure que si «l'écriture n'est pas la parole (...) elle n'est pas non



plus l'écrit, la transcription; écrire n'est pas transcrire.

Ainsi, au nom même de Barthes, on peut objecter à François Wahl que l'initiative de la Règle du jeu, désagréable sans doute par le ton de sa présentation et son refus affiché de rechercher les autorisations qui la légitimeraient, ne fait finalement que s'inscrire dans cet espace intermédiaire de la transcription. Une fois l'auteur disparu, on pourrait soutenir qu'il appartient à ceux-là mêmes qui sont ses héritiers d'accomplir ou de laisser faire, dans de bonnes conditions d'usage contrôlées et dans le respect de leurs droits, ce travail de transcription.

## «Pas de publications posthumes»

On peut aussi s'en tenir à la définition barthesienne du cours oral reprise par François Wahl: une situation de transfert. Rien, en apparence, ne s'oppose à la réécriture et à la surmultiplication à l'infini du support de cette situation de transfert au moyen de reproductions d'enregistrements. «Pourquoi pas?», indique François Wahl. J'y ai pensé. Le problème, c'est que je me suis décarcassé pour trouver des cassettes conversationnelles complètes. Je n'en ai pas trouvées. Avis aux bonnes volontés...

Ces fameuses cassettes, elles existent à coup sûr pour de nombreux cours prononcés, au Collège de France aussi, par un autre de ses illustres professeurs disparus: Michel Foucault. Deux auditeurs assidus, devenus des donateurs généreux, et bien inspirés, en ont même déposé copie au Collège de France après la mort de l'auteur des Mots et les Choses.

Il y a cependant une «affaire Foucault», comme il y a une «affaire Barthes». Le vieux conflit de l'oral et de l'écrit, toujours, la famille de Michel Foucault a assigné devant la justice française un petit éditeur italien qui a publié la transcription d'un cours prononcé au Collège de France. Un arbitrage, demandé par le tribunal, est en cours. Il s'annonce difficile, même si la cause de l'écrit pirate paraît simple à juger, toujours au nom de la loi sur la propriété littéraire.

Michel Foucault avait, en effet, légué à une autre personne, Daniel Defert, son appartement et tout ce qui s'y trouvait — donc ses manuscrits — et assorti ce testament d'une brève mention: «Pas de publications posthumes».

Daniel Defert se bat, non sans trouble et désarroi, pour faire respecter cette volonté de Michel Foucault, qui lui aurait plus d'une

fois demandé: «Ne me faites pas le coup de Kafka».

S'il se dit choqué par le fait que la demande insatiable du public «définie l'œuvre» désormais, fût-ce contre la volonté de son auteur, s'il refuse de trahir «l'exigence morale» à lui transmise par Michel Foucault, Daniel Defert ne sait pas au juste comment se sortir des difficultés et des contradictions auxquelles pourrait le conduire son inconfortable position.

Une édition des œuvres de Michel Foucault est, en effet, en préparation aux Editions Gallimard. Un Centre Michel-Foucault, dirigé par son ancien assistant François Ewald, a été créé et ne peut qu'être associé à ce projet. Or cette publication peut difficilement faire «l'impasse» sur les cours prononcés au Collège de France par Michel Foucault. Comment établir cette édition?

Avec les seules transcriptions des bandes existantes? A l'aide des manuscrits de Foucault? Daniel Defert soutient, à peu près seul, que les cours de Foucault étaient «intégralement rédigés». Dans ce cas, il détient l'original doublé d'une source de variantes très importantes si des modifications ont été apportées par l'auteur oralement.

Daniel Defert reconnaît aussi que l'érudition multiforme de Michel Foucault rend indispensable tout ce qui peut éclairer sur ses références théoriques, historiques, etc. Peut-il alors affirmer qu'il ne serait «pas choqué de détruire» ces manuscrits ou de faire par testament demande de

Foucault et Lacan suscite procès et polémiques

destruction de la correspondance de Foucault?

Au vrai, tout en combattant à l'avance une médiation qu'il préjuge favorable à la famille de Michel Foucault, à la cause normalisée d'une édition canonique, l'homme qui est chargé de défendre la lourde interdiction («Pas de publications posthumes») paraît tout aussi tourmenté par la recherche d'un moyen, moralement acceptable, de la transgresser.

L'ambiguïté tourne ici autour de la notion de «publication». La parole des «maîtres à penser» (et de tout professeur qui n'a pas besoin de ce label pour être estimable) est-elle publique, publiée au sens ancien du terme, du seul fait d'avoir été proférée dans un lieu ouvert, devant n'importe qui? Ou bien est-elle, derechef, enclose, surtout après leur mort, dans le cadre strict de la loi de 1957?

Ce cadre, opportunément protecteur pour les auteurs en général, paraît aussi un peu étroit, compte tenu de la nature du problème posé. M<sup>me</sup> Annie Prassoloff, maître de conférences à l'université Paris-VII, remarque que la question est prisonnière d'un «droit français très personneliste». Elle suggère, pour résoudre de tels cas, et dépasser les apories actuelles, de «ne pas rapporter l'œuvre exclusivement à l'auteur mais aussi à des circonstances collectives».

Ce pourrait être, en effet, une façon nouvelle et plus constructive d'éviter les cas «d'abus notoire dans l'usage ou le non-usage du droit de divulgation» que prévoit la loi de 1957. Dans sa sagesse, ce texte ne dispose-t-il pas que «le tribunal peut être saisi notamment par le ministre chargé des arts et des lettres»? L'affaire Lacan est une autre traduction signée de ces difficultés. Le grand du psychanalyste, Jacques-Alain Miller, se voit adresser des critiques toujours plus vives et plus nombreuses à propos des conditions de publication des séminaires encore inédits — la plupart — du théoricien qui entendit avec éclat faire retour à Freud. Lenteur excessive, erreurs innombrables qui font l'objet de colloques et de publications (Le Transfert dans tous ses états suivi de Pour une transcription critique des séminaires de Jacques Lacan, EPUF, 1991), gestion politique et trop «personnaliste» de l'œuvre et des papiers reçus en héritage: rien ne manque à ce catalogue de reproches qui semble laisser de marbre et Jacques-Alain Miller et les éditions du Seuil.

Pourtant, là encore, des solutions paraissent plausibles: une édition critique confiée, sous l'autorité du CNRS ou d'une instance reconnue par les ayants droit, à un collectif. Et, pourquoi pas, la diffusion sous forme de cassettes des séminaires. De véritables collections de ces enregistrements existent, qui ruinent l'argument incertain de François Wahl à propos de Roland Barthes (le département de français de l'université de Kyoto possède des enregistrements et il s'en trouve sûrement de moins lointains).

Un psychanalyste parisien, Patrick Vatas, possède une telle collection, avec des enregistrements remontant à 1969. Il trans-

pose à ses frais, sur support numérique, ses bandes pour en assurer la conservation. Il s'est déclaré prêt, sans exclusivisme «sectaire», à en assurer la divulgation dans des conditions normales.

La rumeur psychanalytique parisienne «spéciale» à une analyste aujourd'hui très âgée, qui fut longtemps proche de Jacques Lacan, la possession d'enregistrements qui remonteraient jusqu'en 1962. Pourquoi attendre, dans ces conditions, et quoi? En dépit des déclarations d'intentions réitérées, les héritiers de Jacques Lacan n'ont sur ce point jamais bougé. Le succès de bandes vidéo de Lacan ou de Foucault, édités dans des conditions normales, donne pourtant à penser que la seule cause de l'écrit ne saurait plus aujourd'hui mobiliser les énergies de ceux qui gèrent la parole des maîtres disparus.

## Le rôle des institutions

Et lorsqu'ils ont appartenu à une institution prestigieuse telle que le Collège de France, on comprend mal, malgré les louables soucis de respect des textes ou des volontés, que ces institutions ne prennent pas une part active, qui serait aussi une caution scientifique, à la cotation de cette parole laissée dans son espace oral premier ou transcrit. Or c'est précisément ce que le Collège de France a refusé de faire, en mars 1987, pour Michel Foucault.

Il est, certes, difficile de bien faire. Interrogée par nos soins, Luce Giard, qui veille sur les droits de l'historien disparu Michel de Certeau, nous indiquait que la seule institution à avoir jusqu'ici enfilé les règles posées par ce dernier (pas de publication qui n'ait été revue par ses soins) était... le Monde. Même compréhensibles, le son d'information et la hâte journalistique nous ont fait difficilement, sans contrôle ni consultation, un entretien posthume qui mélangait une version revue et une transcription brute d'une conversation et un texte abusivement présenté comme écrit par Michel de Certeau peu avant sa mort (1986), alors qu'il remontait à 1975. Dont acte.

Pour éviter à l'avenir toutes les petites et grandes affaires de ce genre, il faudra bien, après les échanges de prétoires et les constats d'arbitrage (tant mieux s'ils y contribuent), élaborer de nouvelles pratiques, afin que la parole des maîtres disparus ne soit ni traitée comme un dix-neuvième siècle, ni ensévelie ou galvaudée par les abus du respect ou ceux de l'irrespect.

A moins de rêver, comme Daniel Defert dans son doute, à une efflorescence sympathique mais probablement pas toujours salvatrice ni supportable, d'actions de piraterie. La loi et les éditeurs n'y trouveraient pas leur (s) compte(s). Et une telle déqualification sauvage transmettrait peut-être la part de révolte, d'anarchie ou d'ironie souvent contenue dans la parole de ces maîtres. Au risque de reléguer au second plan le reste, «l'essentiel» inlassablement quérismé. Que ce soit par consumérisme culturel ou pour en renouveler complètement les formulations répétées les plus définitives.

Michel Kajman

3<sup>e</sup> FORUM LE MONDE - LE MANS

## COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Intervenants : J. ANDREAU, J. de BOISSIEU, H. BOURGUIGNAT, P. CHALU, D. COHEN, A. COTTA, G. COTTEREAU, J. DEFLASSEUX, J. J. DERRIDA, P. FABRA, J. GUETTER, B. GUBERT, G. GUBERT, M. GUILLAUME, M. HENRY, D. KESSLER, J. LESOURNE, R. LION, B. MARIS, M. MENARD, A. de MIJOLLA, J. V. NGUYEN QUOC, E. ORSENA, F. RACHLINE, J. M. SERVET, M. SELL, J. M. THIEVAL, M. C. TAYLOR, J. M. THIEVAL, M. UZAN, J. L. VIEILLARD-BARON

LUNDI 28, MARDI 29, MERCREDI 30 OCTOBRE 1991

PALAIS DES CONGRES ET DE LA CULTURE - LE MANS

Informations : FORUM LE MONDE - LE MANS, Palais des Congrès et de la Culture, CITE GENOMANE 72000 LE MANS, Tél. : (06) 43 24 22 44, Télécopie : (06) 43 28 33 68

organisé par : LE JOURNAL LE MONDE, LA VILLE DU MANS, L'UNIVERSITE DU MANS

Le Monde

## Ce récit d'un écrivain serbe, Miroslav Popovic...

### J'ai oublié le titre, aidez-moi.\*

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans votre : Popovic, Miroslav



## BILLET

## Crise et cycles

La France vit, depuis plus d'un an, une période difficile, le chômage augmentant en même temps que se ralentissent l'activité industrielle et la progression du pouvoir d'achat. Du coup, le pays semble divisé sur la politique économique à suivre, le gouvernement répétant qu'il faut continuer sur la même voie (lutte contre l'inflation et les déficits) alors que les syndicats et certaines personnalités politiques assurent qu'il faut imaginer autre chose. Parmi les solutions alternatives proposées : l'acceptation de plus d'inflation et de plus de déficit budgétaire. Difficile de savoir si l'idée de l'inflation et du déficit comme solution à nos maux est l'expression d'une volonté largement partagée au sein du pays ou seulement des foudrées de quelques députés et professeurs. On serait tenté de choisir la deuxième explication tant fut concluante - au mauvais sens du terme - l'expérience de relance tentée en 1981 par la gauche qui venait d'arriver au pouvoir : dans un monde en crise économique, la France se trouve bel et bien au bord du gouffre financier sans pour autant que la croissance économique se soit accélérée ou que le chômage ait diminué. Il n'empêche que le désarroi des jeunes, des adultes et des travailleurs âgés ne trouvant pas d'emploi trouble les esprits et probablement les jugements. On retrouve l'écho de ce trouble dans les propos tenus par M. Edouard Balladur, qui débattait du chômage avec M. Pierre Bérégovoy, mercredi 16 octobre sur TF1. « On parle de crise depuis 1973 », s'est-il un moment impatient l'ancien ministre de l'économie et des finances. Pressé révélateur d'une croyance, celle-ci : la France vivrait dans la crise depuis presque vingt ans. Ce sentiment qui, bien sûr, aggrave le pessimisme actuel ne correspond pas à la réalité. Le pays est sorti de la crise mondiale plus tardivement que les autres nations, mais il en est sorti à la mi-1987 et a vécu trois années de forte croissance économique, au cours desquelles il a créé beaucoup d'emplois (800 000), a beaucoup investi (+ 32 % en volume) et beaucoup consommé. Cette phase de haute conjoncture a pris fin à la mi-1990. Ce que les Français oublient est qu'il existe des cycles conjoncturels qui voient se succéder périodes de prospérité et périodes de repli. Ces cycles, qui existent depuis le dix-neuvième siècle et ont été clairement identifiés, aux États-Unis notamment, ont la vie dure. On en connaît encore beaucoup d'autres. Cela signifie qu'une période de reprise succédera au ralentissement actuel et que cette reprise n'est probablement plus très éloignée. Dérisonnable donc de tout remettre en question à chaque fois qu'arrive de nuages. Surtout quand les politiques menées sont bonnes.

ALAIN VERNHOLES

**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, Av. de la République 75001 PARIS  
Tel. 43.57.46.35 Métro: PARMENTIER

Voulant consolider ses positions dans l'hôtellerie et la restauration

## Accor lance une OPA de 4 milliards de francs sur la Compagnie des wagons-lits

Accor, deuxième groupe hôtelier mondial, vient de lancer une offre publique d'achat sur le capital de la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL), où il était entré en 1990. Une opération qui va lui permettre de passer au premier rang et qui met fin aux querelles entre actionnaires de la CIWL (le Monde du 17 octobre).

Une histoire va s'achever : après bien des soubresauts, la Compagnie internationale des wagons-lits, cette entreprise de tourisme plus que centenaire, née du Péra Palace de Constantinople et des sleepings, va connaître bientôt un ultime avatar : son rachat par le groupe Accor, deuxième hôtelier mondial, fortement présent aussi dans la restauration et les services. Celui-ci vient de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur le capital de la Compagnie, où il était entré en juillet 1990, dans la foulée de la Société générale de Belgique, et dont il était déjà l'hôtelier depuis les printemps derniers.

L'opération s'est faite en deux temps. *Primo*, par une augmentation de capital réservée de 2,85 milliards de francs belges (environ 470 millions de francs français), Accor est passé de 20 % à 80 % du holding Cobefin, constitué avec la Générale de Belgique et détenant un peu moins de 25 % des Wagons-Lits. *Secundo*, Cobefin a lancé à son tour une OPA sur la majorité du capital de la CIWL, au prix de

8 650 francs belges l'action (environ 1 440 francs français).

Un prix intéressant qui, sans atteindre les niveaux records de l'été 1990, dépasse de 25 % le cours actuel, déprimé par les résultats médiocres de la Compagnie et les incertitudes sur son avenir. Le total représenterait 22 milliards de francs belges, soit près de 4 milliards de francs français. La CIWL, toujours détentrice d'un enviable patrimoine d'hôtels et de restaurants, complétant le tourisme et le ferroviaire, et de rentes confortables, et toujours courtisée malgré ses malheurs, a trouvé un conjoint, après six années de luttes entre des actionnaires divisés, et une succession de stratégies inachevées.

## Des stratégies inachevées

D'abord, sous l'égide de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, premier actionnaire de la CIWL, M. Antoine Veil, ex-président d'UTA, entreprit à la fois une réorganisation et une relance de l'hôtellerie et des diversifications vers la location de voitures (Europcar) et de bateaux. Lui succéda M. Pierre Bellon, président de Sodexho, appelé par les actionnaires belges inquiets de ces initiatives. Ayant acquis 18,6 % de la Compagnie, il tenta une manœuvre sur son secteur le plus dynamique pour constituer le premier groupe mondial de restauration collective, son propre métier. Enfin, la sortie du groupe Bruxelles-Lambert, redon-

nant la main à la Caisse des dépôts contre M. Bellon, permit l'arrivée des dirigeants du groupe Accor pour prendre en charge l'hôtellerie et réorganiser un Yalta de la restauration entre leur propre groupe, les Wagons-Lits et Sodexho, trois poids lourds européens.

Mais les deux présidents d'Accor, MM. Paul Dubrule et Gérard Pélissier, ne s'en sont pas tenus là. Pour la première fois, l'offensive porte sur la totalité du capital de la CIWL, et l'opérateur ne s'attendra pas seulement des postes d'administrateur ou d'administrateur délégué, mais aussi la majorité des actions. De quoi assurer, comme le dit Accor dans son communiqué, à la fois un actionariat stable, et « donner au management le moyen d'agir dans la durée ».

Cette prise de contrôle était prévisible... pour plus tard : M. Etienne Davignon avait souligné qu'au sein de Cobefin « les parts pouvaient s'inverser », et MM. Dubrule et Pélissier avaient reconnu que leur participation dans Wagons-Lits pouvait s'étendre. La décision a été hâtée par les disputes entre actionnaires sur le rachat d'une branche des Wagons-Lits, l'hôtellerie, que M. Jean-Marc Simon, le nouveau président de la CIWL, souhaitait céder à Accor. Les dirigeants du groupe hôtelier n'étaient pas pressés (« Ce n'est pas parce que nous faisons une évaluation des actifs que nous allons acheter », nous disait en juin M. Dubrule). Mais, compte tenu de la nécessité de renouveler le mandat de gestion qu'ils détenaient, du prix des actifs hôteliers, ils ont

préférés, quitte à payer davantage, se porter candidats sur la totalité de la Compagnie.

Le jeu est à leur portée : ayant refinancé l'achat de la chaîne Hôtel 6, le groupe ne dispose-t-il pas, après ses augmentations de capital de 4,5 milliards de francs belges ? Il n'aura pas besoin de les sortir, mais il peut obtenir les crédits dont il a besoin. L'acquisition n'est pas négligeable : elle doublera le chiffre d'affaires consolidé du groupe Accor, et celui-ci compte bien à moyen terme en doubler la rentabilité (200 millions de francs de bénéfice net attendus en 1991).

## Priorité aux « industriels »

Elle lui permettra de consolider sa primauté dans l'hôtellerie économique et de moyenne gamme (de une à trois étoiles) et de se renforcer dans le haut de gamme, face aux Britanniques (Holiday Inn, Hilton, THF) et aux Américains. Les hôtels de la CIWL ont déjà des résultats estimables, même si les dirigeants d'Accor se flattent de faire mieux : ils ont mieux résisté que leurs partenaires à la crise de 1991.

Accor va aussi doubler son influence dans le domaine de la restauration collective. Et MM. Dubrule et Pélissier, qui ont découvert le tourisme et lancé récemment un tour-opérateur, apprécieront le réseau d'agences de voyages de la Compagnie, premier distributeur européen de voyages d'affaires, malgré ses faiblesses (en Allemagne, notamment, et aux États-Unis). Il restera à consolider le ferroviaire (les wagons-lits proprement dits, qui compensent actuellement les pertes de la restauration à bord des trains), menacé à terme avec le développement des lignes à grande vitesse. Et à assurer la rentabilité d'Europcar (locations de voitures).

L'opération en cours (qui doit se clore le 4 novembre) traduit une double évolution. En premier lieu, les « financiers », qu'il s'agisse de la Caisse des dépôts ou de la Générale de Belgique, cèdent le premier rôle à un groupe qui a fondé son succès sur la gestion. La SGB, handicapée par son endettement, n'interviendra plus qu'en soutien. Quant à la Caisse, elle verra Accor mettre en œuvre ce « rôle touristique français » cher au cœur de M. Lion. Mais elle adopte un profil bas dans le secteur touristique, où elle est fort présente. L'une et l'autre semblent se replier sur leurs participations dans le capital d'Accor, dont elles sont les premiers actionnaires. M. Lion ne cache pas son intention de porter sa part de 7 % à 10 %.

En second lieu, l'autorité sur la CIWL, société restée de droit belge bien que son siège soit depuis longtemps à Paris, va échapper de plus en plus à Bruxelles. Les Belges avaient déjà perdu beaucoup d'influence au moment du départ du groupe Bruxelles-Lambert. Le rachat par la SGB était considéré par beaucoup comme un masque : celui-ci tombe aujourd'hui, ce qui risque d'être mal accueilli outre-Quévain.

GUY HERZLICH

## Dans l'Allier

## Nouveaux incidents entre forces de l'ordre et agriculteurs

La trêve aura été de courte durée dans l'Allier où de nouveaux incidents ont opposé, mercredi 16 octobre, agriculteurs et forces de l'ordre, faisant plusieurs blessés.

Tout a débuté par l'interception, mardi, d'un camion, en provenance de Pologne, transportant cinquante-cinq vaches à destination des îles Canaries, où elles devaient être abattues. Trois cents agriculteurs, de l'Allier, de Saône-et-Loire, de la Nièvre et du Puy-de-Dôme, entendaient attirer l'attention des pouvoirs publics, estimant que « ces animaux étaient certes issus de pays tiers et abattus à l'extérieur de la CEE, mais y revenaient ensuite en carcasses ».

Mercredi, quatre véhicules de gendarmerie et de police ont été renversés. Les agriculteurs, qui se sont rendus ensuite à la préfecture, se sont heurtés aux forces de l'ordre à proximité de Moulins. La situation est demeurée tendue jusqu'au début de soirée et le calme n'est revenu qu'après la remise en liberté de six agriculteurs interpellés. - (Corresp.)

## Répondant à une demande française

## Bruxelles propose un relèvement de la « prime à la vache allaitante »

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Répondant à une demande de M. Louis Mermat, la Commission européenne vient de proposer aux Douze qui pourraient en débattre dès le 21 octobre) de relever sensiblement le montant de la « prime à la vache allaitante », une des composantes importantes du revenu de l'éleveur. La Commission espère contribuer à détendre l'atmosphère dans les zones d'élevage et pouvoir de la sorte engager dans de meilleures conditions le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC).

La partie de la prime prise en charge par le budget européen serait de 40 à 50 écus par tête (de 316 à 395 francs). Le complément susceptible d'être payé par les États membres serait relevé, lui, de 25 à 35 écus par animal (de 197 à 276 francs). Au total, la prime maximum pourrait donc désormais atteindre 85 écus par vache, pour les 40 premiers animaux au lieu de 65 écus aujourd'hui (671 au lieu de 513 francs). Dans l'esprit de la Commission, ce coup de pouce ne devrait être que le début d'un processus favorable aux producteurs de viande. Dans ses propositions sur la réforme de la PAC, elle suggère en effet de faire passer la part de la prime prise en charge par le budget européen à 55 écus en 1993, 65 en 1994, 75 en 1995.

Ph. L.

## En marge de la réunion du Fonds monétaire international

## Les États-Unis s'opposent à la reprise de l'aide au Vietnam

BANGKOK

de notre correspondant

Les efforts français en vue de faciliter l'accès du Vietnam à des crédits internationaux ont de nouveau échoué, mercredi 16 octobre à Bangkok, lors d'une réunion entre seize pays donateurs à l'occasion des assemblées générales annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Paris a dû s'incliner une fois de plus devant la volonté de Washington d'appliquer strictement un embargo économique qui vient d'être reconduit pour un an par les Américains. Un haut fonctionnaire de la Banque mondiale, M. Moeen Qureshi, a toutefois estimé que Hanoï pourrait, dès le premier semestre de 1992, avoir accès à des prêts de la banque.

Les arrières du Vietnam à

l'égard du FMI, à l'origine de la suspension des crédits, s'élève à 138 millions de dollars (800 millions de francs). Depuis deux ans au moins, Paris s'efforce de trouver une solution qui permettrait au Vietnam d'avoir de nouveau accès à son soutien financier du Fonds. Les Français ont proposé cette fois-ci qu'un groupe de pays donateurs réunisse entre 150 millions et 200 millions de dollars. La France est prête, pour sa part, à avancer 50 millions de dollars et l'Australie a déjà annoncé une contribution de 4 millions de dollars.

Mais ces propositions se sont de nouveau heurtées à l'hostilité des Américains, qui imposent au Vietnam, depuis son intervention militaire au Cambodge en 1978-1979, un strict embargo économique. Tout en reconnaissant que le Vietnam a joué le jeu sur la question cambodgienne en acceptant un

règlement sous l'égide de l'ONU, qui sera signé la semaine prochaine à Paris, les États-Unis demandent aux Vietnamiens de faire un effort supplémentaire dans la recherche des militaires américains disparus pendant la guerre, dans la normalisation des relations bilatérales et la libération de cadres de l'ancien régime de Saïgon encore détenus.

A la suite du retrait de l'aide soviétique cette année, les réformes économiques entreprises par le Vietnam depuis quatre ans sont menacées par l'impossibilité de recourir à des crédits internationaux. Le règlement de ses arriérés à l'égard du FMI, selon la formule avancée par les services de M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, aurait permis à Hanoï de bénéficier d'une assistance internationale encore limitée mais vitale.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## M. Grigori Iavlinsky : l'économie le dernier lien entre les Républiques soviétiques

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Répondant avec d'autant plus d'enthousiasme que la question ne comportait moins, M. Grigori Iavlinsky, le promoteur du projet d'union économique en URSS, a tenu pendant une heure et demie, le 16 octobre, une conférence de presse à laquelle s'étaient précipités bon nombre des journalistes réunis à Bangkok.

Sur quoi porteront les entretiens qui doivent se dérouler à Moscou d'ici à quinze jours entre les dirigeants soviétiques et les représentants des sept ministres des finances ? « J'ai préparé moi aussi beaucoup de chiffres et je pourrais vous les citer, mais ce que j'essaie de faire, c'est de répondre honnêtement. La seule chose que je puisse dire, c'est que l'ampleur des problèmes posés mérite un soutien intellectuel ! D'où l'importance pour nous de travailler avec le Fonds monétaire et la Banque mondiale. »

La grande affaire pour l'union soviétique russe qui, à Bangkok, est venue préparer le terrain pour une

véritable négociation entre Moscou et les Sept, c'est de défendre le traité économique entre le centre et une dizaine de Républiques.

Quand on lui demande ce qu'il pense des propos de M. Mikhaïl Gorbatchev, et selon lesquels le traité d'union économique devrait être considéré comme l'auxiliaire d'un engagement politique, il s'exclame : « Je suis sûr de ce point en désaccord avec lui. D'abord parce que le traité lui-même est déjà, dans une certaine mesure, un traité politique mais surtout, de quoi s'agit-il ? Auparavant, trois éléments unissaient les Républiques : un ennemi commun, une idéologie commune, une économie commune. Mais rien de tout cela n'existe plus. Je préfère ne pas recommencer par créer un ennemi commun ! Reste comme lien possible l'économie. Par la suite, il faudra peut-être, pour aborder les autres questions, attendre cinq, dix, vingt ans ou, qui sait, deux ans seulement. On verra... »

Lui demande-t-on si l'union sera assortie d'une monnaie commune, il répond : « Com-

ment fonctionne le système monétaire aux États-Unis. Le système de réserve fédérale n'est-il pas responsable pour assurer la régulation de l'ensemble ? La Banque du Japon ne procède-t-elle pas de la même façon ? La compensation vaut ce qu'elle vaut, mais il faut aller vite. Cela dit, M. Iavlinsky déclare que les Républiques doivent être « indépendantes » au sens traditionnel où l'humanité comprend cette notion.

Mais le traité d'union économique peut aider à résoudre moins problèmes. Il donne un exemple : « Parlons des frontières entre les différentes Républiques. Tout au plus 20 % de ces frontières font l'objet d'une reconnaissance par « quelqu'un » car il serait souvent difficile de préciser qui est ce quelqu'un. Quant aux 80 ou 85 % restants, ce sont des lignes de séparation symboliques. Comment attribuer à l'une ou à l'autre République le pétrole qui peut se trouver là ? »

PAUL FABRA

## AVIS

(Publicité)

Par décision en date du 15 octobre 1991, le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Étrangères et le Secrétaire d'Etat chargé des Grands Travaux ont arrêté le principe et les modalités de réalisation du nouveau Centre de conférences internationales de Paris.

Cet équipement sera édifié sur le terrain situé 25 à 55, quai Branly, et 198 à 224, rue de l'Université, à Paris, 7<sup>e</sup> arrondissement.

Le public peut prendre connaissance de cette décision à la Préfecture de Paris, Direction de l'Urbanisme et des Actions de l'Etat, bureau de l'urbanisme, 50, avenue Daumesnil, à Paris-12<sup>e</sup>.

هكزا من الشمل

## ÉCONOMIE

### CORRESPONDANCE

#### Une lettre de M. Bérégovoy

Après la publication d'un article sur la décentralisation des emplois publics intitulé « Géographie gouvernementale » (le Monde du 27 septembre), M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, nous a adressé la lettre suivante :

Contrairement à ce que vous écrivez, j'ai toujours été un ardent défenseur de la décentralisation des emplois publics et le ministère que je dirige a très largement montré la voie en ce domaine.

Le ministère de l'économie, des finances et du budget dispose en effet d'un plan de localisation portant sur 220 000 mètres carrés, qui a été approuvé en 1983, et dont le comité de décentralisation a relevé en 1989 l'accomplissement et l'excellence.

Il traduit parfaitement la volonté de contribuer à un double rééquilibrage, à l'intérieur de la

région Ile-de-France et de Paris vers la province.

En Ile-de-France, le ministère des finances est le seul à s'être largement implanté à l'Est. Outre le regroupement sur le site de Bercy, il contribue activement au développement du pôle de Marne-la-Vallée, où sont d'ores et déjà installés l'Ecole nationale des services du Trésor et le magasin central, qui seront rejoints, au printemps 1992, par le centre informatique polyvalent de la direction générale des impôts. Ce mouvement se poursuivra par l'implantation de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique et par d'autres transferts portant sur 30 000 mètres carrés de droits à construire. L'imprimerie nationale construit également une nouvelle usine à Bondoufle, près d'Evry, qui sera opérationnelle l'année prochaine.

Les services nationaux du ministère des finances sont également très présents en province, notamment par les écoles de formation (école des douanes à La Rochelle et Rouen, école des impôts à Clermont-Ferrand, école du cadastre à Toulouse, école de la DGCCRF à Montpellier) et par les établissements de production des Monnaies et médailles à Pessac et de l'imprimerie nationale à Douai.

J'ai moi-même fait délocaliser le service des pensions (450 agents) à Nantes en 1984 et 1985 ainsi que, dernièrement, des antennes de la construction et des affaires immobilières à Marseille, Lyon, Strasbourg, Nantes et Toulouse.

Au total, ce sont près de 1 500 agents de nos services nationaux qui sont installés hors de Paris. Par ailleurs, les espaces libérés dans la capitale sont de préférence utilisés pour des programmes de logements sociaux, à la satisfaction déclarée du comité de décentralisation. Tout cela vous démontre les efforts substantiels accomplis par mon département ministériel pour contribuer à une meilleure répartition des activités sur le territoire national.

Ces efforts seront poursuivis mais les administrations financières doivent également faire face, à l'ici à 1993, à une adaptation sans précédent de leurs missions et structures.

Cette évolution va nécessiter une très forte implication de nos personnels dans les mois qui viennent. Nous devons donc être attentifs à cet aspect-là si nous voulons rassembler les conditions de succès pour le passage au marché unique, qui comportera lui-même des incidences sur notre aménagement du territoire.

### INDUSTRIE

#### L'entrée des Assurances générales de France dans La Union y El Fenix est contestée

L'opération de vente aux Assurances générales de France (AGF) pour 2,5 milliards de francs de l'équivalent de 24 % de la compagnie d'assurances espagnole La Union y El Fenix (UFE) par le groupe bancaire espagnol Banco Espanol de Credito (Banesto) « a été conçue pour échapper au fisc », a affirmé le secrétaire d'Etat à l'économie, M. Pedro Perez.

En conséquence, la direction des transactions extérieures du ministère de l'économie a ouvert une enquête pour infraction présumée en matière de contrôle des changes et demandé au Banesto des informations sur sa filiale hollandaise Corporation Banesto International BV, que le groupe bancaire souhaite utiliser pour percevoir le paiement de l'opération (le Monde du 23 mai).

Selon l'administration, le Banesto ne lui a pas fait de déclaration préalable à la constitution en juin dernier de cette filiale dans les Antilles néerlandaises. De son côté, le Banesto a réitéré ses accusations.

Les AGF se sont jointes, lundi 14 octobre, à leur partenaire espagnol pour nier avoir pris part à une opération qui aurait enfreint les règles de changes. Elles soulignent que l'accord conclu avec le groupe bancaire a été ratifié le 1<sup>er</sup> octobre par la direction générale des assurances espagnoles.

#### Les suites de l'affaire De Havilland

#### M. Bangemann demande une modification de la procédure de contrôle des concentrations

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les remous provoqués par la décision de la Commission européenne d'interdire l'acquisition de De Havilland par l'Aérospatiale et Alenia viennent d'avoir leurs premières conséquences à Bruxelles : M. Martin Bangemann, le vice-président de la Commission chargé de la politique industrielle, qui avait voté contre l'interdiction faite au rachat de De Havilland, a adressé, le 9 octobre, une lettre à M. Jacques Delors et à Sir Leon Brittan, leur demandant que la procédure interne de la Commission concernant la mise en œuvre du règlement

sur le contrôle des concentrations soit modifiée. Il estime opportun que, désormais, Sir Leon Brittan et sa direction générale de la concurrence ne soient plus les seuls chefs de file, mais que les autres directions générales concernées par la concentration examinée soient pleinement associées aux principales phases de l'instruction du dossier.

Dans l'esprit de M. Bangemann, cela devrait permettre aux responsables de la politique industrielle d'intervenir plus efficacement et de présenter, au bout du compte, à l'approbation de la Commission un projet d'avis plus équilibré. Cette dernière examinera cette suggestion la semaine prochaine.

Ph. L.

#### Le gouvernement norvégien au secours du système bancaire national

Le gouvernement norvégien a déclaré, lundi 14 octobre, qu'il allait prendre des mesures pour sauver le système bancaire national après l'annonce, le même jour, de l'insolvabilité et de la suspension de cotation de la Christiana Bank, deuxième banque du pays.

En attendant une restructuration complète, le gouvernement envisage un apport de capitaux publics supplémentaires dans un organisme d'Etat destiné à venir à la rescousse des banques. Celui-ci est déjà intervenu cette année pour injecter

2,6 milliards de couronnes norvégiennes (2,26 milliards de francs) dans Christiana Bank et Fokus Bank, numéro trois du pays.

Le système norvégien et, plus généralement, celui des banques scandinaves connaissent les mêmes difficultés que les banques du reste du monde, et notamment des pertes, contre-coup de la déréglementation financière menée dans la décennie 1980. En Norvège, la crise a été aggravée par la stagnation de l'économie nationale, liée à la dépréciation du secteur pétrolier.



**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - T. DROUOT 42 280  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. - Exposition le matin de la vente.  
Régistre O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

#### SAMEDI 19 OCTOBRE

S. 5 et 6 - 14 h 30. Armes à système. Collection ARMAN. - M<sup>re</sup> LOUDMER.  
S. 9 - 16 h. Tapis d'Orient anciens et modernes. - M<sup>re</sup> ROGEON.

#### DIMANCHE 20 OCTOBRE

S. 8 - 14 h 30. Cagnes de collection. - M<sup>re</sup> LOUDMER.  
S. 9 - Lithographies. - M<sup>re</sup> ROGEON.  
S. 12 - Icones. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 14 - Vins et verrerie. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

#### LUNDI 21 OCTOBRE

S. 2 - Art chinois. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.

#### MARDI 22 OCTOBRE

S. 2 - Boules presse-papiers. - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 9 - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 14 - 14 h 15. Joaillerie. Objets de vitrine. Orfèvrerie. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. M. Fromager, Véronique Fromanger, experts. (Catalogue : poste 469).

#### MERCREDI 23 OCTOBRE

S. 4 - Livres. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 7 - Tableaux anciens et XIX<sup>e</sup>. Meubles et objets d'art. - M<sup>re</sup> DAUSSY, de RICOLES.  
S. 15 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 16 - Haute couture. Tissus anciens. Tab., bib., mob. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).

#### JEUDI 24 OCTOBRE

S. 5 et 6 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. M. Dillée, expert. (Catalogue : poste 469).

#### VENDREDI 25 OCTOBRE

S. 1 - Tableaux, bibelots, mobilier ancien et de style. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
S. 4 - Collection de M. X. Montres de poche des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 8 - 14 h. Grands vins et alcools. - M<sup>re</sup> LOUDMER.  
S. 10 - Tableaux anciens et modernes. Objets d'art et d'ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. Tapis. Tapisseries. - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN.  
S. 14 - Fourrures, cuir, accessoires. - M<sup>re</sup> JUTHEAU.  
S. 16 - 14 h 30 Dessins anciens. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. M. de Bayser, expert. Catalogue : poste 469. (Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07 poste 446.)

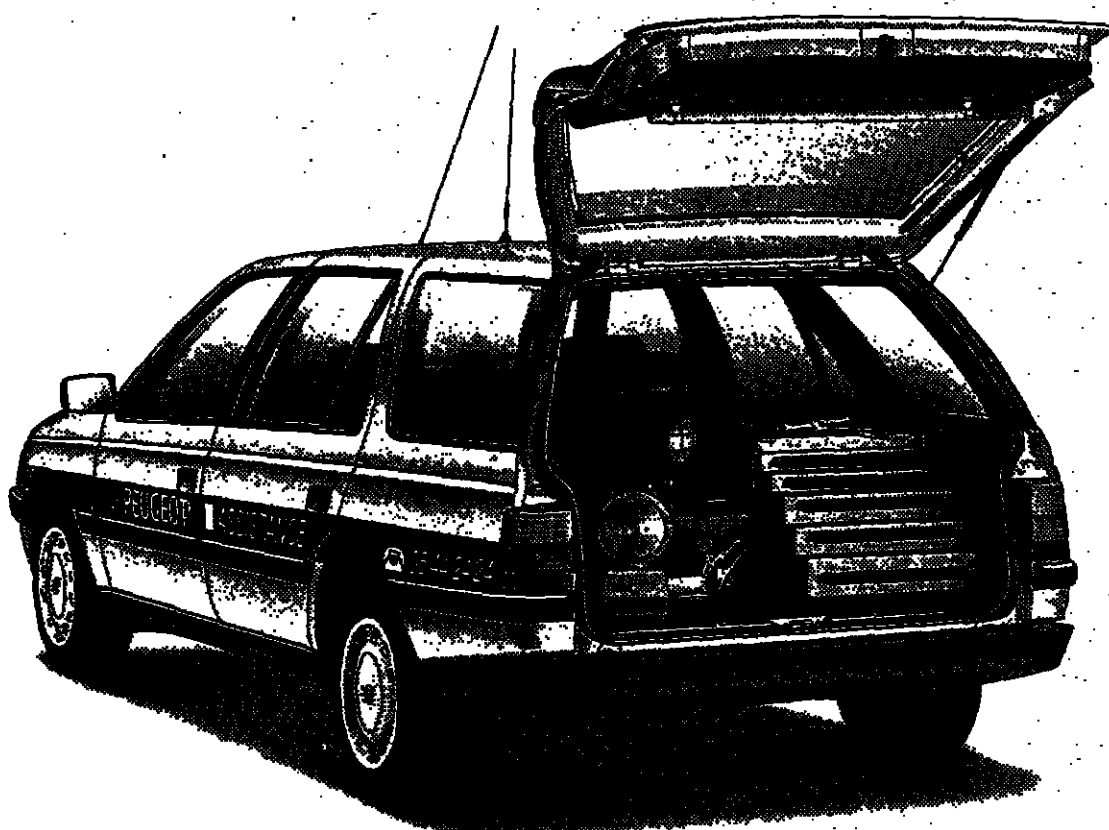
ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.  
OGER, DUMONT, 21, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

#### HIPPODROME DE VINCENNES

SAMEDI 19 OCTOBRE à :  
17 h 30 MOTOS DE COLLECTION  
19 h 30 AUTOMOBILES DE COLLECTION  
M<sup>re</sup> BOISGIRARD, commissaire-priseur.  
(Expo le 18-10 12/20 h et le 19-10 10/17 h).

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70  
MÉTHODE DE REVISION : 78 72 45 50  
• Techniques du commerce international  
D. NICOLLE 5<sup>ème</sup> éd. 1991  
• Etudes de cas de Comptabilité  
N. JOURNO 1<sup>ère</sup> éd. 1991  
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

**Vous connaissez beaucoup de modèles disponibles en 30 minutes, options comprises ?**



**PEUGEOT ASSISTANCE**  
sur place en moins de 30 minutes.

24 heures sur 24, 7 jours sur 7 où que vous soyez en France, les hommes de Peugeot Assistance répondent à votre appel et sont sur place en moins de 30 minutes, pour vous permettre en priorité de repartir au volant de votre véhicule. **N°VERT 05.44.24.24**  
Ils sont bien sûr au service de tous les automobilistes.

■ PEUGEOT et son réseau, priorité au service.





## COMMUNICATION

A la suite d'une procédure de mise aux enchères

## Quatre chaînes disparaissent du « paysage télévisuel » britannique

La commission indépendante de la télévision britannique (ITC) a rendu publics, mercredi 16 octobre, les noms des seize nouveaux titulaires des franchises télévisées du réseau privé ITV. Pour les gagnants de ces curieuses enchères, ce fut un jour de fête, pour les autres un événement dramatique, avec plusieurs milliers de licenciements à la clé. Quatre des chaînes les plus connues disparaissent du paysage télévisuel.

LONDRES

de notre correspondant

Les mieux informés ou les plus optimistes avaient mis des bouteilles de champagne au frais. Tout s'est déroulé en quelques minutes, mercredi matin 16 octobre, vers 10 heures, en direct sur le réseau ITV : d'un seul coup, s'est joué

l'avenir de seize sociétés de télévision privées, ainsi que le sort de plusieurs milliers de leurs employés. Certaines sociétés ont été récompensées par l'attribution d'une franchise longtemps convoitée, d'autres ont conservé celle qu'elles détenaient, les dernières se sont vues purement et simplement chassées de l'antenne : tel est le cas pour Thames, au profit de Carlton, de TV-am, au profit de Sunrise, de TVS, qui laisse la place à Meridian, de TSW, remplacée par Westcountry TV.

Dure journée : la commission indépendante ITC, composée de dix « sages », a fait part de ses décisions simultanément au moyen d'une conférence de presse, d'une annonce à la Bourse de Londres et par lettres transmises par télécopieur aux quelque quarante candidats à la reprise des franchises du réseau commercial d'ITV. Une longue et insupportable attente, commencée il y a cinq mois, lorsque la commission a entamé le processus d'examen des proposi-

tions financières qui lui étaient soumises, prenait fin (le Monde du 17 mai). Cette date du 16 octobre restera dans les mémoires de la télévision britannique comme celle d'un incroyable « happening », avec force festivités pour les vainqueurs et comme une journée noire, marquée par la suppression probable d'environ 2 200 emplois, pour les perdants.

Pendant une période de dix ans - renouvelable en 2003 - les sociétés choisies vont remodeler, par leurs programmes, une partie du paysage de la télévision britannique. Bien des séries vedettes, si elles ne sont pas rachetées (notamment par la BBC), vont disparaître. Incroyable procédure de mise aux enchères à huis clos ! Les impétrants devaient faire une offre confidentielle pour le rachat des franchises, sans bien sûr pouvoir connaître celle de leurs concurrents.

## A la discrétion des « sages »

Mais le plus riche n'était pas forcément le mieux servi : une garantie de qualité des programmes (plusieurs critères étaient pris en compte) était prévue et évaluée à l'entière discrétion des « sages » d'ITC, et cette clause devait faire, théoriquement, la différence. C'est ainsi que TSW, qui avait fait une enchère de 16 millions de livres, perd sa licence au profit de Westcountry TV (7,8 millions de livres, environ 80 millions de francs). Impossible pour les repreneurs, qui devaient évaluer la rentabilité future de la chaîne, en fonction de critères aussi évidents que l'évolution du marché de la publicité ou celui du taux d'inflation au cours de la prochaine décennie ! Certains ont misé sur la qualité, d'autres sur l'épaisseur de l'enveloppe financière qu'ils ont déposée sur la table. Beaucoup se sont trompés.

Thames, la plus importante des

stations, dont la couverture englobe toute l'agglomération londonienne, malgré une offre de 32,7 millions de livres (327 millions de francs), est supplantée par Carlton (le groupe Carlton Communications, dirigé par le millionnaire Michael Green, ainsi que le Daily Telegraph, le Corriere della Sera, etc.) qui avait « posé » 43,1 millions de livres sur la table. Thames, qui occupait ce « créneau » télévisé depuis vingt-trois ans, a annoncé qu'elle allait se reconvertir en société de production de programmes. Malgré tout, 1 000 de ses 1 400 employés devront chercher du travail ailleurs, peut-être chez Carlton.

TV-am, la télévision vedette du matin, qui a bouleversé les habitudes de millions de téléspectateurs, est chassée par Sunrise, pour 34,6 millions de livres, contre 14,2 millions ! TVS (audience dans le sud et le sud-est), malgré une enchère de 59,7 millions de livres (le record !), est également détrônée par l'offre plus modeste (36,5 millions) de Meridian. Enfin, Granada (nord-ouest) conserve sa licence, malgré une offre inférieure de 26 millions de livres à celle de son concurrent direct. D'autres stations, plus modestes, ont conservé sans coup férir leur quasi-monopole : aucun rival pour les stations écossaises ou irlandaises, qui se sont contentées d'enchères extrêmement modestes.

Mais le premier vainqueur du concours est d'abord le Trésor britannique, qui devrait empocher une redevance d'environ 370 millions de livres en 1993 (contre 159 millions en 1990). Les quatre stations malchanceuses ont annoncé leur intention d'entamer une action légale contre les arbitrages d'ITC, avec cependant un faible espoir : les critères de « qualité » ne sont pas publics, pas plus que l'ensemble des raisons qui ont motivé le choix des « sages ».

LAURENT ZECCHINI

■ **Démissions à « la Truffe ».** - Plusieurs membres de l'équipe du quotidien la Truffe, en désaccord avec sa ligne éditoriale, ont décidé de quitter le journal, a-t-on appris mercredi 16 octobre. Le « rédacteur » Michel Polak, le chef d'enquêtes Michel Honnorin et un journaliste du service politique, Jean-Michel Apathie, ont ainsi démissionné. Ce dernier met notamment en cause le ton des titres du journal et le manque de moyens. Selon la direction, la Truffe, dont le premier numéro a été publié le 30 septembre, diffuse actuellement plus de 13 000 exemplaires par jour sur Paris, ce qui correspondrait à une vente totale de 55 000 exemplaires.

■ **Démissions à « la Truffe ».** - Plusieurs membres de l'équipe du quotidien la Truffe, en désaccord avec sa ligne éditoriale, ont décidé de quitter le journal, a-t-on appris mercredi 16 octobre. Le « rédacteur » Michel Polak, le chef d'enquêtes Michel Honnorin et un journaliste du service politique, Jean-Michel Apathie, ont ainsi démissionné. Ce dernier met notamment en cause le ton des titres du journal et le manque de moyens. Selon la direction, la Truffe, dont le premier numéro a été publié le 30 septembre, diffuse actuellement plus de 13 000 exemplaires par jour sur Paris, ce qui correspondrait à une vente totale de 55 000 exemplaires.

A l'Assemblée nationale

## « Information spectacle »

Toutes tendances confondues, les députés sont désormais préoccupés par la dégradation de leur image à la télévision. Mercredi 16 octobre, lors d'une séance de questions au gouvernement, M. Michel Francq, député de l'Oise (PS), a recueilli un franc succès après de ses adversaires politiques en demandant à M. Georges Kiejman, ministre de la communication, d'intervenir auprès des chaînes de télévision pour les « amener à considérer que l'information réclame la mise en perspective et non la mise en scène » - une citation tirée du discours du président de la République au congrès de la presse de Montpellier (le Monde du 12 octobre). M. Francq a estimé que le gouvernement ne saurait rester « insensible » à des émissions comme celle « de Guillaume Durand » Les absents ont toujours tort, où la politique fait intrusion dans le show-biz. M. Kiejman a répondu que la

gouvernement n'était pas « insensible devant la dérive de l'information vers le spectacle ». Il a déclaré « honte » par la manière dont, au cours d'une émission (« Et si on se demandait ? », de Patrick Sabatier, sur TF-1, le 20 septembre), le personnel politique [avait été] divisé en deux grandes catégories, les « économistes de droite » et les « économistes de gauche » : chacun rétablit le mot qui a été régulièrement employé (1). Mais, quant à agir, la mesure de la communication s'est montrée plus réservée. Le CSA a pour seul pouvoir de valoir « au pluriel » et à l'Assemblée de l'information ». Quant au gouvernement, il se refuse toujours à censurer. Autrement dit, en la vulgarité ni la démagogie ne peuvent être considérées en infraction », a conclu M. Kiejman.

(1) Il s'agit de propos tenus par le journaliste Jean-Marie Bédard au cours de l'émission du 27 septembre.

Après le vote de défiance du personnel

## La direction de « Libération » redemande la confiance de ses actionnaires

Après le vote négatif de la rédaction de Libération sur le projet d'augmentation de capital nécessaire au lancement d'un magazine de fin de semaine (le Monde du 16 octobre), la direction a diffusé mercredi 16 octobre après-midi un communiqué indiquant : « Le personnel de Libération a tranché. (...) Parmi les motifs invoqués à l'appui de ce refus, se manifeste de surcroît une défiance envers la direction. Dans ces conditions, Serge July et Jean-Louis Peninou, PDG et directeur général, demandent, lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration qui se tiendra la semaine prochaine, de les confirmer ou non dans leurs fonctions à la tête du journal. » Le communiqué ajoute que « la direction sort renforcée dans sa conviction que Libération doit choisir le développement. Plusieurs chantiers majeurs doivent être ouverts rapidement : mise en œuvre du projet de développement de l'entreprise, refonte de notre constitution interne, amélioration de nos fonctionnements et de nos capacités rédactionnelles ». Précisant que « le projet de magazine était suspendu faute de plan de financement », la direction communiquera prochainement son analyse du vote du 14 octobre et soumettra, le 16 décembre, aux salariés de Libération « une déclaration d'orientation » sur les trois chantiers définis.

Au siège du quotidien, mercredi après-midi, la plupart des salariés « imaginaient difficilement que Serge July et Jean-Louis Peninou soient démis de leur fonction ». Beaucoup d'entre eux attribuaient le refus massif des propositions de la direction à une double exigence. La première concerne la nouvelle formule du quotidien, sans cesse ajournée, à laquelle la direction « doit s'atteler, plutôt que de s'occuper de sujets comme le magazine ». La seconde demande concerne la répartition des pouvoirs au sein du journal, qu'évoque en filigrane « la refonte de la constitution interne » citée par le communiqué de la direction. « Nous ne savons pas où va la direction avec son projet de nouvelle répartition du capital, fait remarquer un journaliste. Mais nous savons qu'elle réduirait le pouvoir des salariés. Pour notre part, nous souhaitons une séparation claire entre pouvoir politique et pouvoir des actionnaires. » La direction, pour sa part, était injoignable.

Y. M. L.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont PIC à Valence, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise le savoir des mets les plus fins.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

ATTENTION !  
VOUS N'AVEZ PLUS  
QUE  
QUELQUES JOURS  
POUR PARTICIPER  
AU GRAND PRIX  
FINANCIMAGE.



FINANCIMAGE  
GRAND PRIX  
DE L'IMAGE FINANCIERE  
INTERNATIONALE  
LES ECUS OR 1991

Cette compétition est ouverte à toutes les sociétés françaises cotées en bourse communiquant vers les places financières, et récompense les meilleures initiatives prises dans ce domaine.

Pour tout renseignement, contactez Carole BONNET.  
Tél. : (1) 40 93 98 40

Le Monde  
AVEC LA PARTICIPATION DU  
CFCF

Date limite  
de participation :  
26 octobre 1991

(Publicité)

18-21 Octobre / Grande Halle - La Villette / Paris

## PARIS CITE 91

Salon "Art et Nouvelles Technologies"

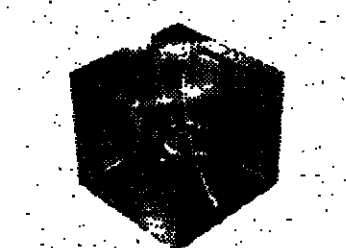
... L'OUVERTURE DES PORTES SUR L'AVENIR

■ **Francis BALAGNA**, quelle réponse apporte PARIS CITE au contexte de morosité que nous traversons ?

- Plutôt que d'évoquer cet état dépressif, je préfère souligner l'enthousiasme, la passion et le goût de l'effort des créateurs, des innovateurs, des chercheurs, des chefs d'entreprises que je rencontre journellement, et de l'équipe qui conduit PARIS CITE. Il me paraît préférable de libérer les énergies que de sombrer dans cette sinistresse qui naît souvent d'une analyse critique, passive et négative.

■ **Avec PARIS CITE**, quelle dimension nouvelle offrez-vous aux décideurs, aux entreprises ?

- Les constructeurs d'ordinateurs, d'instruments de musique, de machines et de systèmes divers, les innovateurs, mais aussi les créateurs et les intermédiaires trouveront dans PARIS CITE d'autres perspectives de marchés encore inexploités. En effet, il est indispensable que le monde des arts, des sciences, de la recherche et de l'industrie, dans un décloisonnement, élargisse l'utilisation de ses produits



suffisent pas. L'orientation et la formation, en fonction de l'évolution des marchés internationaux, est sans aucun doute une des clés de la création d'emplois. PARIS CITE peut aussi jouer un rôle révélateur pour des jeunes à la recherche de débouchés dans ce monde moderne en crise.

■ **Que proposez-vous au Grand Public de PARIS CITE ?**

- Le rêve, l'émotion, et mille découvertes. Par sa richesse d'innovateurs, de créateurs et d'entreprises venus du monde entier, PARIS CITE apporte la dimension complémentaire indispensable à la compréhension des Nouvelles Technologies. Une scénographie originale va des entrées les plus spectaculaires dans un univers artistique dont il sera les acteurs.

Horaires d'ouverture 10h-19h  
Nocturne samedi 19 jusqu'à 22h

PARIS CITE 91,  
Organisation Générale :  
MAIRIE DE PARIS  
ADAC  
Tél. (1) 43 26 29 99



مركز الاعلام

# Le Monde

## AFFAIRES

### Les grands magasins américains sont-ils des dinosaures ?

Aux Etats-Unis, les « department stores » voient depuis plusieurs années leur clientèle s'échapper vers d'autres types de commerce. Un phénomène révélé brutalement par la crise économique. Mais celle-ci n'explique pas tout

NEW-YORK  
correspondance

**Y**AURAIT-IL quelques chose de fondamentalement pourri au royaume des grands magasins américains ? La réponse à cette question vaut de l'or pour les entreprises de luxe françaises. Depuis l'an dernier en effet, celles-ci attribuent une bonne part de leurs contre-performances à la chute du dollar et aux problèmes rencontrés par les grands magasins, point de pénétration privilégié du marché outre-Atlantique.

Or si le dollar a effectué une sérieuse remontée depuis des mois, les mauvaises nouvelles s'accumulent en ce qui concerne l'état de santé des magasins. Dernière en date : malgré la rentrée des classes et la multiplication de ventes promotionnelles, les chiffres d'affaires de septembre sont, à la surprise générale, aussi déprimants que ceux du mois d'août. Selon des firmes comme Merrill Lynch et Alex. Brown & Sons, ils n'ont progressé en moyenne que de 1 % à 2 % par rapport aux mêmes mois de 1990. D'où une inquiétude marquée pour les ventes de fin d'année qui représentent traditionnellement 50 % du chiffre d'affaires annuel et 60 % des bénéfices. « Le chiffre d'affaires de nos adhérents ne sera cette année supérieur à celui de 1990 que de 2 % à 4 %, compte tenu de l'inflation, cela représente une baisse des ventes par rapport à une année déjà difficile », prévient Jack Schultz, directeur de la National Retail Federation (Fédération nationale des détaillants).

Selon Alex. Brown & Sons, la faible activité enregistrée en septembre dans les grands magasins et chez les spécialistes de l'habillement les plus chers montre bien que, cette fois-ci, la récession a touché les ménages à hauts revenus. Ainsi, le nombre de magasins comparables, le chiffre d'affaires a chuté de 5 % chez Limited (chaîne très en vogue, spécialisée dans l'habillement féminin), de 2,2 % chez Neiman Marcus (grands magasins de luxe) ; même Nordstrom (grands magasins haut de gamme) longtemps un des « premiers de la classe », prévoit des bénéfices stagnants pour son troisième trimestre, du fait d'une nouvelle baisse des ventes.

Evidemment, les licenciements massifs de cadres n'incitent guère à la dépense, même chez ceux qui ne craignent pas de perdre leur emploi. Comme le remarque Philip B. Miller, co-vice-PDG de Saks, célèbre enseigne au chic ECBC, « l'achat moyen de nos clients reste au même niveau qu'avant la crise ; mais nous souffrons d'une baisse de fréquentation, comme tout le monde ».

#### Le succès des discounters

En fait, les professionnels observent une constante dans le comportement d'achat : la cliente qui n'hésite pas à dépenser 1 500 ou 2 000 dollars (9 000 ou 12 000 francs) pour une robe se contente aujourd'hui d'une robe ne dépassant pas le seuil psychologique de 1 000 dollars.

La tendance à désertir les magasins les plus chers est mise en évidence par le succès des grandes chaînes de discount, telles K. Mart

et surtout Wal Mart (où les ventes sont en croissance de 11 % en moyenne sur l'année, à nombre de magasins comparable), ou encore par le succès insolent d'un spécialiste du vêtement décontracté à prix raisonnables, The Gap (plus de 20 % en septembre).

« Les grands magasins ne vont pas disparaître de la scène pour autant ! Ce ne sont pas des dinosaures, comme je l'entends dire trop souvent. On oublie qu'il y en a qui marchent très bien ! », s'exclame Jack Schultz. Et de citer Dillard, chaîne surtout implantée dans le sud des Etats-Unis, Gottschalks, chaîne californienne ou Dayton Hudson, dans le Midwest.

C'est dire que les explications habituelles (crise du Golfe, récession, crainte pour l'emploi, diminution du revenu disponible, articles catastrophes à la une des journaux jour après jour) ne suffisent pas à rendre compte du comportement des consommateurs. Comportement que, pour la première fois depuis longtemps, le commerce examine à la loupe, se perdant en conjectures et saisissant la moindre brèche d'information pour se donner des raisons d'espérer et trouver des réponses même partielles à la question : que faire ?

Dans cette tourmente, chacun attend avec intérêt les initiatives de deux enseignes-phares : Saks Fifth Avenue et Bloomingdale's, qui toutes deux réalisent une part importante de leurs ventes à New-York, zone économiquement sinistrée.

Toutes deux ont récemment changé de propriétaire. Repris par Campeau en 1988, « Bloomie's », comme on dit ici, vit encore sous le régime du « chapitre 11 » (équivalent de notre faillite), mais est apparem-

ment redevenue légèrement bénéficiaire. Saks est actuellement, selon la rumeur, dans le rouge : l'entreprise a été rachetée voilà dix-huit mois par Investcorp, société d'investissement à capitaux arabes. Fait à noter, les deux propriétaires ont fait appel à deux jeunes « sauveurs » : Michael Gould, quarante-huit ans, chez Bloomingdale's, Philip B. Miller, cinquante-quatre ans, chez Saks.

Nommé co-PDG en août, « Mike » Gould doit prendre véritablement ses fonctions début novembre. La grande fête donnée lundi 21 octobre au Crillon à Paris marque en fait la passation de pouvoirs entre le légendaire Marvin Traub et son successeur Phil Miller qui doit s'armer de plus de patience : arrivé voilà environ un an, il est co-vice-PDG, et le PDG Mel Jacobs ne doit partir en retraite qu'en 1993, en principe.

#### Wall Street plutôt que le consommateur

Les deux nouveaux venus ont à peu près le même « profil ». Tous deux ont eu une carrière fulgurante dans la distribution. Ils ont la réputation de redresser les situations les plus difficiles et d'être des hommes de terrain, de véritables « marchands ». Mike Gould a fait merveille comme PDG de Robinson's (grands magasins californiens), puis des parfums Giorgio Armani, comme PDG de Neiman Marcus, puis de Marshall Field (grands magasins de luxe). « Tous deux sont dynamiques, ambitieux. Ce sont des « leaders » armés de leurs troupes, chacun à leur façon. La profession leur fait une confiance totale », selon la description enthousiaste de Jack Schultz et de nombreux professionnels. Bref, si quelqu'un est capable de lancer une enseigne à l'assaut des années 90, ce sont bien ces deux-là, tout le monde en est d'accord. Quelle sera leur stratégie ? Môtus et adhésés à tout ce qui était présenté comme « la mode », Point n'était besoin alors d'être un génie pour vendre. Si bien que l'accroissement régulier des ventes a masqué les problèmes entraînés par la vague de concentrations, avec sa cohorte de changements dans le management, d'endettement et la fréquente prééminence des financiers, au regard plus tourné vers Wall Street que vers le consommateur.

Il n'empêche : les douze premières chaînes de grands magasins approchant ou dépassant le milliard de dollars de chiffre d'affaires en 1984 n'étaient plus que neuf en 1990. Selon une récente étude de Goldman Sachs, leur part de marché (hors J.C. Penney), malgré une aug-



mentation de leurs ventes de 18 % sur la période, est passée de 11,4 % à 9,3 %. « Depuis dix ans, les grands magasins, qui étaient la forme de distribution privilégiée, ont perdu du terrain face à une concurrence composée essentiellement des chaînes spécialisées, de vente par correspondance et de chaînes de magasins « discounters », constate Jack Schultz.

#### L'évolution des mentalités

Les causes de la décadence (qui ont mené certains à la faillite) sont nombreuses. Les plus fréquemment citées par les experts sont la perte d'identité (nombreux sont ceux qui se sont précipités sans discernement sur toutes ces marques de prestige qui se vendaient si bien... et si cher), la poursuite du même type de clientèle, et lorsque celle-ci a fait défaut, le même recours aux soldes à répétition pour liquider des stocks pléthoriques, pour finalement aboutir à un niveau de stock tellement bas que le consommateur s'est tourné vers d'autres magasins. C'était d'autant plus facile qu'ils poussaient comme des champignons dans tous les centres commerciaux.

Parallèlement, la société américaine a évolué. Les jeunes issus du « baby boom », sont désormais mariés et ont des enfants. Ils préfèrent dépenser leur argent en loisirs, en achats pour la maison et payer les études des enfants plutôt que d'acheter des vêtements qui se démodent d'une saison sur l'autre.

Comme le reconnaissent les professionnels, les femmes ne passent plus leur temps à flâner dans les magasins : beaucoup travaillent et préfèrent utiliser leur temps libre autrement. Elles vont donc dans les magasins où elles sont sûres de trouver rapidement, à des prix raisonnables, ce dont elles ont besoin. Enfin, on aurait tort de négliger l'évolution des mentalités, le changement de système de valeurs. Selon une étude effectuée chaque année par la firme Yankelovich Clancy Shulman en interviewant 2 500 personnes, la notion de « status symbol » est désormais moins liée à la possession de choses chères qu'à la capacité à contrôler sa propre existence : 63 % des personnes interrogées ont répondu cette année que le plus important pour elles était d'avoir une vie satisfaisante.

MARTINE LEVENTER  
Lire la suite page 32

### Les Galeries Lafayette sur la 5<sup>e</sup> Avenue

NEW-YORK  
de notre correspondant

A la veille de l'ouverture du magasin des Galeries Lafayette à New-York, le 28 septembre, le New York Times rendait alors, avec le plus grand sérieux, que les deux questions essentielles qui se posaient étaient les suivantes, dans l'ordre : « Qui va escorter Donald Trump au dîner de gala (de charité) donné en l'honneur de cet événement ? Ce nouveau magasin aura-t-il les moyens de survivre, compte tenu de la crise qui frappe actuellement la distribution aux Etats-Unis, l'une des plus graves que le secteur ait connues ? ».

La réponse à la première interrogation du quotidien n'a pas tardé. Déjouant les spéculations sur une infidélité passagère à la belle Marie-Magdeleine qui a remplacé l'ancien bras de l'ex-milliardaire new-yorkais, celui-ci a jugé plus prudent de se faire accompagner par... sa fille ! Sur le second point, Georges Meyer, le patron du groupe Galeries Lafayette, sans cacher son agacement de voir les médias s'obstiner à raporter à chaque instant la situation passablement désastreuse du marché en général, affirme rester « très optimiste », au vu des premières résultats, en dépit du fait que les choses ont effectivement changé depuis la signature de l'accord, le 9 juillet 1990.

Ce jour-là, Donald Trump, propriétaire de la tour arborant son nom à l'angle de la 5<sup>e</sup> Avenue et de la 57<sup>e</sup> Rue, le quartier privilégié du shopping à Manhattan, accordait un bail de vingt-cinq ans (dont, officiellement, une première année de location gratuite) aux Galeries Lafayette venues opportunément remplacer Bonwit Teller sur les quelque 4 000 m<sup>2</sup> de surface de vente occupés jusque-là par ce magasin, désormais placé sous la loi américaine des faillites, le fameux Chapitre 11.

Une superficie réduite au regard des 50 000 m<sup>2</sup> de rayons du célèbre magasin du boulevard Haussmann, à Paris, mais qui, grâce à son implantation (« La localisation est un facteur-clé pour ce type d'activité », précise Georges Meyer, « et nous avons attendu de trouver un amplace-

ment idéal avant de nous installer à New-York »), devrait permettre un chiffre d'affaires de 40 millions de dollars la première année, de réaliser « rapidement » un bénéfice si les objectifs de vente sont tenus et d'employer environ 200 personnes. D'entrée, et c'est le sens d'une campagne publicitaire de 2 millions de dollars confiée à Della Femina, McNamee, filiale new-yorkaise d'Eurocom, l'accent a été mis sur « un rendez-vous avec la mode de Paris », en capitalisant sur la note de « snobisme » dont continue à bénéficier la French Touch - en dépit de la concurrence des créateurs étrangers et new-yorkais - auprès des Américains. Surtout des Américaines, puisque ce sont essentiellement « les femmes jeunes, qui travaillent et disposent de revenus relativement élevés » qui sont visées.

#### Les débâcles du Printemps

Situées à un pâté de maisons des véritables institutions qui constituent Bergdorf Goodman (qui, ouvert, il y a quelques mois, une annexe « Hommes ») et Henri Bendel qui, elles, se situent dans la catégorie « haut luxe », les Galeries Lafayette ne proposent que des articles bien précis (vêtements, lingerie, parfums, accessoires), entrant dans l'univers de la femme, avec des prix moyens de 500 à 1 000 dollars pour un tailleur ou un manteau. Pour l'essentiel, des articles français (70 % à 80 % selon les produits), de façon à respecter l'identité nationale, mais aussi européens « et en accordant une petite place à quelques marques américaines, pour éviter d'être taxé de chauvinisme », assure Georges Meyer. C'est ainsi qu'Estée Lauder a trouvé place au côté des principaux parfumeurs français.

Dans le même esprit, c'est une Américaine, Eugenia Ulasewicz, qui a été nommée à la tête du magasin new-yorkais. Débâchée auprès des grands magasins Bloomingdale's (eux aussi placés sous la surveillance du Chapitre 11 depuis la déconfiture de Robert Campeau), cette spécialiste de la grande distribution visiblement impressionné

Georges Meyer. Certes, à trente-huit ans, elle apparaît bien jeune au regard des années d'expérience requises avant de confier à quelqu'un la direction d'un grand magasin. « Mais, après tout, Napoléon avait une trentaine d'années quand il a été sacré empereur », souligne avec malice le patron des Galeries Lafayette.

En attendant de nouveaux faits d'armes pour le groupe français qui n'aurait pas de s'installer ailleurs aux Etats-Unis si l'expérience de New-York est probante (le « Mais pas à Chicago, la ville est déjà saturée en magasins »), Eugenia Ulasewicz, qui s'essaye au français en enseignant à son fils de cinq ans la façon de bien prononcer « chic parisien », va bientôt partir en campagne. D'abord contre l'hiver, qui s'annonce bien mauvais à en juger par les pitres chiffres de la rentrée d'automne dans la distribution américaine. Ensuite en essayant d'éviter les pièges auxquels s'est heurtée une autre grande enseigne parisienne - le Printemps - dont le franchisé a été contraint de plier bagages, en 1989, après s'être installé deux ans plus tôt à Denver (Colorado) dans, il est vrai, un tout autre environnement puisqu'il s'agissait d'un mall, un centre commercial créé en dehors de la ville.

Une première bataille perdue pour le groupe suisse Mauss-Nordmann, principal actionnaire du Printemps, qui, confronté aux lourdes pertes de sa chaîne Bergner aux Etats-Unis, deuxième échec de sa diversification outre-Atlantique, a demandé à son tour à la fin août la protection de la loi américaine sur les faillites pour sa filiale. Dans le second cas, la rentabilité dégradée par la crise économique, l'endettement et la pénurie de crédits bancaires ont eu raison de l'affaire. En revanche, à New-York, au pied de la Trump Tower, Georges Meyer s'est gardé d'un investissement trop lourd. En se contentant de louer un bon emplacement, pour un prix que les deux parties refusent toujours de dévoiler, face à un propriétaire aux abois, il a au moins minimisé les risques de sa première implantation aux Etats-Unis.

SERGE MARTI

#### Evolution du chiffre d'affaires des principaux grands magasins (en milliards de dollars \*)

1984	CA	1990	CA
J.C. Penney (estimation, hors VPC).....	9,320	J.C. Penney (estimation, hors VPC).....	10,665
Federated Department Stores.....	6,567	May Department Stores.....	8,669
Macy's.....	4,065	Federated/Allied.....	7,138
Allied Stores.....	3,970	Macy's.....	6,859
Carter Hawley.....	3,642	Dillard Department Stores.....	3,720 (a)
May Department Stores.....	3,236	Dayton Hudson.....	2,909 (b)
Associated DG.....	2,544	Nordstrom.....	2,894
Batus-Saks/Marshall Field.....	2,000	Carter Hawley.....	2,533
Mercantile.....	1,706	Mercantile.....	2,363
Dayton Hudson.....	1,548	Total.....	47,754
Dillard Department Stores.....	1,277		
Nordstrom.....	0,959		
Total.....	40,834		

Source : Goldman Sachs.

\* 1 dollar 1990 = 5,447 francs

#### TABLES D'AFFAIRES

##### DÉJEUNERS RIVE DROITE

FLORA DANICA 43-59-20-41 Jusqu'à 22 h. VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES.  
142, Champs-Élysées T.l.j. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD sauté. MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

##### RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.  
25, rue Frédéric-Sauton F. dim. Park.

هكذا من الناحية

AFFAIRES

# Un Sud-Africain force la porte de Liberty

Le dernier groupe britannique de prêt-à-porter indépendant se rapproche du japonais Saison, pour éviter l'offensive d'un financier d'Afrique du Sud. Affaire de soie

LONDRES

correspondance

**H**ARRY WEBLIN montre toujours à ses visiteurs le tableau de maître qui trône à l'étage de la direction générale. La toile représente l'Imprenable, le dernier trois-mâts de la Royal Navy dont les planches furent utilisées pour fabriquer les pans de bois style Tudor qui décoraient le siège de Great Marlborough Street. Le président de Liberty PLC chercherait-il ainsi à les rassurer sur la solidité de ce sanctuaire d'un certain bon goût et raffinement anglais, devenu la cible des arbitragistes de tout poil ? Par exemple du financier sud-africain Brian Myerson, qui s'efforce aujourd'hui de prendre le contrôle de cette Mecque des soieries et des cotonnades après avoir fait récemment main basse sur 15 % des titres.

Les rumeurs d'OPA n'arrivent toutefois qu'étouffées dans cette firme familiale, fondée en 1875 par le drapier Arthur Liberty, dont les descendants contrôlent toujours plus de la moitié des parts. Pour se prémunir contre toute mauvaise surprise, Liberty a choisi d'étendre son alliance avec le groupe japonais Saison. Du coup, la City, qui avait boudé une valeur aussi sûre que le

Tana Lawu, le plus célèbre des tisseurs Liberty, s'interroge sur l'avenir du dernier groupe britannique de prêt-à-porter indépendant. Après les griffes Aquascutum, Asprey, Laura Ashley, Daks-Simpson, est-ce au tour de l'enseigne mauve et or de passer sous contrôle nippon ? Par exemple, quand il s'agira de se protéger de l'assaut final du raider sud-africain ?

## Une imprimerie à Tournon

« Notre capital est bloqué. La famille fondatrice ne vendra jamais à Myerson... » : le magasin de Regent Street, c'est la passion du PDG Harry Weblin, un self-made-man comme on n'en fait plus, désigné à la tête de la compagnie après la retraite en 1981 du légendaire Arthur Stewart Liberty. Ce Londonien de souche se définit d'abord comme le dépositaire de la tradition et de la réputation d'un style qu'il qualifie de « raisonnable ». « Liberty s'impose là où il y a une université, un champ de courses, une cathédrale. C'est-à-dire dans une communauté qui sait apprécier la belle soie et les beaux tissus », explique-t-il. À l'écouter, la formule du succès de son entreprise tient en deux principes simples. Il faut des articles immortels — cravates et foulards chatoyants, accessoires



colorés, papiers imprimés ou nécessaires à écrire. Il faut penser tout le temps à la fois business et mode. « Un succès régional à long terme se bâtit sur une organisation solide, pas sur le charisme ou la personnalité d'un seul. Lors du boom des années 80, ma prudence a été critiquée. Les déboires de mes confrères qui se sont lancés dans la course effrénée au gigantisme m'ont donné

raison. Aujourd'hui, ils ont tous été absorbés ou ont simplement disparu », insiste le chairman en faisant allusion aux problèmes d'Aquascutum, Next, Laura Ashley et aux superstars déçues de la distribution.

Liberty possède dix-sept magasins en Grande-Bretagne, quatre aux États-Unis et des accords de distribution avec tous les grands

magasins (en France, Bouchard et Cacharel...) ainsi qu'une imprimerie à Tournon, près de Lyon. Le groupe est prospère. Son chiffre d'affaires annuel tourne autour de 90 millions de livres (90 millions de francs). Les ventes en gros font la moitié des profits, celles au détail le quart des bénéfices. La sous-traitance de la fabrication, le maintien d'une politique haut de gamme, une stratégie d'investissements prudentes aux États-Unis, ont permis à la société de mieux résister au choc des affaires que bon nombre de ses rivaux. Toutefois, derrière la succès story, les experts du secteur flairent des faiblesses. « Une marque prestigieuse, mais une entreprise sous-évaluée au potentiel sous-exploité... On comprend l'envie de Myerson », note Joane Dollier, analyste auprès du courtier County Natwest. Si de nos jours la clientèle est toujours indépendante, des outsiders ont décidé de faire le siège de cette institution nationale que l'Angleterre considère un peu comme l'une des dernières perles de la couronne.

Cet automne, les acheteurs venus de partout, qui accourent comme des pèlerins dans le magasin de Regent Street, ont en la surprise de voir les vitrines décorées de caractères fluorescents japonais et la bannière de l'empire du Soleil-

Levant flotter à tous les rayons. Liberty affiche désormais ouvertement son rapprochement avec Saison, propriétaire notamment des grands magasins Seibu. Après avoir lancé un joint-venture pour exploiter le marché asiatique, les deux partenaires ont créé en Grande-Bretagne un réseau de distribution des produits blancs Mujiri. « Les japonais nous ressemblent. Comme Liberty, Saison se montre toujours très prudent. Ce peuple se passionne pour les soieries et le design, un peu à l'image des Anglais », indique M. Weblin.

Pour ce qui est du style de gestion, notre interlocuteur estime que ses principes vieux jeu rejoignent les règles modernes de la réussite japonaise, où les patrons travaillent côte à côte avec leurs employés. Pour Liberty, la coopération avec Saison signifie un retour aux sources puisque Regent Street fut le premier magasin européen à exposer des imprimés japonais de soie lors de l'exposition de Kensington, en 1891. Malgré la Japan Connection, Harry Weblin se reconnaît une faiblesse : il veut voir flotter le drapeau Liberty à Lyon, ville choisie pour accueillir le premier magasin implanté sur le Vieux Continent. « À mes yeux, Lyon est le symbole de l'amour des Français pour les belles étoffes. »

MARC ROCHE

## Les grands magasins américains

Suite de la page 31

Selon Robert S. Schulman, PDG de la firme, cette tendance est apparue dans les enquêtes il y a à peu près cinq ans, bien avant la crise. Selon lui, ce n'est pas la récession, mais ce profond changement de valeurs qui explique l'arrêt brutal de la frénésie de dépenses qui avait marqué les années 80.

Dans ces conditions, accorder plus de surface de vente aux cosmétiques et aux accessoires, comme le

font, notamment Saks et Macy's, découvrir de nouveaux talents parmi les jeunes créateurs, et pousser les couturiers à concevoir de nouvelles lignes moins chères, comme le font tous les grands magasins, offrir un meilleur service, des promotions sur certaines catégories d'articles, tout cela ressemble plus à des « recettes pour temps de crise » qu'à une stratégie bien pensée pour les années 90.

« Ceux qui croient qu'il suffira, le moment venu, de faire ce qu'ils faisaient durant les années 80, courent à l'échec », dit en substance Robert S. Schulman. S'adapter au changement fondamental des mentalités plutôt que temporiser en attendant la reprise économique pourrait bien distinguer les « dinosaures » des survivants.

MARTINE LEVENTER

## La Redoute alliée de Sears

En septembre dernier, deux millions de foyers américains ont reçu avec leur catalogue Sears (général de la vente par correspondance) un volume supplémentaire de 64 pages. Signé La Redoute-Sears, il a pour titre : *Rendez-vous à Paris*. Un rendez-vous auquel ces clients sélectionnés par Sears sont désormais habitués. C'est en effet en 1988 que les deux firmes ont signé un accord. Au départ, une cinquantaine de pages extraites du catalogue de La Redoute permettaient aux Américains de s'offrir la mode française à des prix abordables. Pour Sears, qui cherchait à repositionner son image, avoir en quelque sorte une « boutique » française était valorisant. Pour La Redoute

(groupe Printemps) cela permet de mieux comprendre le marché outre-Atlantique, les deux équipes sélectionnant ensemble ce qui correspondait le mieux au goût américain.

Expérience faite, il s'avère que les modèles féminins best-sellers de La Redoute le sont également aux États-Unis. Et les tests faits ont rencontré un tel succès que la gamme de produits a été étendue l'an dernier aux vêtements pour enfants et, dans une moindre mesure, pour hommes. Une démarche similaire a été adoptée avec Sears Canada. « Nous sommes extrêmement satisfaits », dit-on de part et d'autre, sans vouloir révéler de chiffres.

M. L.

## Valmet Automation se replie sur Le Haillan

Un jugement du tribunal administratif de Bordeaux va empêcher cette filiale d'une société finlandaise de s'implanter sur la technopole Montesquieu

BORDEAUX

de notre correspondante

Valmet automation France restera en Gironde, mais, au lieu de la technopole Montesquieu, c'est Le Haillan, dans l'agglomération bordelaise, qui a été choisi par la société finlandaise pour y installer sa tête de pont pour l'Europe du Sud.

La technopole fait en effet l'objet d'un jugement du tribunal administratif de Bordeaux annulant l'arrêté de ZAC (zone d'aménagement concerté) du lieu. Les viticulteurs du cru, opposés à la création d'une activité industrielle dans leur terroir, ont remporté une première manche. Le 18 septembre dernier, Valmet Automation, filiale d'une société finlandaise, spécialisée dans la production pour les industries papeterières et de pâte à papier, avait annoncé le projet d'emménagement sur la technopole de ses

activités, qui sont, pour l'essentiel, réparties en deux endroits de la communauté urbaine bordelaise. Cette extension aurait dû créer sur le site Montesquieu une trentaine d'emplois, s'ajoutant aux soixante-dix actuellement offerts par Valmet Automation France.

Deux jours plus tard cependant, la société était contrainte de faire machine arrière, après avoir pris connaissance du jugement du tribunal administratif de Bordeaux, qui lui avait été jusqu'alors dissimulé. Le conseil général de la Gironde a décidé, malgré cette déplorable péripétie de Valmet, de tenir tête aux viticulteurs. Il n'abandonne pas le principe d'installer une technopole sur le site Montesquieu. Il va reprendre de zéro la procédure de création de ZAC, opération qui devrait durer au minimum six mois.

GINETTE DE MATHA



Les émissions diffusées en direct du 43 Bd Royal à Luxembourg sont particulièrement enrichissantes. Surtout pour nos clients : ils savent où est leur intérêt. Ils le placent dans l'expérience, les moyens, les idées d'une Banque internationale d'investissement et d'affaires : la Kredietbank Luxembourg. Quelle que soit l'opération financière que vous souhaitez réaliser, la KBL vous proposera la solution optimale, confidentiellement. Et, qui plus est, dans votre langue. Car, nos stratégies de la finance sont, of course, natuurlijk, multilingues. Il est vrai que la KBL est en

Notus serons également présents au Forum de l'Investissement et de l'Épargne.



هكذا من الناحية

AFFAIRES

# Les hôtels Concorde se font agressifs

Malgré une conjoncture maussade sur le premier semestre, la branche hôtellerie de luxe de Taittinger cherche de nouveaux horizons. Un changement dans ce groupe riche, discret, prudent

Le groupe Taittinger (champagne, banque, hôtellerie, chauffage) a la réputation de compter ses écus avant de les ranger dans son bas de laine, et de ne les sortir qu'à bon escient et lentement. Il a érigé en règles « l'investissement à contre-cyclo », comme dit Guillaume Dard, président de la Banque du Louvre depuis 1989, ainsi que la politique patrimoniale : « Nous associons toujours propriété des murs et [propriété] des fonds », dit Franz Taittinger, président des hôtels Campanile.

Depuis que Pierre Taittinger, le grand-père, a pris le contrôle de la Société du Louvre, a été appliquée la même politique prudente : assurer une forte capacité d'autofinancement qui permet, le moment venu, de « mettre les sommes qu'il faut », comme dit Franz Taittinger, pour profiter d'une bonne occasion, tout en préservant - voire en renforçant - le contrôle familial. Ainsi Jean Taittinger a-t-il progressivement racheté les parts de l'hôtel Martinez, à mesure qu'il remontait la réputation, la qualité et la rentabilité de ce palace cannois, en déclin. De même, le groupe a-t-il repris à l'UAP les parts de Campanile qu'il lui avait laissées lorsqu'il avait acquis la majorité de la chaîne, alors réduite à quinze unités.

Politique patrimoniale, politique familiale. La famille, dont les membres sont liés par un pacte, détiennent toujours la majorité dans la société mère, celle du champagne, qui, avec 70 % des droits de vote, contrôle elle-même, avec 58 %, la Société du Louvre, holding financier. On compte une quinzaine de membres de la famille dans les différentes sociétés du groupe; ils occupent la majorité des postes d'administrateur et président les principales sociétés, par exemple, Franz Taittinger, fils de Jean, pour Envergure, le holding de l'hôtellerie économique, Guillaume Dard, ex-mari d'une des filles, pour la Banque du Louvre.

Cette cohésion familiale, qui a tenu grâce au leadership exercé au sommet, contribue à donner confiance aux investisseurs grands ou petits : « Ils ont l'idée que la famille y met son propre argent », souligne Franz Taittinger.

Solidairement tenu, le groupe est discret. Alors que les grands hôteliers claironnent chacune de leurs acquisitions, Concorde ou Campanile utilisent l'information avec plus de parcimonie. Pourtant, il s'est montré de plus en plus entreprenant ces dernières années. Sur la seule année 1990, il a racheté les hôtels de cuisine Airbus, les cheminées de pierre La Chénais, pris 37 % de l'orfèvrerie

Odiot, 35 % des porcelaines Haviland, 20 % des Faïences de Gien et placé une mise de 10 % sur la SNC qui finance Euro Disneyland, dont Jean Taittinger préside le conseil de surveillance.

Cette petite boulimie n'a pas empêché le développement hôtelier. D'abord avec les différentes gammes du groupe Envergure, créé à l'automne 1989, pour attaquer le créneau « très économique » (Première Classe), qui compte une trentaine d'établissements à l'heure actuelle, et la restauration « à formule » (Côte à Côte). Lancée quelques années plus tôt, Campanile est la chaîne deux étoiles qui a connu la plus forte progression en 1990; elle se rapproche du leader, Ibis (groupe Accor). Enfin, après ses premiers établissements de thalassothérapie, Envergure prépare aujourd'hui une chaîne trois étoiles (Blen Marine).

Pour le haut de gamme, dont le groupe s'est fait une image, l'avance est plus lente et plus compliquée, car les investissements y sont plus élevés. Dans les années 60, Guy Taittinger, venu de la Banque Worms et de l'assurance, a le premier fait le tri dans un héritage disparate d'immeubles, d'hôtels et de grands magasins. Il a vendu ces derniers, ainsi que quelques hôtels : ceux d'Amiens, d'Abbeville, du Palais d'Orsay. Il a surtout

réalisé le Concorde La Fayette, lié au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris : la grande affaire (1 000 chambres) de son règne, achevée en 1974, au bout de sept ans.

A sa mort, son frère, Jean Taittinger, va donner un nouveau souffle à cette hôtellerie. D'abord, en investissant 250 millions de francs dans la perle du groupe, le Crillon, puis en rachetant le Martinez, à Cannes, en 1982, l'Ambassadeur à Paris en 1989. La politique « patrimoniale » de rénovation, d'embellissement et de modernisation des établissements à laquelle on a consacré 200 millions de francs en 1990, sera complétée par la formation d'un réseau.

## Un vaste projet au Mexique

Aux propriétés du groupe (dix aujourd'hui), et aux deux établissements pris en contrat de gestion à des villes (Concorde Saint-Lazare et Nancy), il a ajouté progressivement une quinzaine d'affiliés en France et près de 30 « associés » à l'étranger, tous des quatre-étoiles au minimum. La Société des Hôtels Concorde pèse avec eux des accords commerciaux; elle les « vend » dans ses bureaux et, par l'intermédiaire de sa centrale de réservation, les fait profiter de sa centrale d'achats, de son

service de recrutement, voire de ses services de travaux.

Une façon de jouer l'effet de chaîne, sans normes ni appellation Concorde obligatoire, puisque six « affiliés » seulement l'ont adoptée : « Concorde, c'est un label », correspond à un minimum de confort et de services, dit Patrice de Margerie, son président. A mi-chemin de la « chaîne intégrée » classique et de la « chaîne volontaire », cet ensemble de 13 100 chambres, dont les deux tiers à l'étranger, comparable en nombre et en niveau aux Méridien, Pullman (de Wagons-Lits) et Sofitel (d'Accor), a quadruplé son chiffre d'affaires en six ans, atteignant 5,5 milliards de francs en 1990, celui des Hôtels Concorde progressant, avec les revenus annexes, de 780 millions à 1,3 milliard de francs (+66 %).

La crise de 1991 - les hôtels haut de gamme ont été désertés pendant six mois par les groupes japonais et les Américains - qui risque de diminuer de 10 % les résultats d'exploitation, a mené le groupe à « avancer en formation de combat », mais non à renoncer à se développer. Toujours ménager de ses fonds propres, il va recourir à la franchise : « Jusqu'en 1988, Jean Taittinger ne voulait pas en entendre parler », raconte Patrice de Margerie; objection quasi morale,

comme son refus de s'engager dans les casinos. Mais le succès de Campanile a levé ses réticences.

La franchise servira surtout en France, peut-être en Europe, priorité du groupe, absent d'Allemagne et d'Autriche, encore insuffisamment présent en Italie, en Suisse et en Grande-Bretagne. A condition de trouver des investisseurs : dans la conjoncture actuelle de l'immobilier, ils se font rares. Paradoxalement, c'est en Amérique latine, au Mexique, que se situe le grand projet actuel, en basse Californie, près de Loren, troisième zone de développement touristique prévue par le gouvernement mexicain : à Puerto Escondido, un vaste projet est préparé par l'architecte français François Sperry, qui a construit Port-Grimaud, dans le Midi. Concorde va y prendre la gestion de plusieurs hôtels de 250 chambres, le premier devant ouvrir fin 1993-début 1994.

Le groupe compte en faire une nouvelle tête de pont en Amérique du Nord, dans la perspective d'une zone de libre-échange Canada-Etats-Unis-Mexique. Il vient d'ouvrir un bureau à Los Angeles : « La clientèle américaine nous a fait défaut en Europe », dit Patrice de Margerie. Mais nous ne pouvons nous en désintéresser. »

GUY HERZLICH

## Bernard Tapie laisse les Allemands perplexes

Après les réactions négatives que le rachat d'Adidas avait provoquées outre-Rhin, l'homme d'affaires français lance une offensive de charme auprès des industriels allemands

FRANCFORT  
correspondance

INVITÉ par la Fondation internationale Heinz Goldmann, où on ne rencontre que des chefs d'entreprise de très haut niveau, à prendre la parole, mercredi 9 octobre à Francfort, devant un parterre sélectionné de chefs d'entreprise et de professionnels de l'entreprise et de la communication, Bernard Tapie s'est voulu rassurant : « Même si l'on m'offrait aujourd'hui un chèque de 2 milliards de deutschemarks pour ma participation dans Adidas, je ne vendrais pas », a-t-il affirmé.

La décision, annoncée le 13 août, d'ouvrir à hauteur de 45 % le capital de BTF GmbH, le holding allemand qui porte la participation de 95 % du groupe Bernard Tapie Finances dans la firme d'articles de sports de Herzogenaurach, n'avait fait que relancer les spéculations sur l'incapacité du Français à s'acquitter de ses dettes et donc du risque qu'il fait courir à Adidas. Pour acheter la firme aux trois bandes, le président de l'Olympique de Marseille (OM) a en effet dû payer deux milliards de francs l'été 1990 dont 1,6 milliard d'emprunts remboursables en deux échéances en août 1991 et en août 1992.

« Je ne savais pas que l'on m'aimait autant dans ce pays pour s'inquiéter à ce point de mes dettes », commente pour sa part, très ironiquement, le président de l'OM à l'intention de ses détracteurs. Mais en chef d'entreprise très averti, Bernard Tapie sait bien que toute incertitude concernant la capacité de remboursement du principal actionnaire d'Adidas ne peut avoir qu'un effet désastreux sur le moral des employés. Surtout depuis que ces derniers sont soumis à des fermetures d'usines dans le cadre du plan d'assainissement décidé par le président du directoire, René Jaggi, pour permettre à la firme de Herzogenaurach de sortir définitivement du rouge.

## Les repreneurs ne se précipitent pas

C'est sans doute la raison pour laquelle il a décidé de se prêter de bonne grâce - et pour la première fois - à la curiosité de la presse et du public allemands sans rien dissimuler de ses projets. Sur le papier, le plan de financement de Bernard Tapie apparaît comme presque parfait. Avec la cession de 45 % des parts de BTF GmbH pour 1,3 milliard de francs, la première échéance de 800 millions de francs a pu être couverte, de même que la plus grande partie de la seconde. Le reste, 180 millions de deutsche-

marks (300 millions de francs) ne devrait pas poser trop de problèmes, selon lui, car cette somme représente à peine 30 % de la valeur des autres sociétés encore dans le giron de BTF sans compter les actions de TFI qui valent environ 50 millions de deutschemarks, affirme-t-il.

Malgré d'excellentes reventes dans le passé d'entreprises françaises acquises pour une bouchée de pain, les actifs de BTF comme Testut, Terrailon et La Vie Claire, sur lesquelles Bernard Tapie comptait pour financer le rachat d'Adidas, n'ont guère excité les repreneurs jusqu'à présent. Seule la cession du fabricant belge de raquettes de tennis Donnay a été réalisée pour 30 millions de deutschemarks. Mais maintenant que le financement d'Adidas est en grande partie assuré, la vente des autres sociétés est devenue moins urgente. « En tout cas pas tant que je n'en aurai pas tiré le prix demandé », précise Bernard Tapie.

## 1 000 marks par participant

Mais quelle que soit l'issue de ces transactions ou celle du combat politique qu'il entend mener contre Jean-Marie Le Pen aux élections régionales de 1992, une chose est sûre : il ne cédera aucune autre part de BTF GmbH au groupe Penland, dont le président, Stephen Rubin, qui détient toujours 13 % de la firme concurrente Reebok, n'a pas caché ses ambitions concernant Adidas : sur les 45 % cédés pendant l'été, 20,05 % ont été récupérés par Stephen Rubin et 19,95 % sont allés au profit de trois établissements financiers publics (le Crédit lyonnais, les AGF et la banque Worms). Les 5 % restants sont entre les mains de Gilberte Beau, membre du conseil de surveillance d'Adidas, avec une option aussi pour le management de René Jaggi de prendre une participation sur la part des institutionnels.

Pour le public de chefs d'entreprises allemands triés sur le volet qui ont accepté de payer chacun 1 000 marks à la Fondation Heinz Goldmann pour venir écouter Bernard Tapie pendant trois heures, ces jongleries financières ne sont guère rassurantes. L'un d'entre eux, qui dirige une firme de construction « en pleine croissance » dans la région de Francfort, soit environ cent employés dont cinquante ingénieurs, avec un chiffre d'affaires de 150 millions de deutschemarks, ne cache pas ses critiques : « Bernard Tapie est un flambeur qui aime le risque pour le risque sans tenir compte de la réalité de l'entreprise. »

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON



43 Bd Royal  
à Luxembourg  
on ne rate  
aucune émission.

contact permanent avec les autres grandes places financières et possède des correspondants un peu partout dans le monde.

Si vous allez à Luxembourg, vous avez tout intérêt à passer par le 43 Bd Royal.

Il y a là un millier de professionnels à votre service, de vrais financiers.

Nous en aurez la preuve au bout du fil en posant vos questions au (352) 47 97 20 20

ou par retour de courrier si vous préférez nous écrire 43 Bd Royal, 2955 Luxembourg.

Selon de l'Espresso, Paris les 18 - 19 et 20 octobre '91 (stand N 303 Hall Neutill).



LES STRATEGES DE LA FINANCE

BOURSE

bre publie une enquête sur les grands magasins aux États-Unis.



PAR

36-15

made - 1971  
1971  
1971

COMPTANT (sélection)										SICAV (sélection)										16/10			
VALEURS			% du regis.	% du capital	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission Fraie incl.	Recherch. net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Recherch. net	
<b>Obligations</b>					C.I.M.	1098	1102			Mag. Unifin.	190	182 40			A.A.A.	1041 82	1018 12	Frédéricks	873 84	852 33	Pont Couronne	20396 06	20576 08
Emp. Ind. 8,95/72	123 20	3 33			CITIAIR EL.	2800				Alcatraz	760				Alcatraz	2221 10	217 13	Frédéricks	28 40	27 13	Pont Geste	61822 10	61822 10
10,95/74	102 35	2 89			Coltel	258				Amigam	805 98				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Primeau Oblig.	10804 80	10804 80
Emp. Ind. 11,95/82	102 35	2 89			Comptel	258				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
Emp. Ind. 12,25/84	102 30	0 91			Copag	247 80	246 10			Amigam	805 98				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Primeau Oblig.	10804 80	10804 80
Emp. Ind. 11/85	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
10,25/85	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Primeau Oblig.	10804 80	10804 80
DAT 10,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Primeau Oblig.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513				Amigam	760 40				Amigam	773 77	773 77	Frédéricks	10027 01	10084 05	Petro. Econom.	10804 80	10804 80
DAT 9,50/82/00	102 30	0 91			Industrie	513																	

c : coupon détaché - o : offert - \*: droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu







صحة من الشمل

38 • Vendredi 18 octobre 1991 •

# Le Monde

A Melun (Seine-et-Marne)

## Treize morts et une cinquantaine de blessés dans la collision de deux trains

Selon un bilan provisoire, treize personnes, ont été tuées et cinquante et une autres blessées, jeudi 17 octobre, à 6 h 29, à la hauteur de la gare de Melun (Seine-et-Marne), dans la collision d'un train auto-couchettes de provenance de Nice (Alpes-Maritimes) et d'un train de marchandises venant de Corbeil (Essonne).

MELUN

de notre envoyée spéciale

Le corps figé, la poitrine ensanglantée et les chevilles dans la position du sommeil brutalement interrompu, sous la bâche de plastique blanc, c'est le onzième mort recueilli depuis la collision. Le

train Nice-Paris, n° 9602, composé de wagons auto-couchettes, parti de Nice à 19 h 15, a été frappé sur le côté par un train de marchandises. Le premier roulait à 60 km/heure, le second, circulant à la vitesse de 30 km/heure, ne s'est pas arrêté pour le laisser passer. Le choc a été si brutal que la voiture de tête du train de voyageurs a grimpé sur la locomotive. Des autres voitures, les passagers ont pu être rapidement évacués.

Dans l'amas de ferraille qu'est devenue la voiture 41 et ses quarante-huit places couchettes, des personnes restent coincées. Combien sont-elles? Juchée sur la locomotive, cette voiture est en équilibre instable et peut basculer d'un moment à l'autre. Le conducteur, lui, a enfin été désincarcéré. Il respire encore. Il sera opéré sur place, la gravité de son état ne permettant pas son transfert. Quant au conducteur du train de marchandises, sa mort a déjà été constatée.

Sur les voies, le travail d'évacuation se poursuit. La brutalité du choc explique cette position. Les pompiers tentent de désincarcérer

les passagers encore présents à l'intérieur de cette voiture de quarante-huit places. Plus loin, dans l'entrée de la gare, un centre de soins légers fonctionne déjà. Des familles au visage fermé, des curieux, des médecins, des secouristes, des pompiers. Les blessés sont évacués sur les hôpitaux de la région. Trois hélicoptères et de multiples ambulances assurent ces transports d'urgence.

Erreur de conduite

Pourquoi cette collision? Les employés de la gare sont consternés. Depuis la catastrophe de Paris-gare de Lyon qui fit cinquante-six morts, il n'y avait pas eu d'accident aussi grave. M. Philippe Jacob, adjoint au chef de la division du transport de la région Paris-Sud-Est, s'en tient aux seuls éléments connus quelques heures après la catastrophe. « Le train 9602 arrivait par la voie 2 de Moret vers la voie 2 de Corbeil. Le train de marchandises, lui, venait de Corbeil par la voie n° 1. Il ne

s'est pas arrêté à la signalisation. Son conducteur est mort sur le coup. »

Le SRP de Melun a été chargé de l'enquête, sous l'autorité de la préfecture de Seine-et-Marne. Les pompiers, la police, le SAMU, la protection civile, ont établi avec trois hélicoptères des aller-retour incessants entre la gare et les hôpitaux. Ils utilisent le stade voisin comme terrain d'atterrissage. Une chapelle ardente a été installée à proximité.

Les premiers témoignages sont recueillis. Des banlieusards qui attendaient leur train pour se rendre au travail n'ont, semble-t-il, entendu aucun bruit marquant. Mais certains d'entre eux ont vu un énorme éclat au niveau des caténaires. Depuis, le trafic de banlieue a été suspendu. Des aveux ont été mis à la disposition du public. Seuls les TGV sont autorisés à circuler.

En gare de Melun, à midi, sous le ciel plombé, on n'a pas fini de compter les morts...

DANIELLE ROUARD

### Les précédentes catastrophes ferroviaires

Les catastrophes ferroviaires ont eu tendance à se multiplier avec deux années « noires », 1985 et 1988, où on a déploré plusieurs dizaines de victimes. Voici par ordre de gravité décroissante, les accidents mortels dont les trains ont été impliqués depuis 1985.

- Gare de Lyon (Paris) : 27 juin 1988, 36 morts et 32 blessés.

- Argenton-sur-Creuse (Creuse) : 31 août 1985, 43 morts et 37 blessés.

- Flaugnac (Lot) : 3 août 1985, 33 morts et 120 blessés.

- Ay (Marne) : 7 novembre 1988, 9 morts.

- Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure) : 8 juillet 1985, 7 morts.

- Lyon (Rhône) : 5 octobre 1991, 4 morts.

- Saint-Marcellin (Isère) : 4 septembre 1990, 1 mort.

- Gare de l'Est (Paris) : 6 août 1988, 1 mort.

- Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) : 24 décembre 1987, 1 mort.

### Après la démission du maire de Clermont-Ferrand

M. Mitterrand assure M. Quilliot de sa « confiance »

Un entretien de quarante-cinq minutes avec le président de la République à l'Élysée, qui lui a renouvelé sa « confiance », un homme engagé, soutenu de promesses de la part du ministre de la ville, M. Michel Delebarre, à l'Assemblée nationale, l'expression insistante de la solidarité des députés de l'opposition et celle, plus contenue, des élus de la majorité... la maison de M. Roger Quilliot, maire démissionnaire de Clermont-Ferrand, n'était pas mince, mercredi 16 octobre. Répondant à M. Claude Wolff (UDF, Auvergne), maire de Chambray et ancien suppléant de M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours de la séance des questions au gouvernement, M. Delebarre a exprimé son « estime » pour M. Quilliot « et pour sa conception de la politique » et le soutien qu'il lui apporte sur sa « décision ». La démis-

sière en rigolant : Des noms ! Des noms ! Il s'est bien gardé de nous en donner, sauf à préciser qu'il s'agissait pas de la Cinq. Normal, il était pas l'attaquer elle en tête après s'être couvert de ridicule en se précipitant, ventre à terre, sur le plateau de Guillaume Durand.

Et le voilà qui nous prend à témoin : Vous êtes d'accord avec moi, hein ? Vous êtes contents de voir vos représentants traités comme des estimations par de vulgaires animateurs de variétés, pas vrai ? Ben, remuez-vous, protestez, exigez que ça cesse, parce que moi, voyez, j'ai pas tellement le droit, vu qu'ils sont libres, là, maintenant, les médias.

T'es raison ! C'est nul de permettre à tous ces politiciens, en mal de publicité, de venir cabotner, M'sieur Valéry en tête, sous les projecteurs de « Ciel, mon mari ! » ou « Si on se disait tout ? » ou « Secrétaire d'État ». D'accord, ils vous supplient, ils vous harcèlent, mais, je vous préviens, si vous continuez à leur céder, nous, terminé, on zappe. La bassesse et la démagogie, ras le bol !

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

### Déchainés

GÉNÉRALE, avouez, le sort de Kojan hier au cirque Bourbon devant les caméras de FR3 contre l'information-spectacle. Comme s'ils ne s'y donnaient pas, en spectacle, nos princes ! Oh ! pas tous les jours de la semaine, ça non, rien que le mercredi. Mais alors là, ils se déchainent ! Au point qu'il a dû faire la grosse voix. M'sieur Loyal dit Fata en tonnant : C'est pas parce qu'il y a la télé que vous devez faire les clowns... Ou quelque chose d'approchant.

On se calme. Et c'est le moment que choisit le ministre de la communication pour se plaindre de la façon dont on les malmène, nos élus, dans les studios. On leur manque de respect, figurez-vous, on est malpoli, on leur répond, et même sur certaines chaînes on en fait des marionnettes ! Des chaînes privées, attention ! Dans le service public, ça on oserait pas, on sait trop ce qu'on leur doit !

Quelles chaînes en particulier ? Nous, devant nos écrans, on tapait de la cullière sur la toile

La lutte contre les incendies de forêts

### La France commande douze Canadair d'un modèle perfectionné

M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a signé, mercredi 16 octobre, un contrat d'achat de douze Canadair avec la firme Bombardier Inc. pour un montant de 1,5 milliard de francs.

Ces douze bombardiers d'eau CL 415 turbopropulsés amphibies seront livrés en trois tranches : deux en 1994, cinq en 1995 et les cinq derniers en 1996. Conformément aux souhaits exprimés depuis longtemps par les élus et les services de protection civile de la côte méditerranéenne, ces appareils vont renfor-

cer la flotte aérienne de lutte contre les incendies de forêts, actuellement composée de quarante-neuf avions et hélicoptères bombardiers d'eau, dont onze Canadair à moteurs à pistons CL 215 qu'ils remplaceront.

Le gain d'efficacité des nouveaux Canadair touche tous les domaines : la vitesse passe de 240 à 300 km/heure ; la mise en œuvre est immédiate alors qu'avant les anciens appareils, le délai est de trente minutes ; la capacité d'emport est augmentée de plus de 15 % (6 100 litres au lieu de 5 300) ; un système de largage compte quatre trappes, etc.

Pour M. Marchand, il s'agit d'un « contrat historique d'un montant sans précédent dans l'histoire de la sauvegarde de la forêt ». Le ministre de l'Intérieur s'est également félicité des résultats de la campagne 1991 de lutte contre les feux de forêts. Avec 10 300 hectares parcourus par le feu (- 85 % par rapport à 1990), la campagne 1991 des incendies de forêts représente même « un des meilleurs résultats de la décennie », selon la direction de la sécurité civile (DSC).

Ce résultat a été constaté dans chacune des principales régions traditionnelles concernées : 2 700 hectares touchés dans le Sud-Est méditerranéen et 500 autres dans le massif landais (contre, respectivement, 3 300 et 1 100 hectares en 1990).

La diminution du nombre de dépôts de feux (4 900 contre 5 800 en 1990) est d'une part due, à la baisse des journées de grand vent et d'autre part, explique la DSC, elle « témoigne de l'efficacité du dispositif qui a permis de contrôler, dès les premiers instants, la quasi totalité des dépôts d'incendies ».

### L'ESSENTIEL

#### SECTION A

##### Débats

Clarence Thomas et ses juges, par Françoise Burgeas • L'enfant du deuxième étage, par Gérard Mitter

La guerre civile en Yougoslavie..... 3

La visite du pape au Brésil Jean-Paul II prend la défense des Indes..... 6

Le PS et les régionales M. Guigou ne conduira pas la liste socialiste dans le Vaucluse..... 8

Le financement des partis Le président de la Fédération nationale du bâtiment reçu par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale..... 9

Tuerie au Texas Vingt-trois morts dans une cafétéria..... 10

Policiers malheureux Sévères condamnations à la cour d'assises de Paris..... 10

Prix Nobel de chimie Richard Ernst (Suisse), récompensé pour ses travaux sur la résonance magnétique nucléaire..... 12

Terminator, suite Une deuxième mission violente et toute en muscles pour Arnold Schwarzenegger..... 14

#### SECTION B

##### LIVRES • IDÉES

La littérature et ses juges • L'autre ville des prodiges • Le feuilleton de Michel Brudeau • Histoire littéraire, par Françoise Bort • Scénario technique et sémantique • A qui appartient la parole des maîtres disparus ?..... 17 à 26

#### SECTION C

Contrats emploi-solidarité Promis par M. Rocard, 100 000 CES supplémentaires seront financés..... 29

Télévision britannique Quatre chaînes disparaissent... 30

#### AFFAIRES

Les grands magasins américains sont-ils des dinosaures ? • Un Sud-Africain force la porte de libéty • Les hôtels Concorde se font agressifs • Bernard Tapie laisse les Allemands perplexes..... 31 à 33

#### Services

Abonnements..... 10  
Carnet..... 38  
Loto..... 38  
Marchés financiers..... 34-35  
Météorologie..... 37  
Mots croisés..... 38  
Radio-Télévision..... 37  
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1991 a été tiré à 497 338 exemplaires.

### Feux rouges

Flaugnac, Argenton, la gare de Lyon... Les catastrophes ferroviaires de ces dernières années reviennent à la mémoire lorsqu'on apprend que le train de marchandises pris en écharpe, en gare de Melun, jeudi 17 octobre, par le train auto-couchettes Nice-Paris aurait dû se trouver à l'arrêt pour laisser passer celui-ci.

Les techniciens vont vérifier les installations de signalisation afin de comprendre pourquoi ce système tout à fait moderne, dit « block automatique lumineux », n'a pas permis d'éviter la catastrophe. Une défaillance du matériel est toujours possible, mais l'analyse des accidents antérieurs laisse à penser que l'erreur humaine pourrait être à l'origine de l'accident. Pourtant, le conducteur du train de marchandises « fautif » était un habitué du secteur. Pourtant, il venait de prendre son service...

Brûler un feu rouge - « franchir un carrefour », en langage cheminot - n'est pas si rare qu'on le croit. On estime qu'en moyenne cette infraction est commise une fois tous les deux ou trois jours, mais les conséquences sont le plus souvent minimes, car le train ne dépasse le feu que de quelques mètres, le freinage ayant été trop tardif.

Dans plusieurs accidents, le défaut d'attention du conducteur a été avéré. On pense, bien sûr, à la catastrophe d'Ar-

genton-sur-Creuse, en août 1985 (quarante-trois morts), provoquée, notamment, par le non-respect d'un ordre de ralentissement pour cause de travaux, ou à l'accident de Saint-Marcellin (Isère), qui causa, en septembre 1990, la mort du conducteur ayant, malgré le feu rouge, engagé son train sur une voie unique où arrivait le Talgo Barcelone-Genève. En Grande-Bretagne même, les accidents de Clapham Junction (1988, trente-six morts) et de Purley (1989, cinq morts) n'avaient pas d'autre cause.

L'accident de Melun relance le débat sur l'erreur humaine. Celle-ci est inévitable, et la SNCF, qui s'était longtemps contentée d'édicter des règlements pour l'éviter, a fini par l'intégrer dans ses réflexions sur la sécurité de ses trains après qu'il a été prouvé qu'elle avait été la cause première des catastrophes de ces dernières années. Il n'existe pas d'autre parade que le renfort des automatismes qui déchargent l'homme de nombreuses tâches et qui corrigent ses comportements anormaux. Ces automatismes exigent des investissements lourds, mais les spécialistes - y compris dans l'aéronautique - hésitent encore sur leur degré d'intervention et sur la responsabilité laissée à l'homme dans la conduite de la machine.

ALAIN FAUJAS

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 octobre

#### Une grande indécision

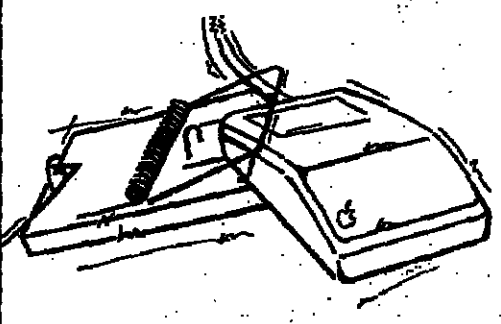
Une grande indécision a régné, jeudi matin 17 octobre rue Vivienne. Après avoir d'abord progressé de façon prometteuse (+0,35 %), l'indice CAC 40 devait progressivement repérer tout le terrain gagné initialement. Et aux alentours de 11 heures, il avait même légèrement replongé dans le rouge (-0,02 %).

Le mensuel  
**PASSAGES**  
DIX  
INTELLECTUELS  
ARABES  
FACE À ISRAËL

Numéro d'octobre  
vente en kiosque 30 F

## SPÉCIAL IMPRIMANTES MACINTOSH

SI VOUS NE DONNEZ PAS  
L'INDISPENSABLE À LIRE  
À VOTRE SOURIS  
VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



Dossier spécial : 20 modèles d'imprimantes de 3.000 F à 100.000 F passés au crible avec tous les tests pour choisir.

• Banc d'essai comparatif : Photoshop 2.0 et ColorStudio 1.5 la maîtrise de la couleur.

• Enquête : le Mac dans l'enseignement supérieur.

Et comme chaque mois, le cahier pratique avec toutes les astuces pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

**SYM Mac**

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC